|  |
| --- |
| Interventions économiques  pour une alternative sociale  No 17  L’État en question #1  Hiver 1987  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole, Chomedey, Ville Laval, Qc. courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca).

[Page web](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html) dans Les Classiques des sciences sociales :

<http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html>

à partir du texte de :

**Interventions sociales  
*pour une alternative sociale***

**L’État en question #1**

Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, hiver 1987, 197 pp.

 Courriel : Diane-Gabrielle Tremblay : [Diane-Gabrielle.Tremblay@teluq.ca](mailto:Diane-Gabrielle.Tremblay@teluq.ca)

Professeure École des sciences de l'administration

Université TÉLUQ

Tél : 1 800 665-4333 poste : 2878

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 26 juin 2022 à Chicoutimi, Québec.

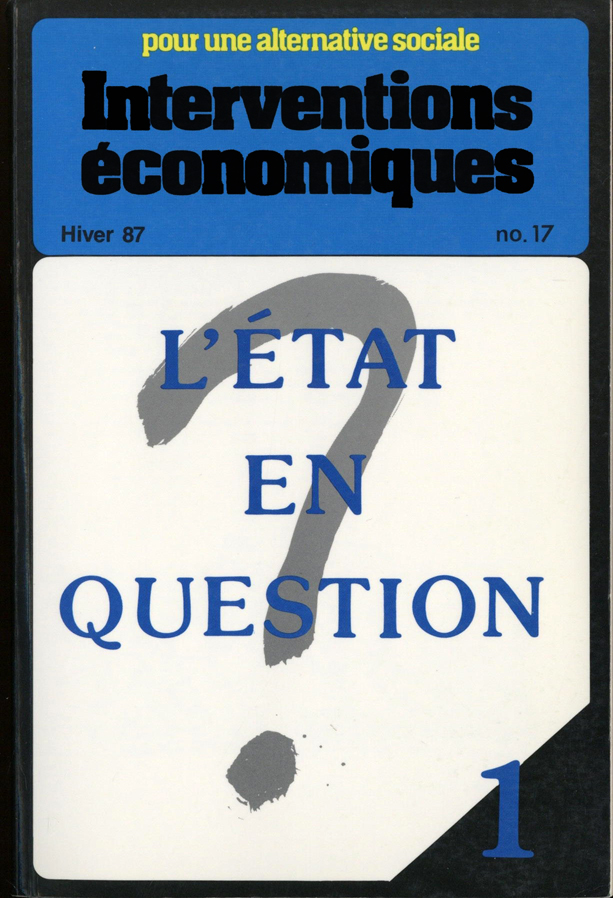


Interventions économiques

pour une alternative sociale

**No 17**

**L’État en question #1**



Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, hiver 1987, 197 pp.

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

Quatrième de couverture

[Retour au sommaire](#sommaire)

Présentation [6]

Entrevues avec Ralph Miliband. Gérard Lafay et José Luis Solis Gonzales : Propos sur les transformations de l’État [11]

Notes d’actualité []

Le « rapport Macdonald » et le libre-échange, par Peter Bakvis [25]

Le Fonds de Solidarité (F.T.Q.) : une petite révolution syndicale, par Louis Fournier [39]

Dossier

Présentation : L’État en devenir, par le Collectif [49]

L’État et le marché : réflexions sur leur articulation institutionnelle, par Jean-Jacques Gislain [53]

Crise de libéralisme et offensive anti-égalitaire, par Jocelyne Lamoureux [71]

Le conservatisme et l'État sous Reagan, par Dorval Brunelle [89]

La politique sociale au Canada : cesser le torpillage, par Richard Langlois [99]

La dynamique des régimes fiscaux (États-Canada-Québec), par Pierre Beaulne [109]

L’État québécois : un État hybride, par Yves Bélanger [117]

Grandeur et misère du déficit budgétaire fédéral, par Christian Deblock et Vincent van Schendel [127]

Débat

Les métamorphoses de la société salariale, par Michel Aglietta [169]

Rubrique de livres [187]

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[1]

La revue *Interventions économiques* est publiée deux fois par année : au printemps et en automne.

Abonnement (deux numéros)

individuel : 24$

de soutien : 30$

institutionnel : 36$

étranger : 40$

Toute correspondance doit être faite au nom d'interventions économiques, C.P. 206, Succ. « C », Montréal, H2L 4K1.

*Interventions économiques* est publiée par un collectif de collaboratrices et collaborateurs. Toute personne qui désire participer activement à la préparation de la revue et se joindre à l’équipe est la bienvenue. Pour cela, il suffit, pour nous contacter, d’écrire à l’adresse indiquée.

La revue publie également les textes qui lui parviennent. Dans ce cas, veuillez envoyer vos articles dactylographiés sur feuille 8 1/2 par 11, à double interligne en renvoyant les notes en fin de texte. La revue s’engage à respecter toute opinion personnelle ainsi que toute condition relative à la publication (pseudonyme, mise en garde, etc.).

Collectif pour ce numéro : François Plourde, Richard Langlois, Vincent Van Schendel, Christian Deblock, Normand Roy, Jean-Jacques Ghislain, Daniel Boutaud, Jeanne Baillargeon, Diane Tremblay, Denis Perreault.

Photo : Michel Pilon Couverture : Yves Paquette

Les articles n'engagent que les auteurs et non le collectif de la revue.

Nous demandons aussi aux utilisateurs de respecter les droits d’auteurs et de communiquer avec nous pour tout arrangement à cet égard.

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale du Québec,

3e trimestre 1986

ISSN-0715-3570

*Interventions économiques* est indexé dans *Repères*



[2]

Notre catalogue est expédié sur demande :

Les Éditions Saint-Martin

4073, rue Saint-Hubert,

Montréal (Québec) H2L 4A7

DISTRIBUTION :

Québec

Diffusion Prologue inc.

2975, rue Sartelon Ville Saint-Laurent H4R 1E6

[3]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

SOMMAIRE

[**Présentation**](#Inter_econo_17_presentation) [6]

Entrevues avec Ralph Miliband. Gérard Lafay et José Luis Solis Gonzales : Propos sur les transformations de l’État [11]

[**Notes d’actualité**](#Inter_econo_17_notes_actualite) [23]

[Le « rapport Macdonald » et le libre-échange](#Inter_econo_17_notes_actualite_1), par Peter Bakvis [25]

[Le Fonds de Solidarité (F.T.Q.) : une petite révolution syndicale](#Inter_econo_17_notes_actualite_2), par Louis Fournier [39]

[**Dossier**](#Inter_econo_17_dossier) [47]

Présentation : [L’État en devenir](#Inter_econo_17_dossier_presentation), par le Collectif [49]

[L’État et le marché : réflexions sur leur articulation institutionnelle](#Inter_econo_17_dossier_texte_1), par Jean-Jacques Gislain [53]

[Crise de libéralisme et offensive anti-égalitaire](#Inter_econo_17_dossier_texte_2), par Jocelyne Lamoureux [71]

[Le conservatisme et l'État sous Reagan](#Inter_econo_17_dossier_texte_3), par Dorval Brunelle [89]

[La politique sociale au Canada : cesser le torpillage](#Inter_econo_17_dossier_texte_4), par Richard Langlois [99]

[La dynamique des régimes fiscaux (États-Canada-Québec)](#Inter_econo_17_dossier_texte_5), par Pierre Beaulne [109]

[L’État québécois : un État hybride](#Inter_econo_17_dossier_texte_6), par Yves Bélanger [117]

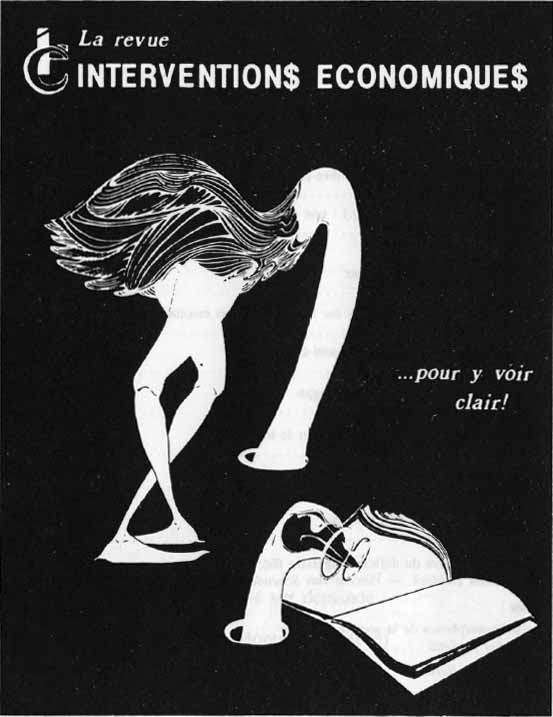
[Grandeur et misère du déficit budgétaire fédéral](#Inter_econo_17_dossier_texte_7), par Christian Deblock et Vincent van Schendel [127]

[**Débat**](#Inter_econo_17_debats) [167]

[Les métamorphoses de la société salariale](#Inter_econo_17_debats_texte_1), par Michel Aglietta [169]

[**Rubrique de livres**](#Inter_econo_17_notes_de_lecture) [187]

[4]



[5]

Abonnez-vous !

On ne le dira jamais assez : l’argent est le nerf de la guerre... et de l’édition ! En effet, les abonnements assurent à la revue un « fonds de roulement », nécessaire à la publication régulière. En vous abonnant dès maintenant, vous faites d’une pierre trois coups : 1) vous économisez sur le prix de vente en librairie ; 2) vous vous assurez de recevoir automatiquement chaque numéro de la revue sans avoir à courir après ; 3) vous permettez à la revue d’atteindre la stabilité financière. Tout cela sans compter qu’en lisant Interventions économiques, cela vous permet d’y voir plus clair dans la conjoncture.

Alors ? Si ce n’est déjà fait qu’attendez-vous ?

Les prochains numéros porteront sur :

• le travail précaire

• l’État et le marché

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Régulier | De soutien | Gr. pop | Institutions |
| 1 an | 24 $ □ | 30 $ □ | 24 $ □ | 36 $ □ |
| 2 ans | 42 $ □ | 55 $ □ | 42 $ □ | 62 $ □ |
| 3 ans | 60 $ □ | 85 $ □ | 60 $ □ | 90 $ □ |

3 numéros par an.

Indiquez à partir de quel numéro l’abonnement débute : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

NOM : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_TÉLÉPHONE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Envoyez votre chèque ou mandat poste à :

INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES  
C.P. 206 Suce. C  
Montréal (Québec) Canada  
H2L 4K1

[6]

**No 17. L’ÉTAT EN QUESTION #1**

Interventions économiques

PRÉSENTATION

[Retour au sommaire](#sommaire)

*Le texte qui suit a été publié dans le bulletin de l'association des Etudes canadiennes. Il s'agissait alors de présenter la revue et de faire un bilan. Comme il arrive fréquemment dans ce genre de circonstances, l'occasion était belle de prendre un certain recul par rapport à l'état actuel des choses compte tenu des objectifs qu'avait le collectif au départ du projet voici maintenant huit ans. À titre de point de repère, et qui sait d'objet de critique, il nous semblait opportun de publier aussi ce texte dans la revue.*

Le projet d’une revue critique d’économie politique québécoise prit forme et consistance en 1978 par la création *d'Interventions critiques* *en économie politique.* L’occasion en fut donnée par la tenue d’un colloque d’étudiants de science économique des trois cycles universitaires, à Trois-Rivières, cette même année. De cette rencontre ressortirent diverses expressions d’insatisfaction, face d’une part à l’enseignement dispensé par les départements québécois de science économique, et face à la science économique elle-même, d’autre part. Certaines critiques énoncées alors concernaient la préparation à l’intégration au marché du travail à la fin des études. On reprochait l’insistance trop marquée

de l’enseignement sur la théorie, au détriment de l’apprentissage des techniques de recherche notamment. D’autres participants accusaient le discours économique de manquer de réalisme et de se complaire dans une abstraction fumeuse, sans rapport avec le vécu et l’expérience concrète. Sans nier complètement la pertinence de ces objections adressées à la science économique, et à son enseignement, une troisième avenue critique ne concernait pas tant l’irréalisme de la théorie ou les lacunes de la formation professionnelle que la vision sociale et politique du monde que véhicule la science économique, et ce de manière largement implicite. Ce dernier point de vue rallia ceux qui [7] prirent alors l’initiative de fonder une nouvelle revue d’économie politique sur la base d’un accord assez général autour d’un projet socialiste de société.

Quelques huit années plus tard, on peut tenter un bilan provisoire de cette expérience. Sur la scène du monde d’abord, bien des événements ont défilé. N’évoquons ici que ceux qui ont fortement secoué les économies capitalistes avancées et qui ont abouti en 1981-1982 à la plus profonde récession depuis celle des années trente ; le Québec et le Canada étant particulièrement touchés par celle-ci, du fait de leurs sérieuses déficiences structurelles. La reprise engagée depuis ne trompe guère, du fait notamment qu’elle n’est pas parvenue à régler le grave problème du chômage, ni à assurer les conditions d’une nouvelle expansion durable. Un des avatars de ces difficultés chroniques a été le triomphe, partiel et temporaire sans doute, d’idéologies sociales et politiques conservatrices. Sur le plan économique, les thèses néo-libérales ont gagné du terrain et ont informé nombre de politiques d’États pris au piège d’une double crise financière et de légitimité. Pour l’essentiel, ces thèses réaffirment la foi séculaire des économistes dans la main invisible, en même temps qu’elles appellent paradoxalement, à une intervention musclée contre les « rigidités » qui en bloquent le fonctionnement naturel.

Pour ce qui est de la revue et de son projet d’analyse et de critique, notons en premier lieu qu’elle a survécu. Ce qui est déjà beaucoup, étant donné le contexte idéologique et économique de ces années et l’existence éphémère que connaissent habituellement de telles entreprises pour lesquelles le succès commercial ne va pas de soi, parce qu’il n’est pas recherché pour lui-même, et parce que leur caractère exigeant les confine irrémédiablement à une certaine marginalité. Ne voulant pas être une « revue savante » universitaire dont la survie ne tient qu’aux subventions et aux lecteurs captifs, *Interventions critiques en économie politique* a cherché sa voie propre entre cette alternative et celle du journalisme économique. Sans sacrifier à la rigueur et à l’approfondissement théorique, cette revue d’analyse a cherché une pertinence propre. Sans prétendre que la réponse définitive a été trouvée, il semble qu’une conception viable du projet de départ a été finalement concrétisée à partir du numéro 8, au printemps 1982. La formule des deux, et parfois trois numéros par année a été continuée, mais en même temps la revue a fait peau neuve. D’une part, un changement de nom est survenu : la revue s’appelle maintenant *Interventions économiques*, avec comme sous-titre *pour une alternative sociale.* La présentation a également pris un caractère plus soigné, plus professionnel, en quelque sorte. Mais les transformations touchent plus que l’emballage, car d’autre part la revue a cherché plus d’accessibilité, sans sacrifier à l’exigence de rigueur. En outre, et sans négliger les rubriques habituelles sur l’actualité, les débats et les nouveaux livres, le dossier a pris davantage d’importance dans chaque numéro. Ce dossier vise deux objectifs : il aborde l’étude détaillée d’un thème, à partir d’articles [8] qui en scrutent différents aspects ; il cherche en plus à conférer une durabilité accrue à chaque parution, dans la mesure où le dossier constitue une référence précieuse pour l’étudiant et le chercheur intéressés par le thème abordé. Mentionnons ici quelques-uns de ces dossiers en commençant par les plus récents : le numéro 16 s’intitule *Développement : la crise des modèles*. Il s’intéresse d’abord aux difficultés sérieuses des pays du Tiers-Monde, au premier rang desquelles figure un endettement quasi insoutenable ; puis il pose certaines questions sur la nature du sous-développement et sur les options de développement porteuses d’avenir. Le numéro 14/15 traite des politiques industrielles dans les pays capitalistes avancés, en insistant particulièrement sur les cas québécois et canadien ; le numéro 12/13 pose la question de l’emploi, en s’interrogeant sur les nouvelles réalités, celles du temps partiel et du travail précaire en général, notamment ; le numéro 11 aborde la crise et les politiques économiques conçues pour y faire face ; sous le titre de « la filière canadienne », le numéro 10 examine le rôle du Canada dans la division internationale du travail ; l’agro-alimentaire au Québec fait l’objet du dossier du numéro 9 ; tandis que le numéro 8 envisage la question régionale au Québec.

Les projets de thèmes à venir ne manquent pas. Le numéro 17 s’intéresse à l’État en mutation et le numéro suivant portera sur le travail précaire. Par ailleurs, parmi les idées exploratoires, le travail des femmes et la technologie sont fortement considérés pour les dossiers des numéros ultérieurs.

Le tournant engagé à partir du numéro 8 tenait compte d’une préoccupation qui, sans avoir été absente par le passé, ne s’exprimait pas si manifestement dans le contenu des parutions. Il est devenu primordial pour le collectif de rédaction que le dossier explore la dimension des alternatives pratiques, et non pas seulement théoriques, et ce particulièrement en rapport aux politiques économiques des gouvernements. La revue doit être une tribune qui permette l’exploration et l’exposition d’avenues possibles de changements économiques et sociaux qui aillent dans le sens d’une véritable démocratisation. Ce qui ne peut évidemment se faire si on exclut au départ le souci démocratique dans la conception et l’exécution de tels changements, sous prétexte de la naturalité du capitalisme ou de la nécessité historique inéluctable du socialisme.

*Interventions économiques* se veut donc une revue ouverte. Concrètement, l’équipe de rédaction fait appel à des contributions extérieures individuelles ou de groupes spécialisés dans des champs qui font l’objet d’un dossier prévu au sommaire de la revue. L’orientation du contenu est progressiste de manière générale, ce qui n’exclut pas les débats et les désaccords théoriques et politiques entre les collaborateurs. Pour le collectif, l’important est de maintenir la discussion sur les alternatives, théoriques et pratiques, et tout spécialement à une époque où une telle volonté paraît condamnée à la marginalité.

Le Collectif

[9]

**No 17. L’ÉTAT EN QUESTION #1**

ENTREVUE

Avec

Ralph Miliband  
Gérard Lafay

José Luis Solis Gonzales

[Retour au sommaire](#sommaire)

[10]

[11]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

“Propos sur les transformations  
de l’État.”

[Retour au sommaire](#sommaire)

*Contrairement à l'accoutumé*, *nous avons préféré présenter non pas une entrevue mais plutôt de larges extraits de trois entrevues que nous avons réalisées avec trois spécialistes de l’État, de formation, d'origine et d’horizon fort différents. Les nombreuses interrogations que soulève le thème des « transformations » de l'État nous y incitaient.*

*Théoricien de l’État engagé, Ralph Miliband a publié, en 1969 en version anglaise et en 1973 en version française chez Maspéro, un ouvrage désormais classique sur l'État et le consensus pragmatique centré sur le pluralisme politique et la notion d’économie mixte qui s’est fait au lendemain de la seconde guerre mondiale autour de celui-ci,* (L’état dans la société capitaliste, *Paris, Maspéro, 1973*). *Il était donc naturel, une quinzaine d’années plus tard, de lui demander de nous faire part du fruit de ses réflexions, d’une part, sur I 'évolution qu’a prise l’État depuis le début des années 1970 et, d’autre part, sur l’évolution de la recherche théorique à son sujet durant cette période.*

[12]

*L’entrevue avec Gérard Lafay, directeur adjoint au Centre d’études prospectives et d’informations internationales (CEPII), spécialiste des politiques industrielles et auteur entre autres d’un ouvrage chez Economica sur la dynamique de la spécialisation internationale, a surtout porté, en continuité avec la problématique développée dans le numéro 14-15, sur les politiques industrielles, la « maîtrise » du développement en économie ouverte et le rôle des États-nations dans la restructuration industrielle et la reconfiguration de l’espace mondial. La dimension internationale est plus présente que jamais dans la conduite des politiques économiques. L'un des problèmes abordés dans l’entrevue ci-après est celui de la constitution des avantages comparatifs et de la nécessaire conciliation dans les politiques industrielles, des contraintes de compétitivité et de spécialisation avec la poursuite des objectifs nationaux.*

*Dans l’entrevue avec le professeur José Luis Solis Gonzales, chercheur au Centro de investigacion y documencia economicas (CIDE) de Mexico, auteur de plusieurs articles sur I ’État publiés entre autres dans Economia de América latina et dans Critiques de l’économie politique, nous avons voulu pousser plus loin la discussion amorcée avec Gérard Lafay sur les modèles de développement industriel et la réévaluation historique dont fait l’objet l’intervention de l’État en Amérique latine, plus précisément au Mexique. La crise profonde que traverse ce pays et la désintégration du tissu industriel et du tissu social qui l’accompagne, montre, comme le souligne le professeur Solis, l’importance des dimensions nationale et sociale dans un développement qui ne peut, comme le prétendent les « experts », se réduire à sa seule dimension économique, ni être simplement déterminé par les contraintes d’insertion dans l’économie mondiale et, encore moins, ne plus être en fin de compte qu’une simple question de gestion efficace de l ’économie.*

*Trois entrevues donc, trois visions différentes des « transformations » de l’État et des perspectives de changement qui s’offrent à nous.*

I.E.

[13]

|  |
| --- |
| *L'entrevue a été réalisée à Montréal, le 9 octobre 1985. Les propos ont été recueillis par Michel Pilon.* |

**Interventions économiques** : *Au cours des dernières décennies l'État, au sein des pays capitalistes avancés s'est considérablement modifié. Pourrait-on dire que le rôle qu'il occupait n'est plus le même aujourd’hui ?*

**Ralph Miliband :** Le rôle que l’État occupe aujourd’hui, même si plusieurs prétendent le contraire, demeure plus ou moins le même. C’est-à-dire, le maintien d’une société de classes et de privilèges associés à une classe dominante. L’État est et demeure un État de classes. Ce qui a changé, c’est que dès les années d’après-guerre, et ce, jusque dans les années soixante-dix, il y a eu une forte poussée populaire qui s’est traduite par des réformes et des concessions que l’État a été obligé de faire. Non pas pour transformer la société capitaliste, mais pour la maintenir par la réalisation des réformes sociales et l’extension des droits civiques politiques et sociaux. Cependant, depuis le début des années 70, nous assistons à une offensive conservatrice pour retirer un certain nombre de concessions. Le changement est d’ailleurs toujours en cours, tant au point de vue politique qu’économique.

Il y a dans la pensée conservatrice cette idée qui affirme que l’on doit affaiblir l’État, que nous devons retirer à l’État les responsabilités qu’il possède. Cela se traduit dans les faits par une contraction des responsabilités de l’État dans le domaine social. Par ailleurs, on assiste à un phénomène assez sinistre : le renforcement de l’appareil policier, du contrôle des services de l’intelligence, bref des pouvoirs de surveillance.

Vous avez donc là un étrange paradoxe. Loin de s’affaiblir malgré le paravent idéologique, l’État se renforce tout en se libérant des responsabilités civiques et sociales. Nous avons donc affaire à une curieuse contradiction. Celle-ci peut fort bien s’expliquer par la dialectique de la lutte des classes : renforcement du pouvoir des classes dirigeantes et, par ailleurs, affaiblissement des forces populaires. Une lutte de classes, donc, dont l’initiative appartient maintenant à ceux d’en haut.

**I.E.**: *Vous en restez, somme toute à une analyse classique, au schéma classique du marxisme ?*

**R.M.**: Dans le domaine des conquêtes sociales, dans celui du renforcement des pouvoirs de l’État pour défendre une société de privilèges, pour défendre le pouvoir économique existant, là oui. Mais là où je m’écarte un peu peut-être à certains égards du modèle classique, là [14] ou j’essaie d’aller plus loin, c’est en démontrant que l’État n’est pas seulement l’instrument d’une classe dirigeante capitaliste qui lui dicte ses devoirs. Personnellement, dans mes travaux, j’essaie d’explorer la notion d’autonomie de l’État, c’est-à-dire la capacité de l’État de défendre l’ordre établi et l’ordre social comme il l’entend dans un cadre donné qui demeure évidemment un cadre capitaliste et de classes. Ce que l’on a beaucoup sous-estimé dans le schéma classique développé principalement par Engels. Et c’est là que je dirige pour le moment mes recherches sur l’autonomie de l’État, soit dans le domaine des réformes et ce malgré l’objection d’une classe dirigeante, soit dans d’autres domaines où l’État a une volonté propre. Ceux qui dirigent l’État ont une volonté autonome parallèle à celle des classes dirigeantes. J’essaie d’établir un schéma où il y aurait une sorte de « partnership » entre une classe économiquement dirigeante et une couche étatique contrôlant l’État.

**I.E.**: *Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le développement de l’État s’est principalement articulé autour de la régulation de la croissance. Aujourd’hui, face à la crise du capitalisme, la solution conservatrice par excellence ne serait-elle pas de jeter le bébé avec l’eau du bain ? C’est-à-dire de mettre au rancart les politiques sociales et, par ce fait même, l’État également ?*



[15]

**R.M.**: Non ! absolument pas. Et même du point de vue conservateur, il est impossible de remettre en question totalement les concessions sociales qui ont été faites depuis cent ans. Il est impensable de s’en débarrasser parce que l’on créerait par le fait même des conditions dangereuses d’instabilité sociale. On le voit d’ailleurs en Grande-Bretagne. De plus, l’État n’est pas seulement impliqué dans les questions sociales, il reste un État d’ordre. Il a une fonction de surveillance, de contrainte de la plus haute importance et l’on pourrait presque dire qu’à mesure que s’affaiblissent ses responsabilités sociales, ses responsabilités policières augmentent. Par ailleurs, il y a un phénomène très intéressant à observer si on l’aborde du point de vue historique. Depuis cent ans l’État continue d’étendre ses responsabilités. Pourquoi ? Parce qu’il y est d’abord poussé par la faiblesse du développement économique puis par la suite par les contradictions du capitalisme lui- même d’où le recours à l’État. Aujourd’hui, la crise augmente ses responsabilités. Il doit faire face aux pressions d’en bas et les contenir. Et il y a aussi, ne l’oublions pas, la question militaire. Celle-ci demeure toujours à l’ordre du jour, principalement à cause des séquelles de la guerre froide et de l’état permanent de réarmement, de défense.

|  |
| --- |
| *L’entrevue avec Gérard Lafay a été réalisée à Montréal, en mai 1986, les propos ont été recueillis par Christian Deblock.* |

**Interventions économiques**: *Vous avez à plusieurs reprises critiqué et souligné la nécessité d’élargir la notion classique d’avantages comparatifs ? Quel rôle joue selon vous l'État dans la construction et la consolidation des avantages comparatifs ?*

**Gérard Lafay :** La notion d’avantage comparatif est utilisée habituellement pour justifier les relations d’échange international. Ceci soulève deux types de questions. D’abord, d’où viennent les avantages ? Comment, ensuite, ces avantages se manifestent-ils dans la concurrence internationale ? Je répondrais tout d’abord à la deuxième question.

L’économie internationale n’est évidemment pas une économie à deux produits. Il ne s’agit donc pas de comparer un produit par rapport à un autre, mais plutôt une échelle d’avantages comparatifs, une échelle de coûts relatifs d’un pays par rapport à ses partenaires que l’on va classer. Les industries d’un pays seront classées selon leur degré de compétitivité. La logique ricardienne des avantages comparatifs demeure valide mais c’est une logique [16] d’analyse des coûts en termes physiques. Or, l’économie internationale est également une économie de relations monétaires. C’est la monnaie qui fait communiquer les espaces économiques nationaux ou si vous préférez, les taux de change. Une fois déterminée l’échelle des avantages comparatifs, où va être placée la barre ? C’est là la question. Dans les faits c’est le taux de change qui détermine le niveau de compétitivité des industries d’un pays par rapport à ses partenaires.

Dans un contexte de fluctuation des taux de change, comme celui que nous vivons actuellement, l’échelle des avantages comparatifs peut rester inchangée alors que la barre de compétitivité, elle, peut se déplacer très rapidement et perturber ainsi les échanges internationaux. Dans la mesure où une économie d’échanges internationaux ne peut se concevoir sans un minimum de stabilité des monnaies, il y a, à mon avis, actuellement, contradiction complète entre l’ouverture des frontières et la théorie du libre flottement des monnaies.

Revenons-en à la première question. D’où viennent les avantages comparatifs ?

Certains avantages comparatifs sont évidemment liés au contexte économique général ; plus précisément aux dotations relatives des facteurs de production.

La théorie d’Hecksher-Ohlin demeure sans doute valide pour expliquer les positions relatives des pays industrialisés par rapport aux pays en voie de développement ; les premières étant mieux placées pour les activités de haute technologie et celles à forte intensité de capital, et, les seconds, pour les activités à forte intensité de main-d’œuvre. Cette vision statique doit cependant être dépassée. Dans une démarche dynamique, les avantages se créent, sont créés ; les avantages comparatifs ne tombent pas du ciel comme le montre l’exemple japonais.

Ce sont les entreprises, d’une part, selon les choix d’investissement qu’elles feront et l’État, d’autre part, selon le rôle qu’il jouera dans la politique industrielle, qui font évoluer la position concurrentielle, relative d’un pays par rapport à ses partenaires. Les choix d’investissement créent de nouveaux avantages comparatifs à la place des anciens ; mais, en même temps, cette dynamique de spécialisation va modifier les conditions macroéconomiques de la croissance. Le cadre dans lequel se font les choix de spécialisation des entreprises se trouve donc modifié. Il y a dans ce cas, interaction.

Quel sera le rôle de l’État ?

L’État va intervenir dans la constitution des avantages comparatifs de plusieurs façons. En premier lieu, par ses politiques économiques générales et l’influence que celles-ci exerceront sur la dynamique de croissance et les conditions environnantes de la formation de capital. En second lieu par une intervention plus directe dans les secteurs qui, comme l’éducation, sont vitaux sur le plan de la productivité. Ensuite, viennent les interventions que je qualifierais de plus directement économiques.

[17]

Le Japon montre ici encore une fois l’exemple.

L’État ne se substitue pas aux entreprises. Il joue par contre un rôle essentiel lorsque vient le moment d’orienter, de catalyser et d’arbitrer les stratégies des entreprises dans les secteurs névralgiques qui requièrent soi, comme c’est le cas des secteurs en déclin, une réduction des capacités de production, soit, comme c’est le cas des secteurs en expansion, un effort important de recherche et de renforcement. Dans certains cas, l’État peut même prendre des mesures explicites de protection.

Il faut cependant que les stratégies de l’État soient des stratégies planifiées sur le moyen et le long terme. Le pire, c’est lorsque l’État intervient au jour le jour, sous la pression des événements, et que les mesures prises de la sorte deviennent par la suite pérennisées.

**I.E**. : *L’ouverture accrue des économies sur l’extérieur a remis en cause certaines conceptions du développement préconisées durant l’après-guerre : substitution des importations, conquête du marché intérieur, etc. Aujourd’hui, sont au contraire mises de l’avant les stratégies de promotion des exportations et les politiques d’adaptation et de flexibilité. Quelles contraintes posent, selon vous, au développement, les réalités économiques internationales présentes ? Peut-on opposer les deux schémas* d'industrialisation l’un à l’autre et ne privilégier, comme le font les grandes institutions internationales, que le second au nom de l’« adaptation dite positive » des économies à la contrainte du changement ?

**G.L**. : Ces deux schémas sont aussi inefficaces l’un que l’autre, l’expérience historique le montre.

D’un côté, le schéma d’industrie de substitution des importations ne se préoccupe pas suffisamment des exportations et a des avantages qu’un pays peut tirer de l’échange international. À la limite, il conduit à l’autarcie. Une des raisons des difficultés économiques actuelles des pays latino-américains vient justement du fait que ceux-ci sont trop longtemps restés enfermés dans ce schéma. Pour des raisons idéologiques plus que pour des raisons d’efficacité économique, à mon avis.

À l’opposé, les pays qui se contentent de suivre des stratégies de pure exportation courent le risque majeur d’accroître leur dépendance en matière d’importation au fur et à mesure qu’ils se développent et celui de voir la part de la valeur ajoutée nationale dans les produits d’exportation rester très faible. Les exportations sont alors déconnectées du tissu économique national et n’ont aucun effet d’entraînement.

En nous plaçant uniquement sous l’angle de l’efficacité économique, l’expérience montre que les pays qui réussissent le mieux sont les pays qui combinent les deux stratégies. Le cas des pays asiatiques est exemplaire. Leurs industries d’exportation sont performantes et correspondent à des pôles de compétitivité, [18] soit qu’ils avaient au départ un avantage comparatif étant donné leur contrôle macroéconomique, soit que les efforts d’investissement ont porté fruit en termes de création d’avantages comparatifs. Les pôles sont, à la fois situés dans des industries d’exportation qui occupent une place importante dans l’économie mondiale et articulé avec le tissu économique national.

Le mode d’insertion dans l’économie mondiale est clair. Un pôle de compétitivité correspond au départ à un créneau choisi par les entreprises mais qui a sa place sur une ou plusieurs filières de production. Lorsqu’un pôle de compétitivité est créé, apparaissent des effets d’entraînement dans les deux sens : vers l’amont et vers l’aval des filières de production. Vers l’aval, le pôle de compétitivité signifie des coûts et des prix plus bas. Le pôle pourra alors, soit être valorisé par l’exportation de produits compétitifs, soit permettre la transmission en aval des avantages en termes de coût qu’il engendre pour ainsi faire bénéficier les industries qui, au départ, sont généralement moins compétitives. Un exemple, la production d’acier au Japon, à des prix compétitifs et vendue sur le marché japonais à des prix plus bas que le prix mondial, permettra aux industries utilisatrices d’acier de devenir elles-mêmes compétitives. Une dynamique d’évolution se développe ainsi par transmission des gains de compétitivité à partir du pôle.

En sens inverse, un pôle de compétitivité, c’est-à-dire une industrie puissante crée un marché pour des activités qui vont lui fournir les pro duits dont il a besoin. À partir d’un marché intérieur qui apparaît au niveau des filières de production, peuvent se développer de nouvelles industries par un mécanisme, que nous avons qualifié au CEPII de « remontée de filière ».

L’exemple de la Corée est particulièrement typique de cette articulation entre un secteur d’exportation et une substitution d’importation, soit par reconquête du marché intérieur lorsque ce marché était initialement approvisionné par l’étranger, soit création d’un marché qui n’existait pas. Le Japon avec ses groupes industriels et les rapports que ceux- ci entretiennent avec des entreprises de sous-traitance en est un autre.

C’est une vision d’économie de marché mais c’est une économie de marché dans laquelle on privilégie une dynamique de développement à long terme dont on estime que tout le monde en sera bénéficiaire. Cette approche est préférable à tout point de vue à celle qui consiste à comparer, à un moment donné, les coûts et les prix relatifs et à s’approvisionner sur le marché mondial lorsque ceux- ci sont à l’avantage de l’étranger. Il y aura diffusion graduelle d’effets d’entraînement dans le tissu industriel et ainsi possibilité de diversification si le pays est au stade du développement ; ou bien, si le pays est déjà plus industrialisé, il y a possibilité d’évolution, c’est-à-dire possibilité de basculer d’une filière sur une autre, d’un pôle sur un autre, etc. Cette logique du développement, efficace du point de vue économique, présente aussi l’avantage capital de préserver le tissu national.

[19]

|  |
| --- |
| *L’entrevue avec José Luis Solis Gonzales a été réalisée à Montréal, en mai 1986. Les propos ont été recueillis par Christian Deblock et Nadir Haddam.* |

**Interventions économiques**: *Dans un monde de plus en plus interdépendant la marge de manœuvre dont disposent les États-nations dans l’élaboration de leur politique économique est de plus en plus réduite. Parallèlement, l’économie mondiale qui s'est développée rapidement avec la multinationalisation du capital dans l’après-guerre, n’a pas en soi de régulation. Celle-ci passe encore par les États-nations directement ou indirectement par institutions internationales interposées. Ne vivons-nous pas une période de transition ? Les États n’ont-ils pas trop tendance à surévaluer le poids de la contrainte extérieure au même titre qu’ils avaient eu tendance à trop surévaluer la dimension domestique durant l’après-guerre.*

**José Luis Solis Gonzales**: Les phénomènes de mondialisation du capital et de division internationale du travail, point de départ de l’analyse, passent par la médiation d’un réseau de rapports entre les États-nations, ce que l’on appelle articulation des États-nations. Les États-nations modernes apparaissent de cette façon comme le produit des rapports capitalistes à l’échelle mondiale. C’est un constat qui reste très limité et très général si on ne dépasse pas ce niveau de l’analyse.

Dès l’instant qu’il y a processus d'internationalisation du capital, il y a mobilité des capitaux entre les différentes parties du système. La force de travail n’a pas, par contre, cette mobilité. Il n’y a pas non plus de gestion internationale de la monnaie malgré les efforts entrepris depuis les accords de Bretton Woods. La gestion de la force de travail et de la monnaie se font encore dans le cadre de l’espace des États-nations. Ceux- ci deviennent dans ces conditions une médiation nécessaire pour l’insertion, plus ou moins stable, des économies nationales dans l’économie mondiale. Mais en même temps, chaque État-nation se rapporte à une série de conditions et de situations qui tiennent aux formations sociales spécifiques : les régimes politiques sont hétérogènes et comme c’est le cas dans certains pays sous-développés, l’État-nation peut apparaître sous la forme d’un État non-capitaliste. Il faut donc analyser cette relation entre une structure de classe très hétérogène et le phénomène d’insertion dans l’économie mondiale.

Pour revenir à la question, effectivement, il s’agit d’une étape de transition où les tendances ne se définissent pas. Mais, le problème des États-nations reste central, en particulier pour certains pays de la [20] périphérie. Le problème des États-nations évoque le problème du sentiment national. Ce problème dépasse les questions purement économiques.

En partant de l’hypothèse qu’il s’agit d’une période de transition, nous pouvons penser que les gouvernements ont dans un premier temps plus ou moins accepté par la force des choses les contraintes de l’extérieur. Mais il faut s’attendre aussi à une réponse de leur part. Les politiques d’ajustement, de remboursement de la dette, etc. soulèvent tellement de problèmes de légitimité que l’on peut s’attendre à des réponses contraires.

La marge de manœuvre est limitée si nous restons dans le cadre économique, politique et idéologique qui fonctionne dans le présent. Toutes les discussions ont précisément porté, ces dernières années, en Amérique latine, sur une alternative de développement qui envisage une orientation vers le marché interne et la satisfaction des besoins sociaux tout en cherchant à faire face aux exigences de la dette et à accepter le compromis nécessaire à la contrainte de l’extérieur. On cherche une alternative qui, dans le cadre du capitalisme actuel, pourrait combiner les possibilités du marché interne, dans le cas des grands pays, ou d’un marché intégré, dans le cas des autres, et le développement de quelques filières de pointe d’une capacité d’exportation suffisante pour payer la dette ; dans la mesure évidemment où le permet la capacité de production nationale.

**I. E**. : *Les choix en matière de développement iraient donc selon vous, dans la direction d’une consolidation du marché national, mais avec insertion de quelques secteurs de pointe dans l’économie mondiale et acceptation des exigences ?*

**J.L.G.**: Dans le cas du Mexique, un programme d’industrialisation et de commercialisation a été mis de l’avant par le ministère du Commerce et de l’Industrie. Ce programme a trois volets.

Le premier volet porte sur la promotion des exportations et le second, sur le développement d’un noyau endogène constitué par les industries orientées vers la satisfaction des besoins sociaux. Quant au troisième, il porte sur la substitution d’importation. Ce troisième volet présente l’originalité cependant, de chercher à remplacer les importations qui permettent une plus grande intégration de l’appareil productif, c’est-à-dire les « inputs » stratégiques des biens de capital. Ceci ne s’est pas fait dans le passé.

Ce programme véhicule cependant beaucoup d’utopie. La seule possibilité pour le gouvernement mexicain de mener à terme un tel projet serait d’élargir sa base sociale en faisant des concessions réelles à la population et en profitant de ce que j’appellerai, la force de la faiblesse d’être un débiteur majeur. Le Mexique n’a pas profité suffisamment de cette situation lors des négociations sur la dette. Il n’a pas joué suffisamment la carte de la dissuasion financière.

Ce projet offre certaines possibilités d’avenir mais à condition qu’il [21] y ait un appui de la population et réalisation d’un consensus autour de ses objectifs. Le poids de la contrainte financière extérieure rend bien difficile cette éventualité.

À l’heure actuelle, c’est la promotion des exportations qui l’emporte. Il s’agit d’obtenir à tout prix les devises nécessaires au remboursement de la dette. Pour les gouvernements qui suivent une voie démocratique ou démocratisante, les limites de ces politiques sont claires. Comme les économies sont résolument orientées vers l’extérieur, ces gouvernements sont confrontés sur le plan domestique, à de graves problèmes de légitimité.

Les gouvernements n’ont pas toujours une vision très claire de l’avenir. Les politiques économiques sont aussi bornées. Il a fallu attendre la chute des prix du pétrole pour que le gouvernement mexicain se rende compte que les efforts entrepris pour restructurer l’économie du pays, ont été des efforts inutiles. Le niveau de vie a été abaissé pour rencontrer le compromis de la dette mais c’était du sable qui coulait entre les doigts de la main.

Un changement semble maintenant se dessiner. Certaines déclarations sont à l’effet que la dette ne sera payée que dans la mesure où les capacités du pays le permettent et qu’elle ne le sera pas au détriment du niveau de vie des travailleurs.

Le discours est différent de celui d’il y a deux ans — les contraintes extérieures sont aujourd’hui telles que tout programme d'ajustement qui veuille combiner la croissance avec le paiement de la dette est condamné d’avance. Certains sociologues parlent même d’anomie au Mexique, pour décrire cette situation où, en l’absence d’un niveau de vie minimal, la population n’attend plus rien de l’avenir et les tensions sociales deviennent explosives.

**I.E**. : *Comment envisager une alternative économique de développement qui essaierait de trouver un compromis entre les contraintes d'insertion dans l’économie mondiale et les contraintes nationales d'une économie en développement ?*

**J.L.G.**: Nous nous trouvons à un carrefour.

Les années d’expansion signifiaient la possibilité d'harmoniser ces deux types de contrainte. À l'heure actuelle, l'arbitrage a été abandonné sans que pour autant, des alternatives ne s’affirment vraiment. Nos connaissances ont progressé sur le plan du diagnostic. Pas sur le plan des alternatives.

Une raison tient au fait que les alternatives sont envisagées comme une sorte de catalogue où l’on pourrait choisir l’option qui offrirait du point de vue économique la meilleure rationalité, une rationalité neutre. Une stratégie de développement ne peut être dissociée d’une stratégie d’alternative sociale.

À l’heure actuelle, trois options politiques s’affrontent. La première, c’est le projet libéral proposé par le capital transnational et les fractions locales qui lui sont liées. Cette alternative l’emporte pour le moment.

[22]

Une seconde option vient du capitalisme local. Elle consiste à chercher à harmoniser les trois axes de développement dont j’ai fait état précédemment. L’orientation est peut-être davantage donnée au marché interne. Cette stratégie utopique, je pense, renoue avec les analyses de la CEPAL en matière d’industrialisation. Elle trouve son principal appui dans les couches moyennes nationalistes, une partie des travailleurs et dans les fractions du capital qui ont une base d’accumulation locale ou régionale.

Le projet révolutionnaire constitue la troisième option. Il y a eu des percées dans certains pays d'Amérique latine mais sans que ce ne soit pour le moment très clair. L’expérience du Nicaragua montre les difficultés de mettre en place une économie « mixte » de transition, avec pour vecteur principal la satisfaction des besoins sociaux alors que le capital privé et la contrainte extérieure exercent un poids assez grand.

Les résultats sont jusqu’ici décevants dans chacun des trois cas.

[23]

**No 17. L’ÉTAT EN QUESTION #1**

NOTES  
D’ACTUALITÉ

[Retour au sommaire](#sommaire)

[24]

[25]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**NOTES D’ACTUALITÉ**

“LE RAPPORT MACDONALD  
ET LE LIBRE-ÉCHANGE.”

Peter Bakvis

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le gouvernement conservateur de Brian Mulroney ne peut aucunement prétendre posséder un mandat de l’électorat canadien pour négocier une entente de libre-échange avec les États-Unis. Lors de la campagne électorale de l’été de 1984, le futur premier ministre n’a pas fait plus que de promettre d’améliorer, s’il était élu, les relations avec « notre grand voisin du sud », relations qui, selon monsieur Mulroney, seraient en très mauvais état suite aux 16 années du gouvernement Trudeau. Dans les rares occasions où monsieur Mulroney, avant son élection le 4 septembre 1984, a référé au projet de libre-échange avec les États-Unis, c’était pour exprimer son opposition. [[1]](#footnote-1)a

Ce n’est qu’après l’élection de septembre 1984 que le libre-échange est soudainement devenu pour le gouvernement le principal instrument pour améliorer les relations avec les États-Unis. L’appui du nouveau gouvernement à une entente de libre-échange bilatéral entre le Canada et les États-Unis a culminé avec l’accord Reagan- Mulroney au « sommet » de Québec. Le 18 mars 1985, monsieur Mulroney et le président Reagan des États-Unis ont signé à Québec une déclaration d’intention d’entreprendre les négociations visant « à éliminer les barrières commerciales » entre les deux pays. L’ouverture des négociations, sous la responsabilité, du côté canadien du ministre du Commerce extérieur James Kelleher, devait commencer sous peu.

Le gouvernement conservateur a connu jusqu’ici beaucoup de difficultés [26] à bâtir un semblant de « consensus national » autour du projet de négocier une entente de libre- échange avec les États-Unis. Bien que ce projet puisse compter sur l’appui d’importantes parties des milieux d’affaires, d’où le projet est issu d’ailleurs, toute tentative de trouver des appuis significatifs dans d’autres secteurs de la population canadienne n’a pas eu de succès.

Ainsi, un Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes a été chargé de tenir des audiences sur le projet de libre- échange avec les États-Unis. Ce comité, pourtant de majorité conservatrice et favorable en partant au projet, a reçu des centaines de mémoires exprimant des réserves ou étant carrément défavorables au projet, et a finalement déposé une recommandation qui est, à toutes fins pratiques, opposée au projet de libre-échange global. En effet, le comité soutient l’idée de « discussions » sur le commerce bilatéral avec les États-Unis, mais propose qu’elles ne portent que sur l’élimination des « obstacles qui nuisent actuellement aux échanges entre les deux pays et... (de) la création de toute nouvelle barrière non tarifaire » [[2]](#footnote-2). Ensuite, le comité a énuméré une série de secteurs qui devraient être exemptés de toute discussion bilatérale sur la libéralisation des échanges dont, en priorité, les industries culturelles, le secteur agricole, le secteur de l’automobile et les politiques sociales [[3]](#footnote-3).

Le projet de libre-échange global a cependant été ressuscité suite au coup de pouce important donné au projet par la Commission royale sur l’économie dirigée par l’ancien ministre des finances Donald Macdonald, et dont le rapport a été publié le 5 septembre 1985. Monsieur Macdonald, ancien ministre libéral et avocat de Bay Street (le centre des affaires de Toronto) depuis 1978, a pris une approche plutôt inusitée en déclarant son appui au projet de libre-échange plusieurs mois avant que la commission ait terminé ses travaux, geste qui peut être comparé à celui d’un juge qui prononce son verdict avant d’avoir écouté toute la preuve. Il n’est pas sans importance que monsieur MacDonald ait annoncé ses couleurs, devant une audience américaine, quelques deux mois (le 19 novembre 1984) après l’élection d’un gouvernement favorable au libre-échange, alors que des rumeurs couraient à l’effet que le nouveau premier ministre abroge les travaux de cette commission dirigée par un ancien ministre libéral, décision que monsieur Mulroney n’a finalement pas prise.

Au Québec, le projet de libre-échange a reçu un appui de taille lorsque le 11 septembre 1985, le premier ministre sortant René Lévesque a valisé cette partie des recommandations de la Commission MacDonald. Monsieur Lévesque a même effectué une visite éclair à Washington le 19 septembre pour annoncer à la capitale américaine son appui au projet de libre- échange. Le nouveau gouvernement libéral de Robert Bourassa semble exercer un peu plus de prudence dans le dossier, mais sans aller jusqu’à s’objecter à l’idée même de négocier une entente de libre-échange global, comme l’a fait le gouvernement libéral de l’Ontario. [27] Il a également refusé de rendre publiques les études faites par le ministère de l’Industrie et du Commerce du Québec, études qui entreverraient des pertes d'emplois importantes dans plusieurs secteurs de l’économie québécoise advenant l’introduction d’une entente de libre-échange global avec les États- Unis.

L’attitude américaine

En 1983, le gouvernement libéral du Canada a tenté d’amorcer un processus de négociation d’accords sectoriels de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Ces tentatives ont cependant achoppé devant le peu d’intérêt montré par le gouvernement américain à aborder certaines industries proposées par le Canada, notamment celle des équipements de transport en commun, et devant l’opposition manifestée par les producteurs canadiens de certaines autres industries, notamment celle du textile. Or, après la signature de la déclaration Mulroney- Reagan du 18 mars 1985, l’administration américaine a fait savoir qu’elle n’était pas intéressée par une approche sectorielle, mais seulement à négocier une entente globale de libre-échange [[4]](#footnote-4)).

L’intérêt pour les États-Unis d'une entente apparaît évident lorsqu’on examine quelques données sur les échanges commerciaux canado-américains :

— Le Canada possède actuellement une balance commerciale excédentaire très importante avec les États-Unis, soit 22,2 milliards $ en 1985 [[5]](#footnote-5).

— À partir de 1987 et de la mise en application intégrale des derniers accords du GATT (L’accord général sur le commerce et les tarifs douaniers), 80 pour cent des biens canadiens seront admis en franchise (c’est-à-dire sans droits de douane) aux États-Unis, alors que seulement 65 pour cent des biens américains seront admis en franchise au Canada [[6]](#footnote-6).

— Il est prévu qu’en 1987 le tarif moyen appliqué par le Canada à l’égard des biens américains sera d’environ 10 pour cent, alors que celui appliqué par les États-Unis à l’égard des produits canadiens sera inférieur à cinq pour cent [[7]](#footnote-7).

Le libre-échange mettrait fin à la protection offerte par les barrières tarifaires des deux pays, mais il est évident, en fonction des données ci- dessus, que le Canada serait obligé de sacrifier davantage. Le Canada éliminerait les restrictions que représentent les tarifs sur 35 pour cent des importations venant des États-Unis ; les États-Unis mettraient fin aux restrictions sur 20 pour cent des importations venant du Canada. Et comme l’indiquent les données sur le tarif moyen, le Canada doit diminuer celui-ci plus que les États-Unis dans presque tous les secteurs. Par exemple, en 1987 le tarif canadien sur des articles de machinerie sera de 9,2 pour cent ; le tarif américain ne sera que de 3,7 pour cent [[8]](#footnote-8). Donc, en éliminant les tarifs des deux côtés de la frontière, le producteur canadien de machines bénéficiera d’une réduction de ses prix sur le marché américain de 3,7 pour cent, mais, par [28] contre, il verra également ses concurrents américains qui vendent au Canada bénéficier d’une réduction de prix de 9,2 pour cent.

Dans certains secteurs, les tarifs douaniers canadiens demeurent très importants : ils sont en moyenne de 15,5 pour cent sur les meubles et de 20 pour cent sur les textiles et les vêtements. Dans d’autres secteurs, c’est la présence de contingentements et de programmes gouvernementaux d’appui — subventions, déductions fiscales, matières premières fournies à bon marché — qui ont permis à certaines industries canadiennes de prospérer, parfois aux dépens des importations américaines. C’est le cas notamment de l’industrie agro-alimentaire du Québec, où des politiques de contingentements et de subventions gouvernementales importantes ont permis au Québec d’accroître son niveau d’autosuffisance alimentaire de 45 à 75 pour cent environ au cours des 10 dernières années. Dans d’autres secteurs, notamment celui de l’automobile, des dispositions législatives imposent des contraintes particulières. Ainsi le Pacte de l’automobile de 1965 oblige les fabricants d’automobiles américains à répartir la production nord-américaine de voitures en fonction de la part de marché de chaque pays. Une entente de libre-échange global aurait pour effet de mettre fin aux tarifs, aux contingentements et aux contraintes de localisation et forcerait une « harmonisation » des politiques fiscales et des programmes de subvention dans certains secteurs, ainsi qu'un retrait de l'État canadien de certains autres secteurs où sa présence pourrait constituer, pour les Américains, une concurrence déloyale [[9]](#footnote-9) .

Les porte-parole au sein du Congrès américain de certains intérêts régionaux et industriels particuliers ont manifesté leur opposition à une entente de libre-échange avec le Canada, craignant l’impact que pourrait avoir sur les électeurs et les électrices une importation accrue du bois de Colombie-Britannique, des produits chimiques de l’Alberta ou des produits de la pêche des Maritimes. Il semble évident, cependant, comme nous le verrons plus loin, que de façon globale les États-Unis seront les grands gagnants d’une politique de libre-échange, ce qui explique l’appui très fort de l’administration, et notamment de la présidence à ce projet. À leurs yeux, l’élimination des barrières protectionnistes devrait favoriser un équilibrage du commerce entre les deux pays, c’est-à-dire une augmentation des exportations au Canada et une diminution des importations du Canada, ce qui contribuerait à diminuer l’excédent commercial de plus de 20 milliards $ que possède actuellement le Canada dans le commerce bilatéral.

L’argument en faveur du libre-échange

L’argument le plus développé en faveur du libre-échange est celui présenté par le Rapport de la Commission MacDonald. En prenant position pour le libre-échange, la Commission ne peut aucunement prétendre refléter le point de vue exprimé par la majorité des Canadiennes et des Canadiens lors des [29] audiences. Lorsque ces audiences ont eu lieu à l’automne de 1983, la question du libre-échange avec les États-Unis n’était pas un projet faisant l’objet de débat public intense comme il l’est devenu suite aux élections de septembre 1984. La grande majorité des organismes qui se sont présentés devant la Commission n’ont tout simplement pas senti le besoin de se prononcer sur la question, même si d’importantes associations patronales mettaient de l’avant une politique de libre-échange. À cet égard, la consultation du Comité mixte du Parlement canadien, déjà notée, constitue une évaluation beaucoup plus fidèle de l’opinion populaire sur la question.

Il est également à noter que la prise de position de la Commission Macdonald, qui ressemble étrangement à une conversion postélectorale, n’a pas recueilli l’appui unanime des commissaires. En effet, le seul commissaire venant du milieu syndical ou populaire, Gérard Docquier, a signalé sa dissidence. Monsieur Docquier, directeur canadien des Métallos unis d’Amérique, a particulièrement critiqué la recommandation touchant le libre-échange, l’attaque au régime d’assurance-chômage et le peu de souci que les autres commissaires faisaient du problème du chômage  [[10]](#footnote-10).

La Commission MacDonald évoque deux raisons pour appuyer un accord de libre-échange avec les États-Unis : « La première étant l’accès à un marché plus vaste et dépourvu d’entraves et, la seconde, la réalisation d’économies d’échelle » [[11]](#footnote-11). En évoquant la thèse sur l’accès au marché américain, la Commission ne prétend pas que les exportateurs canadiens connaissent des problèmes à ce chapitre. Le Canada bénéficie d’un excédent commercial important avec les États-Unis, les États-Unis absorbent déjà les trois-quarts de nos exportations totales ; et nos exportations aux États-Unis sont en croissance très rapide. En effet, les États-Unis absorbaient 65 pour cent de nos exportations en 1965, et 76 pour cent de nos exportations en 1984.

En évoquant l’accès au marché américain par le libre-échange, la Commission parle plutôt des menaces à cet accès qui pourraient affecter les exportations canadiennes si les États-Unis adoptaient des mesures protectionnistes. Le rapport cite comme exemple les tentatives de producteurs américains d’obtenir des droits compensateurs (droits de douane supplémentaires) sur les importations de bois d’œuvre, de produits de la pêche et du cuivre venant du Canada [[12]](#footnote-12). La Commission constate, cependant, que les mesures de protection réclamées n’ont pas été accordées et que ces menaces ne disparaîtront pas avec un accord de libre-échange. En effet, les réclamations américaines se basaient sur l’existence au Canada de régimes fiscaux, de subventions et d’autres appuis gouvernementaux plus avantageux que ceux existant aux États-Unis, ce qui créait à leurs yeux une concurrence « déloyale ». La Commission déclare qu’un accord de libre- échange, pour être opérationnel, pourrait forcer une « harmonisation » des politiques gouvernementales, exactement ce que les producteurs américains cherchaient par [30] l’application de droits compensateurs.

Pour ce qui est de la réalisation d’économies d’échelle, la Commission admet que cela serait nettement à l’avantage des grandes entreprises, mais pas nécessairement à l’avantage de l’économie canadienne :

Si le Canada et les États-Unis libéralisent leurs échanges, les grandes entreprises multinationales en bénéficieront. Le libre-échange favorisera une rationalisation de la production à l’échelle nord-américaine et, de ce fait, provoquera des économies d’échelle. Les entreprises étrangères pourront accéder à un vaste marché américain par l’intermédiaire de leurs filiales canadiennes, mais celles qui produisent déjà aux États-Unis risqueraient de fermer leurs usines au Canada, probablement plus petites que leurs usines américaines, à moins qu’elles ne les convertissent pour ne produire qu’un seul article  [[13]](#footnote-13).

Ce risque que même la Commission MacDonald, pourtant favorable au libre-échange, croit suffisamment important pour le souligner, se pose avec acuité au Canada où, contrairement aux États-Unis, le capital étranger domine encore d’importantes parties de notre secteur de fabrication. Ceci est particulièrement vrai dans des secteurs stratégiques comme le matériel de transport (69 pour cent du capital sous contrôle étranger), les produits chimiques (75 pour cent) et les produits électriques (54 pour cent) [[14]](#footnote-14). Grâce à certaines mesures gouvernementales pour promouvoir le contrôle canadien telles l’Agence d’examen des investissements étrangers (FIRA), il y a eu un accroissement de la propriété canadienne depuis 10 ans, mais le gouvernement conservateur risque de mettre fin à ce progrès par sa promulgation en juin 1985 de la Loi C-15 qui abolit la FIRA.

Non seulement la Commission Macdonald suggère-t-elle de ne pas restaurer les mécanismes visant à accroître le contrôle canadien de l’économie, elle rejette également toute idée d’une stratégie industrielle qu’elle qualifie d'interventionniste et de stratégie de « choisir des gagnants » [[15]](#footnote-15). Au contraire, la Commission affirme :

Il importe plus que jamais que les Canadiens reconnaissent qu’il faut s’en remettre aux forces du marché pour déterminer l’orientation de notre développement économique [[16]](#footnote-16).

La Commission rejette l’idée de bâtir « artificiellement » un secteur manufacturier par une politique de substitution aux importations, suggérant plutôt que le Canada se spécialise dans le domaine où, selon elle, le pays possède un avantage comparatif, c’est-à-dire la production primaire [[17]](#footnote-17).

L’impact sectoriel du libre échange

La Commission Macdonald admet qu’une entente de libre-échange pourrait avoir un impact majeur sur le secteur manufacturier, mais considère que cela n’importe guère puisque ce secteur emploie [31] seulement un Canadien sur cinq :

« Une libéralisation des échanges se ferait surtout ressentir sur notre secteur manufacturier ; ce secteur ne représente à l’heure actuelle que moins de 20 pour cent des emplois au Canada. Donc, au pire, une libéralisation des échanges n’aurait d’effets directs que sur le cinquième de la main-d’oeuvre canadienne [[18]](#footnote-18).

La Commission oublie de mentionner que le secteur primaire qui, d’après elle, bénéficiera d’une entente de libre échange, fournit seulement sept pour cent des emplois au Canada, mais que des millions d’emplois dans le secteur tertiaire (services, finances, assurances, distribution, etc.) découlent des effets multiplicateurs des emplois dans le secteur manufacturier.

La Commission oublie également de mentionner que la plupart des ressources primaires entrent déjà en franchise aux États-Unis ou avec des droits de douane négligeables et qu’un accord de libre- échange ne changerait en rien leur situation.

Lorsqu'elle s’efforce d’identifier les « secteurs forts » susceptibles de bénéficier d'un accord de libre- échange, elle ne réussit qu’à en trouver deux : le secteur du « transport urbain » (et nommément Bombardier et Ontario Bus Industries) et le secteur des produits de la forêt [[19]](#footnote-19). La Commission prend le soin, cependant, d’exclure de ce dernier l'industrie du meuble, qui, selon elle, pourrait subir plusieurs fermetures d'usines à cause de la concurrence du sud des États-Unis. La Commission oublie encore une fois de mentionner que l’industrie du papier journal, la plus importante composante du secteur forestier, exporte déjà presque 90 pour cent de sa production et que ces exportations entrent en franchise (aucun droit de douane) aux États-Unis.

La liste est beaucoup plus longue lorsque la Commission procède à une énumération des « secteurs faibles » qui subiront des fermetures et des pertes d’emplois avec l’application d’un accord de libre-échange avec les États-Unis : la production de textiles, de vêtements et de chaussures, le matériel et les machines, l’électronique, l’outillage et les produits électriques, les meubles, le matériel scientifique et les produits de consommation [[20]](#footnote-20). Quant aux types d’entreprises qui seraient affectées, la Commission affirme que « ce sont les petites entreprises qui auraient le plus de mal à s’ajuster » [[21]](#footnote-21), mais admet que toute succursale d’une société américaine serait particulièrement susceptible de subir une « restructuration » : « *Le libre-échange accroîtrait cette tendance à la restructuration et à la réduction des effectifs des entreprises*» [[22]](#footnote-22).

Ce dernier pronostic correspond à celui déjà identifié par d’autres observateurs et confirmé par un représentant d’une société américaine qui s’est confié au journal Financial Post à la condition de ne pas être identifié :

Nous avons demandé à un officier haut placé d’un important fournisseur d’équipements de bureau ayant son siège social aux [32] États-Unis, comment sa compagnie réagirait à une libéralisation du commerce entre le Canada et les États-Unis. Sa réponse est courte et sans équivoque. La réponse est très simple, dit-il. S’il y avait le libre-échange, il y aurait moins d'investissement. La compagnie chercherait à approvisionner ses clients canadiens actuels à partir des usines américaines [[23]](#footnote-23).

Il s’agit d’un scénario qu’il faut prendre très au sérieux, compte tenu de l’importance des investissements américains au Canada et qui pourraient même affecter des usines qu’on identifie habituellement comme des secteurs de pointe, comme l’usine IBM à Bromont.

L’impact régional du libre-échange

La Commission MacDonald admet que certaines régions, notamment le sud de l’Ontario et le Québec, subiront davantage que d’autres l’impact négatif du libre-échange, pour la simple raison que c’est le secteur manufacturier, qui est concentré dans ces deux provinces, qui connaîtra des fermetures d'usines et des pertes d’emplois. Deux industries identifiées de façon particulière comme étant susceptibles de subir un impact négatif du libre-échange son l’industrie du textile, dont 43 pour cent des emplois au Canada se trouvent au Québec, et l’industrie du meuble dont 34 pour cent des emplois se trouvent au Québec. Parmi les autres industries identifiées comme « secteur faible » dans un contexte libre-échangiste, le pourcentage d'emplois au Québec est important dans tous les cas : habillement (56 pour cent), chaussures (43 pour cent), machinerie (21 pour cent), produits électriques (25 pour cent), aliments et boissons (24 pour cent) [[24]](#footnote-24).

On pourrait étendre cette liste en y ajoutant d’autres industries que la Commission Macdonald n’a pas mentionnées : la fabrication de papiers fins, de papiers d’emballage et de cartons, un sous-secteur de l’industrie des produits forestiers (considérée un « secteur fort » par la Commission MacDonald) qui bénéficient actuellement d’une protection importante face à d’éventuels concurrents du nord-est des États-Unis ; l’industrie des produits chimiques (27 pour cent des emplois au Québec), sans doute exclue à cause des usines ultramodernes de l’Alberta, mais dont les usines québécoises, déjà aux prises avec les conséquences des fermetures des raffineries et un vieillissement des installations, pourraient avoir du mal à faire face à la concurrence américaine.

La Commission MacDonald admet que l'impact du libre-échange variera de région en région, mais cet impact régional ne vaut pas la peine qu’on s’y attarde, selon elle :

Certains citoyens seront affectés, mais si les travailleurs vont et viennent d’une région à l’autre, à la suite des modifications de politique commerciale, les régions changent de structure et il devient difficile de saisir exactement les effets interrégionaux de ces politiques... [33] (Aussi), grâce à leurs fonds de retraite, leur propriété en capital-actions et leurs différents moyens financiers, des citoyens de l’Ontario, par exemple, possèdent des actifs dans d’autres provinces, telle l’Alberta [[25]](#footnote-25).

En d’autres mots, puisque les travailleurs québécois peuvent toujours déménager en Alberta et les épargnants québécois peuvent toujours investir leur argent en Alberta, il n’y a pas de raison de s’angoisser du fait que le libre-échange fasse disparaître certains secteurs de l’économie québécoise !

Il faut souligner que l’impact du libre-échange au Québec, où se trouvent d’importantes concentrations de plusieurs des industries qui seraient affectées, ne se ferait pas seulement sentir en termes d’emplois, mais également au niveau des conditions de travail et de rémunération. La CSN a évoqué ce fait dans son mémoire au Comité mixte sur les relations extérieures :

Avec l’absence de protection pour une industrie comme celle du textile, ne pourrait-on pas s’attendre à voir les employeurs tenter de forcer les salarié-e-s canadiens à choisir entre la perte de leur emploi et une dégradation de leurs salaires et de leurs bénéfices sociaux pour qu’ils s’approchent de ceux qui ont cours dans le sud des États-Unis, conséquence des lois décourageant la syndicalisation et de l’héritage de plusieurs siècles d’oppression de la population noire [[26]](#footnote-26).

Les implications politiques  
du libre-échange

La Commission Macdonald évoque la possibilité que les impacts du projet de libre-échange dépassent les limites des changements d’ordre strictement économique :

Il est possible que... l’accord de libre-échange suscite des forces politiques qui, au bout d’un certain temps, rapprocheraient le système fiscal et les règlements industriels canadiens du modèle américain [[27]](#footnote-27).

Elle fait particulièrement mention des règlements et politiques :

... dont l’effet serait d’augmenter « artificiellement » les coûts de production des entreprises canadiennes par rapport aux entreprises comparables et concurrentes aux États-Unis... Par exemple, les codes du travail, les exigences en matière de sécurité, les réglementations sur l’environnement et sur les normes des produits peuvent augmenter les frais de production [[28]](#footnote-28).

La CSN avait déjà évoqué ces impacts dans son mémoire au Comité mixte :

Une plus grande ouverture sur l’économie américaine, où la déréglementation, la réduction des programmes sociaux et la réduction de la fiscalité ont libre cours, pourrait devenir une autre arme pour ceux qui veulent « niveler » nos programmes sociaux et notre fiscalité, entre autres par la privatisation de cer-

[34]



La Coalition québécoise d’opposition au libre-échange

[35]

tains programmes. Le résultat de tout cela sera d’accroître les inégalités et, tout comme aux États-Unis, de connaître un accroissement des tensions sociales et de la violence engendrées par ces inégalités [[29]](#footnote-29).

La Commission Macdonald l’admet lorsqu’elle déclare que les changements découlant d’un accord de libre-échange « atténueront progressivement les différences qui existent entre les sociétés canadienne et américaine » [[30]](#footnote-30).

Une des conséquences que la Commission prévoit d’un régime de libre-échange est une réduction des pouvoirs des provinces, d’une part parce que le Canada pourrait être obligé de limiter son encouragement au développement économique régional et d’autre part, parce que :

Un accord de libre-échange obligerait les provinces à abandonner une partie de leur liberté en ce qui concerne l’utilisation des politiques portant sur les barrières non tarifaires... Il est concevable, qu’à long terme, un accord de libre-échange réduise le pouvoir des provinces par rapport à celui du gouvernement fédéral et par rapport au marché [[31]](#footnote-31).

La Commission Macdonald affirme également que le gouvernement canadien pourrait, à cause de la dépendance accrue sur l’économie américaine résultant d’un accord de libre-échange, connaître de plus en plus de difficultés à mener une politique extérieure indépendante. Évoquant « des interventions militaires controversées en Amérique Latine ou ailleurs », la Commission croit que :

Un gouvernement canadien, dans ces circonstances, aura tendance à atténuer au minimum ses critiques à l’endroit des États-Unis afin de préserver les relations canado-américaines [[32]](#footnote-32).

Les obstacles à une politique étrangère indépendante pourraient venir de facteurs encore plus tangibles. Si, comme la Commission l’entend, le libre-échange amenait une intégration complète des deux économies et une « rationalisation » de la production sur l’échelle nord- américaine, comment le Canada pourrait-il s’extirper d’une politique d’embargo économique appliquée par les États-Unis, par exemple sur le Nicaragua ? Le Canada serait, dans le cas de l’Amérique centrale, forcé d’abandonner sa politique de promotion de la paix dans cette région et deviendrait partie prenante d’une politique américaine visant, par la militarisation et par la déstabilisation économique, à renverser un régime « ennemi ».

Qui appuie le libre-échange ?

Comme la section précédente l’indique, le libre-échange avec les États-Unis représente un choix d’orientation politique autant qu’économique. Il n’est pas surprenant que le gouvernement qui prône le libre-échange soit le même gouvernement qui trouve banals des incidents comme la découverte d’un plan américain d’installer des armes nucléaires américaines au Canada en cas de menace de guerre, ou la violation [36] des eaux canadiennes de l’Arctique par un navire de la Garde côtière américaine. Ce n’est pas un hasard que ce soit le même gouvernement qui cherche à réduire la portée des programmes sociaux, entre autres en éliminant leur caractère universel.

Le rapport de la Commission Macdonald représente également, sans doute, un parti-pris politique, au-delà de la volonté des membres de la Commission de prolonger leur longévité en tant que commissaires royaux.

Les prises de position de la Commission Macdonald en faveur de libre-échange, contre l’interventionnisme de l’État et contre l'Assurance-chômage, reflètent assez fidèlement les préjugés et les positions des milieux d’affaires canadiens et ce, jusque dans les contradictions qu’on peut relever dans le rapport. Ainsi, malgré la longue présentation des effets négatifs du projet de libre-échange, la Commission se prononce clairement et fermement en faveur d’une entente de libre-échange global avec les États-Unis et déclare comme « non pratique » une approche de négociations sectorielles [[33]](#footnote-33). Cependant, l’analyse des graves problèmes que subiraient plusieurs industries amène la Commission à considérer leur exclusion comme « justifiable ».

Plusieurs industries canadiennes pourraient en fait avoir des besoins ou des problèmes spécifiques qui justifieraient leur exclusion totale ou partielle d’un régime général de libre-échange [[34]](#footnote-34).

Or, si la Commission admet l’exclusion de l’ensemble des « secteurs faibles » mentionnés ci-dessus ainsi que, pour des raisons « d’identité nationale », les industries culturelles, on n’est pas très loin du projet de « libre échange sectoriel », (c’est-à-dire limité à certains secteurs) que la Commission dénonce comme n’étant pas pratique. Ceci n’est pas sans rappeler les représentants des associations patronales sectorielles qui, en se présentant durant l’été de 1985 devant le Comité mixte sur les affaires extérieures, faisaient profession de foi en accordant leur appui sans équivoque au projet de libre-échange global, mais demandaient une exemption pour leur propre industrie à cause de « circonstances particulières ».

La Commission, dans sa position sur le libre-échange, reflète les priorités et les préjugés des milieux d’affaires en passant très rapidement sur les problèmes de chômage et de dislocation des communautés engendrés par leur proposition, tout en concentrant leur attention sur « l’irrationalité » d’une frontière canado- américaine qui empêche les entreprises multinationales de rationaliser la production à l’échelle nord- américaine et les empêche ainsi de profiter des économies d’échelle. Que la rationalisation de la production risque de se faire au profit d’usines situées à Chicago plutôt qu’à Chicoutimi, ou au Tennessee plutôt que dans les Cantons de l’Est, est absolument absent des préoccupations de la Commission.

La prise de position de la Commission Macdonald reflète également un changement d’orientation de la part du grand capital canadien, qui était beaucoup plus protectionniste [37] il y a 10 ou 15 ans qu’il ne l’est aujourd’hui. Une partie importante des entreprises de fabrication, notamment les succursales de sociétés américaines, ont toujours été assez libres-échangistes, comme l’ont été certaines importantes industries d’extraction de ressources. Ce « lobby » libre-échangiste a été considérablement renforci par l’ajout, au cours des dernières années, des grandes banques canadiennes et de certaines autres grandes sociétés comme Northern Telecom (filiale de Bell Canada). L’engouement récent de ces dernières pour le libre-échange s’explique par les investissements massifs qu’elles ont réalisés aux États-Unis depuis 10 ans, entre autres pour échapper au manque de dynamisme appréhendé de l’économie canadienne. Ces sociétés ne voient plus comme autrefois le protectionnisme canadien comme l’accès garanti à un marché ferme, mais plutôt comme une entrave à la libre circulation de leurs biens et services à travers tout le continent, et comme un handicap dans le sens que d’éventuelles mesures protectionnistes aux États-Unis pourraient leur nuire si elles sont toujours considérées comme des sociétés étrangères. La signature d'un accord de libre-échange représenterait pour ces sociétés leur acceptation au sein du Club des grandes sociétés américaines.

L’appui du grand capital au projet de libre-échange avec les États-Unis constitue, aux yeux du premier ministre Mulroney, un mandat suffisant pour négocier un tel accord même si, comme nous l’avons déjà démontré, il n’a jamais reçu aucune espèce de mandat populaire de l’électorat canadien pour le faire. Les milieux qui appuient le libre- échange ont cependant été peu enclins à afficher publiquement leur appui, croyant sans doute que leurs images corporatives n’ont rien à gagner d’une telle publicité. Ce comportement n’est pas sans rappeler ce qu’on fait les mêmes institutions à l’égard du dossier de l’universalité des programmes sociaux : réclamant d’abord des mesures draconiennes pour réduire l’universalité, les présidents des grandes banques et sociétés industrielles sont devenus étrangement muets lorsque la désindexation des pensions de retraite a provoqué l’ire généralisée au printemps 1985 et que le gouvernement Mulroney a finalement reculé.

La complexité du dossier du libre-échange a fait que l’opposition populaire a pris du temps à se mobiliser, mais il n’y a aucun doute que le libre-échange a provoqué la création d’alliances dont l’éventail de secteurs représentés est presque sans précédent. Presque l’ensemble du mouvement syndical canadien, les associations agricoles, les organisations des femmes, les grandes églises, les regroupements d’assisté-e-s sociaux, les associations d’artistes et même certaines associations patronales sectorielles ont publiquement déclaré leur opposition au projet de libre-échange. Des coalitions embryonnaires contre le libre- échange se créent autour de la Fédération du travail de l’Ontario, Solidarité populaire Québec (dont font partie deux centrales syndicales et plus de 30 autres organismes) et au niveau pan-canadien autour du Congrès du travail du Canada.

[38]

Sentant le peu d’appui populaire chez la population canadienne pour son projet, monsieur Mulroney a d’abord, en septembre 1985, banni l’expression « libre-échange » du vocabulaire de son gouvernement pour le remplacer par le terme plus inoffensif « d’échanges libéralisés » (« *freer trade*» plutôt que « *free trade*»). Depuis février 1986 il évoque également la possibilité que ces négociations ne mènent éventuellement à rien  [[35]](#footnote-35). Il est à craindre cependant que, par simple souci d’éviter un semblant d'échec dans des négociations qu'il a lui-même sollicitées et sur lesquelles il semble avoir décidé de jouer son avenir politique, monsieur Mulroney n'accepte d’offrir aux Américains des concessions qui porteront atteinte à l’économie, aux programmes sociaux ou à la souveraineté du Canada. N’ayant pas réussi à convaincre la population canadienne que l’importance du déficit gouvernemental justifie des réductions importantes de nos programmes sociaux, le premier ministre pourrait bientôt être tenté de découvrir dans les négociations commerciales avec les États-Unis un nouveau prétexte pour introduire de telles réductions.

Le jeudi 13 février 1986.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[39]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**NOTES D’ACTUALITÉ**

“LE FONDS DE SOLIDARITÉ (FTQ) :  
UNE PETITE RÉVOLUTION  
SYNDICALE.”

Louis FOURNIER

[Retour au sommaire](#sommaire)

*Nous avons publié dans le numéro 14-15 portant sur les politiques industrielles un article de Louis Gill sur le partenariat social et l'actionnariat ouvrier (Louis Gill, « Partenariat social et actionnariat ouvrier. Du rachat d’entreprise au Fonds de solidarité »,* Interventions économiques, nos 14-15, printemps 1985, pp. 261-272). *Louis Gill y abordait deux questions : les politiques actuelles de concertation et de participation, d’une part, et l’opportunité du Fonds de solidarité, d’autre part. L’auteur y défendait deux thèses : la première, que l’intérêt actuel au Canada et au Québec du mouvement ouvrier pour les formules de partenariat social et de concertation reflétait le refus persistant des directions syndicales de s’engager dans la direction d’une alternative politique de classe ; et, la seconde, qu’indépendamment des risques élevés que représentent ses investissements et des concessions demandées aux travailleurs-ses des entreprises financées* [40] *par celui-ci, le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec revenait à demander à ces derniers de subventionner par l’actionnariat ouvrier, le capital des entreprises.*

*Louis Fournier, directeur des communications au Fonds de solidarité répond à l’argumentation de Louis Gill en développant dans le texte qui suit, dans (2) contre-arguments. Premièrement, Le Fonds de solidarité contribue, en investissant dans le capital de risque, à préserver et à créer des emplois. Formule révolutionnaire en Amérique du Nord, le Fonds constitue, en second lieu, selon Louis Fournier un moyen nouveau que se donne le mouvement syndical dans sa lutte pour le plein emploi et la réalisation d’un socialisme industriel démocratique.*

**I.E.**

Une petite révolution est en cours dans le monde syndical au Québec, et elle va prendre de l’ampleur dans les mois et les années qui viennent.

Cette petite révolution, qui représente une voie d’avenir pour le syndicalisme, c’est le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), une institution unique en son genre en Amérique du Nord.

Le Fonds de solidarité est un fonds d’investissement qui contribue à créer et maintenir des emplois permanents et syndiqués dans des entreprises québécoises viables et rentables. C’est également un fonds de placement qui fait fructifier les épargnes de ses actionnaires, tout en constituant un des meilleurs abris fiscaux qui soient.

Le Fonds de solidarité a été mis sur pied à l’initiative de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), la plus importante organisation syndicale québécoise, en vertu de la Loi 192 adoptée par l’Assemblée nationale en juin 1983. Il fait appel à l’épargne publique depuis février 1984.



La crise de l’emploi

Le fonds de solidarité est né de la pire crise économique survenue depuis les années 1930. Le chômage a atteint des proportions catastrophiques, les mises à pied, les licenciements et les fermetures d’entreprises se sont multipliées. La crise de l’emploi dans le secteur privé — nouvelle crise cyclique du système capitaliste — a eu des répercussions dans le secteur public, sous forme [41] de coupures de services et de salaires. L’emploi est devenu le problème numéro un. Il le sera pour plusieurs années encore, surtout dans un contexte de changements technologiques radicaux et de compétition internationale accrue.

À la FTQ, des milliers de membres, dans tous les secteurs, ont fait appel à leur organisation syndicale pour protéger leur bien le plus précieux : leur « job ». La protection et l’amélioration de l’emploi sont devenues aussi importantes, et parfois davantage, que la protection et l’amélioration des conditions de travail et de salaires.



Un bilan positif

Deux ans après son lancement, le Fonds affiche un bilan très positif ; en mai 1986, en effet :

\* Un actif de plus de 40 millions $ ;

\* Près de 20 000 adhérents, dont le quart viennent de l’extérieur des rangs de la FTQ ;

\* Plus de 2 000 emplois créés et maintenus dans des entreprises québécoises, ce qui a valu au Fonds un « Prix PME 1985 » ;

\* Une hausse de valeur des actions en un an de 10 $ à 10.51 $, qui s’ajoute aux économies d’impôt substantielles offertes par le Fonds ;

\* Et surtout, une participation active du mouvement syndical au développement de l’emploi et de l’économie au Québec, et la mise en place de nouvelles formes de démocratie économique.

Les quelque 20 000 adhérents au Fonds se répartissent comme suit : environ 75% sont membres de syndicats affiliés à la FTQ, 12% sont membres d’autres organisations syndicales — en particulier la CSN, la CEQ et le Syndicat des fonctionnaires provinciaux — et les autres sont des non-syndiqués.

La majorité des membres de la FTQ adhèrent par déduction à la source sur le salaire, pour des montants d’environ 7 $ par semaine. La déduction est en vigueur dans près de 300 entreprises et institutions dont les plus grandes au Québec : les gouvernements du Québec et d’Ottawa, Hydro-Québec, Bell Canada, les grandes villes, Stein- berg. General Motors, Canadair, Bombardier, les compagnies de pâtes et papiers, Sidbec, O’Keefe, la STCUM, la STRSM, Québécor, la Presse, le Soleil, etc.

En un an, le Fonds de solidarité, grâce à son aide financière et technique, a contribué à créer et maintenir plus de 1 500 emplois, dans des entreprises syndiquées et rentables. Les projets en voie de réalisation totalisent plus de 1 000 autres emplois et les demandes vont croissant.

[42]

|  |
| --- |
| **Des exemples d’intervention des Fonds de Solidarité** |
| • Chez Pierre Thibault à Pierreville, le NO 1 des fabricants de camions à incendie au Canada, un investissement de 700 000 $ en capital-actions permet au Fonds de posséder le quart (23,5%) de cette entreprise en expansion et d’augmenter le nombre des emplois de 150 à 300 d’ici deux ans, et à 400 d’ici cinq ans. Les ouvriers sont membres du Syndicat des travailleurs unis de l’automobile (TUA). |
| • À *la Scierie des Outardes* à Baie-Comeau, l’une des plus grandes scieries au Québec, propriété majoritaire de Rexfor, un prêt garanti de 500 000$ du Fonds permet de hausser les emplois de 700 à quelque 900. Les ouvriers, membres du Syndicat canadien des travailleurs du papier (SCTP), ont également obtenu une participation aux bénéfices. |
| • À Luxorama à St-Jérôme, le No 2 des fabricants d’armoires de cuisine au Québec, le Fonds a investi 300 $ sous forme de prêt convertible en capital-actions. L’opération permet de consolider 175 emplois, syndiqués avec les Métallos, et d’en créer une cinquantaine d'autres progressivement. |
| • Les Aciers Truscon (ex-Sidbec) à LaSalle : l’intervention du Fonds a permis la réouverture de l’usine, en collaboration avec le Syndicat des Métallos et un partenaire privé, et le maintien de 50 emplois. La contribution du Fonds est de 260 000$ (prêt de 230 000$ et 30 000 $ en capital-actions). |
| • La future *usine de panneaux* MAF pour l’industrie du meuble à Mont-Laurier : dans ce projet mis de l’avant par la communauté locale et la Fraternité des Charpentiers-menuisiers, le Fonds investit 1 million $ en capital-actions et sous forme de prêt. 300 emplois seront maintenus et créés. |
| • *Les Produits d'Acier Anjou* à Ville d'Anjou : un investissement de 650 000$ du Fonds (600 000 $ en prêt, 50 000$ en capital-actions) permet de maintenir une cinquantaine d'emplois syndiqués avec les Métallos. |
| Des investissements ont également été autorisés, mais non finalisés, dans 5 autres entreprises situées dans cinq régions différentes : l’Outaouais, l’Estrie, l’Abitibi et les Laurentides. Au total, les 11 dossiers autorisés représentent des sommes de quelque 4,5 millions $ dont 2,5 millions ont été déboursés. À cela s’ajoutent une douzaine d'autres dossiers qui sont à l’étude de façon approfondie. Depuis les débuts, le Fonds a reçu plus de 200 demandes d’aide financière et technique. |

D’autre part, en adhérant à la nouvelle Fédération des coopératives de travail du Québec (coopératives de productions et de services), le Fonds a jeté les bases d’une collaboration avec celles-ci ainsi qu’avec des groupes qui œuvrent à la création d’emplois dans des entreprises communautaires. Notons d’ailleurs que le Fonds participe également au lancement de coopératives de travail.

En vertu de la Loi qui l’a créé, le Fonds investit 60% de son actif dans la [43] participation à la propriété des entreprises (capital-actions, parts sociales, etc.) et 40% dans des placements à rendement fixe (prêts garantis, hypothèques, obligations, etc.).



Des conditions

Dans tous les cas où il intervient, le Fonds de solidarité Fixe des conditions, sous la forme d’une convention d'actionnaires signée avec l’entreprise. L’accessibilité à une information fiable est essentielle, ce qui implique la possibilité d’être présent là où les décisions se prennent. Dans certains cas, les syndiqués ont des représentants au conseil d’administration. Dans d’autres cas, c’est le Fonds qui est représenté.

Le Fonds de solidarité œuvre toujours en étroite collaboration avec le groupe de travailleurs et de travailleuses concernés et leur syndicat, d’autant plus que l’information et la formation économique sont l'un des objectifs centraux du Fonds.

L’ouverture des livres de l’entreprise, et donc une meilleure information, contribuent à établir les bases d’un nouveau partenariat. Des formes de gestion participative peuvent se développer, l’un des plus beaux exemples étant celui de l'usine Pierre Thibault.

Les syndiqués des entreprises aidées par le Fonds sont évidemment invités à investir eux-mêmes dans le Fonds de solidarité, ce qu’ont fait la grande majorité d’entre eux. Outre le fait qu’ils peuvent ainsi bénéficier d’un plan d’épargne des plus avantageux, il est préférable, de façon générale, que les syndiqués investissent dans le Fonds plutôt que dans leur propre entreprise, ne serait-ce que pour minimiser les risques. C’est notamment ce qu’ont fait les syndiqués de la Scierie des Outardes : la direction de leur entreprise les avait sollicités mais ils ont préféré placer leurs épargnes dans le Fonds qui, lui, a investi dans la Scierie.

Par ailleurs, lorsqu’il s’agit d’une entreprise en difficulté temporaire, l’intervention financière du Fonds permet généralement au syndicat d’éviter de faire les concessions réclamées par l’employeur. En effet, une entreprise plus forte, en meilleure santé financière, est davantage en position pour répondre aux revendications des travail- leurs/euses. La présence du Fonds, loin d’affaiblir l’action syndicale, la consolide, voire la renforce.

Plusieurs syndicats affiliés à la FTQ ont aussi commencé à obtenir une participation financière de l’employeur au Fonds de solidarité, pour le compte de leurs membres-adhérents. Ainsi, pour chaque dollar placé dans le Fonds par un membre, l’employeur verse également un dollar au nom du syndiqué, jusqu’à [44] concurrence d’un certain montant annuel. Grâce aux économies d’impôt obtenues sur sa part et sur celle de l’employeur, le syndiqué récupère la totalité de sa mise et même davantage dans l’année même, tout en ayant un fonds qui fructifie au fil des ans. Ce gain, inclus dans plusieurs conventions collectives, est particulièrement avantageux pour les syndiqués qui n’avaient pas de caisse de retraite.

De cette façon, non seulement le Fonds aide-t-il à canaliser et à gérer l’épargne collective des travailleurs et travailleuses, mais encore permet- il d’aller chercher une contribution financière du patronat pour des investissements créateurs d’emplois.

Le Fonds commencera également à recueillir bientôt des contributions provenant de caisses de retraite, d’institutions financières, de syndicats et d’autres groupes, grâce à la création d’une nouvelle catégorie d’actions « B ». S’ajoutant aux actions de catégorie « A » destinées aux individus seulement, les actions « B » permettront une participation collective au Fonds de divers organismes. Les syndicats, par exemple, au lieu de placer tous leurs fonds dans des institutions qu’ils ne contrôlent pas — et qui ne créent pas nécessairement des emplois — pourront en canaliser une portion dans le Fonds de solidarité.

Une institution rentable

Faut-il insister sur le fait que le Fonds de solidarité, voué à l’emploi, est aussi une institution rentable qui offre des garanties financières solides aux épargnants. Sans parler de la valeur de l’action qui a monté, rappelons simplement que le Fonds a reçu un appui massif des deux gouvernements qui y ont injecté 20 millions $ tout en offrant aux actionnaires un programme unique d’économies d’impôt.

Au prêt de 10 millions $ du Québec, à des taux avantageux, s’est ajouté récemment une subvention fédérale de 10 millions $ versée à la FTQ pour être investie en capital- action dans le Fonds. Cette dernière contribution a pour effet d’assurer encore plus de sécurité aux épargnants, qui peuvent aussi compter sur l’expertise d’une équipe de gestionnaires compétents et expérimentés.



Un modèle au Canada

En conclusion, on doit noter que le Fonds de solidarité constitue un modèle qui est en bonne voie d’être imité ailleurs au Canada et même aux États-Unis. Le Congrès du travail du Canada (CTC), la grande centrale syndicale canadienne à [45] laquelle la FTQ est rattachée, a recommandé à tous ses affiliés de mettre sur pied des fonds semblables dans les autres provinces. Des démarches sont en cours à ce sujet, en particulier au Manitoba où l’on trouve un gouvernement social- démocrate (M. Ed Broadbent, leader du NPD, est d’ailleurs l’un des plus fervents supporteurs du Fonds de solidarité).

Il faut dire aussi que le Fonds de solidarité s’inscrit dans une tendance fort active, depuis quelques années déjà, au sein du mouvement ouvrier européen, notamment dans les pays Scandinaves, en Allemagne et en France. La Confédération européenne des syndicats (CES) a appuyé la création de « fonds d’investissement des travailleurs ».

En Suède, l’instauration d’un « Fonds salarial » fut voté en 1983. Employés-ées et employeurs y contribuent par un prélèvement obligatoire sur les salaires et les profits. En France, la CFDT prône l’établissement de Fonds salariaux, du même genre, mais par entreprise. Depuis 1984, de tels fonds ont été développés dans une centaine d’entreprises. En Allemagne (RFA), de telles initiatives commencent également à se développer.



L’outil de travail

En ces temps difficiles, seul le retour à la croissance économique permettra d’assurer de nouveaux progrès sociaux ainsi qu’un meilleur partage de la richesse collective et des gains de productivité — notamment par la réduction du temps de travail. Or, il faut créer de la richesse collective si tant est qu’on veuille mieux la partager. Et pour créer cette richesse, il faut investir dans l’entreprise.

Vouloir renforcer la viabilité et la rentabilité des entreprises, améliorer leur productivité et leur compétitivité, ce n’est pas affaiblir le mouvement syndical mais le renforcer. C’est protéger l’outil de travail, lutter pour l’emploi et poser les bases de nouveaux gains pour les travailleurs et les travailleuses, grâce à leurs luttes syndicales.

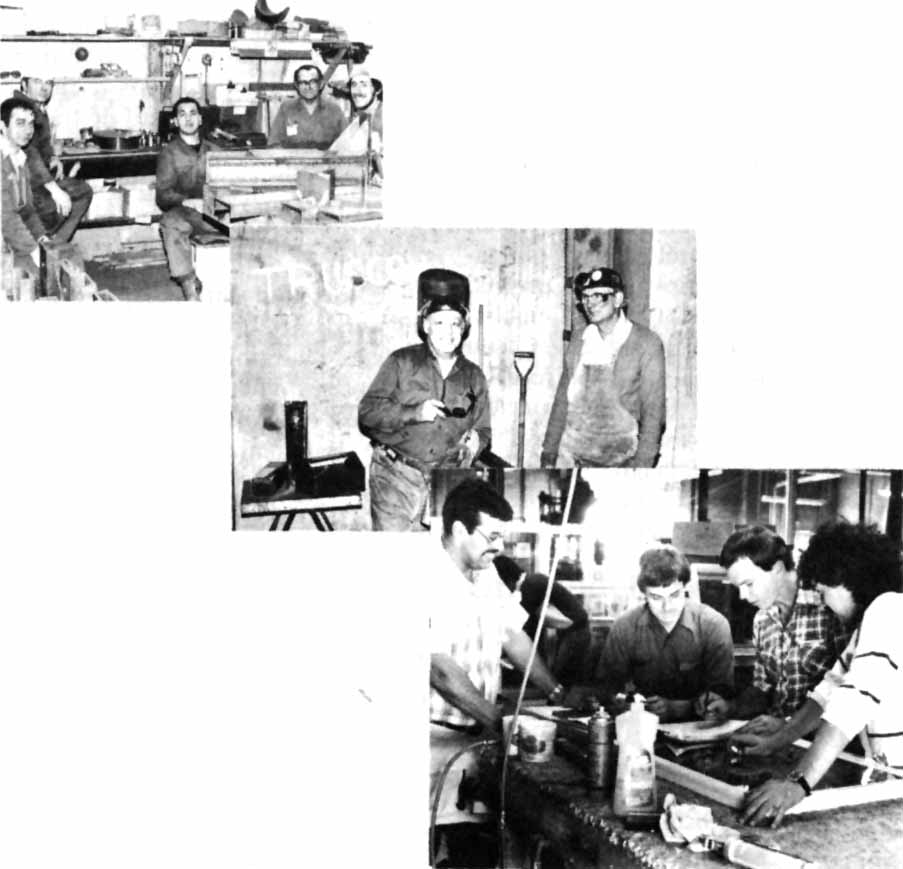
C’est dans cette perspective que les syndicats doivent « se préoccuper des conditions qui feront que les entreprises vont rester ouvertes et que les emplois se maintiendront, voire augmenteront », comme le soulignait l’ex-vice-présidente de la CSN, Francine Lalonde (*LE DEVOIR*, 30 avril 1983).

Le socialisme démocratique

En conclusion, il faut souligner que si le fonds de solidarité est un moyen nouveau que se donne le [46] mouvement syndical québécois dans sa lutte pour le plein emploi, ce n’est, bien sûr, qu’un outil parmi d’autres dans le « coffre à outils ».

Pour la FTQ, la mise en œuvre d’une politique intégrée de plein emploi doit être le pivot central de la politique économique du Québec pour les années à venir ; et c’est le gouvernement du Québec qui doit en être le maître d’œuvre. Une telle politique doit s’articuler, entre autres, autour des moyens suivants : rôle moteur de l’État et développement des entreprises publiques ; contrôle plus strict des entreprises privées ; canalisation des épargnes collectives vers le développement économique du Québec ; loi pour contrer les fermetures d’entreprises et les licenciements ou en minimiser les effets par des programmes de formation et de recyclage et enfin — le dernier mais non le moindre — réduction du temps de travail.

Tous ces moyens — y compris le Fonds de solidarité — visent à changer progressivement les règles du jeu. Ils peuvent ouvrir la voie à des changements plus profonds qui correspondent au projet de société de la FTQ : le socialisme démocratique.



[47]

**No 17. L’ÉTAT EN QUESTION #1**

DOSSIER

[Retour au sommaire](#sommaire)

[48]

[49]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**DOSSIER**

“ Présentation :

L’ÉTAT EN DEVENIR.”

Par le Collectif de la revue

1) Le débat sur l’État Quel débat ?

[Retour au sommaire](#sommaire)

Pour diverses raisons dont, entre autres, la résurgence des idées néolibérales et l’érosion de la légitimité du modèle keynésien d’intervention publique, le débat sur l’État est aujourd’hui bloqué ; polarisé qu’il est entre tenants et adversaires de l’État-providence et de l’État-minimum, délimité aussi par le syllogisme de l’argumentation.

Pour les uns, la critique des modalités de l’intervention publique, du coût financier de cette intervention, du mode de décision dans la sphère politique, ou tout simplement l’incapacité chronique de l’État-providence d’atteindre les objectifs économiques et sociaux fixés, conduit rapidement à un glissement sur la critique de l’État, puis sous le couvert d’une référence à la vertu du modèle concurrentiel, à un vibrant plaidoyer en faveur de l’État-minimum, autrement dit en faveur de la déréglementation, de la désinstitutionalisation de la société et du laisser faire. Pour les autres au contraire, chevaliers modernes de l’intérêt collectif, un éventuel retour au passé et l’ampleur des difficultés économiques actuelles suffisent en soi à justifier la présence de l’État, et aussi par glissement, à rappeler le caractère inachevé du projet keynésien et social démocrate.

Combat de titans, mettant en jeu les forces du bien et du mal, la lutte que se livrent partisans de la « moindre ingérence » et ceux de la « planification rationnelle » trouve sa source dans la même tradition libérale, une tradition partagée depuis les premiers temps du capitalisme entre Locke et Hegel, comme n’a jamais manqué de le rappeler Hayek, mais aussi bien avant lui, Marx et les philosophes marxistes. Présenté sous cet angle, le débat sur l’État ne mène nulle part, et ceci, pour trois raisons.

\* Premièrement, comme le souligne J.J. Gislain dans son texte, on ne peut dissocier État et reproduction tout comme on ne peut dissocier État et marché.

Curieuse constatation : par un retour des choses, incompréhensible si l’on considère la tradition antiétatique de la pensée socialiste, marxistes et socialistes sont devenus partie prenante dans le débat entre tenants et adversaires de l’intervention [50] publique. Au nom de la préservation des acquis et des filets protecteurs, ceux-ci en arrivent à voir uniquement le côté face de l’État-providence. On devient alors d’ardents défenseurs au mieux d’un État qui serait redevenu neutre, au pire du capitalisme d’État, moindre mal par rapport à l’État minimum des néo-libéraux. Considéré il y a peu de temps encore comme une théorie bourgeoise, le keynésianisme est même devenu le référent théorique obligé et la clé d’un nouveau socialisme d’État. Curieuse évolution des choses que tout ceci ! Les analyses d’Engels sur l’État capitaliste collectif et les critiques de Marx sur le socialisme d’État apparaissent bien loin !

En empruntant cette direction, on oublie non seulement le côté pile de l’État mais surtout, on perd de vue le caractère indissociable de la relation État/société en économie de marché.

L’intervention de l’État « dérive » des caractéristiques — et des contradictions — même d’une société fondée sur la propriété privée, l’intérêt individuel et l’autonomie du marché. L’intervention de l’État et la régulation marchande constitue les deux éléments sur lesquels repose la reproduction d’un tel type de société. Ët, faut-il le rappeler, la reproduction passe par la perpétuation des rapports sociaux existants et la poursuite de l’accumulation du capital, et non par la réalisation du plein emploi et la recherche d’une plus grande équité sociale ! Ce qui change d’un régime d’accumulation à l’autre, c’est d’une part, la nature du rapport État-marché, et d’autre part, le mode d’intervention de l’État ; question largement abordée par les théoriciens de la « régulation » et ceux de la « dérivation ». Ceci nous conduit au second point.

\* L’analyse de l’État ne peut dissocier celui-ci du contexte historique dans lequel il s’insère c’est-à-dire des modalités économiques et sociales de la croissance. L’angle sous lequel est abordé le débat sur l’État ignore dans une certaine mesure le temps ou n’en tient compte que dans une perspective de progression historique.

L’État occuperait le centre d’un processus historique nous conduisant selon le cas vers deux types d’extrême : d’un côté une société réduite à une sorte de vaste marché concurrentiel ; de l’autre — selon l’idéal humaniste — une situation d’équilibre social obtenu par le biais des interventions d’un État qui se voudrait le gardien de la justice redistributive et du progrès tant économique que social.

Selon l’approche, l’État, médiateur du progrès, apparaît comme le garant d’un ordre concurrentiel ou celui d’une croissance équilibrée et équitable. La montée des dépenses publiques et « l’activisme » de l’État au cours de l’après-guerre s’expliquent par la nature du modèle de croissance qui a caractérisé cette époque. De même, la crise financière de l’État et la remise en cause du mode de régulation étatique ne peuvent trouver une signification qu’en rapport avec les limites d’un modèle keynésien confronté aux déformations progressives des conditions de reproduction. Or tout en s’opérant dans un continuum de croissance, ces dernières ne manquent [51] pas d’être affectées par l’ouverture de plus en plus grande des économies sur l’extérieur et par la mondialisation (au sens de Michalet) des échanges.

L’État keynésien a correspondu à une époque donnée du capitalisme. Il nous faut le souligner. Il ne saurait donc être question dans le contexte de crise actuelle de situer le débat sur l’État autrement qu’en rattachant la crise de l’État à la crise d’un modèle de croissance et à celle du mode de régulation qui lui est associé. Dès lors, on interprète les glissements de plus en plus perceptibles dans le mode d’intervention comme autant d’ajustements « ad hoc » opérés tant pour sortir l’État des impasses dans lequel il se trouve que pour jeter les bases d'un nouveau mode d’intervention, approprié aux conditions nouvelles de la reproduction. Période de transition critique entre deux modèles de croissance — un premier qui achève et un second encore en émergence — la crise actuelle traduit également un passage entre deux modèles de gestion étatique. Le premier de type keynésien se retrouve aujourd’hui dans l’impasse. Quant au second, on commence seulement à en voir surgir les premiers éléments dans les tâtonnements des politiques gouvernementales.

Quoiqu’il en soit, et cela constitue le point central, la réponse à la crise actuelle de l’État ne réside ni dans le retour à un hypothétique État-minimum. Et si encore aujourd’hui l’intervention de l’État demeure inscrite dans le cadre du modèle keynésien, les changements apparaissent à la fois suffisamment nombreux, repérables et déterminants au plan des enjeux sociétaux pour que leur analyse transcende le traditionnel rappel des bienfaits de l’État dans l’après-guerre ou la critique rituelle des thèses néo-libérales.

\* Le troisième élément qui nous amène à croire que le débat sur l’État est mal engagé concerne le plan politique. S’agit-il en effet de se limiter à déterminer si oui ou non l’État doit intervenir ou encore de savoir comment — face à la montée du conservatisme — on peut « sauver les meubles » (v.g. préserver les acquis socio-économiques de l’État-providence) ? Nous croyons plutôt qu’il importe de se définir une attitude et de se positionner face aux mutations en cours.

Les enjeux apparaissent de plus en plus clairs tout comme d’ailleurs, les limites de la revendication sociale et de la social-démocratie en économie de marché. En outre, il devient essentiel de déterminer, à partir d’une lecture de la réalité économique actuelle, les tendances en émergence, les mutations en cours et la direction que prend l’intervention de l’État aux plans économiques et social. Cela constitue le préalable à toute élaboration de revendications et de positions politiques. Il ne s’agit surtout pas d’être en retard d’un train et de revendiquer l’État-providence quarante ans trop tard !

Si pour le moment, rien ne semble encore prédéterminé, au moins deux tendances lourdes se dégagent. Sur le plan économique, l’intervention de l’État achève de se définir principalement autour d’impératifs nationaux en confinant la dimension internationale à un rôle résiduel par rapport à la politique économique nationale. Nous ne pouvons échapper [52] à l’ouverture sur l’extérieur ni à la multinationalisation et à la mondialisation des échanges. La politique économique ira dans cette direction, *soit celle de l’encadrement, de la régulation et de l’orientation de la croissance en économie ouverte.* De quel type de politique il s’agira et de quelle manière s’effectuera la maîtrise du développement dans un tel contexte, voilà toute la question.

Sur le plan social, on dénote une autre tendance majeure soit le désengagement et le repli de l’intervention directe, discrétionnaire au profit d’une intervention plus neutre, qui se rapprocherait davantage du mode d’intervention sur le plan économique. La crise financière et les contraintes de la concurrence internationale aidant, les modalités d’intervention de l’État sur le plan social paraissent s’orienter vers un type de *régulation sociale, essentiellement « ex-post*», selon des principes analogues à ceux de la régulation économique. *On n’assisterait pas à un retour à l’État protecteur du XIXe siècle, mais plutôt à une redéfinition de la fonction sociale de l’État dans une société individualisée selon des formules qui rendraient davantage compte de la prise en charge du social par les familles, les institutions privées, etc. et des nécessaires flexibilités sur les marchés*: allocation des fonds par l’intermédiaire d’organismes distributeurs comme *Centraide,* for mules diverses de revenu minimum garanti, etc. Là aussi la question posée sera de savoir quel type de politique sociale et de contrat social se façonneront dans une société plus individualisée, plus parcellisée ?

2) Le débat sur l’État : Quel État ?

Notre *point de départ* ne peut être que le *contexte actuel de transition,* avec tout ce que cela implique de mise en forme, de tensions, d’incertitudes, de risques de rupture, etc. entre deux modèles de gestion étatique. Trois questions peuvent dès lors être posées.

1. À la lumière des changements en cours, au Québec et au Canada, mais aussi dans l’ensemble des principaux pays occidentaux, quelle orientation semble prendre l’intervention de l’État sur les plans économiques et social ? En particulier, quelles contraintes paraît imposer à la fonction économique de l’État, la mondialisation croissante des échanges, et à fonction sociale, l’individualisation des rapports sociaux ?

2. Face aux mutations internationales d’une part, et sociétales d’autre part, auxquelles il a été confronté, pourquoi le modèle keynésien de gestion étatique n’a-t-il pu vraiment apporter de réponse, et en quoi la réponse apportée a-t-elle débouché sur une crise à la fois financière et de légitimité de l’État ? En particulier, quel lien existe-t-il entre d’un côté le poids de l’État et le déficit budgétaire, et de l’autre cette incapacité structurelle d’un modèle, avant tout national et redistributif, à s’ajuster au changement ?

3. Quelle maîtrise du développement préconiser en économie ouverte ? Enfin, quelle solidarité proposer dans une société individualisée, émiettée et parcellisée ?

C’est à ces questions que tentent de répondre les textes et essais de ce numéro et du numéro prochain.

[53]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**DOSSIER**

“ L’ÉTAT ET LE MARCHÉ :  
RÉFLEXION  
 SUR LEUR ARTICULATION  
INSTITUTIONNELLE.”

Jean-Jacques GISLAIN

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’objet du présent article est de tenter de recentrer la problématique de la relation État-marché dans un cadre analytique qui puisse être utile au débat actuel sur cette question. Après avoir rappelé, dans une courte première partie, le caractère institutionnel central que joue organisationnellement l’État dans le maintien ou la transformation de l’ordre social et économique dans une société étatique ; sont examinés, dans une seconde partie, les types d’argumentation et les fondements théoriques principaux qui alimentent actuellement le débat sur la relation [54] État-marché. Arrivant à la conclusion qu’aussi bien la conception libérale que la conception marxiste orthodoxe, s’enferrent dans une même représentation idéologique où le Marché, comme catégorie logique et historique posée a priori, fonctionne analytiquement de façon référentielle alors que l’État est relégué hiérarchiquement à un simple rôle instrumental d’obstruction perverse ou de défense objective des « forces du Marché » ; il est ensuite, dans une troisième partie, mis en évidence l’intérêt de la théorie dite de la « régulation » pour comprendre le rôle central qu’a rempli successivement l’État, notamment dans la phase contemporaine de « régulation monopoliste », dans les modalités sociales et économiques de la reproduction réussie du système capitaliste. Mais c’est surtout la pertinence de l’analyse de K. Polanyi dans *La Grande Transformation* qui est mise en évidence comme cadre analytique permettant que puisse être compris le caractère historiquement défini *d'une configuration institutionnelle État-marché* et le rôle essentiel que joue un genre historique d’État (pouvoirs municipaux, État Nation mercantile. État libéral, État-interventionniste), résultat historique des rapports de forces politiques en présence, dans la création et le maintien d’un genre historique de marché (marchés non concurrentiels, marché régulé, marché autorégulateur, marché à nouveau régulé).

Enfin dans une dernière partie, nous tenterons de brosser rapidement quelques aspects du tableau de ce qui pourrait être une nouvelle configuration institutionnelle État- marché dans les économies capitalistes avancées, notamment ceux concernant les nouveaux genres historiques de politique sociale et économique et les nouveaux genres historiques de marchés qui y sont liés.

Le débat sur l’État : quel débat ?

À l’occasion de toute période historique de mutation structurelle de la société, les institutions sociales font l’objet d’une remise en cause « systématique ». En effet, le rôle essentiel des institutions est d’assurer la reproduction de la société et, par là même lorsque cette reproduction est réussie, la continuité du système social existant. Il n’est alors pas étonnant qu’en période de transformation sociétale la redéfinition de la nature et du rôle des institutions constitue l’enjeu politique fondamental.

Depuis longtemps [[36]](#footnote-36), et sans doute pour une période historique assez longue [[37]](#footnote-37), l’État, comme forme sociale de domination d’un pouvoir politique (auto) institué en organisation de droit régissant la société, est *l’institution centrale* qui assure le *« bouclage*» du système social sur lui-même. Dans ces conditions, l’État ne peut plus être connu et reconnu réellement autrement que comme l’institution constitutive du principe de réalité d’une entité sociétale, c’est-à-dire d’un ensemble d’espaces et de rapports sociaux et [55] territoriaux maintenu en (à r)ordre car organisé.

Simple cadre ou carcan rigide, l’État, institution de droit, assure l’*ordre* dans la société, c’est-à-dire la légitimité des pouvoirs institués et la délimitation des intervalles ordonnés à l’intérieur desquels sont socialement tolérables certaines luttes sociales de (re-dé)classement, et cela quels que soient historiquement les commanditaires et bénéficiaires de ce maintien de l’ordre.

Ni ordre hiérarchique mais sans pouvoirs de la primitive « Société contre l’État » [[38]](#footnote-38), ni ordre issu de la complexité organisatrice de l’éventuelle future « société autonome » produisant ses propres institutions et sachant qu’elle le fait [[39]](#footnote-39), l’ordre de la société étatique procède de la capacité institutionnelle de l’État à organiser et à gérer un (nouvel) ordre établi. En ce sens l’État Institution dans une société étatique n’est pas une organisation sociale « au service de » mais l'organisation sociale de la société en tant que telle. L’État n’a pas une ou des fonctions dans la société, il n’est pas non plus un *instrument* du pouvoir, l’État n’est une institution ni fonctionnelle ni instrumentale, il est l’Institution organisationnelle de la société, il est *le pouvoir* politique institué ; au même titre que la famille n’est ni l’instrument du pouvoir patriarcal, ni une institution fonctionnelle de la gestion domestique, la famille est l’institution organisationnelle de la reproduction, elle est le pouvoir institué dans l’espace de la reproduction humaine.

Dire que l’État est le pouvoir politique institué, cela ne qualifie historiquement ni les conditions sociales conflictuelles, sinon antagoniques, que ce pouvoir doit gérer, ni la (les) catégorie(s) sociale(s) gérante(s) de ce pouvoir. L’État comme figure centrale du pouvoir institué constitue l’invariant historique qui caractérise *la société étatique.*

Reposant sur ces fondements, la problématique de l’État Institution ne peut plus alors se situer en extériorité à celle portant sur l’ensemble de la société étatique. De même, tout autre institution de la société étatique ne peut plus alors être analysée en extériorité logique et historique par rapport à l’État. Et cela est particulièrement le cas pour ce qui est de l’institution « marché ».

Le débat sur l’État et le marché :  
quel débat ?

La façon dominante dont le débat actuel est posé concernant l’État et le marché se réduit curieusement à la question : l’État ou le Marché ? avec sa variante : l’État-Providence ou l’État-minimum ? De plus, l’argumentation la plus souvent retenue relève d'un archaïsme méthodologique particulièrement surprenant. Il s’agit en effet de la vieille méthode scholastique du syllogisme.

Posant la question : État ou Marché ? les tenants du Marché raisonnent de la façon suivante : « le libre fonctionnement du Marché concurrentiel est le système économique le plus efficace ; or, le Marché est de [56] moins en moins libre et concurrentiel du fait de l’interventionnisme étatique ; donc, si on veut améliorer la performance économique il faut rétablir le libre Marché concurrentiel et corrélativement réduire l’interventionnisme étatique ; ou, d’interventionnisme étatique est néfaste et inefficace ; or, l’interventionnisme étatique n’a jamais été aussi important ; donc si on veut améliorer la performance économique il faut réduire l’interventionnisme étatique et corrélativement rétablir le libre Marché concurrentiel » ; ou encore, « lorsqu’il y avait plus de Marché et moins d’État l’économie fonctionnait mieux ; or, il y a actuellement plus d’État et moins de Marché et l’économie fonctionne moins bien ; donc, si on veut revenir à une économie prospère, il faut réduire l’importance de l’État au profit du Marché »... et ainsi de suite.

Inversement, les tenants de l'interventionnisme étatique raisonnent de la façon suivante : « la croissance et le bien être économique n’ont jamais été aussi importants que durant les Trente Glorieuses d’après-guerre ; or, durant ces trente années, l’intervention de l’État a été croissante et n’a jamais été aussi importante dans tous les domaines de l’économie ; donc, s’il existe des difficultés économiques actuellement c’est parce que l’interventionnisme étatique n’est plus d’une ampleur suffisante » ; ou, « seul l’État est capable de pallier aux insuffisances et imperfections du Marché ; or, la situation économique actuelle est particulièrement difficile ; donc, cette situation provient sans doute du fait que l’État n’assure pas suffisamment son rôle de régulateur et de substitut du Marché », ou encore, « le Marché livré à lui- même est non seulement source de gaspillages et d’inégalités sociales mais de plus conduit à d’inévitables graves crises économiques sources de profondes régressions sociales sinon de guerre ; or, le Marché domine encore en large partie l’activité économique ; donc, pour éviter les risques que nous fait encourir cette situation, il faut encore plus contrôler et réduire l’importance du Marché, seul l’État est capable d’assurer cette tâche »... et ainsi de suite.

L’argumentation logique sous cette forme syllogistique, malgré son indéniable efficacité pour faire passer un discours idéologique, est d’une rigueur analytique pour le moins douteuse sinon totalement fallacieuse. De plus, et c’est l’essentiel, les données du débat ainsi posées, il est inévitable que celui-ci s’enferre dans une casuistique sans issue car reposant sur la prémisse erronée de l’altérité du Marché et de l’État.

Prendre pour prémisse indiscutable le postulat de l’altérité radicale du Marché et de l’État révèle, comme nous tenterons de le montrer plus loin, une méconnaissance certaine, à la fois, historique, du processus d’émergence de ces deux institutions, et analytique, de la relation institutionnelle hiérarchique liant ces deux institutions. L’origine de cette méconnaissance est à rechercher du côté des fondements théoriques philosophico-politiques de l’articulation analytique entre État et Marché que prônent respectivement les pensées libérale et marxiste orthodoxes.

[57]

La dichotomie au sein de la pensée libérale entre État et Marché, comme s’il existait réellement deux « mondes possibles » dans une même société, un « monde politique » et un « monde économique », cette double fantasmagorie intellectuelle qui pervertit encore de nos jours la problématique État-marché, trouve sa source dans le vieux cadre référentiel de la pensée libérale, partagée qu’elle est entre Hobbes et Rousseau, Hegel et Locke, entre, d’une part, une représentation de *l'État Souverain* issu du contrat social primitif et/ou de l’évolution historique orientée vers l’objectivisation de la réalisation unanime de l’incarnation concrète de l’esprit absolu, et d’autre part, une représentation du *Marché Naturel,* né spontanément de l’inclination de la nature humaine qui pousse chacun, individu séparées seul propriétaire naturellement légitime des fruits de son travail laborieux, « à troquer et à échanger », et qui assure à l’ensemble de ces Robinson Crusoé un maximum de satisfaction et l’allocation optimale de leurs ressources. C’est se fondant encore sur cette philosophie naturaliste de l’État Souverain, institution politique consensuellement cantonnée au strict maintien de la défense juridique de l’exercice libre et légitime des intérêts particuliers, et du Marché Naturel, institution économique naturelle permettant la confrontation harmonieuse des intérêts particuliers, que doit être comprise l’offensive récente des néo-libéraux contre l’État, accusé d’avoir transgressé son rôle strictement « politique » : assurer juridiquement la liberté des échangistes et donc la bonne marche du Marché [[40]](#footnote-40).

Le discours idéologique néolibéral actuel se réduit alors pauvrement à ressasser les vertus du vieux fantôme paradigmatique du Marché Naturel autorégulateur et harmonieux, chère à la pensée libérale du XIXe siècle, et à tenter de lui redonner vie en le recouvrant des oripeaux flambant neufs de la « nouvelle » théorie monétariste, succédané de la vieille théorie quantitative de la monnaie, et de la « nouvelle » théorie de l’offre, succédané de la vieille loi des débouchés, sans parler du vieux discours dénonciateur de l’annihilation par l’État omniprésent et parasite de la rationalité omnisciente de nos Robinson Crusoé.

Le moins que l’on puisse dire est que les fondements de cette nouvelle-ancienne conception libérale sont bien fragiles, et on ne peut que s’étonner actuellement de sa puissante force de capture intellectuelle sur les « esprits modernistes » de tous bords.

La suprématie idéologique qu’impose la pensée libérale a à un tel point contaminé et totalement perverti le débat actuel sur la relation État-marché, que même l’héritage de la pensée socialiste et marxiste, dont une des caractéristiques fondamentales est de ne pas dissocier État et marché dans leur lien dialectique, et consécutivement de fonder une tradition révolutionnaire anti-étatique et/parce que anticapitaliste, se trouve lui-même évincé dans le discours de nombreux socialistes.

Nombreux marxistes et socialistes ainsi paradoxalement devenus parti prenants dans le débat entre les tenants et adversaires de l’intervention [58] de l’État dans/contre le Marché. Au nom de la préservation des acquis sociaux et des garanties qu’offre l’État contre les méfaits du « capitalisme sauvage », comme si l’État pouvait se situer au-dessus de la mêlée, ceux-ci deviennent d’ardents défenseurs du capitalisme d’État. Considéré il y a peu de temps encore comme une théorie « bourgeoise », au service idéologique et instrument du capitalisme monopoliste d’État, le keynésianisme est devenu, pour de nombreux marxistes orthodoxes occidentaux, le référent théorique obligé et la clef qui assure la voie vers un nouveau socialisme d’État.

Outre la pesanteur de l’hégémonie idéologique de la pensée libérale, l’origine de la vulnérabilité de la pensée marxiste doit d’abord être recherchée dans les propres fondements de la théorie marxiste orthodoxe.

Dans la conception marxiste de l’articulation État-marché au sein de la formation sociale capitaliste, certains éléments d’analyses synchronique peuvent fournir matière à réponses pertinentes concernant notre questionnement, notamment quant au rôle de l’État dans la reproduction réussie simultanément, d’une part, des rapports sociaux nécessaires au bon fonctionnement du marché, et d’autre part, des rapports de production nécessaires à l’accumulation du capital. Par contre, l’analyse marxiste orthodoxe trouve rapidement sa limite lorsqu’il faut analyser diachroniquement les mutations sociétales intervenant dans l’articulation État-marché, donc lorsque ce qui est en question est, non plus le rôle instrumental de l’État au service de l’économie marchande capitaliste « en général », mais la nature historiquement dynamique de cette articulation.

En effet, peut-être faute d’une théorie de l’État produite par Marx lui-même, l’analyse marxiste orthodoxe contemporaine, soit tente de réduire la relation État-marché à une relation où l’« instance » économique, le Marché, surdéterminerait l’« instance » étatique et ses « appareils idéologiques » [[41]](#footnote-41), soit tente, plus simplement encore, de réduire la relation État-marché à une relation instrumentale où l’État serait objectivement au service des impératifs de valorisation du capital monopoliste dominant sur le Marché [[42]](#footnote-42).

Ces deux types de conception, d’ailleurs idéologiquement complémentaires, achoppent dès lors, l’une comme l’autre, sur la question du lien dialectique qui crée le mouvement historique de transformation de la nature du rapport État-marché. En effet, en défendant la thèse de la subordination en dernier ressort de l’État aux « forces » du Marché, elles s’empêchent de penser, d’une part, comment l’État peut avoir l’initiative dans l’établissement des modalités sociales historiques spécifiques de régulation du marché, et d’autre part, les modalités sociales de transition vers une nouvelle forme radicale d’organisation sociétale. On comprend mal, par ailleurs, partant des prémisses d’une subordination historiquement établie de l’État au Marché, d’une part, comment l’État pourrait être le lieu politique de la transformation réformiste des conditions du Marché, et d’autre part, comment une révolution politique [59] radicale pourrait subvertir *durablement* des « forces » du Marché.

En ce sens, et paradoxalement, l’analyse marxiste orthodoxe rejoint dans une certaine mesure la pensée libérale à propos de l’ordre logique de démonstration du lien analytique entre État et Marché (le Marché étant dans l’analyse logiquement antérieur à l’État), et de l’ordre historique de détermination du lien analytique entre État et Marché (le Marché étant historiquement antérieur à l’État). Ceci entraîne qu’aussi bien pour les libéraux que pour les marxistes, l’État est une *« conséquence*», pour les premiers, néfaste car pervertissant sournoisement les bienfaits naturels du libre marché concurrentiel, pour les seconds, néfaste car préservant contre toute logique de l’histoire les méfaits de l’économie marchande capitaliste.

Adulé ou honni, sans cesse annoncé comme la source primitive de libération individuelle ou dénoncé comme source historique de l'exploitation de classe, le Marché est dans les deux cas *l’institution référentielle*. Par contre, entrave ou béquille, sans cesse dénoncé comme source de dysfonctionnement de l’ordre naturellement harmonieux du Marché, ou annoncé comme source de l’ultime rempart autoritaire de l’économie marchande capitaliste, l’État est dans les deux cas *l'institution déférée* devant le tribunal de la Liberté ou de l’Histoire.

Une telle liaison hiérarchique entre État et Marché, paradoxalement commune aux deux conceptions libérale et marxiste au niveau de leurs analyses logique et historique, est-elle la seule acceptable ?

L’articulation État-marché :  
Quel État et quel marché ?

Allant dans le sens du réexamen systématique de la pertinence de la théorie marxienne quant à sa capacité à rendre compte des transformations du capitaliste, certaines analyses actuelles, notamment celles qui sont issues des écoles dites de la « dérivation » et de la « régulation », ont nourri l’analyse marxiste de certains apports des approches institutionnaliste et keynésienne. Leur grand intérêt est d’accorder à l’État un rôle central, et non plus seulement d’encadrement objectif, dans la détermination des formes historiques de régulation du « marché ». Appréhendé selon cette nouvelle perspective analytique, l’État devient alors une pièce maîtresse, et non plus subordonnée, dans l’articulation État-marché.

Par exemple, les théoriciens de la régulation [[43]](#footnote-43) montrent comment dans chacune des deux phases historiques successives du capitalisme, la première s’achevant avec la Grande Crise des années 30 et se caractérisant par un régime d’« accumulation extensif », la seconde période se déroulant jusqu’à nos jours et se caractérisant par un régime d’« accumulation intensif », l’État a joué un rôle décisif dans la « régulation concurrentielle » pour la première période et sans doute encore plus dans la « régulation monopoliste » de la seconde période. Mais les [60] théoriciens de la régulation hésitent encore à assumer pleinement leurs propres conclusions historiques.

L’existence d’une liaison dialectique liant État et marché, sans que l’on puisse réduire l’État à un simple instrument institutionnel d’ajustement des conditions de reproduction d’ensemble du système capitaliste aux contraintes historiques des « forces » du marché, est particulièrement bien mise en évidence dans le cas de la régulation monopoliste, l’État s’avérant être le seul capable de produire les conditions sociales de la résolution de la double contrainte de répartition et d’accumulation. Par contre, dans le cas de la régulation concurrentielle, les théoriciens de la régulation régressent analytiquement à l’ancien modèle marxiste de subordination de l’État « bourgeois » aux « forces capitalistes » du Marché. Ce maintien analytique, d’une part, du cadre référentiel transhistorique que constitue le Marché comme le système (pur) de l’économie marchande capitaliste, et d’autre part, des modalités d’ajustement historiques définis et temporaires qui constituent les différentes formes spécifiques d'un État régulateur des vicissitudes historiques du système, a pour conséquence de privilégier logiquement les tendances des « forces du Marché » par rapport à « la régulation de l’État ». Et cela malgré la pertinence des analyses sur la « régulation monopoliste » qui montrent bien que si depuis l’après-guerre le « Marché » a été maintenu comme l’institution dominante dans l’organisation sociale de la circulation des objets économiques, c’est aux prix d’un « interventionnisme » croissant de l’État, soit sous forme directement organisationnelle (contractualisation des rapports sociaux de production, redistribution des revenus, règlementation et administration des règles du jeu (concurrence) et des signaux (prix) du marché, etc...), soit sous forme palliative (production de biens et de services publics.).

Allant dans le sens d’un approfondissement de l’analyse logique et historique de l’articulation État-marché, l’apport de K. Polanyi dans *La Grande Transformation*  [[44]](#footnote-44) est à notre avis fondamental. La raison en est que non seulement K. Polanyi dénaturalise le Marché, en montrant le caractère historique de cette institution, mais de plus, il spécifie et différencie les formes historiques diverses d’institutions qualifiées de « marché » et cela en liaison analytique avec les différentes formes historiques et institutionnelles de l’« État ».

En définissant chaque genre historique de « marché », chaque fois que cela est analytiquement nécessaire, comme institution sociale historique spécifique et comme catégorie logique et historique ayant ses propres caractéristiques conceptuelles, K. Polanyi fait perdre au Marché son statut référentiel d’institution sociale et de catégorie logique et historique toujours posées a priori antérieurement et à côté de l’État.

En analysant conjointement et en définissant un genre de « marché » et un genre d’« État » comme constitutifs d’un genre historique d’articulation institutionnelle État-marché, K. Polanyi évite de tomber dans le biais théorique commun aux conceptions libérale et marxiste : l’unicité [61] référentielle et posée a priori du Marché.

Le résultat de l’analyse particulièrement pertinente de K. Polanyi est alors la possibilité d’identifier à un moment historique donné une *configuration institutionnelle État-marché* spécifiant ce que sont l’« État » et le « marché » et le lien qu’entretiennent ces deux institutions.

En plus de son analyse anthropologique des genres de marché [[45]](#footnote-45), K. Polanyi montre dans *La Grande Transformation* [[46]](#footnote-46) qu’il est absolument essentiel de différencier ce que furent successivement en Occident :

— Les *marchés non concurrentiels du moyen-âge* dans leurs deux espèces séparées [[47]](#footnote-47) de marché de voisinage et de marché d’exportation intermunicipal et au long cours [[48]](#footnote-48). Ces marchés se trouvaient localisés dans les grands centres urbains médiévaux [[49]](#footnote-49) eurent pour double particularité d’être hautement surveillés par les pouvoirs municipaux représentant les oligarchies de corporation et de commerce et d’être extérieurs à l’économie domestique dominante dans la plus large partie de l’économie médiévale [[50]](#footnote-50).

— Le *marché régulé* à partir des XVe et XVIe siècles jusqu’aux XVIIe et XVIIIe siècles. Lui non plus n’a intégré ni le travail ni la terre [[51]](#footnote-51). Il a été par contre, pour toutes les autres marchandises, élargi à l’espace national et essentiellement régi concurrentiellement [[52]](#footnote-52) dans le cadre de l’espace territorial intérieur [[53]](#footnote-53), de par la volonté institutionnelle des nouveaux *États Nations mercantiles* en formation [[54]](#footnote-54).

— Le *marché autorégulateur* du XIXe siècle. Ce système de marché généralisé à l’ensemble de l’activité économique [[55]](#footnote-55), notamment par la création de marchés du travail, de la terre et de la monnaie [[56]](#footnote-56), n’a existé à l’état pur qu’en Angleterre, entre 1834 (amendement de la loi des pauvres) et 1870 (reconnaissance des syndicats). Il est par ailleurs le résultat de la volonté de *l’État Libéral* d’instituer la « société de marché » [[57]](#footnote-57) comme forme institutionnelle (utopique) de régulation sociale [[58]](#footnote-58).

— Enfin, à partir de la « Grande Transformation » [[59]](#footnote-59) que constitue le grand retournement des années 30 apparaît un genre de *marché à nouveau régulé*, particulièrement les « marchés » du travail, de la terre et de la monnaie [[60]](#footnote-60). Ces marchés régulés ont résulté de la nécessité dans laquelle se trouvait l’État de se muter en *État-interventionniste* pour pallier, par un protectionnisme social et national, au désastre social de la « société de marché » [[61]](#footnote-61).

Comme le montre ainsi de façon éclatante K. Polanyi, le terme « marché » ne recèle donc pas la même réalité institutionnelle selon les époques et celle-ci est plus souvent le fait, dans son contexte historique, de l’action politique d’un État confronté à la nécessité institutionnelle d’imposer un (nouvel) ordre économique [[62]](#footnote-62).

Dans ces conditions, les différents genres historiques de « marché », comme formes historiques spécifiques de l’organisation institutionnelle des modalités sociales de [62] l’ordre selon lequel doivent « circuler » de façon « marchande » les objets économiques, ne peuvent être analysés respectivement que dans leur rapport hiérarchique aux genres d’État qui les ont pragmatiquement façonnés et administrés [[63]](#footnote-63).

Dans ce cadre analytique, ce qui dans l’après-guerre se présente au premier abord comme une enflure de l’État et un dégonflement du Marché ne peut, quoiqu’en pensent les revanchards de « la libre- entreprise », les humanistes de la haute surveillance de « la liberté des renards dans le poulailler », ou les annonciateurs du « grand soir libérateur », être analysé, ni comme la conséquence de l’incurie des responsables publics qui se seraient acharnés à mettre en pièces la belle mécanique du Marché, ni comme le résultat de la volonté de ces responsables de défendre l’intérêt général contre les intérêts particuliers, ni comme le fruit d’une machination de ces responsables pour tenter coûte que coûte de maintenir la valorisation du capital monopoliste, c’est plutôt la concrétisation, à un moment historique donné, d’une solution temporaire : la mise en place d’un nouveau genre de marché régulé, préservant les fondements de l’ordre social établi, et construite pragmatiquement, sur la base de la redéfinition conflictuelle d’un consensus national minimum, par l’institution centrale organisatrice de l’ordre sociétal : l’État devenu État-Providence.

Bien entendu, cela ne veut pas dire que l’État, comme institution centrale de la société étatique, est une institution « neutre », au sens ou celle-ci serait « au-dessus » des luttes sociales et « au-delà » de tout genre de marché. Cela ne signifie pas non plus que l’État est une institution « transparente » au sens où elle serait dénuée de tout contenu politique propre à défendre les intérêts spécifiques de ses fonctionnaires. De même il n’est pas ici question de nier l’importance des « forces » de chaque genre historique de marché dont la logique propre peut fortement contraindre l’État. Bien au contraire, c’est parce que chaque genre historique d’État, comme institution centrale organisatrice du maintien de l’ordre social, est le lieu de la confluence de toutes ces luttes sociales conflictuelles, que son pouvoir dépasse largement le simple cadre de la subordination aux soi-disantes forces immanentes du Marché.

Chaque genre historique d’État, comme lieu institutionnel de la gestion sociétale de l’ensemble de ces contraintes, est sans cesse convoqué par l’ensemble de ces « forces » à agir, à intervenir pour assurer le maintien de l’ordre.

Le problème fondamental n’est donc pas de savoir si tel genre historique d’État doit ou ne doit pas intervenir, mais *comment* l’État interviendra pour maintenir l’ordre social, et si le contexte social le requiert, *comment* il interviendra dans le sens d’une mutation vers un nouveau genre historique d’État chargé d’établir un nouveau ordre social.

Dans tous les cas l’État-Institution sera contraint de négocier pragmatiquement la remise en ordre ; au double sens où l’État devra « négocier » un maintien de la paix civile sur la base d’un concensus [63] social minimum et où l’État devra « négocier » un tournant, une nouvelle orientation de l’organisation économique qui assure la pérennité de la circulation et de la croissance de la production des objets économiques.

Dans le domaine de la renégociation de l’ordre économique, l’État-Institution se trouve contraint, s’il veut se maintenir comme pouvoir institué, de *redéfinir les règles du jeu du fonctionnement de l’organisation économique.* Cette redéfinition des règles est fondamentalement *l’objet d'un enjeu politique*. C’est pour cela d’ailleurs que l’État-Institution est le lieu de cet enjeu. Et aucune contrainte a priori ne s’impose comme contrainte immanente, pas plus les « lois du Marché » que les « lois de l’Histoire ». Et peut- être plus forte que toutes autres est la volonté de l’État-Institution de maintenir son pouvoir, c’est-à-dire son ordre, même si pour cela il doit aller dans le sens de l’établissement d’un nouveau genre historique de « marché » plus-moins-différemment auto-dé-re-régulé.

Dans ces conditions politiques il apparaît donc clairement que l’État-Institution n’est ni automatiquement subordonné, ni systématiquement contre les « forces du Marché ». Mais plutôt, qu’en tant que lieu politique institutionnel de l’exercice du pouvoir organisateur de la société civile, l’État-Institution dispose d’une relative marge de manœuvre lui permettant dans une certaine mesure d’élargir ou de restreindre, de renforcer ou de modifier, ce qu’il a lui-même contribué à créer : un genre historique de marché.

Ceci étant, dans la conjoncture économique et sociale actuelle, il est de plus en plus clair que l’État-Institution est socialement convoqué, poussé par le contexte de (sortie ?) crise, à redéfinir les cadres institutionnels d’une nouvelle mise en ordre économique.

La question est alors de savoir : quelle pourrait être la nouvelle configuration historique État-marché et, au sein de celle-ci, l’articulation entre nouveau genre historique d’État et nouveau genre historique de marché, qui risquent de s’imposer à terme dans les sociétés capitalistes occidentales ?

Quelques tendances lourdes  
de la nouvelle articulation État-marché

Déjà quelques tendances lourdes qui vont dans le sens de l’établissement d’une nouvelle configuration institutionnelle État-marché, peuvent être grossièrement identifiées.

Dans le domaine de la gestion de la force de travail, les nouvelles orientations de la politique étatique vont dans le sens :

— de la privatisation et de la réduction massive du financement des services publics (santé, éducation, ...) ;

— de restrictions sélectives à l’accessibilité et de la réduction importante des montants des programmes de substituts salariaux [64] (assurance chômage, aide sociale, régime de rente, ...) ;

— de l’élimination partielle ou totale de la protection salariale (syndicalisation, normes minimales, durée et teneur du contrat de travail,...) ;

Elles ont, semble-t-il, pour objet de composer institutionnellement de nouvelles conditions pour :

— la création d’un nouveau genre de marché du travail dont une certaine autorégulation serait assurée par la « flexibilité » offerte aux entreprises dans les modalités de mobilisation externe et interne de la main-d’oeuvre, notamment par la multiplication, l’individualisation et la précarisation des statuts contractuels d’emploi ;

— La création de nouveaux genres de marchés de biens et services médicaux, éducatifs, culturels, d’assistance sociale et d’assurance du revenu.

Il semble donc, dans ce premier domaine, qu’il existe bien un lien étroit entre la création institutionnelle d’un nouveau genre historique de politique sociale : minimum, individualisée, non protectionniste dans le domaine de la protection salariale, de désengagement dans la production publique de biens et services sociaux et de réajustement a postériori des dégâts sociaux (revenu minimum garanti et accessibilité après « preuve ex post » aux programmes sociaux) ; et la création institutionnelle de nouveaux genres historiques de marchés : *un marché du travail « flexible »* et de *nouveaux marchés de biens et services « sociaux ».*

De plus, un des faits marquants qui ressort de cette nouvelle configuration État-marché dans le domaine de la politique sociale, c’est la forte tendance à l’individualisation des possibilités d’accessibilité à une « couverture sociale » et consécutivement à un *fractionnement social* des citoyens face à un État jugeant chaque individu comme un cas « assistable » ou non, des salariés face à la multiplicité des statuts d’emploi possibles du nouveau marché flexible du travail et des consommateurs face aux nouveaux marchés de biens et services sociaux.

Dans le domaine de l’interventionnisme dans l’encadrement de l’activité économique, les nouvelles orientations de politique économiques vont dans le sens :

— d’une dénationalisation-privatisation du secteur public productif (sociétés et régies d’État, entreprises publiques ou d’économie mixte, ...) ;

— d’une dé-réglementation des cadres institutionnels du fonctionnement de certains marchés intérieurs et du soutien sélectif aux entreprises selon leurs performances économiques ;

— d’une promotion commerciale sur les marchés extérieurs de certaines productions nationales et de la renégociations internationales (bilatérale, multilatérale) des cadres institutionnels des échanges transnationaux (GATT, libre- échange, union douanière, communauté économique, ...) ;

Elles ont, semble-t-il, pour objet de composer institutionnellement de nouvelles conditions pour :

— la création d’un nouveau genre de marché intérieur présenté [65] comme plus concurrentiel et autorégulé mais en réalité plus soumis que jamais à la dominance (sous-traitance, dépendance technologique et d’approvisionnement, alignement commercial, filialisation et autres formes de contrôles financiers, ...) du capital monopoliste dont feront partie (importante) les entreprises dénationalisées- reprivatisées et surtout les grands groupes industriels et financiers, anciennement mis sur pied et régis par l’État-interventionniste, maintenant livrés « clef en main » au capital monopoliste et au simulacre de la concurrence ;

— la création d’un nouveau genre de marchés extérieurs, d'une part, issus de l’approfondissement de la spécialisation des productions nationales orientées vers les créneaux mondiaux d’exportation et d’autre part, issus de l’approfondissement de l’homogénéisation institutionnelle d’espaces économiques transnationaux respectivement régionalement limités à certains États d’un même continent.

Là encore, dans ce second domaine, il semble bien qu’il existe un lien étroit entre la création d’un nouveau genre historique de politique économique : de désengagement dans l’activité productive publique, de déréglementation et d’ajustement positif, au niveau intérieur, de promotion commerciale des exportations et de négociations internationales d’espaces économiques transnationaux homogènes ; et la création institutionnelle d’un nouveau genre historique du marché *: un marché intérieur monopoliste non régulé,* *un marché transnational homogène limité* et un *marché international segmenté* par spécialisations sectorielles.

Dans le cadre des économies capitalistes avancées, il semblerait ainsi que l’État, convoqué à effectuer une remise en ordre économique dans un contexte historique d’inévitable recherche d’une croissance en économie ouverte et appuyé politiquement par une majorité électorale néolibérale, puisse effectivement tenter de remodeler institutionnellement le marché intérieur en faveur du capital monopoliste pour que ce dernier constitue une base nationale solide pour investir les nouveaux marchés transnationaux et internationaux. De même, un nouveau genre historique de politique sociale tel que nous venons de le décrire sommairement peut être considéré comme un type de solution institutionnelle grâce auquel l’État rechercherait à offrir au capital monopoliste, d’une part, une flexibilité dans la gestion de la main-d’œuvre et un allègement des « charges sociales » de la reproduction de la force de travail et, d’autre part, de nouveaux marchés nationaux de biens et de services sociaux à investir fructueusement.

C’est sans doute dans les deux domaines complémentaires d’intervention étatique, que sont les politiques sociales et les politiques économiques et que nous avons pris pour exemple, que les nouvelles formes historiques de configuration institutionnelle État-marché sont lisibles à première vue ; mais, il aurait fallu aussi relever, ce que l’espace ici ne nous permet pas, les transformations [66] importantes des politiques étatiques dans le domaine de la fiscalité (réduction ou au moins stagnation du volume global des prélèvements, réduction de la progressivité de l’impôt sur les revenus et multiplication des taxes régressives, ...) dans le domaine de la gestion et du type de mandat des administrations publiques (désengagement et réduction des organismes administratifs, contrôle ad hoc, individualisé et a posteriori plutôt qu’actions directionnelles et incitations, ...) etc... pour fournir un tableau plus complet de ce qui semble se dessiner actuellement comme une nouvelle « Grande Transformation ».

Été 1986.

**NOTES**

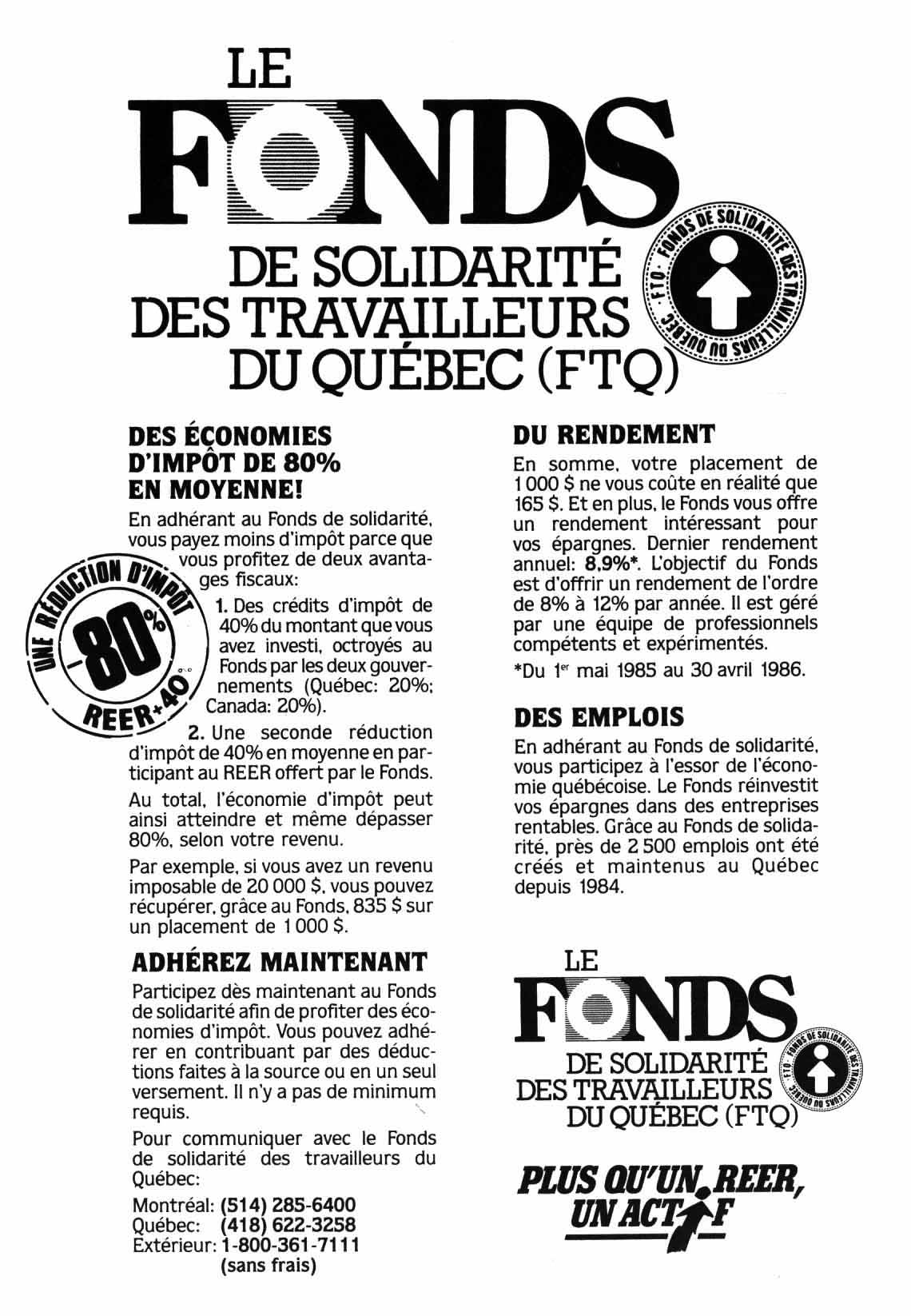
Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[67]

[68]

[69]

[70]



[71]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**DOSSIER**

“ CRISE DU LIBÉRALISME  
ET OFFENSIVE ANTI-ÉGALITAIRE.”

Jocelyne Lamoureux

[Retour au sommaire](#sommaire)

*En guise d’introduction :*

*« ... the crisis of liberalism (...) is a crisis about the meaning of equality »* [[64]](#footnote-64)

*C’est en partageant cette affirmation de la politicologue américaine Zillah Eisenstein à l’effet que* la crise actuelle du libéralisme est une crise à propos du sens à donner à l’égalité *que nous tentons, par la présente, une exploration de cette problématique.*

*Notre objectif est de tenter de clarifier, au niveau de la construction théorique, doctrinale, ce qu’entendent par égalité quelques-uns des principaux courants actuels du néo-libéralisme, du néo-conservatisme. Nous aimerions aussi tenter d’esquisser quelques hypothèses sur les raisons et les enjeux de cette vague de fond, ce renversement du courant dans la sphère des idées, auquel nous assistons.*

*En second lieu, le présent effort d’exploration et de compréhension nous apparaît pertinent et urgent parce qu’au nom du combat contre les « dérives », les « excès », les « contre-sens », les « révisions », les « usurpations » commis au nom de l’égalité on voit ressurgir aujourd’hui des thématiques idéologiques et politiques autocensurées ou carrément interdites depuis quelques décennies. On voit le racisme, le sexisme, l’élitisme autoritaire ou bien banalisés ou encore légitimés au fil des audacieuses remises en cause des totalitarismes.*

*Enfin nous croyons « politiquement utile » (ce serait là un sacrilège de la pensée rationaliste), au sein des profondes mutations et des crises de toutes sortes qui bousculent nos vies, nos représentations symboliques, nos conceptions du monde et de la politique, de redécouvrir, après avoir tué l’intelligence des pratiques anciennes — et je parle spécifiquement de celles consistant* [72] *à rejeter en bloc le droit, la justice et la démocratie libérale —, un certain nombre de valeurs-clés dont celle de l'égalité.*

De quelle égalité parlons-nous ?

L’égalité a une longue histoire que nous ne retracerons pas ici. Elle serpente sinueusement depuis des siècles, s’incarnant comme lame de fond au moment des révolutions américaine, française et russe ; portant, selon les époques, entre autres, le mouvement anti-esclavagiste, le mouvement ouvrier, le mouvement de décolonisation, le mouvement d’émancipation des Noirs américains et le mouvement des femmes ; ou encore se frappant dans l’airain des grands textes que sont les déclarations, pactes et conventions internationaux et les constitutions nationales. Elle est intimement liée à la conception que se fait une société donnée du lien entre les individus, l’État et ladite société. En ce sens, elle est porteuse, comme la liberté d’ailleurs, d’un projet de société. Elle a eu ses ratés, ses bavures, elle a engendré des monstres. Mais aussi et surtout, elle est toujours en évolution, produit des luttes et produit du travail d’une société sur elle-même, et n’a pas fini, à notre avis, d’accoucher de ce que l’on peut concevoir *comme une exigence éthique, politique, juridique à une égale dignité pour les humains.*

Au plan de la stricte égalité, les conquêtes des révolutions démocratiques bourgeoises précisèrent deux concepts clés : *l'égalité devant la loi et l’égale protection des lois*, donc la sujétion à une même règle, l'impartialité et le principe de non-discrimination. Dans cette société du libéralisme classique, le mot d’ordre « la carrière aux talents » illustre le nouveau rapport social : seule la méritocratie compte, aucun empêchement de sang, de statut, de fortune, de caste ne devrait brimer la quête de la possibilité de participer à la « course de la vie ».

À la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, devant la provocation constante du paupérisme, de l’étalement des disparités très grandes et l’inquiétude générée par l’agitation sociale subséquente, on s’interrogea sur le sens de *l’égalité des chances* (*equal opportunity*) et on reformula sous l’influence de penseurs comme John Stuart Mill une nouvelle conception du rapport entre l’individu, la société et l’État. L’intervention étatique fut donc légitimée afin de pallier aux carences des lois dites du marché et de favoriser un contexte sensé permettre l’égalité des chances.

Un autre cran est franchi vers la fin des années 60, en regard des droits à l’égalité, quand est reconnu, suite aux pressions du mouvement noir américain, le fait qu’historiquement des groupes entiers ont été discriminés, ce qui a généré un effet cumulatif d’exclusion et de rejet à l’égard des individus, membres de ces groupes. L’égalité formelle entre les êtres humains passe donc par une attention à *l’égalité réelle.* [73] On reconnut alors la nécessité de mesures spéciales destinées à rétablir entre les personnes et les groupes l’égalité de fait *: ce sont les programmes d’accès à l’égalité ou l’affirmative action.* De strictement informationnelle (devoir d’informer que les postes sont ouverts et accessibles à tous) au début, l’action positive évolue vers une conception axée sur un *traitement décisionnel préférentiel pour les membres des groupes historiquement victimes de discrimination*. On parle d’objectifs proportionnels, de calendriers de réalisation et même d’une possible quantification. L’accès à l’égalité émerge donc à *l’égalité des conditions et se préoccupe des résultats concrets* des efforts. Ce n’est donc plus l’égalité des chances stricto sensu, mais la réalité souhaitée de l’égalité.

Si nous résumons donc : de *l’égalité devant la loi et de l’égale protection des lois à l’égalité des chances* (sens restreint) de concourir dans la « course à la vie », *à l’égalité des chances* (sens élargi) de concourir soutenu par un filet de sécurité de l’État-providence minimal, aux *programmes d’accès à l’égalité* (constitutionnellement valables) permettant d’être, d’une certaine façon, *proportionnellement,* porté, après démonstration de compétence, à la ligne de départ en *redressement* pour sévices infligés à la dignité du *groupe* dont on est issu, il y a toute la marge des potentialités de la démocratie — activée, c’est une condition capitale, par les revendications, les pressions et les luttes farouches des exclu(e)s, marginalisées et minorisé(e)s de la société de libre marché.

Certains des enjeux  
des luttes récentes pour l’égalité

Afin de mieux comprendre les positions développées en *réaction* à l’élargissement de la notion d’égalité, la pulsion de l’offensive anti-égalitaire actuelle, examinons très succinctement certains des enjeux « subversifs » des luttes récentes pour l’égalité, surtout l’égalité raciale et l’égalité sexuelle.

D’abord, les luttes pour l’égalité ont servi de *révélateur,* de dévoilement à la fois des contradictions et des potentialités de mouvance de la démocratie libérale. C’est en revendiquant « l’égalité réelle » promise par le libéralisme que les exclu(e)s ont fait surgir les biais de classe, de sexe, de race de l’égalité formelle. L’égalité des chances de courir dans la « course de la vie » avec l’« *equal opportunity*» est apparue pour ce qu’elle est : un *privilège réservé.* L’égalité des chances a donc dû se préoccuper de l’égalité des conditions et même de l’égalité des résultats si elle ne voulait pas demeurer une coquille creuse. Le pouvoir de dévoilement que l’idée égalitaire recèle a permis à ceux et celles qui la prenaient comme arme de combat d’élargir les bornes de la démocratie libérale.

En second lieu, l’idée égalitaire a servi de principe organisateur des collectivités qui ont réclamé leur place au soleil. Du Civil Rights Movement des Noirs américains au mouvement généralisé des femmes pour l’égalité sexuelle, des revendications des bannis, séquestrés de la société que sont les détenus, les [74] fous, les handicapés à celles des homosexuel(le)s et des enfants, ce sont des collectivités vivantes de classe, de sexe, de race, d’âge, qui ont remis en cause le système libéral ou qui l’ont subverti, qui ont fait éclater les bornes privées/publiques et qui, en ce sens, ont permis l’élargissement des balises de la démocratie actuelle.

En dernier lieu, la revendication pour l’égalité et les vagues de fond égalitaires des divers mouvements ont fini par créer une habitude, une accoutumance, une attente acceptable, légitime pour une meilleure adéquation entre l’égalité formelle et l’égalité réelle. Pour des milliers d’individus, revendiquer l’égalité de traitement et une réelle égalité des chances a autorisé et légitimé la représentation publique de leur particularité et conduit à ce que soient socialement reconnues les aspirations de minorités ou de catégories particulières de personnes. La puissance symbolique de l’idée égalitaire, de l’idée de l’abolition des statuts politiques et sociaux différents, dans le sens d’inégaux, pour les minorisé-e-s est ainsi puissamment subversive.

Le retour aux sources du néo-libéralisme :  
la liberté et la justice contre l’égalité

Comme nous le disions en introduction, la crise du libéralisme est une crise à propos du sens de l’égalité.

La version forte de l’anti-égalitarisme

Si nous avons choisi d’abord d’analyser la réaction néo-libérale aux avancées de l’idée égalitaire et à la substantielle démocratisation qui s’en est suivie, c’est parce que, d’une part, nous considérons que certains des principaux arguments du néo-libéralisme sont de plus en plus propagés au niveau axiomatique et au niveau messianique (projet politique large) au Canada. C’est donc à cette forme de mise en cause que nous sommes surtout confrontés — plus qu’au néo-conservatisme à l’américaine ou la britannique et, il va sans dire, plus qu’à la nouvelle- droite américaine ou européenne.

En second lieu, c’est que, comme Philip Green dans *The Pursuit of Inequality,* nous estimons que la version forte de l’anti- égalitarisme est portée par le courant néo-libéral en raison de ses profondes assises idéologiques — au coeur même du libéralisme — système dans lequel nous baignons et qui explique, au moins partiellement, l’ascension fulgurante de ces idées depuis une dizaine d’années : principe de l’égalité des chances pour les individus ; principe de la limitation des interventions gouvernementales ; principe de l’auto- régulation par le marché ; principe de la méritocratie. Les versions néoconservatrice et néo-droitière de [75] l’anti-égalitarisme sont bien sûr importantes, mais leur succès pourrait n’être que passager, surtout en période de crise, du moins ici, au pays. Elles constituent ce que Green nomme les « *weak versions of inegalitarianism*».

Dans l’amalgame néo-libéral, nous nous sommes attardés, plus particulièrement, en raison de leur influence idéologique prépondérante, aux ultra-libéraux que sont le Prix Nobel, Friedrich Hayek et le sociologue-politicologue français, Philippe Bénéton.

Colère contre les « excès »  
et les « perversions égalitaires »

— *Les anti-valeurs absolues*

Dans le monde des anti-valeurs du néo-libéralisme, il y a principalement trois figures : le constructivisme ou le rationalisme, l’égalitarisme et l’intervention social-étatique.

• *Anti-constructivisme et anthropomorphisme*

Il y a donc d’abord la critique de l’utopie prométhéenne du contrôle par l’homme de la marche de l’Humanité, d’élaboration par la raison d’un projet social. Hayek, par exemple, affirme qu’il n’existe pas de possibilité de télécommander politiquement les mécanismes de l’économie dans le but de réaliser certains objectifs humains bien précis parce que la nature humaine est profondément individualiste et vénale ; parce qu’il faudrait contrôler une telle somme de variables pour prétendre planifier correctement et que cette information n’est pas disponible ; enfin parce que les grandes réalisations de l’humanité se sont développées librement, spontanément, sans « *blue print*». L’Homme n’est pas le maître de son destin et ne le sera jamais.

Il s’en prendra donc aux constructivistes qui prônent la rationalisation des institutions sociales par un contrôle de l’État. Pour lui, ce rationalisme, d’origine cartésienne et hobbesienne, est responsable des théories du « contrat social », théorie dont le dernier avatar est l’effort de John Rawls dans *A* *Theory of Justice.*

Philipe Bénéton, lui, mène une charge contre l’anthropomorphisme, contre le mythe animiste qui « peut s’exprimer ainsi : tous les faits sociaux sont le résultat d’actes intentionnels ; que les phénomènes soient désirables ou indésirables, ils résultent d’une intention, manifeste ou cachée, bienveillante ou maléfique. (...) L’attitude animiste consiste donc à postuler à la racine de tout fait social une volonté » [[65]](#footnote-65).

*• Anti-égalitarisme*

La seconde bête noire du néolibéralisme est l’égalitarisme. Cette expression, péjorative bien entendu, recouvre toutes les revendications qui ont dépassé la stricte conception libérale classique de l’égalité devant la loi et de liberté de compétitionner dans la « course de la vie ». La colère des néo-libéraux est sans fin parce que d’abord il y a eu transgression des principes de base, [76] détournement, dévoiement des assises de la pensée libérale pure et dure. Le « *sloppy thinking*» sur la justice sociale, comme le nomme Hayek, a créé d’une part des demandes inflationnistes pour toujours plus d’égalité et de participation, à tel point que la gouvernabilité de la démocratie est en péril et, d’autre part, a généré un mode de pensée totalitaire où tout est soumis à des contrôles, des régulations, des calculs mesquins. « Qui veut planifier l’imprévisible se montre totalitaire » [[66]](#footnote-66).

Les paradoxes sur le totalitarisme dont nous avons parlé en introduction sont principalement le fait des néo-libéraux. Certaines des critiques sont d’ailleurs reprises par la gauche, particulièrement la gauche libérale libertaire depuis quelques années.

• *Anti-politisme*

Troisièmement, l’intervention sociale de l’État-providence est la troisième bête immonde ciblée par les néo-libéraux. Hayek, par exemple, depuis la publication de son livre The Road to Serfdom (1944), en passant par *The Constitution of Liberty* (1959) et par *The Mirage of Social Justice* (1970), n’a de cesse de dénoncer le totalitarisme rampant derrière l’intervention étatique. Toute intervention légale freinant l’autorégulation par le marché, toute économie politisée conduit à la dictature. Ce sont, sauf pour le plus strict filet de sécurité minimal que toute société doit prévoir pour les cas d’urgence, les mesures sociales des gouvernements qui font problème : « *our objection in against all attempts to impress upon society a deliberately chosen pattern of* *distribution*» [[67]](#footnote-67).

— *Derive...*

Faisant la *genèse* de cette « dérive », Philippe Bénéton dans le *Fléau du Bien* [[68]](#footnote-68), analyse les télescopages successifs de la version classique du principe égalitaire : l’égalité de droit et les chances ouvertes à tous. Il y a eu d’abord glissement, de la stricte égalité des chances à l’intervention positive sur les facteurs sociaux qui rendent la « course de la vie » inabordable pour plusieurs. Moyen de transformation sociale, l’égalité des chances devient un droit fondamental à revendiquer et on se met à scruter non seulement l’égalité d’accès et de traitement, mais les résultats sociaux espérés, c’est-à-dire une moindre inégalité des résultats. Les principes du libre choix et celui du mérite sont usurpés par la délégitimation de la hiérarchie des revenus et l’instauration d’une pensée et d’une action redistributives.

Enfin, seconde construction tératologique, « l’égalité des chances implique l’égalité des résultats entre groupes » et cette proposition est une véritable hérésie car l’idéologie libérale est opposée aux statuts désignés. Nous ajouterions malicieusement sauf s’ils sont créés et entretenus par le système de libre marché...

En résumé donc, pour les néolibéraux, « Ferrement » égalitaire n’est qu’une immense perversion qui impose un énergique retour aux sources doctrinales.

Retour aux sources

Explorons maintenant les organisateurs [77] récurrents du discours du retour aux sources des néo-libéraux.

« Le commerce est la profession des gens égaux »  
(Montesquieu)

Le néo-libéralisme va donner de la société l'image d'un marché où les relations entre les individus et les groupes seraient gérées sur le mode de la transaction ou de l'échange économique. (...) Sortir des difficultés liées à la crise implique de rendre la société plus fluide, plus mobile, de libérer les initiatives des contraintes, de transférer aux individus la gestion des responsabilités qui les concernent, bref d'utiliser comme régulateur de la vie sociale une société-marché composée d'individus égaux [[69]](#footnote-69).

À l’intérieur de la tradition libérale, deux grands courants ont prévalu, se sont fait la lutte ou ont cohabité dans des périodes de transition. La tradition plus politique, on la dit française, alimentée par les conceptions de Hobbes, Rousseau, Kant et Hegel. L’activité politique, c’est-à- dire l’État interventionniste et réformateur, y occupe une place importante, les pratiques législatives y sont prédominantes. Issue de la révolution française, elle s’appuie sur le rationalisme, un appareil d’État très centralisateur et un juridisme corsé.

L’autre tradition, anglo-saxonne celle-là, est une tradition plus « économique » inspirée de Locke, de Tocqueville. Elle est critique du juridisme, sceptique devant le pouvoir de l’État et les dangers de politisation des activités économiques et privées. Tocqueville, par exemple — dont les néo-libéraux s’abreuvent comme d’une source bienfaisante, dans ses observations sur les révolutions américaine et française, s’inquiétait de la nouvelle démocratie, non pas tant du fait que le peuple, la bride au cou, ne serait plus contrôlable, non pas tant du fait des dangers d’un retour éventuel d’un tyran, mais bien en raison de la formation progressive d’un pouvoir impersonnel qui se donnerait comme mission de façonner autoritairement la volonté de chacun au nom du bien de tous.

Ce sera la tradition économique du libéralisme que glorifieront les néo-libéraux. La richesse n’est pas illégitime, les droits de propriété et la libération des forces du marché sont les meilleures garanties de la liberté de tous et chacun. La liberté d’entreprendre, l’élimination des contraintes, le déploiement de l’initiative, l’audace, la compétition pour les ressources rares, la recherche de l’excellence et la récompense pour l’excellence sont les valeurs positives à retrouver.

Among those who try to climb Mount Everest or to reach the Moon, one also honours not those who mode the greatest effort, but those who got there first [[70]](#footnote-70).

Liberté et Justice contre Égalité

Il est bien clair que la régulation [78] par le marché produira des disparités considérables. Mais ces disparités sont justes et légitimes si la distribution découle de transactions librement consenties entre les individus.

All that justice required (...) that the prices (be) determined by just conduct of the parties in the market, i.e., the competitive prices arrived at without fraud, monopoly and violence [[71]](#footnote-71).

• *Légitimité de l’inégalité*

Premier principe donc : la légitimité de l’inégalité puisque les règles modèles du marché sont justes.

Justice requires that in the « treatment » of another person or persons (...) certain uniform rules of conduct be observed. It clearly has no application to the manner in which the impersonal process of the market allocates command over goods and services to particular people [[72]](#footnote-72).

La « course de la vie » est donc :

a game of partly of skill and partly of chance. (...) It proceeds like all games, according to rules guiding the actions of individual participants whose aims, skills and knowledge are different, with the consequence that the outcome will be impredictable and that there will regularly be winners and losers. And while, as in a game, we are right in insisting that it be fair and that nobody cheats, it would be nonsensical that the results for different players be just [[73]](#footnote-73).

Il faut ici noter le libéralisme social-darwinien avec l’extention de la sélection naturelle à la concurrence sociale : une myriade d’individus atomisés concurrençant sans limites dans le libre-jeu de loi sélectionniste des plus aptes. Au diable, les perdants !

*— Justice procédurale*

Second principe : la conception libérale classique de la justice se préoccupe de la façon dont la compétition se mène et non des résultats qui ne peuvent être ni justes, ni injustes. Voilà donc pourquoi :

Equality of the general rules of law and conduct (...) is the only kind of equality conducive to liberty and the only equality which we can secure without destroying liberty [[74]](#footnote-74).

Le « sloppy thinking » de la justice sociale

Troisième principe : le concept de justice sociale est un concept incongru, indéfendable et dangereux.

The term « social justice » is intellectual disreputable, the mark of demagogy or of cheap journalism [[75]](#footnote-75).

Pourquoi ? D’abord, parce que ce concept fait appel à un anthropomorphisme de basse cuisine : la société comme collectivité redevable à des individus, ou encore responsable d’intervenir dans la mêlée. Les deux termes — justice sociale — sont incompatibles. Leur association par des régimes de social- démocratie ou de socialisme ont d’ailleurs conduit aux pires totalitarismes [79] *{The Road to Serfdom),* car elle préjuge d’une intervention autoritaire qui freine ou réglemente la conduite des individus.

Mais dans le fond, ce terme en apparence innocent ou messianique cache une émotion extrêmement mesquine : l’envie, « that animosity towards great wealth which represents it as a « scandal » that some should enjoy riches while others have basic needs unsatisfied » [[76]](#footnote-76).

Pour les ultra-libéraux s’inspirant de Hayek, les droits civils traditionnels sont incompatibles avec les nouveaux droits socio-économiques proclamés depuis la Déclaration universelle des droits de l’homme. Il s’agit d’un avorton issu de l’union incestueuse de la grande tradition libérale occidentale et de la révolution marxiste russe. Cette hargne s’explique parce que les droits socio-économiques imposent en quelque sorte un mandat d’intervention à l’État, tandis que les droits civils traditionnels protègent l’individu contre l’arbitraire du pouvoir et protègent donc les assises du système : la liberté individuelle.

*— L’égalité des chances :  
irréalisable*

Quatrième principe enfin : l’égalité des chances est un concept extrêmement restreint (celui d’ailleurs le plus dévoyé) s’appliquant encore une fois à une *procédure de* « *just conduct*». Cette argumentation est d’ailleurs reprise actuellement dans la revue québécoise L *’Analyste* contre les programmes d’accès à l’égalité. On ne peut envisager agir de quelques façons sur l’égalité des conditions et l’égalité des résultats est tout à fait impertinente. L’action positive : si peu et encore avec beaucoup de réserves.

Attractive as the phrase of equality of opportunity at first sounds, once the idea is extended beyond the facilities which for other rea- sons hâve to be provided by government, it becomes a wholly illusory idéal, and any attempt concretely to realize it apt to produce a nightmare [[77]](#footnote-77).

En conclusion de cette partie, signalons la force de l’argumentation néo-libérale qui repose sur une valorisation tous azimuts d’un des termes constitutifs de notre civilisation : la liberté ; qui redonne à Icare-individu ses ailes que le social- étatique avait ficelées ; qui rend au social sa mobilité, sa fluidité, son audace ; qui critique le contrôle la régulation étouffante, les effets pervers de l’intervention étatique ; qui débusque et combat les multiples représentations totalitaires ; qui rassure en affirmant que ce qui est... est juste et naturel ; qui enfin est héroïquement inflexible sur les grands principes des droits de l’Homme de la première génération — ceux des droits civils et politiques et des garanties juridiques.

Par contre, on a vu que ces théories néo-libérales ont fait en Grande-Bretagne, dans l’Amérique de Reagan : dualisation systématique de la société, aggravation des inégalités sociales, délégitimation des institutions démocratiques quand ce n’est pas la catastrophe économique comme au Chili et le soutien à des régimes autoritaires.

La réaction néo-libérale tissée d’anti-égalitarisme, d’anti-politisme, d’individualisme forcené, [80] au nom de la liberté et de la justice, resserre en fait les bornes de la démocratie dangereusement.

Le néo-conservatisme :  
la différence contre l’égalité

Réaction à « l’hystérie » égalitaire

Après avoir exploré la riposte néo-libérale, nous allons maintenant examiner brièvement les positions néoconservatrices. Par néoconservatisme, il faut entendre le courant hégémonique au niveau idéologique et politique présentement aux États-Unis. Sociologiquement et stratégiquement soutenu et nourri par un « brain trust » d’intellectuels de renom comme Irving Kristol, Z. Brzezinski, Daniel Bell, Natham Glazer, P. Moyniham et leurs outils culturels prestigieux (*Public Interest* et *Commentary),* chevauché cavalièrement par Ronald Reagan, le néo-conservatisme mobilise principalement la nébuleuse des classes moyennes américaines conservatrices exaspérées par l’inflation, les impôts élevés, la réglementation gouvernementale, le « dépérissement » des moeurs, l’éducation sexuelle dans les écoles et la pornographie quotidienne, l’intégration raciale forcée, le laxisme en matière d’avortement, l’humiliation du Vietnam.

Réaction épidermico-politique à « l’hystérie » égalitaire (le féminisme est considéré être un excès du libéralisme, l’État-providence des mesures sociales, un excès de la démocratie) de la « Great Society » de Kennedy et Johnson, le néoconservatisme s’apparente sous de nombreux aspects fondamentaux au néo-libéralisme que nous avons tenté de cerner précédemment. Dans les faits, il défend avec fougue le même ultralibéralisme économique qui se représente la société et les rapports sociaux comme un immense marché. Il fait preuve, dans le domaine des politiques sociales et des programmes sociaux de la même hargne anti-étatique. Le darwinisme social y est extrêmement développé, encadré par un système méritocratique et par un « workfare » forcé où les plus pauvres et les plus démunis sont responsabilisés énergiquement quant à leur survie matérielle, leur santé et leur éducation.

Pour revenir à la *guerre de la pauvreté* qu’avait entreprise la « Great Society », dans un contexte d’apogée du mouvement émancipatoire des Noirs, de développement spectaculaire du mouvement des femmes, et de relative prospérité économique, cette dernière avait effectivement fait éclater plusieurs bornes. Découvrant le scandale de son propre Quart-Monde, le nouvel État interventionniste se donnait le mandat de :

développer des programmes spécifiques d’aide financière destinés à des groupes sociaux bien identifiés, indépendamment du revenu d’emploi (la plupart des [81] bénéficiaires étant d’ailleurs totalement écartés du marché du travail), imposer des mesures législatives, tels les programmes d’action positive, pour forcer une transformation des pratiques discriminatoires, créer une série de services sociaux, éducatifs, sanitaires, culturels, récréatifs, etc., destinés à des clientèles-cibles, dans une perspective de rattrapage, de prévention et de réintégration sociales [[78]](#footnote-78).

Restauration autoritaire

L’arrivée au pouvoir de Ronald Reagan en 1980 cristallise la victoire du ressac conservateur. Mais où va cette Amérique aux millions de pauvres qui n’ont pas ou qui n’ont plus la fierté de travailler ; aux légions de femmes qui ne savent plus se tenir à leur place assignée et qui réclament l’égalité des salaires, des programmes d’action positive, le contrôle de leurs fonctions reproductives ; aux Noirs qui continuent d’échouer à l’école et à leurs femmes qui accouchent toujours, sans hommes, d’enfants qui se réfugieront dans la délinquance ?

La réponse à cette question et à bien d’autres est ce qui caractérise le néo-conservatisme. L’Amérique est traversée par profonde crise morale et culturelle : une *crise d'autorité*; crise de l’État intérieur et de l’État à l’étranger ; crise de la Famille, cette institution de base de la Nation. Un redressement énergique et autoritaire s’impose afin de reconquérir l'hégémonie perdue, la stabilité intérieure, l’éthique du travail, la croissance économique maximale, l’honneur perdu de l’autorité patriarcale, l’imposition internationale de ses diktats.

Le démocrate Bertram Gross [[79]](#footnote-79) parle de « *friendly fascism*» affublé d’une imagerie de *force* (attitude guerrière et machiste au niveau international et interne), de *liberté* (celle du marché de Friedman), d*'individualisme* (« *Look out for number* *one*»), de patriotisme (fidélité à la grandeur de l’Amérique et agressions répétées à l’étranger) et enfin de *corporatisme* (contrôle oligarchique de la finance, des élites politiques, des militaires du Pentagone, des consortiums industriels et mass-médiatiques).

Et qui donc, selon les néoconservateurs, porte la responsabilité de la crise ? C’est la « New Class », celle des politiciens, intellectuels, fonctionnaires et professionnels responsables de la folie des grandeurs de la « Great Society » ; celle qui a alimenté les ouvertures démocratiques et les excès du libéralisme ; celle qui a déresponsabilisé le Quart-Monde intérieur, détruit le tissu conjonctif sociétal par un interventionnisme étatique.

Positionner l’inégalité comme une différence

Or, le redressement s’opérera en redéfinissant les paradigmes dont [82] celui de l'idée égalitaire. Les néolibéraux partaient de l’idée que les inégalités étaient justes, les néoconservateurs positionnent l’inégalité comme une *différence.* La différence servira donc à rationaliser et à euphémiser l'inégalité. Une première version, plus corsée, fait appel (comme dans le courant néodroitier) à la sociobiologie et à la génétique. Les Noirs ont de moins bons résultats scolaires : c’est dû à « *a not unreasonable hypothesis that genetic factors are strongly implicated in the average Negro-White intelligence difference*» selon les trouvailles d’Arthur Jensen, professeur de psychologie de l’éducation à l'Université de Californie (« *How Much Can We Boost IQ and Scholastic Achievement ?*», 1969).

Dans sa version « douce » du différentialisme, le néo-conservatisme déradicalisera systématiquement l’égalité des chances qui n’est strictement que la liberté individuelle de compétitionner dans la « course de la vie ». La méritocratie reconnaît le principe de différence : elle légitime donc l'inégalité alors qu’au contraire l’action positive viole la liberté individuelle et la particularité — différence d’un individu en lui assignant une position prescrite par son groupe d’origine. Là, le serpent se mord la queue : des individus exigent des programmes d’accès à l’égalité (action positive) pour enfin briser le cercle des statuts sociaux désignés par les biais de sexe, de race et de classe de l’égalité formelle. Et à l’inverse, les néoconservateurs démantèlent les programmes d’accès à l’égalité pour ne pas étiqueter un individu à un statut désigné ! Il y a donc rejet du concept de discrimination systémique, car on doit prouver qu’un acteur a intentionnellement discriminé par des faits précis une victime précise.

En bout de ligne, positionner l’inégalité comme une différence, reconnaître cette différence par le système du mérite individuel, c’est empêcher toute identification de groupe. Concrètement, s’il y a dans l’univers du travail problème pour les femmes et les minorités raciales, ce n’est pas un problème d’égalité de chance : c’est un reflet des différences. Ce dont on a donc besoin, c’est d’un système de récompense pour le mérite, l’excellence, le leadership, la compétitivité plutôt qu’un système (l’action positive) de récompense qui tente d’égaliser les différences.

Rendre la différence politiquement impertinente

Sur toute cette question de la différenciation, il est nécessaire d’examiner le point de vue historique des minoritaires car, à première vue, le droit à la différence peut apparaître tout à fait sympathique parce qu’il reconnaîtrait les signes distinctifs, « l’unique » chez les personnes.

Mais, comme le souligne Zillah Eisenstein, ce ne sont jamais les hommes, les Blancs ou les maîtres qui sont différents : ce sont les femmes, les Noirs, les subordonnés. Ces derniers sont différents par rapport à une *norme* et le processus de [83] différenciation des sexes, des races ou des classes a rendu ces catégories inégales dans la « Course de la vie ». Or, pour qu’une réelle égalité des chances puisse être viable, il faut que les différences de sexe, de race, de classe soient *politiquement* et *économiquement* sans conséquences, impertinentes.

On peut ainsi mieux comprendre à quel point, dans un contexte de rigidification des valeurs morales, d’autoritarisme, de propagande guerrière, de désengagement étatique du social, de démembrement des programmes d’accès à l’égalité, tout éloge de la différence ne fait que contribuer à une hiérarchisation sociale encore plus prononcée, à plus de disparités, à plus de misère, enfin à un net recul de l’idée et de la pratique égalitaires. L’élitisme rampant, s’appuyant sur la psychologie, la génétique, la sociologie des organisations, la sociobiologie, affirme, justifie et propage son idéologie des différences qualitatives entre classes, races, sexes et groupes sociaux.

L’exemple de l’égalité sexuelle

Afin de concrétiser ce qui précède, nous allons très brièvement explorer l’argumentation néoconservatrice en regard de l’égalité sexuelle. *Feminism and Sexual Equality : crisis in Liberal America* de Zillah Eisenstein nous sert de référence principale.

La maternité politisée

Les élections présidentielles américaines de 1980 avaient comme un des thèmes centraux : l’égalité sexuelle. Les programmes des deux grandes formations étaient sensiblement les mêmes pour ce qui avait trait à l’économie, à la défense, au militaire, au social : trop d’interventions étatiques dans les programmes sociaux, pas assez de poigne dans les incarnations de la doctrine de la sécurité nationale. C’est donc sur les questions féministes que les luttes de ligne furent les plus acerbes. Les Républicains affirmaient leur attachement à l’égalité sexuelle, mais s’opposaient à l’Equal Rights Amendment (ERA) et à l’avortement et clamaient leur profonde adhésion aux valeurs traditionnelles de la famille. Les Démocrates s’affichaient pro-choix en matière de contrôle des fonctions reproductives, pour une décriminalisation de l’avortement et pro-ERA.

L’argumentation (victorieuse) des néo-conservateurs était à l’effet que la crise d’autorité que traversait l’Amérique originait dans une crise profonde de l’institution de base de la société : *la famille.* Un grand ménage s’imposait : pour remettre l’Amérique sur ses pieds, il fallait consolider la famille. Selon les tendances à l’intérieur même de l’amalgame néo-conservateur, les analyses et solutions modulaient leurs fréquences. Pour les aigles du Eagle Forum (dont le mot d’ordre est, « God, Home and Country ») et les ténors du « Moral Majority » que sont les Phyllis Schlafly, Richard Viguerie et Jerry Fallwell, le raisonnement est le suivant, grosso modo : [84] selon la volonté de Dieu et un puissant ordre naturel des choses, la femme, en raison de son sexe et de ses potentialités créatrices, est *différente.* La procréation est son lot et son dû, son statut désigné. Une société juste reconnaîtra cette différence et la *protégera.* Cette fraction des néo-conservateurs est pour une revalorisation de la famille nucléaire patriarcale où l’autorité paternelle s’affirme d’abord et avant tout par le statut de pourvoyeur-protecteur de ce dernier. Des lois doivent protéger en ce sens les femmes économiquement dépendantes — il va sans dire — des irresponsabilités potentielles de leurs conjoints. Famille nucléaire patriarcale où la femme est valorisée dans son rôle exclusif de mère-épouse. Et cette dernière doit affirmer haut et fort son strict droit individuel à choisir d’être reine du foyer. Il s’agit, bien entendu, du modèle suranné de la famille traditionnelle blanche des strates supérieures des classes moyennes, car cette mère-épouse doit éviter le marché du travail. On est anti-ERA parce qu’il s’agit d’une intervention indue de l’État dans la vie personnelle des femmes, mais aussi parce que FERA symbolise la revendication des femmes pour l’égalité sur le marché du travail. On est anti-action positive parce que revendiquer l’égalité, c’est revendiquer l’identité, la similarité ; et les femmes sont *différentes.* Elles ont besoin de protection et non d’égalité.

Rétablir l’ordre moral au sein de la famille comme préalable au rétablissement de l’ordre moral de la patrie, c’est aussi remettre l’État à sa place — dans la sphère politique. D’ailleurs, les perversions de l’État ont été multiples et déstabilisatrices à cause du trop lourd fardeau des impôts, des taxes et des prélèvements étatiques de toutes sortes. Les familles ont fait face à la pénurie, ce qui a traîné les femmes sur le marché du travail, humiliant la virilité des pères et maris. L’interventionnisme de l’État-providence favorise même et entretient l’éclatement des familles en plus de dévoyer l’éthique du travail et de la responsabilité individuelle.

In Welfare culture money becomes not something earned by men but a right conferred on women by the State [[80]](#footnote-80).

De plus, pour toutes les familles, l’État-providence s’est accaparé, d’une foule de fonctions anciennement dévolues à la famille et qui gruge ses sphères de responsabilité.

Enfin, une fois réaffirmées les places assignées dans l’ordre naturel des choses voulu par Dieu, une fois combattu le stupre de l’avortement, de l’éducation sexuelle, de l’homosexualité, de l’enrôlement des femmes dans l’armée, la « Moral Mother » pourra servir de flambeau à la « Moral America » derrière le Président, les astronautes et les G.I. Dans *The Power of Positive Women,* Phyllis Schlaffy valorise cette image et surtout incite les femmes à la revendiquer sans honte, le front haut et le sourire clair.

Et les colombes de l’anti-féminisme néo-conservateur ?

Tous les néo-conservateurs ne sont pas fervents du retour au modèle de la famille patriarcale blanche, aisée. La réalité des multiples formes modernes de la famille [85] les en empêche : dans 57% des familles, les deux conjoints travaillent ; la famille patriarcale ne compte que 15% d’adhérents ; la famille monoparentale — 16% — est le type de famille qui se développe le plus rapidement ; le reste se répartit dans d’autres modèles.

Par contre, c’est toujours à l’image-identification à la *mère* qu’est reconnaissable une femme. C’est là sa différence. Et ce positionnement de départ est transmis, reproduit de génération en génération. Il s’agit, selon Eisenstein, de « *the most basic form of hierarchical social organization and hence order*[[81]](#footnote-81). Il s’ensuit que comme mère, la femme est différenciée politiquement des hommes et refusée l’égalité.

Pour cette catégorie de néoconservateurs, il faut renforcer la famille en propageant les vertus de la vie de famille par l’éducation, les mesures fiscales, les images mass-médiatiques positives, etc. Il faut bien sûr juguler le contrôle des fonctions reproductives par les femmes, réaffirmer les places et fonctions respectives des hommes et des femmes dans la famille et, enfin, activement lutter contre l’homosexualité, le féminisme et le sexe en général. Les femmes feraient individuellement, librement, le choix d’être différentes. Les néo-conservateurs de cette fraction seront par contre très sensibles aux programmes d’accès à l’égalité —en fait, ils seront contre, et ce, pour à peu près les mêmes raisons que les néo-libéraux. La performance individuelle, la méritocratie rigoureuse : voilà ce qui permet de respecter la différence et surtout de ré-hiérarchiser plusieurs dimensions de la vie sociale. Les femmes peuvent bien aller sur le marché du travail si elles le désirent, mais elles ne doivent pas s’attendre à un salaire égal, à des programmes d’action positive, à des garderies, à des congés de maladie. Le choix des femmes sera limité de telle sorte que leur assignation à la maternité demeurera toujours prédominante...

Effets concrets du recul de l’idée égalitaire

Sous les néo-conservateurs, la reformulation de l’État-providence a profondément affecté les femmes et dévoilé par le fait même les biais sexiste et raciste des propositions.

La « new class » son attaque, son gagne-pain démantelé quand les programmes sautent, ce sont les femmes blanches et les femmes et hommes noirs qui écopent (50% des travailleurs de ces catégories étaient en 1970 employés par l’État) : ceux des classes moyennes qui, depuis les années 60, avaient réussi, dans une certaine mesure, à gagner professionnellement leur vie. Le démantèlement des programmes sociaux mis sur pied pendant la guerre à la pauvreté affecte scandaleusement les pauvres — femmes, enfants, Noirs. Les coupures dans « Medicaid », les bons de nourriture, les services juridiques et les programmes « *Aid to Families with Dépendant Children*» et « *Comprehensive Employment and Training Act*» rendent la situation intenable pour les femmes, les femmes noires surtout.

Whereas the opposition to « reverse discrimination » jonctions as an obstacle only to upward-mobile Blacks-Hispanico-Women, [86] and other minorities, the anti-State principle is designed to freeze all class distinctions, all artificial barriers between the lives of people in a society, permanently into place [[82]](#footnote-82).

Concrètement,

Depuis l’application des coupures budgétaires, la pauvreté a brusquement augmenté, passant de 12% en 1981 à 14,7% en 1984, soit plus de 33 millions de personnes, avec un sommet de 15.6% en 1983 [[83]](#footnote-83).

En terminant donc, rappelons qu’au coeur du projet néoconservateur il y a l’anti- égalitarisme de l’éloge de la différence ; que l’Autorité de l’Amérique morale se rebâtira sur le socle du premier ordre hiérarchique, celui de la famille patriarcale et qu’enfin, comme les néo-libéraux, l’idée égalitaire doit être déligitimée, puis tous ses acquis renversés.

L’exigence d’une égale dignité

Une seule voix : multiplicité des discours

En abordant ce texte, nous étions intriguées et fascinées par l’ampleur de la vocifération anti-égalitaire, son unanimité. Mais sous cette vaste offensive intellectuelle, nous avons perçu plusieurs discours qui commandent des argumentations et des interventions différenciées si on veut y faire face. Notre objectif n’était pas de développer cette riposte, mais de tenter de comprendre certain a priori des discours.

Nous sommes maintenant en mesure de constater tout le chemin qui reste à parcourir. Ainsi, il faudra mieux saisir les nuances des idées sur l’égalité selon que l’on se situe sur le plan éthique, ou religieux, ou politique, ou économique, ou encore juridique. Le chevauchement du présent texte était dû à une tentative, peut-être maladroite, de saisir un concept fuyant. D’autre part, il s’avère urgent de systématiser les principales luttes pour l’égalité — avec leurs significations et enjeux pour les exclu-e-s, les marginalisé-e-s et les minorisé-e-s et non pas se contenter de généralisations en invoquant « le mouvement émancipatoire des Noirs et le mouvement des femmes ». Dans le même ordre d’idées, il faudrait étudier de façon très serrée la doctrine et la jurisprudence récente pour bien saisir l’évolution du concept d’action positive. Enfin, il est capital de compléter la réflexion sur l'égalité par celle sur la démocratie tant ces notions sont liées et débordent l’une sur l’autre.

Ceci dit, nous avons quand même tenté de cerner certains enjeux de l’immense lutte qui se mène actuellement. La machine de guerre anti-égalitaire tire à boulets rouges contre le libéralisme démocratique, contre la social-démocratie, contre le socialisme, tentant de délégitimer leurs assises intellectuelles, leurs projets politiques. Pour certains des ténors plus [87] féroces, c’est l’égalité politique, juridique et éthique qui est visée : ce sont les victoires quant aux droits socio-économiques qui sont ciblées. Il y a véritablement attaque et reflux. Les temps sont donc troubles et extrêmement précaires pour de vastes pans de la population. Nous croyons avoir signifié à quel point la différence, l’éloge de la différence camoufle en bout de ligne l’impossibilité de liberté pour les individus et, bien sûr, d’égalité. Nous avons noté à quel point la revendication égalitaire avait une portée subversive par tout le dévoilement des limites strictes du libéralisme qu’elle engendrait ; par les potentialités de solidarisation qu’elle suscitait ; par l’extension des libertés individuelles qu’elle permettait ; par l’élargissement de la démocratie qu’elle engendrait ; enfin par la symbolique nourricière qu’elle attisait.

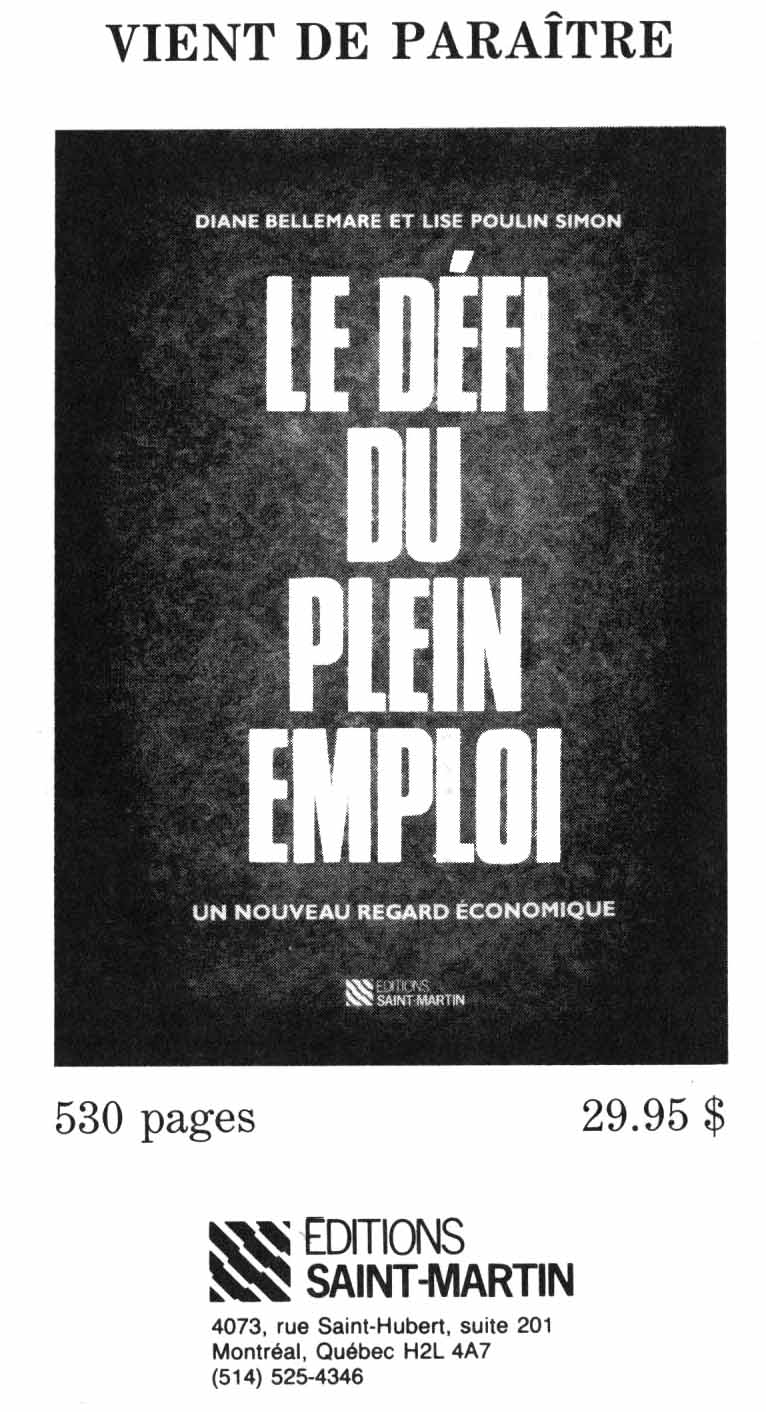
Le défi du débat sur l’égalité, aujourd'hui, est de bloquer la manœuvre récupératrice des anti-égalitaires, de se réapproprier la notion de l’égalité, de réinvestir le champ de la société civile, de pousser sa croissance et sa pénétration dans toute l’épaisseur du social. C’est donc dire qu’il faudra en redécouvrir la signification, mais, et ce point est crucial, avec un sens aiguisé de l’histoire.

Nous restons profondément convaincues que le défi vaut la peine d’être surmonté, que l’exigence d’une égale dignité pour les hommes et les femmes, exigence d’égalité en tant qu’elle suppose une plus grande liberté individuelle du même souffle, constitue un leitmotiv fondamental pour qu’enfin soit aboli le statut socio-politique de minorisé.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[88]



[89]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**DOSSIER**

“ LE CONSERVATISME  
ET L’ÉTAT SOUS REAGAN.”

Dorval BRUNELLE

[Retour au sommaire](#sommaire)

*Le retour aux sources d'une Amérique vraie et pure constitue le fondement de l’approche conservatrice actuelle aux États-Unis. Une distinction doit cependant être faite au sein du courant conservateur entre les réseaux intellectuels qui mènent la bataille des idées et les groupes de pression qui, eux, mènent la bataille politique. L’anti-intellectualisme reste l’un des crédos fondamentaux du conservatisme aux États-Unis. Ce sont toutefois les débats théoriques au sein des réseaux d’idée qui auront permis, ces dernières années, le renouvellement de la pensée conservatrice par rapport au libéralisme classique tout en apportant au conservatisme militant, la légitimité intellectuelle. La jonction entre les deux groupes se fait autour de la réaffirmation des valeurs fondamentales que sont Dieu, la famille et la réussite individuelle. Le « reaganisme », c’est le symbole de « l’américanité » et de la puissance américaine retrouvées. Le « reaganisme » marque pour les conservateurs américains, la fin des prétentions de cet État-providence qui, de Kennedy à Carter, avait voulu substituer à la responsabilité individuelle, au marché et à Dieu la vision d’un monde dirigé, socialisé et laïc. Les ravages du « reaganisme » sur le plan social sont déjà énormes, mais le plus inquiétant conclut Dorval Brunelle, c’est que l’individualisme n’a fait que commencer ses ravages et qu'il pourrait être là pour longtemps encore.*

*I.E.*

Il n’est pas inutile, avant de nous engager dans une brève étude consacrée au conservatisme aux USA, d’effectuer une courte mise au point.

Au début de son ouvrage classique consacré au conservatisme [[84]](#footnote-84). Clinton Rossiter relève à quel point le vocabulaire politique est entaché d’ambiguïtés. Tel qui s’affiche conservateur [90] est plus progressiste que bien des libéraux tandis que, à l’inverse — et c’est nous qui apportons cette nuance — des libéraux peuvent s’avérer plus égalitaristes que certains socio-démocrates. C’est pourquoi Rossiter préfère éviter les définitions de termes pour leur substituer des ensembles d’énoncés de base. Grâce au recours à cette technique, il est en mesure de relever les principaux crédos qui devraient permettre de distinguer le conservateur du libéral. Alors, au lieu de poser qu’une notion puisse être circonscrite dans une définition, il parlera plutôt d’un « réseau de significations ».

Cette mise au point est intéressante pour notre propos car les significations des termes politiques ont tendance à fluctuer selon les contextes et, en particulier, selon que leur manipulation théorique ou empirique s’inscrit dans une vision américaine du monde par opposition, par exemple, à une vision européenne. En effet, si libéraux et conservateurs américains ont pu, à l’époque, nouer une alliance particulière qui a trouvé ses prolongements dans cette « révolution conservatrice » qui, en 1776, a permis de séparer les États-Unis de l’Angleterre, il s’en faut de beaucoup que les conservateurs anglais aient pu souscrire à l’anti-royalisme et à l’anti-mercantilisme qui animaient les « fédéralistes » d’outre-atlantique. Dans le même ordre d’idées, l’antiétatisme qui préoccupe certains des rédacteurs de la Constitution américaine de 1787 et, surtout, l’antiétatisme auquel souscrivent les défenseurs de la Charte des droits n’a que peu de parenté avec les thèses soutenues par le « père » du conservatisme anglais qu’est Edmund Burke.

Cette précision s’impose d’autant plus quand l’étude politique est menée depuis le Canada dans la mesure où la double influence, américaine et anglaise, contribue à accroître les flottements sémantiques au lieu de les réduire. En effet, la notion de « conservateur » au Canada s’apparente, jusqu’au milieu des années 60 en tout cas, à celle qui a cours en Angleterre.

C’est afin de circonscrire notre traitement de la question de l’État et de faire ressortir toute l’importance de l’influence américaine sur l’évolution présente du contentieux autour de la croissance de l’État que nous nous en tiendrons dans ces pages à un examen succinct de quelques thèses américaines consacrées à cet enjeu.

Libéralisme et conservatisme

La plupart des observateurs de la scène politique américaine s’entendent au moins sur un point : la gauche américaine — ou ce qui en tient lieu — s’est effritée et elle connaît à l’heure actuelle un effacement majeur. Mis à part les mouvements féministes et pacifistes, qu’il s’agisse du mouvement noir, du mouvement étudiant, des mouvements anti-nucléaire et antimilitaire, les grands enjeux des années soixante et soixante-dix ont été marginalisés et contraints au repli [[85]](#footnote-85).

[91]

Si l’on resitue ces initiatives dans une perspective plus large toutefois, c’est bien leur émergence qui demeure problématique puisque, historiquement et depuis la Deuxième Guerre surtout, les États-Unis ont vécu à l’heure du conservatisme. Les mouvements sociaux et les mouvements de masse étaient aussi rares et isolés sous Truman et Eisenhower qu’ils le sont sous Reagan. À cet égard, ce sont les décennies entre 1960 et 1980 qui font figure d’exceptions, de sorte que l’apparent retour en arrière participe vraisemblablement d’une volonté de réinstaurer une continuité historique au-delà des ruptures enclenchées à l’occasion de cette vaste dérive du côté d’un libéralisme débridé caractérisé par ce constant souci d’accommoder tous les « minoritaires » sous l’égide de l’État. Et c’est vraisemblablement là, dans cette intense préoccupation de retrouver le filon d’une Amérique vraie et pure, inédulcorée et pérenne, que réside le fondement de l’approche conservatrice. Le néoconservatisme est radical sous cet angle précisément, c’est-à-dire quand il s’en prend aux plates-formes contestataires ou quand il vise à réaffirmer les paramètres de la société d’avant Carter, Johnson et Kennedy.

L’élection [de Reagan à la Présidence] n’était pas un caprice de l’histoire, ni un miracle. C’était et ce fut dûment perçu à l’époque comme la résultante de quelques trois décennies d’un graduel et constant développement d’un conservatisme *bona fide* aux États-Unis, d’un conservatisme qui était essentiellement politique auquel s’adjoignait un nombre impressionnant d’éléments qui lui ont donné toute sa consistance. L’élection de Reagan était le couronnement d’une structuration édifiée au cours des années qui englobait des intellectuels en vue, des universitaires, des auteurs, de nouveaux journaux, des instituts et des centres de recherche, des fondations et des « dotations », qui s’identifiaient tous avec l’idéologie conservatrice dans l’opinion publique [[86]](#footnote-86).

Si l’on peut se permettre une simplification ici, ce sont les libéraux qui mènent la bataille des idées, tandis que les conservateurs avancent les programmes sociaux et politiques.

La distinction est dictée par la répulsion qu’ont les universitaires et intellectuels américains à se définir comme « conservateurs » même s’ils en sont. Non pas que le qualificatif ne soit pas en progression constante, mais il subsiste quand même une distance incommensurable entre l’apparente souplesse théorique du penseur et la rigidité du démagogue qui refuse toute forme de dialogue et qui s’enferme dans ses propres schèmes de référence. Ailleurs qu’aux États-Unis, la distinction n’aurait pas sa place, ici elle est indispensable dans la mesure où — comme au Canada ou au Québec d’ailleurs — l’anti-intellectualisme est un des credos fondamentaux du conservatisme.

Cette démarcation nous permet de distinguer des réseaux d’intellectuels et divers courants d’idées d’une part, des associations, groupements [92] de base et groupes de pression d’autre part.

À la limite, certaines fondations ou centres de recherche servent à la fois de forums d’échange d’idées et de groupes de pression, comme c’est le cas pour le Frazer Institute, par exemple, tandis que d’autres, comme la Société du Mont-Pèlerin, demeurent réservées à une élite intellectuelle [[87]](#footnote-87).

Les économistes conservateurs ne forment pas à proprement parler un bloc homogène si l’on entend rassembler sous cette étiquette un réseau d’intellectuels et de chercheurs qui déborde celui qui loge à l’École de Chicago.

Cependant, la filiation intellectuelle du conservatisme en économie passe par le renouvellement du libéralisme classique effectué sous l’égide de l’École de Vienne dans les années trente : ici, ce sont les noms de Ludwig von Mises et de F.A. Hayek qui peuvent servir de point de repère. Pour simplifier, on peut dire de ces deux auteurs que leur démarche vise à réinstituer la prééminence de la sanction par l’opération d’un marché libre contre toute forme d’entrave politique ou bureaucratique. En fait, cette approche entend renouer avec les canons d’un libéralisme classique d’où l’appellation de « néo-libéralisme » qui lui est accolée généralement [[88]](#footnote-88).

L’économiste conservateur adhère à tout le moins aux thèses de base de ce libéralisme quitte à en universaliser les implications sociales et programmatiques.

C’est à ce point que la démarche philosophique, politique ou juridique prend la relève, puisque cette généralisation de l'univers marchand conduira à étendre l’économisme jusqu’au niveau des relations à l’intérieur de la famille ou à celui des relations entre l’individu et l’État.

Prendre conjoint, c’est poser un geste économique en ce sens qu’il s’agirait d’une décision qui pourrait être en grande partie saisie comme l’application d’une rationalité où le contrat de mariage sert à maximiser les satisfactions des époux à un coût moindre pour chacun des partenaires pris individuellement. Par contre, dépendre des paiements de transfert de l’État rompt le lien contractuel qui devrait à tout moment lier les individus entre eux, au profit d’une dépendance unilatérale en vertu de laquelle l’État doit verser une prime à l’inactivité. D’où l’idée — qui a fait son chemin jusqu’à être reprise dernièrement dans une législation de la Californie — de remplacer le « welfare » par le « *work-for-welfare*», ce qui devient le « *work-fare*» en jargon américain, c’est-à-dire de substituer une prestation qui impose des obligations de travailler à la prestation gratuite telle qu’elle prévaut actuellement en matière de paiements de transfert.

Ce genre d’approche ne conduit pas seulement à bouleverser les cadres sociopolitiques existants, elle sert également à briser les acquis du « Welfare State » à qui on reproche de s’être contenté de « jeter de l’argent devant la montée des contestations sociales » — *« to hurl money in the face of social problems ».*

C’est alors qu’interviennent des idées encore plus radicales. Il ne s’agit plus seulement de stigmatiser le passager clandestin — « *the free rider* » —, [93] c’est-à-dire celui qui bénéficie des « largesses » du système de bien-être, mais surtout de prendre à partie ce qu’un auteur a appelé le « marché des droits » qui, soumis à la sanction des tribunaux, échappe à celle du marché. Ainsi sont pris à partie les programmes d’égalité, d’action positive ou d’actions collectives qui, parce qu’ils sont sanctionnés par le pouvoir judiciaire, contournent les lois du marché [[89]](#footnote-89).

À un niveau plus théorique si on veut, ces thèses avaient été développées, explorées et raffinées par des philosophes juristes comme John Rawls ou Robert Nozick. La main invisible est alors investie d’une portée principale ou fondamentale, de sorte que le principe de justice que les philosophes classiques situaient au-delà des contingences devrait au contraire trouver à s’actualiser dans l’universalisation des relations économiques rationnelles entre tous les individus, pour autant qu’ils soient en mesure de repérer et de défendre leur propre intérêt dans les négociations qu’ils nouent entre eux [[90]](#footnote-90).

Il y a loin de ces démarches parfois ésotériques au cheminement du conservatisme dans les mailles de la société américaine actuelle, même si ce sont les mêmes idées de base qui se déploient aux deux niveaux.

La première variable lourde à prendre en compte pour établir la jonction, c’est la perte du sens de la responsabilité individuelle que l’on impute, à son tour, à la perte du sens de la communauté ; d’où la valorisation des valeurs de base au premier rang desquelles il convient de placer Dieu, la famille et l’argent. En ce sens, l’État est l’institution responsable de l’effritement des communautés parce qu’il a eu la prétention de substituer à la responsabilité individuelle, au marché et à Dieu, ses grandioses visions d’un monde socialisé et laïc.

Ici, il est essentiel de faire intervenir une institution qui a, plus que toute autre, contribué à faire cheminer ces critiques et qui a favorisé le rassemblement d’immenses cohortes d’individus autour de ces thèses, c’est la télévision [[91]](#footnote-91). L’influence des églises électroniques est centrale pour comprendre d’abord le processus de la diffusion des thèses du conservatisme, et pour saisir ensuite la source de l’immense pouvoir financier dont ces organismes disposent.

En 1982, A. James Reichley distinguait trois courants au moins dans la coalition qui avait porté Reagan au pouvoir : (a) les « fondamentalistes », (b) la vieille garde républicaine et (c) les modérés ainsi que les « progressistes conservateurs » [[92]](#footnote-92).

Mais, parmi ces courants, les « fondamentalistes » apparaissaient comme l’aile militante et dominante ; Reichley regroupait alors sous ce terme aussi bien les conservateurs animés entre autres par William Buckley et sa revue. *National Review,* les néoconservateurs regroupant d’anciens libéraux, voire des socialistes ou des trotskystes alarmés par la montée de l’« impérialisme soviétique » et qui diffusent leurs thèses dans *Commentary* ou dans *Public Interest* et la nouvelle droite religieuse — « *The Christian Right*» — qui est passée à la politique dans sa foulée de la montée des revendications féministes, « gaies » [94] ou raciales. Cette tendance religieuse est composée de la « majorité morale »— « *The Moral Majority*» —, de « *Christian Voice*» et de « *Religious Roundtable*».

C’est cette droite chrétienne qui serait en passe de devenir hégémonique à l’heure actuelle, d’où l’importance et l’influence qu’exerce l’« *American Coalition for Traditional Values* » de Jerry Falwell sur la coalition qui caractérise le second mandat de Reagan.

Le « reaganisme »

Le Président Ronald Reagan représente, à lui seul, un précipité intéressant. C’est sur lui et autour de lui que doit se déplacer l’analyse dorénavant si l’on entend saisir la forme dominante du conservatisme aux États-Unis [[93]](#footnote-93).

Quelles sont les principales caractéristiques du « reaganisme » ? Il y en a trois ou quatre. La première, et la plus fondamentale, c’est l’insertion — ou la réinsertion — de la vision américaine du monde à l’intérieur du paramètre de la « destinée manifeste » — « *The manifest destiny* ». La seconde c’est la famille, la troisième l’antiétatisme et la quatrième, l’anticommunisme.

Nous avons tendance à mettre de côté la première dimension de l’américanité parce qu’elle nous apparaît tellement étrange ou étrangère par rapport à notre propre vision du monde. Cette conviction anime tout un secteur ou tout un pan de la société américaine représenté, par exemple, au sein de la « majorité morale » *— the « moral majority*» — qui se sent animée d’une mission aux dimensions proprement mythiques face au monde actuel, celle qui consiste à propager « *The American way of life*» et sa vénération à l’endroit de Dieu et de l’argent.

Il a été révélé récemment à quel point les liens entre la Maison Blanche, la « Nouvelle Droite » et la « Droite chrétienne » sont intimes. Cette dimension religieuse du « reaganisme » alimente un anticommunisme tellement profond que ces courants conservateurs nouent maintenant des alliances avec les « *Moonies*» afin de se procurer les fonds nécessaires pour soutenir la candidature d’un des leurs, Jerry Falwell, rattaché à la « *American Coalition for traditional Values*» pour l’investiture républicaine en prévision des élections présidentielles de 1988 [[94]](#footnote-94). On ne comprend rien à la « guerre des étoiles » si l’on ne situe pas cette préoccupation au centre et à la base des tourments de l’Amérique actuelle qui entend par là non seulement se protéger devant les éventuelles agressions des Soviétiques mais qui entend surtout sauvegarder la civilisation la plus grandiose que l’humanité ait connue. Il y a en même temps et dans le même temps un chauvinisme et une immense conscience de sa propre valeur historique dans cette approche ; égoïsme et altruisme se conjuguent de manière inextricable dans la stratégie dite d’« Initiative de Défense stratégique », puisqu’en sauvant l’Amérique, c’est ce qu’il y a de plus remarquable au monde que les Américains défendent [[95]](#footnote-95).

Cependant, la sauvegarde de [95] cette destinée n’a de sens que si l’on revient aux valeurs sûres qui ont fait la grandeur de l’Amérique, à quoi l’on peut imputer la valorisation presque obsessive de la famille : dans son discours à la nation du 4 février 1986, le Président Reagan a fait référence dix-huit fois à la famille en quarante-deux paragraphes de texte. L’autre volet de cette vision du monde consiste à pousser de l’avant la critique de l’État de manière à réinstituer au marché sa pureté et de le libérer de toutes les entraves bureaucratiques. Il suffit de rappeler à cet égard l’extrait suivant du premier discours d’inauguration du Président Reagan en janvier 1981 : « *government is not the solution to our problem... government is the problem*».

Animé de cet esprit, le Président a mis sur pied la Commission Grâce qui avait pour mandat de mener une enquête sur les pratiques d’achat de la bureaucratie fédérale. Le Rapport Grâce, rendu public en 1985, a pu alimenter les plus sombres prédictions en relevant un certain nombre de cas particulièrement aberrants de facturation, dont la fameuse vis à 91 $ qui a fait couler tellement d’encre. Peu importe que la méthodologie de Grâce ait été prise à partie et ses recherches dénoncées comme une tactique partisane [[96]](#footnote-96), le tort est là et la critique de l’étatisme en a bénéficié.

Dans la foulée de l’application de cette critique du « *big government*», le « reaganisme » s’appuie sur la définition d’un « nouveau fédéralisme » en vertu duquel le pouvoir central se dégage de ses responsabilités sociales pour les retourner aux niveaux étatique ou local.

Cette tactique s’inscrit tout à fait dans la volonté de retrouver le filon perdu du « communautarisme », cette vision du monde qui consiste à investir les unités sociales de base de la responsabilité sociale finale face à l’inégalité sociale, la discrimination raciale, les relations entre hommes et femmes, ou celles entre les générations [[97]](#footnote-97).

Ce n’est donc pas par hasard si la « Nouvelle Droite » — ou l’un ou l’autre de ses prolongements — attaque et fait battre les lois étatiques sur l’égalité — « *equality rights bills*» — ; à cet égard, ses stratèges s’en prennent également au féminisme ou à la pornographie qu’ils allient d’ailleurs de manière à confondre la gauche et ses radicaux [[98]](#footnote-98).

Quant à l’anticommunisme enfin, il alimente cet incroyable exercice de déflection économique, politique et stratégique qu’est l’« initiative de Défense stratégique », un projet aux dimensions incommensurables qui est censé protéger l’Amérique contre les Soviétiques à un coût social inimaginable et en accroissant les risques d’une destruction intégrale de la planète à un point intolérable.

L’un dans l’autre cependant, — et cette contrainte est moins relevée — les fondements de cette approche « reaganienne » à la gestion politique et sociale renforcent considérablement le poids de l’exécutif par rapport à ceux du Congrès et de la Cour Suprême.

Les Américains subissent à l’heure actuelle une concentration de pouvoir à la Maison Blanche qui s’accompagne d’un recours presque systématique à une forme ou une autre de « désinformation » qui [96] reflète la « nouvelle autocratie » mise en place par Reagan [[99]](#footnote-99).

Les effets sociaux du « reaganisme »

L’idée de départ, c’était de tracer un schéma de l’état actuel de la société et de la politique aux États-Unis. Si, au niveau des idées, rien n’est encore acquis dans la mesure justement où l’affrontement entre thèses adverses permet à certaines approches critiques de s’affermir, il paraîtrait qu’au niveau de l’organisation, la droite bénéficie d’une longueur d’avance.

En d’autres termes, il est loin d’être acquis que les démocrates et leurs alliés soient en mesure de faire face aux puissances conjuguées des églises, des entreprises et des associations de la « majorité morale ». À cet égard, le militantisme de la « Nouvelle Droite » est, sans nul doute, le phénomène le plus inquiétant à avoir émergé du « reaganisme » : la bonne conscience, la suffisance et l’intransigeance n’ont jamais eu une telle vogue et une telle emprise sur la société américaine qu’elles n’en ont à l’heure présente.

En effet, il faudrait quand même préciser que, au-delà de l’apparente sincérité qui anime cette droite, ce désengagement brutal de l’État accroit l’inégalité et l’insécurité sociales au lieu de les réduire. Si l’État n’a pas su ou n’a pas pu établir l’égalité, son retrait pur et simple démultiplie l’arbitraire, au lieu d’y pallier, avec les résultats suivants : l’écart entre riches et pauvres s’est sensiblement accru de sorte que, entre 1969 et 1982, la part du revenu perçu par la moitié la moins avantagée des familles américaines tombe de 23 à 20% du revenu total. Au cours de la même période, le revenu récolté par les 10% des mieux nantis passe de 29 à 33% du total.

De surcroît, la stratégie politique du président Reagan a contribué à aggraver ce processus. Selon l’économiste Lester C. Thurow, la « reaganomique » a ajouté 557 000 personnes à la cohorte des pauvres en cinq ans. Le retrait des programmes sociaux amorcé par Reagan a eu pour résultat d’enlever 281 $ au revenu moyen des plus pauvres, tout en accroissant de 598 $ celui des plus riches [[100]](#footnote-100).

Si l’on tient compte maintenant de la richesse accumulée, l’inégalité croît encore plus rapidement : tandis que les 10% des mieux nantis perçoivent 33% du revenu total, ils possèdent en fait 57% de toute la richesse économique. À l’autre bout de l’échelle sociale, 20% de toutes les familles américaines ne possèdent rien, ou même subissent ce qu’on appelle pudiquement une « croissance négative ».

À côté des enfants, — ces nouveaux pauvres —, ce sont essentiellement les femmes qui subissent les contrecoups des coupures budgétaires dans la mesure où ces groupes dépendent essentiellement des paiements de transfert des gouvernements pour assurer leur survie ; de surcroît, les coupures accroissent la somme de travail que les femmes assument au chapitre du travail domestique [[101]](#footnote-101).

En d’autres termes, la vision « reaganienne » du monde se double [97] d’effets pervers particulièrement marquants, et l’on pourrait d’ailleurs allonger la liste des effets négatifs de cette approche. Il suffirait alors de computer également l’accroissement du nombre d’infractions criminelles ou celui des condamnés à mort [[102]](#footnote-102). Décidément, en politique, l’individualisme n’a fait que commencer ses ravages, mais le plus inquiétant, c’est qu’il pourrait être là pour encore longtemps.

À la lumière des indications fournies, les principales lignes de force à retenir pour comprendre dans quelle direction le « reaganisme » se déploiera dans les deux années à venir sont au nombre de trois : la première, c’est la réduction de la fonction sociale du pouvoir central, réduction qui passe par la poursuite du retrait des programmes sociaux et, sur le plan plus proprement économique, par la privatisation des actifs du gouvernement comme les compagnies d’électricité, les aéroports et les chemins de fer [[103]](#footnote-103). La deuxième, c’est la restructuration de l’équilibre entre les trois pouvoirs, entre le judiciaire, le législatif et l’exécutif, à la faveur de ce dernier. La troisième, enfin, c’est la poursuite de l’« Initiative de Défense stratégique » ou la « Guerre des étoiles ». L’une dans l’autre ces stratégies n’allègent pas du tout le poids total des gouvernements, au contraire, elles l’accroissent, aussi bien au niveau des États qui s’investissent de plus en plus dans les politiques sociales, qu’au niveau fédéral ! « Les politiques économiques de Reagan impliquent bel et bien l’intervention la plus massive de l’État dans l’économie depuis 1945. Les dépenses publiques ont atteint 25% du PNB, 38% si on y ajoute celles des États et collectivités locales... » [[104]](#footnote-104).

C’est en définitive toute l’approche de l’État de bien-être qui est battue en brèche à cette occasion et il n’est pas acquis que les opposants du régime soient en mesure de proposer une alternative crédible à cette variante conservatrice de l’antiétatisme.

Il faut voir ici que cette triple approche s’appuie sur un recours très efficace à la manipulation de l’opinion alimenté par le brandisse- ment des valeurs traditionnelles. Le démagogisme est la tactique préférée du régime et c’est sur l’efficacité de ses appuis para-politiques que repose toute la crédibilité de ce système de gestion sociale et politique. En définitive, la distinction apportée plus tôt entre les courants d’idées, l’influence des fondations ou celle des groupes de pression apparaît de plus en plus brouillée de sorte que l’hégémonie du « reaganisme » en tant que précipité politique s’en trouve accrue au-delà de toute mesure, ce que confirme la plupart des sondages d’opinion sur la popularité du Président.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[98]

[99]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**DOSSIER**

“ LA POLITIQUE SOCIALE  
AU CANADA:  
CESSER LE TORPILLAGE.”

Richard LANGLOIS

[Retour au sommaire](#sommaire)

*À l’instar de plusieurs autres pays occidentaux, le Canada s’est engagé depuis le milieu des années 1970 dans une vaste tentative de limitation, voire de réduction des dépenses sociales. Le déficit budgétaire et la contrainte financière deviennent prétextes à réévaluation des programmes sociaux. Quatre tendances caractérisent, selon Richard Langlois, l’évolution récente de la protection sociale : une « sélectivisation » accrue des programmes, un déplacement vers l’individualisation des risques et l’assistance, et une réduction de la progressité du système fiscal. Ces tendances conduisent à l’érosion du système de protection sociale sans que, pour autant, fait remarquer l’auteur, il n ’y ait eu d’évaluation en profondeur ni de ses résultats ni de la manière de satisfaire les nouveaux besoins sociaux qui se profilent : services de garde, aide aux familles monoparentales, accès à l’égalité, vieillissement de la population, environnement, etc. De ce constat, Richard Langlois conclue à la nécessité d’une réforme qui vise l’amélioration et le parachèvement du système de sécurité sociale existant et non comme c’est le cas actuellement, d’une réforme, qui accorde au rééquilibrage des finances publiques, une attention plus grande qu’aux principes de solidarité et de sécurité qui devraient être véhiculés.*

I. E.

[100]

Si l’expression « État-providence » dénature sans doute la réalité d’un État qui redistribue d’une main ce qu’il perçoit de l’autre, renvoyant ainsi à une sorte de fausse prodigalité, il n’en demeure pas moins que l’ensemble des institutions placées sous la tutelle de l’État et assurant la prise en charge de risques et besoins sociaux très divers, occupe une place centrale non seulement dans les « enveloppes gouvernementales », mais aussi dans le quotidien de milliers de nos concitoyennes et concitoyens.

TABLEAU 1

Dépenses sociales, sept principaux pays de l’OCDE, 1981 (en %)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Part dans le PIB | Part dans les dépenses publiques |
| Canada | 21 | 52.2 |
| France | 29.4 | 60.5 |
| Allemagne | 31.5 | 66 |
| Italie | 28.9 | 64.1 |
| Japon | 17.3 | 57 |
| Royaume-Uni | 23.5 | 50.6 |
| États-Unis | 20.7 | 57.9 |
| Moyenne | 24.6 | 58.3 |

Note : les dépenses sociales incluent la santé, l'éducation et la sécurité du revenu.

Source : OCDE, Dépenses sociales 1960-1990. Problèmes de croissance et de maîtrise

Qu’il suffise de mentionner qu’au Canada, les dépenses consacrées à la sécurité du revenu [[105]](#footnote-105) sont passées de 2 milliards $ en 1960 à 30 milliards $ en 1982, que le nombre de programmes affectant directement le revenu des ménages dépasse quatre-vingt (80) [[106]](#footnote-106) et que les personnes se situant dans le quintile inférieur de l’échelle des revenus touchent environ 60% de leur revenu en paiements de transfert.

[101]

TABLEAU 2

Ressources courantes des administrations publiques,  
sept principaux pays de l'OCDE, 1981 (en % du PIB)

|  |  |
| --- | --- |
| Canada | 38.7 |
| France | 46.1 |
| Allemagne | 44.6 |
| Italie | 38.7 |
| Japon | 29.3 |
| Royaume-Uni | 43.4 |
| États-Unis | 33.7 |
| Moyenne | 39.2 |

**Note : Les ressources comprennent les impôts directs et indirects, les taxes et les cotisations sociales.**

Or cet essor considérable ne peut occulter le fait que le Canada s’est engagé depuis le milieu des années 70 — à l’instar de plusieurs autres pays occidentaux — dans une vaste tentative de limitation, voire de réduction des dépenses sociales.

La traduction concrète de ce mouvement est multiforme et atteint tous les secteurs de la protection sociale : santé, retraites, aide au titre des enfants, aide sociale, assurance-chômage, etc... L’équilibre comptable, nouveau mot d'ordre de plus en plus à la mode, fait flèche de tout bois et sert de prétexte à une restructuration profonde des programmes sociaux. Nous nous proposons d’examiner ici quelques-unes des tendances qui modulent les interventions gouvernementales récentes en matière de protection sociale et ce tant au Canada qu’au Québec.

Des mythes à la vie dure...

Il importe avant d’aller plus loin de situer l’effort relatif du Canada au chapitre des dépenses sociales. Rapporté au P.I.B. ou aux dépenses publiques, le volume de ces dépenses prend une part nettement inférieure à la moyenne des principaux [102] pays de l’OCDE (voir tableau 1).

L'expansion de l’État-providence canadien — qui semble spectaculaire quand on l’examine isolément — paraît beaucoup plus modeste quand on la compare à la norme des nations industrialisées occidentales [[107]](#footnote-107).

Dans les faits, « l’hyper-générosité » des programmes sociaux canadiens relève beaucoup plus du mythe que de la réalité. Depuis l’échec des négociations fédérales-provinciales visant à refondre le système canadien de sécurité sociale (1973), la très grande majorité des interventions gouvernementales dans le secteur social ont pour objectif de contrôler et même de diminuer les dépenses sociales [[108]](#footnote-108).

La question du financement des programmes, une donnée centrale

|  |
| --- |
| Horizon 2000 :  Les programmes sociaux vus par Jacques Parizeau  Profitant de son passage au dernier Congrès de l’ASDEQ, Jacques Parizeau a esquissé ce que devraient être les principales tendances de la politique sociale au cours des vingt prochaines années. S’appuyant sur un diagnostic articulé autour de six appréhensions, l’ex-ministre des finances entrevoit des perspectives pour le moins néo-conservatrices. Voyons d’abord ses appréhensions :  — les déficits budgétaires structurels sont très importants et découlent pour une large part de la façon dont ont été développés et appliqués les programmes sociaux ;  — il y aurait surconsommation de biens quasi-publics et cela soulève la question des tickets modérateurs ;  — nous avons présidé au développement d’une véritable trappe de pauvreté ;  — les systèmes de pension actuels posent des problèmes de transferts intergénérationnels d’une telle ampleur que cela soulève la question des solidarités inter-générations ;  — le rythme de croissance économique nécessaire à la bonne marche des programmes sociaux n’est plus assuré. Pour la première fois depuis longtemps, apparaît l’idée qu’il ne faut pas taxer le succès ;  — enfin, il faut questionner l’adéquation [103] entre le système d’enseignement et les exigences du marché du travail.  Sur la base ces constats, le professeur Parizeau identifie ce que, à son avis, seront les tendances lourdes en fiscalité et en politique sociale :  1. L’universalité des programmes apparaît pour lui comme un principe non seulement dépassé mais condamné.  2. Il faut repenser la structure de l’impôt sur le revenu, en abaisser le niveau, en atténuer la progressivité ; il estime le mouvement très bien engagé au Québec.  3. La tarification des services publics est destinée à connaître un développement et une ampleur énormes.  4. Il faudra mettre en place une forme de revenu minimum garanti pour pallier à la suppression de l’universalité et résoudre les problèmes d’incitation au travail.  5. Il y aura réorientation de la protection de la vieillesse. Le développement des REER et de l’épargne privée nous éloigne de la nécessité de maintenir l’universalité des pensions de vieillesse.  6. Les entreprises occuperont de plus en plus le champ de l’entraînement, du recyclage et de l’apprentissage de la main-d’oeuvre.  En somme, M. Parizeau nous convie à la « nécessaire remise en cause de vaches sacrées ». Il croit qu’au cours d’une période de transition plus ou moins longue, le fragile équilibre des finances publiques reposera sur l’utilisation massive des taxes à la consommation.  Selon lui, tous ces mouvements ne remettent pas en cause l’égalité des chances (sic) pas plus que les filets protecteurs. En conclusion, il nous prédit un retour aux années 40 plutôt qu’aux années 70.  Beau programme... |

dans [103] le débat actuel — et qui est appelée à le devenir bien davantage en raison de l’évolution démographique anticipée — est escamotée sous prétexte que les prélèvements obligatoires auraient atteint un niveau intolérable. Pourtant, encore là, un examen comparatif montre que le Canada ne prélève pas plus que la moyenne « OCDienne » (tableau 2). Il n’existe pas par ailleurs de limite théorique à la socialisation du revenu [[109]](#footnote-109). À cet égard, le consensus social joue un rôle déterminant. Or quoiqu’on en dise, sous la pression de mythes savamment entretenus et d’un discours néolibéral de plus en plus envahissant, ce consensus autour de la sécurité sociale se fragilise au Canada, laissant aux gouvernements une marge de manœuvre suffisante pour altérer sensiblement ce patrimoine collectif. Si les mesures sont éparses, des grandes lignes de fond peuvent être dégagées.

[104]

Quelques tendances lourdes

On peut identifier au moins quatre tendances lourdes qui caractérisent l’évolution récente de la protection sociale : une « sélectivisation » accrue des programmes, un mouvement vers l’individualisation des risques, une emphase sur les programmes d’assistance et une fiscalité moins progressive.

L’accent mis sur la sélectivité apparaît clairement si on recense les mesures ayant modifié les systèmes de pensions de vieillesse et d’allocations familiales depuis une dizaine d’années. En augmentant le poids relatif des composantes sélectives telles le supplément de revenu garanti et le crédit d’impôt enfant, le gouvernement fédéral renonce peu à peu à un des traits majeurs qui a marqué la protection sociale de l’après-guerre à savoir, son universalité. Les conditions d’admissibilité de plus en plus restrictives du programme d’assurance-chômage vont dans le même sens et exercent une forte pression sur un nombre considérable de chômeurs se voyant privés du droit aux prestations. On dénombrait plus d’un demi-million de ces chômeurs en 1983 [[110]](#footnote-110).

Par ailleurs, l’État cherche à renvoyer vers l’espace privé — et cela autant que faire se peut — la prise en charge de risques jusqu’ici assurés collectivement. L’évolution du dossier des régimes de retraite illustre cette tendance de manière éloquente. Absence de volonté à revaloriser les régimes publics contributifs, focus dirigé plutôt vers les régimes privés d’entreprises dont les carences demeurent immenses et vers l’épargne privée (REER) surtout accessible aux plus fortunés ; voilà en deux mots une autre orientation qui permet au gouvernement de limiter sinon de réduire le volume de ressources à mission sociale transitant par l’État.

D’autres interventions récentes et prévisibles confirment aussi le glissement d’une « sécurité sociale d’assurance » vers une « sécurité sociale d’assistance ». La multiplication des contrôles envers les assistés sociaux, le retour en force du concept de revenu minimum garanti de type sélectif intégrant fiscalité et transferts [[111]](#footnote-111), traduisent une volonté de conditionner davantage la protection par l’attachement au marché du travail plutôt qu’en fonction du besoin réel.

Enfin, les recours répétés aux dispositions fiscales favorisant les revenus élevés mettent en évidence le caractère fluide des contours de la politique sociale. On pense ici au déplacement progressif d’une fiscalité des revenus vers une fiscalité de la consommation, à l’abaissement de la progressivité de l’impôt provincial, à la désindexation partielle de l’impôt fédéral ou encore à la fameuse déduction de 500 000 $ pour gain de capital. Cette batterie de mesures tend à transformer le dispositif fiscal en « politique sociale parallèle pour mieux nantis ».

[105]

Libre-échange et politiques sociales

Dans un contexte où l’État-protecteur nécessite assurément une réforme en profondeur et ce tant pour faire face aux besoins nouveaux que pour mieux répondre à ceux qui existent déjà, l’avènement d’une libéralisation des échanges avec les États-Unis ne peut que soulever des inquiétudes. On l’a vu, les stratégies préconisées par nos gouvernements sont fortement teintées par une « approche comptable » et consistent essentiellement à réduire les couvertures et à diminuer les taux de prestation afin de limiter les dépenses sociales. Ce réductionnisme, qui tend à ramener la problématique de la réforme de la sécurité sociale à sa stricte dimension financière, colore encore plus fortement les interventions du gouvernement américain en matière de protection sociale. En témoignent les coupures brutales dans les programmes de Welfare [[112]](#footnote-112). On sait d’ores et déjà que les Canadiens jouissent d’un avantage comparatif non négligeable — en ce qui a trait à la couverture des risques sociaux — par rapport à leurs voisins américains. Cela s’avère singulièrement vrai dans les secteurs de la santé et de l’indemnisation chômage. Aux États-Unis, une large part de l’assurance-santé relève du secteur privé. Le niveau de protection varie donc énormément en fonction de la situation financière d’un individu. De plus, franchises et tickets modérateurs sont monnaie courante là-bas [[113]](#footnote-113). Quant à l’assurance-chômage, on compte autant de régimes que d’États avec des variantes importantes dans l’admissibilité et les taux de prestation.

Cet écart dans le développement des dispositifs respectifs de protection sociale origine de multiples facteurs que nous n’abordons pas ici. Fait important cependant, il génère des coûts collectifs afférents proportionnellement plus élevés au Canada. Ces coûts se reflètent entre autres par un taux de prélèvement obligatoire supérieur au Canada. De fait, ce taux s’élevait à 39.0% en 1983 comparativement à 31.7% aux États-Unis. Évidemment, ces prélèvements servent au financement de toutes les activités gouvernementales et non pas seulement de la politique sociale. Néanmoins, l’écart s’avère singulièrement significatif quand on considère qu’aux États-Unis, 6.7% du PIB était affecté au budget de la défense qui, toute proportion gardée, s’avère beaucoup plus modeste ici.

Or on sait que le redéploiement industriel qu’implique une ouverture commerciale tous azimuts, met l’accent sur l’accroissement de la compétitivité des entreprises. Réduction de la pression fiscale, freinage des coûts de la main-d'œuvre (salaires plus cotisations sociales) deviennent — dans une perspective libre- échangiste — autant d’exigences pressantes de la part d’entreprises désireuses de s’assurer une position concurrentielle dans un nouveau marché continentalisé. Le tableau 3 fait ressortir l’écart canado- américain en matière d’effort consenti [106] pour la protection sociale. Les États-Unis, à la fois, prélèvent moins et dépensent moins (en proportion du PIB) pour leurs programmes sociaux. Une plus grande part de la protection est donc laissée au secteur privé et dès lors, ne revêt pas un caractère obligatoire. Les individus étant libres de contracter, doivent évidemment avoir les moyens de s’assurer, ce qui n’est pas le lot de tous. L’assurance-santé constitue, comme nous l’avons dit, un bon exemple de ce qui précède.

Selon plusieurs, une dynamique menant au libre-échange avec les États-Unis impliquerait vraisemblablement un processus d’homogénéisation à la fois de la fiscalité et des coûts de la main-d’oeuvre, ceci pour des impératifs de concurrence dans le nouvel espace commercial ainsi créé. Les pressions s’exerceraient ainsi dans le sens d’un nivellement des charges sociales sur la base du « plus petit dénominateur commun ». Ces mêmes pressions auraient tout lieu d’opérer dans le même sens pour le niveau de protection sociale [[114]](#footnote-114). Or à ce chapitre nous l’avons dit, la population canadienne jouit d’un avantage comparatif et il est permis de se demander si elle se montrerait prête à y renoncer. La philosophie qui sous-tend la protection sociale au Canada, diffère passablement de l’approche américaine.

Aussi, s’il est exact que les prestations de sécurité sociale constituent le principal facteur de réduction des inégalités de revenu dans les pays de l’OCDE [[115]](#footnote-115), on peut déceler là un élément explicatif du différentiel canado-américain en matière d’incidence de pauvreté et d’inégalités — au détriment des Américains bien sûr. Le Canada s’expose donc à une accentuation des inégalités existantes.

Les questions touchant à la sécurité sociale sont indissociables du système économique et social dont elle fait partie intégrante. Aussi, la profonde mutation économique que commande une stratégie de libre- échange, aurait des incidences considérables sur l’appareil de protection sociale canadien. Tout semble indiquer que les paramètres de la politique sociale américaine auraient une influence déterminante sur l’évolution future de son équivalent canadien.

Cesser le torpillage

Libre-échange ou pas, les stratégies déjà enclenchées consacrent une érosion progressive de la protection sociale et dénotent un manque flagrant de perspective de la part de la classe politique dirigeante. À l’aube de l’an 2000, la pression de la demande d’État-protecteur continuera de monter. Non seulement les engagements actuels impliquent-ils une augmentation future des dépenses mais des nouveaux besoins se profilent et viendront bientôt élargir l’éventail existant. Les demandes aux chapitres des services de garde, de l’aide aux familles monoparentales, de l’accès à l’égalité, du vieillissement de la [107] population et du chômage des jeunes sont susceptibles d’occuper l’avant- scène dans un avenir rapproché, exerçant elles aussi des pressions à la hausse sur le niveau des dépenses. Et comme l’affirme candidement l’OCDE :

Les dépenses sociales se justifient d’ordinaire par l’incapacité flagrante du marché libre de garantir des résultats qui satisfassent les objectifs de protection sociale d’une société [[116]](#footnote-116).

TABLEAU 3

Recettes et dépenses de la Sécurité sociale, 1980.  
(en % du PIB)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Recettes | Dépenses |
| Canada | 17.9 | 15.1 |
| États-Unis | 14.3 | 12,2 |

Source ; BIT, Le coût de la Sécurité sociale, Genève, 1985.

Le développement inachevé de l’appareil de protection sociale canadien, parallèlement aux nouvelles demandes anticipées commande donc une stratégie globale qui dépasse « l’approche comptable » de limitation des dépenses. L’OCDE souligne avec justesse que jusqu’à présent, les États ont généralement négligé d’évaluer en profondeur leur politique sociale [[117]](#footnote-117). En conséquence, cette ère de pénurie de ressources devrait nous inciter à soulever très sérieusement les questions reliées aux méthodes de financement, à l’efficience et à l’efficacité des politiques sociales. Greffe souligne d’ailleurs avec beaucoup d’à propos :

Qu’il n’y a rien d’iconoclaste à poser le problème de la gestion des activités publiques, et c’est même aujourd’hui une condition fondamentale de la démocratie que de la résoudre [[118]](#footnote-118).

S’il ne saurait être question de transposer sur les organisations publiques les modèles applicables à l’entreprise,

Il n’y a aucune raison de penser que le problème du non gaspillage se pose de manière différente entre le privé et le public. Une [108] chose est d’admettre la spécificité des organisations publiques, autre chose est de tirer de l’importance qu’elles ont prise des raisons supplémentaires pour améliorer leur efficacité [[119]](#footnote-119).

Un coup d’œil sommaire aux méandres du système de sécurité sociale canadien révèle des désarticulations profondes que seule une réforme globale traitant à la fois la dimension fiscale pourrait corriger. Une telle réforme nécessite de transcender « l’instinct comptable » qui accorde non seulement au déficit budgétaire une importance démesurée, mais qui applique une médecine si dure que les dommages risquent de s’avérer considérables.

Cessez le torpillage !

Février 1986.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[109]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**DOSSIER**

“ LA DYNAMIQUE  
DES RÉGIMES FISCAUX  
(U.S.A.-CANADA-QUÉBEC).”

Pierre BEAULNE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Un puissant vent de révision de la fiscalité souffle sur l’Amérique du Nord. Le présent article se propose de dégager les grandes tendances qui se dessinent et tente de cerner la dynamique des changements en cours ou projetés.

Pour être acceptable et viable au plan social et économique, toute [110] refonte majeure d’un système fiscal doit satisfaire au double critère de l’équité et de l’efficacité. C’est à la lumière de ces critères que seront appréciés les projets en voie d’implantation.

États-Unis : un virage réussi

Les Américains sont en voie de réussir une réforme majeure de la fiscalité fédérale. Il y a deux ans, le président Reagan avait proposé de simplifier radicalement le système d’imposition, tout en diminuant les taux, de manière à ne conserver que trois paliers d’imposition, soit 15%, 25% et 35%. Pour combler le manque à gagner en termes de recettes fiscales, il proposait de sabrer dans la panoplie d’échappatoire et d’abris fiscaux des particuliers et des entreprises. Malgré le lobby intense mené par les corporations contre cette réforme, celle-ci s’est concrétisée dans deux projets de loi. L’un fut adopté en décembre dernier par une Chambre des représentants à majorité démocrate. L’autre a été adopté en juin dernier par un Sénat à majorité républicaine à l’occasion d’un vote quasi-unanime. Un comité conjoint verra maintenant à harmoniser ces deux projets sensiblement convergents afin d’implanter la réforme à partir de 1987.

Saluée comme une victoire du public sur les intérêts particuliers et comme une victoire de l’individu sur la grande entreprise cette réforme, perçue comme améliorant l’équité fiscale, participe d’un ensemble de valeurs libérales, voire libertaires, chères aux américains. En effet, le système actuel, dans lequel les taux d’imposition s’échelonnent de 11 à 50%, n’est progressif qu’en apparence puisqu’il est démontré que les contribuables à très haut revenu, en se prévalant de toutes les possibilités d’évasion fiscale, finissent par ne pas payer plus d’impôt que les plus démunis. Les partisans de la réforme soutiennent qu’un régime d’imposition plus proportionnel mais sans échappatoires se révélerait en fait plus équitable, et même plus progressif. Au plan économique, ce projet conforte aussi les partisans de la libre entreprise pour qui les dépenses fiscales provoquent des distorsions dans l’allocation des ressources. Ainsi le projet de réforme rassemble-t-il de larges appuis.

Les projets de la Chambre et du Sénat se rejoignent sur certains points mais comportent aussi des différences d’accents. Dans les deux cas, les exemptions personnelles seraient doublées. En conséquence, quelque six millions de personnes à faible revenu n’auraient plus à payer d’impôt fédéral. Egalement, ils mettent fin à la déduction pour les couples ayant deux revenus de travail, ce qui leur confère un biais « pro-famille » marqué. En outre, le régime d’imposition applicable aux successions demeure inchangé, de même que la sacro-sainte déduction des intérêts sur prêts hypothécaires [111] pour la résidence principale. Le taux d’imposition préférentiel de 20% sur les gains de capital serait également aboli. Les déductions des intérêts sur les emprunts réalisés pour obtenir un revenu de placement seraient limitées, chaque année, aux montants de ces revenus.

En ce qui a trait aux différences, la version du Sénat défavorise moins les entreprises que celle de la Chambre, en réduisant à 33% plutôt qu’à 36% le taux maximal d’imposition, de 46% qu’il est actuellement. Dans un cas comme dans l’autre, cependant, l’abolition des crédits à l’investissement et autres échappatoires fait plus que compenser, en termes de recettes fiscales, pour la réduction des taux d’imposition.

La version du Sénat, en ne retenant que deux paliers d’imposition pour les particuliers, soit 15% jusqu’à 29 300$ de revenu imposable et 27% au-delà, favorise davantage les hauts revenus. Pour compenser ces largesses, le Sénat abolirait la plupart des déductions : déductions des cotisations syndicales, des taxes de vente des États, des contributions aux régimes d’épargne-retraite individuels, des intérêts sur le crédit à la consommation. La version de la Chambre, moins contraignante dans ces domaines, favoriserait davantage les classes moyennes. Son projet augmenterait de 10 000$ à 20 000$ les déductions relatives au crédit à la consommation, autoriserait une déduction de 2 000$ pour l’épargne-retraite, et fixerait en tout quatre paliers d’imposition, à savoir 15% jusqu’à 22 500$, puis 25%, 35% et 38% au-delà de 100 000$.

La réforme est conçue pour être neutre en termes de recettes fiscales sur une période de cinq ans. Cependant elle engendre des transferts entre catégories de contribuables et aussi dans le temps. Le fardeau fiscal des entreprises s’alourdirait au cours de cette période d’environ 100 milliards $. Un cinquième des particuliers, ceux qui se prévalent le plus des déductions admises, se trouverait aussi à payer plus d’impôts. Au plan économique, la mise en œuvre entraîne à court terme une ponction fiscale additionnelle d’environ 25 milliards $. Au total, cependant, la réforme favorise nettement la consommation. Quant aux effets sur l’épargne et la formation de capital, ils demeurent incertains.

Canada : vers une impasse

Les mesures adoptées par le gouvernement fédéral depuis deux ans ne s’inscrivent pas dans un plan de réforme global défini de manière précise comme aux États-Unis. Elles traduisent cependant une nette volonté politique de favoriser le secteur privé en restreignant le rôle et la taille de l’État. Quelques caractéristiques ressortent.

Du côté des entreprises, on note un mouvement dans le même sens qu’aux États-Unis, soit la diminution des taux d’imposition compensée par un élargissement de l’assiette [112] fiscale. Le budget de février 1986 amorçait une première phase de réforme : élimination progressive du crédit général à l’investissement, abolition de la déduction de 3% relative aux inventaires, contre une diminution graduelle des taux d’imposition.

Dans le cas de l’impôt sur le revenu des particuliers, le gouvernement a jusqu’ici orienté la fiscalité dans une direction diamétralement opposée à celle prise aux États-Unis, soit dans le sens du relèvement des impôts et des taux d’imposition et d’un élargissement des exemptions liées à l’épargne. D’un côté on note : la sous-indexation de 3% des exemptions personnelles et des tables d’impôt, l’élimination graduelle de la réduction de 3% sur l’impôt fédéral, l’abolition du dégrèvement fédéral de 50 $, l’application pendant un an et demie d’une surtaxe de 5% sur l’impôt fédéral excédant 6 000 $ et d'un autre 5% au-delà de 15 000 $ lors du budget de mai 1985, une surtaxe de 3% sur le revenu des particuliers à partir de juillet 1986 introduite dans le budget de février 1986. D’un autre côté, le budget de mai 1985 annonçait l’introduction sur six ans d’une exemption à vie de 500 000 $ sur les gains de capital. Le gouvernement a aussi annoncé son intention d’accroître les déductions relatives aux contributions aux régimes enregistrés d’épargne-retraite (REER). Déjà, notre système fiscal permet une déduction des premiers 1 000 $ d’intérêts et de dividendes admissibles et autorise la déduction des intérêts sur les emprunts effectués pour obtenir des revenus de placements. Élément surprenant dans ce contexte, le gouvernement a par ailleurs augmenté le taux d’imposition des dividendes.

On observe aussi un déplacement de la fiscalité vers la taxation de la consommation. Dans chacun des deux budgets Wilson, le taux de la taxe fédérale de vente a été relevé d’un point. Cette taxe, variable selon les produits, est perçue auprès des fabricants. Du fait qu’elle ne s’applique pas aux importations, l’alourdissement de cette taxe demeure problématique. Pour atténuer l’impact de cette taxe régressive, le gouvernement a aussi annoncé l’introduction d’un crédit d’impôt remboursable pour les faibles revenus. Entretemps, les taxes sur l’alcool et les tabacs étaient sensiblement relevées.

Pour compléter le tableau, il convient de mentionner la refonte des programmes d’aide pour les enfants et l’instauration d’un impôt minimum. Dans le premier cas, le gouvernement relève le crédit d’impôt pour enfant accessible aux familles à faible revenu, tout en sous- indexant de 3% les allocations familiales et en réduisant l’exemption pour enfant jusqu’à ce qu’elle atteigne le montant de l’allocation. Indirectement, l’universalité du régime d’allocations familiales est remise en cause. Par ailleurs, le gouvernement a introduit un impôt minimum de remplacement de 25%, au nom de l’équité. L’efficacité de cette mesure reste à démontrer puisque la détermination de cet impôt exige deux pages de calculs bien tassés dans la déclaration [113] d’impôt.

Compte tenu de ces mesures, quelles sont maintenant les perspectives pour l’avenir ? Il est permis de penser que la fameuse exemption de 500 000 $ sur les gains de capital constitue désormais en obstacle sérieux à toute réforme en profondeur du système fiscal canadien, tant du côté de l’imposition des revenus que du côté d’un régime fondé sur l'imposition de la consommation. De plus, cette exemption fait apparaître d’autres dispositions, comme les déductions d’intérêts sur les emprunts réalisés pour obtenir un revenu de placement, comme de véritables cadeaux fiscaux. L’équité du système fiscal s’en trouve profondément minée.

Il est certain que la réforme américaine va susciter de fortes pressions au Canada, du fait que le différentiel dans le taux maximum d’imposition atteindra les 20%. Pour aller dans le même sens qu’aux États-Unis, tout en préservant un minimum d’équité, le gouvernement devra se résoudre à abandonner l’exemption sur les gains de capital. Mais une telle éventualité apparaît peu probable parce que le gouvernement s’est compromis d’une manière à peu près irrémédiable sur cette question. Cette avenue paraît donc bloquée. Comme il ne veut pas alourdir la charge fiscale des entreprises, ni maintenant et encore moins dans le cadre du libre- échange, le gouvernement sera donc tenté d’axer davantage la fiscalité vers la taxation de la consommation, lui imprimant de ce fait une allure plus régressive. En ce sens, le gouvernement s’apprête à soumettre à l’automne une proposition visant l’instauration d’une taxe de transaction, c’est-à-dire une variante de la taxe sur la valeur ajoutée. Il s’agirait là d’une taxe-cascade très rentable et, de surcroît, invisible au consommateur. Étendue aux services et aux importations, cette nouvelle taxe générerait suffisamment de revenus pour permettre de remplacer la taxe de vente qui rapporte 12 milliards $, les droits d’accise, qui rapportent 4.5 milliards $ et les surtaxes sur l’impôt sur le revenu qui rapportent 1.5 milliards $.

Mais la voie qui consisterait à centrer le régime fiscal principalement sur la taxation de la consommation, comme le suggère le rapport de la Commission Macdonald, semble aussi bloquée du fait de l’existence de l’exemption de 500 000 $ sur les gains de capital. En effet, à l’état pur un régime d’imposition fondé sur la taxation de la consommation ne peut être équitable qu’à condition d’être assorti d'un impôt sur la richesse, autrement les inégalités de répartition du revenu, déjà considérables, ne connaissent plus de limites. Or en 1972, le gouvernement fédéral a abandonné l’impôt sur les dons et successions au moment de l’introduction de l’impôt sur les gains de capital. Pour mémoire, le fédéral avait décidé de taxer ceux-ci à 50% plutôt qu'entièrement, comme le suggérait la Commission Carter. Rétablir de tels impôts maintenant qu’il existe une exemption de 500 000 $ sur les gains de capital n’a pratiquement plus de sens, sauf pour les grosses [114] fortunes. Une accentuation de la taxation de la consommation, phénomène en soi régressif, ne peut donc qu’accroître l’iniquité du régime fiscal.

L’équité et l’efficacité du régime fiscal se trouve-t-elle améliorée par l’amalgame d’expédients fiscaux introduits par le gouvernement ? Bien au contraire. La politique suivie par le gouvernement imprime un caractère nettement plus régressif au régime fiscal. Au plan économique, les mesures adoptées jouent nettement au détriment de la consommation. La combinaison d’un alourdissement des impôts sur le revenu et la consommation, des restrictions des dépenses sociales et de la diminution des transferts aux provinces, affectera négativement la demande et exercera un effet dépressif sur l’activité économique. La politique fiscale du gouvernement conservateur semble par conséquent engagée dans une impasse, autant au plan social qu’économique.

Québec :  
la barbarie rampante

La politique du Québec en matière de fiscalité a le privilège douteux de combiner les aspects les plus régressifs des schémas américains et canadiens : diminution des taux d’imposition pour les hauts revenus, multiplication des échappatoires fiscaux liés à l’épargne, extension et alourdissement des taxes à la consommation et de la tarification des services publics.

L’impulsion pour la révision du régime fiscal est venue du Livre blanc sur la fiscalité des particuliers, paru en janvier 1985. Inspiré par les thèses des partisans de l’offre (« *supply-side economics*»), le Livre blanc proposait un choix entre trois options où chacune jouait un peu plus fortement que la précédente l’efficacité contre l’équité. Efficacité suspecte, au demeurant, parce que reposant sur une transposition dans le champ économique des prétendues vertus de la loi de la jungle.

Fort de cette légitimation théorique, et trop empressé de satisfaire aux exigences du patronat, le gouvernement péquiste mettait en application, avec le budget Duhaime, les mesures les plus régressives de l’option la plus régressive du Livre blanc. Sur deux ans, toute la partie supérieure de la table d’imposition était réduite, le taux maximum étant diminué de 33 à 28%. Par contre, les abris fiscaux comme le régime d’épargne-actions (REA), étaient maintenus et d’autres, comme les SPEQ, étaient ajoutés. Les allocations familiales du Québec — non imposables jusque là — devenaient carrément remboursables à l’État. Celles du fédéral devenaient imposables tandis qu’on introduisait de substantielles exemptions pour enfants favorisant surtout les familles à haut revenu. Les exemptions accessibles aux familles monoparentales étaient gelées. L’exemption d’impôt sur les petits revenus de la femme au foyer ou des jeunes était abolie contre une exemption plus [115] grasse pour le pourvoyeur du ménage. L’impôt sur les dons et les droits de succession était aboli. La formule de remboursement de l’impôt foncier pour les personnes à faible revenu était remplacée par un crédit de taxes foncières deux fois moins généreux. En ce qui a trait aux taxes à la consommation, le ministre Duhaime faisait preuve d’originalité. Au lieu d’étendre la taxe de vente de 9% aux secteurs mous de l’économie, comme le suggérait le Livre blanc, il l’étendait aux primes d’assurances. Pour donner l’illusion d’un équilibre, on instaurait un impôt minimum et on introduisait un crédit d’impôt de taxe de vente pour les personnes à faible revenu. Finalement, en juin 1985, le ministre Duhaime annonçait l’harmonisation pour les deux premières années de la fiscalité québécoise avec celle du fédéral au sujet de l’exemption sur les gains de capital.

De ce fait, la tâche du nouveau gouvernement libéral, sympathique au départ aux intérêts du patronat, s’est trouvée grandement simplifiée. En décembre 1985, le gouvernement a annoncé quelques exceptions concernant les taxes sur les carburants et les assurances, tout en devançant d’un an la diminution des taux d’imposition. Désormais l’impôt sur le revenu au Québec est à toutes fins pratiques proportionnel : taux de 24% à 14 500 $ de revenu imposable, taux de 28% à 200 000 $ comme à 1 000 000 $ de revenu.

Dans son budget de mai 1986, dit de l’impasse financière, le gouvernement accentuait la taxation de la consommation. Vu la chute des prix du pétrole, la taxe « ad valorem » sur les carburants était convertie en taxe spécifique, majorant le taux effectif de 30 à 37.5%. En même temps, cette taxe était étendue à l’huile à chauffage, au gaz et au charbon. Le gouvernement annonçait aussi la majoration des tarifs sur certains services publics, par exemple pour les droits d’immatriculation, et son intention d’en introduire de nouveaux. Par ailleurs, il abolissait l’allocation de disponibilité pour la femme au foyer ayant charge d’enfants. Il harmonisait complètement la législation québécoise avec celle du fédéral au sujet de l’exemption sur les gains de capital, les dividendes, les déductions pour inventaires et l’impôt minimum. Il réduisait de 1000 $ à 500 $ la déduction pour intérêts. Il majorait fractionnellement les taxes et impôts sur le capital, les profits et les contributions des employeurs au fonds de santé, tandis qu’il réduisait les taxes aux employeurs pour les normes de travail. Finalement, au grand soulagement du patronat, il maintenait le régime d’épargne-actions, lequel, au cours des six premiers mois de 1986 seulement, a déjà attiré plus d’un milliard de dollars en placements.

Bilan : en à peine plus d’un an, le paysage fiscal québécois a été chambardé. Du régime si laborieusement bâti pour être un peu plus équitable, il ne reste plus grand-chose aujourd’hui. À travers ces changements, se dessine très nettement une remise en cause de l’universalité du régime de sécurité sociale et du niveau du soutien consenti. [116] Autant au fédéral qu’au Québec, la réarticulation des régimes de transferts et d’imposition va dans le sens d’une élimination des mesures fiscales de soutien et des prestations pour les classes moyennes. Ces mesures de soutien seraient réservées « pour ceux qui en ont vraiment besoin ». En fait, sous des apparences d’équité se dissimule une volonté de réaliser des économies. Une telle orientation peut s’avérer dangereuse parce qu’elle risque de désolidariser la société. C’est aussi la porte grande ouverte à l’arbitraire, comme le montrent les fluctuations incessantes des niveaux de crédits et de déductions accordés et des limites de revenu qui y donnent accès. Petit à petit sont rassemblées les conditions pour la mise en place d’un programme de revenu minimum garanti à rabais, dans le sens suggéré par le Livre blanc ou par la Commission Macdonald.

Des boubou-macoutes à la nouvelle variété d’assistés sociaux aptes au travail, des coupures milliardaires de services publics à la tarification de l’éducation et de la santé, de la privatisation des sociétés d’État à la déréglementation de la construction, du retrait de la Loi anti-scab à la diminution des cotisations au fonds de santé-sécurité, des restrictions salariales à l’élargissement des abris fiscaux et aux plans de participation aux bénéfices, de l’élimination de l’universalité à la révision de l’assurance chômage, de la révision des programmes d’aide pour les enfants à la révision des programmes de soutien pour les personnes âgées, l’agenda patronal reste encore très chargé, tandis que se réinstalle en douce la loi de la jungle et la barbarie.

Juillet 1986.



[117]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**DOSSIER**

“ L’ÉTAT QUÉBÉCOIS :  
UN ÉTAT HYBRIDE.”

Yves BÉLANGER

[Retour au sommaire](#sommaire)

*L'État a été depuis vingt cinq ans au Québec synonyme de progrès économique et social. État « Providence », État « levier de développement », État « maître-d’œuvre », les qualificatifs n’ont pas manqué pour désigner le rôle qu'a pu jouer l'État jusqu'à ce que la légitimité même de ses interventions se trouve, depuis le début des années 1980, de plus en plus ouvertement remise en cause. Dans quelle direction s'oriente l'État québécois à l'heure actuelle ?*

*L'élection du gouvernement libéral de Robert Bourassa marque un changement d'orientation indéniable par rapport aux années antérieures, ou du moins pour le moment encore, une volonté politique de changement. La nouvelle rhétorique politique sur l'État « catalysateur », la constitution de trois comités d’étude sur la réglementation, la privatisation et les programmes sociaux, ou encore le nouveau style de gestion donné à l’administration publique par les ministres issus du milieu des affaires montrent que par-delà les résultats immédiats recherchés sur le plan budgétaire, c’est une conception d’un État plus neutre, plus gestionnaire et plus effacé qui prend forme. Néanmoins souligne Yves Bélanger, un rapide bilan des neufs années d'administration péquiste montre que cette dynamique du changement a été amorcée dès le tournant des années 1980 en même temps que celle-ci s’éloignant progressivement de ses objectifs politiques de 1976.*

*L'État québécois est à l'heure actuelle un État hybride, désormais néolibéral d’orientation et d’esprit mais toujours, par nécessité, interventionniste et keynésien dans sa pratique conclue l’auteur.*

I.E.

La société québécoise, pour laquelle, depuis vingt-cinq ans, l’intervention de l’État a été synonyme de croissance et de mieux être collectif, se trouve confrontée au nouveau crédo économique articulé autour du dogme néo-libéral : désengagement de l’État, privatisation, productivité et soutien à l'initiative individuelle. L'incapacité de l’État keynésien à contrer la crise et les critiques de gauche comme de droite à l’endroit de l’omniprésence de l'État ont préparé le terrain de ce virage idéologique.

Depuis le début des années 1980, cet État québécois est dans une phase de remise en question qui lui attribue de plus en plus les apparences d’un État hybride, toujours keynésien — bien que d’une manière [118] différente — dans sa pratique, mais de plus en plus néo-libéral dans ses aspirations et son orientation. La transition a été amorcée sous l’administration du Parti québécois et il apparaît de plus en plus évident qu’elle va se poursuivre avec une intensité accrue sous le nouveau gouvernement libéral. En effet, la formation politique qui a pris le pouvoir en décembre dernier et qui contrôlera donc l’Assemblée nationale pour les quatre prochaines années, a déjà fait entrevoir ses couleurs. Quelques semaines après la nomination du premier cabinet, le Premier ministre, Robert Bourassa a confié à trois comités de consultation la responsabilité de revoir les orientations de l’État québécois. Ces comités ont la tâche d’analyser les interventions sociales de l’État, la question de la déréglementation et de scruter à la loupe chaque société d’État en vue d’identifier celles qui sont « privatisables ». L’orientation qui a été donnée à chacun de ces comités indique que, peu importe l’intensité et la rapidité des gestes que le gouvernement posera, son action ne pourra aller que dans le sens du désengagement de l’État.

1976-1985 :  
le cheminement du Parti québécois

Il y a dix ans, le Parti québécois prenait le pouvoir avec une plateforme économique héritée de la Révolution tranquille. Le projet du Parti québécois s’articulait autour de trois axes : la social-démocratie, la revalorisation du rôle de l’État, et la promotion des forces économiques autochtones. En outre le Parti québécois véhiculait un projet constitutionnel consacré à la dissolution du lien politique canadien.

Jusqu’au référendum, le gouvernement a poursuivi une politique qui s’est inscrite dans la tradition de la Révolution tranquille. L’intervention sociale et économique de l’État québécois a à cet égard été structurée autour de diverses réformes telles l’introduction de l’assurance automobile, la réforme des mécanismes régissant la santé sécurité au travail, celle de la loi sur la protection du consommateur, de la Loi 101, ou l’adoption du recours collectif.

L’intervention directe de l’État dans l’économie a été soumise aux mêmes influences. Rappelons notamment que c’est au cours de cette période que les mandats des sociétés d’État provinciales seront révisés avec pour objectif de maximiser l’impact de leurs activités dans différents secteurs de l’économie. Par ailleurs, le cabinet donnera son accord à la relance du projet SOQUIA et complétera l’arsenal des sociétés d’État avec la mise en place de la SNA, de la SODICC et de la SDC.

Les premières années de l’administration Lévesque ont donc été caractérisées par une démarche sociale et économique qui a entraîné un accroissement de l’interventionnisme de l’État. Pendant cette période, l’État québécois est considéré comme le principal pôle de développement et foyer d’orientation de l’économie. Avec la mise en place des sommets économiques, l’État se voit également confier le [119] mandat de « pacifier » les relations sociales. Ce rôle tire son origine non seulement du projet de société d’inspiration sociale-démocrate auquel le Parti québécois s’identifie au moment de la prise du pouvoir, il découle également de l’objectif fondamental du parti de rompre le lien constitutionnel canadien et donc de mettre en place un État aux pouvoirs plus étendus. Dans ce sens l’interventionnisme du Parti québécois pendant cette période, peut être interprété comme une étape vers l’autonomie.

La publication en 1979 de *Bâtir le Québec* [[120]](#footnote-120) reflète cependant une sensibilité nouvelle du cabinet à l’endroit de l’entreprise privée. En fait, l’énoncé de politique donne au gouvernement québécois l’occasion d’offrir à l’entreprise privée québécoise une nouvelle place dans le développement économique québécois. Grâce notamment à l’apport de différents programmes de soutien à l’entreprise, aux multiples mesures destinées à accroître le financement de ces entreprises et également à favoriser le regroupement de PME, l’État appuiera d’ailleurs activement le développement de l’entrepreneurship québécois. En outre, après Bâtir le Québec, les sociétés d’État s’orienteront vers des interventions plus discrètes et canaliseront plutôt leurs énergies en direction du soutien au secteur privé. Au cours de cette période, l’État modifiera ainsi les termes du partage du contrôle de l’économie avec le secteur privé. Ce choix aura ultérieurement diverses conséquences sur les modalités et les formes de l’intervention gouvernementale.

La séquence d’événements qui marque le début des années 1980 provoque une remise en question des orientations qui ont guidé la démarche politique gouvernementale provinciale au cours des années 1970. L’effet conjugué de l’échec référendaire, de l’offensive centralisatrice fédérale et la crise économique amène le cabinet à réviser ses orientations et, notamment, à harmoniser sa politique avec celle des autres gouvernements d’Amérique du Nord.

À un premier niveau, la défaite du projet de souveraineté-association interrompt la démarche constitutionnelle entreprise par le Parti québécois en 1968. Après le référendum, il ne sera plus possible pour le cabinet québécois de travailler de façon immédiate à la mise en place de l’« État en devenir ». Par ailleurs, le référendum fournira au gouvernement central l’occasion de lancer la plus importante vague de centralisation depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ottawa tentera notamment de consolider sa position hégémonique en matière d’économie et essaiera de se donner de nouveaux leviers administratifs et de nouveaux programmes (dont le PEN) destinés à enrayer le processus de morcellement du pays. Cette tactique intensifiera les pressions sur l’ensemble des provinces dans le sens de l’ajustement des politiques provinciales à celles d’Ottawa. Or, de l’autre côté de l’Outaouais, cette période est également caractérisée par de nombreuses remises en question des orientations keynésiennes et par un discours de plus en plus destiné à chercher les milieux d’affaires opposés à l’interventionnisme de l’État.

[120]

Enfin, la crise économique marque le début d’une autre phase dans l’évolution du dossier qui influence très profondément la politique du gouvernement Lévesque dès le début de son second mandat. Le gouvernement québécois engage sa stratégie de gestion de crise sur trois fronts soit la réduction des dépenses de l’État, la création d’emploi, et le soutien à l’entrepreneurship privé. L’objectif de réduire le déficit budgétaire l’amènera à s’orienter vers une politique de la décroissance qui aura diverses répercussions sur les services publics et sur les effectifs de la fonction publique provinciale en plus de provoquer un affrontement direct entre l’État et ses employés sur les conditions monétaires.

Avant le référendum, le Parti québécois a tenté de séduire les milieux d’affaires en vue de s’en faire un allié politique, après 1981 son approche sera beaucoup plus dépendante de la situation économique et conférera une influence accrue à ce même milieu. La dynamique qui résultera de cette nouvelle relation avec les hommes d’affaires entraînera le cabinet sur la voie de la révision de l’intervention de l’État dans une direction plus conforme aux aspirations idéologiques des organisations patronales. Une lecture attentive du compte rendu des sommets économiques tenus entre 1981 et 1985 révèle l’intention d’éviter toute confrontation avec le secteur privé et, à l’opposé, l’absence de volonté de donner suite aux revendications des groupes sociaux. Cette analyse est notamment confirmée par l’échec du sommet national de Québec en 1982, par celui du Sommet décision 1985 et par le refus du gouvernement de prendre un quelconque engagement sur la réforme du Code du travail (Commission Beaudry).

Le bilan des neuf années d’administration péquiste révèle donc une dynamique qui l’a menée loin des objectifs de 1976 et qui a donné, en bout de ligne, des résultats caractérisés par l’effacement de l’État au profit de l’entreprise privée. La manière de procéder du gouvernement Lévesque a cependant différé de celle de plusieurs autres gouvernements conservateurs/néo-libéraux. Québec a notamment mis sur pied différents forums consacrés à la concertation [[121]](#footnote-121) et évité, jusqu’à la réforme du livre Blanc sur la fiscalité, de modifier la politique budgétaire de façon trop radicale. Mais ce bilan est surtout caractérisé par l’interruption de la démarche en vue de mettre en place un État souverain- associé. En lieu et place, le cabinet péquiste s’est orienté vers une démarche provincialiste consacrée en priorité à la promotion des intérêts de l’entreprise privée et au désengagement progressif de l’État.

1985 : quelques commentaires  
sur les orientations des libéraux  
ou la nouvelle étape du désengagement  
de l’État

L’avenir de l’État québécois est, depuis le 2 décembre dernier, entre les mains du nouveau cabinet libéral dirigé par Robert Bourassa. Avant [121] de nous engager dans l’analyse des intentions de ce nouveau gouvernement il serait utile de nous interroger sur les orientations idéologiques de ses membres. On retrouve au sein de l’équipe ministérielle actuelle au moins deux groupes distincts de politiciens. Le premier est formé d’individus plutôt fidèles aux orientations qui ont présidé au développement de l’État depuis la Révolution tranquille. Peu bruyant lors de la distribution des sièges du Conseil des ministres, ce groupe a hérité de certains postes stratégiques. Ainsi, Thérèse Lavoie-Roux a été nommée ministre de la Santé et Sécurité sociale, Claude Ryan ministre de l’Éducation et Gérard D. Lévesque ministre des Finances. Robert Bourassa lui-même doit être associé à cette aile plus traditionnelle du parti.

D’entrée plus récente sur la scène politique, l’autre groupe est représenté principalement par des personnes issues du milieu des affaires. Parmi eux figurent notamment Pierre McDonald, André Vallerand et Paul Gobeil. Ces derniers ont assimilé depuis longtemps déjà les grands principes du néo-libéralisme et affichent ouvertement leurs opinions en faveur du désengagement de l’État, de l’entrepreneurship privé, de la déréglementation de la lutte au déficit de l’État et de la compétitivité. Le Premier ministre leur a confié plusieurs postes économiques de première importance.

La présence de ces deux groupes et leur sensibilité idéologique différente explique pour une bonne part la confusion programmatique du parti.

Par exemple, le cinquième chapitre du programme du Parti libéral intitulé « la carte d’un nouveau style de gouvernement » s’amorce sur une analyse des deux voies du libéralisme contemporain. La première est identifiée au retrait de l’État au profit du « laisser-faire » social. La deuxième met l’accent sur la continuité et sur les dangers d’un éventuel retour en arrière. Paradoxalement, cette deuxième approche prône une intervention plus éclairée et plus opportune de l’État sans rupture avec le passé. Laquelle de ces deux options devrait être privilégiée par un gouvernement libéral ?

Pour définir un nouveau style de gouvernement, nous ne devons pas aiguiller le Québec dans une direction unique mais jauger ce qui convient le mieux à notre société compte tenu de son histoire, de ses besoins actuels et futurs et de sa situation en Amérique du Nord [[122]](#footnote-122).

Les auteurs du programme précisent toutefois qu’« il serait vain que le Québec devienne le terrain d’expérimentation d’un libéralisme idéologique débridé [[123]](#footnote-123) » mais, ajoutent- ils : « L’État devra aussi continuer à agir sur l’économie, mais dans un esprit nouveau [...] il deviendra le gardien de la compétitivité de nos entreprises » [[124]](#footnote-124). Le moins que nous puissions reconnaître, c’est que cette position ne pèche pas par excès de transparence. Certains passages du programme sont même carrément contradictoires.

« Le Québec a besoin d’un nouveau gouvernement qui conserve à l’État un rôle de premier plan tout en adoptant une attitude plus humaine » [[125]](#footnote-125).

« Cela veut dire que l’État ne [122] doit plus s’imposer comme le principal agent de changement » [[126]](#footnote-126).

Pour résoudre cette contradiction, le Premier ministre Robert Bourassa fera appel lors de l’ouverture de la session de décembre 1985, au concept d’État « catalysateur » par opposition à celui d’État « maître d’œuvre ». [[127]](#footnote-127) Cette nuance est plus que sémantique. Elle est le reflet des intentions gouvernementales d’améliorer l’environnement « entrepreneurial » et réduire le poids d’un État omniprésent, considéré de plus en plus par les milieux d’affaires comme un obstacle au développement de l’entreprise. D’ailleurs, un des objectifs principaux du Parti libéral du Québec est de « donner pleine dimension à la carte de l’entreprise » [[128]](#footnote-128).

Ce « préjugé favorable » et distinctement affiché des libéraux en faveur de l’entreprise privée permet d’ailleurs de mieux comprendre certains gestes du nouveau gouvernement. Notamment, ce dernier préfère à la formule du développement « par le haut » tel qu’élaborée par exemple dans les deux livraisons de *Bâtir le Québec* [[129]](#footnote-129) une formule beaucoup plus pragmatique où chaque dossier sera évalué au mérite en fonction des critères de rentabilité et de productivité. Appliquée à l’analyse de la performance économique des sociétés d’État cette conception de l’administration gouvernementale a amené le ministre délégué à la Privatisation, Pierre Fortier, à annoncer la vente éventuelle d’une douzaine de sociétés d’État dont la Raffinerie de sucre du Québec, SOQUEM et Québecair. Certaines privatisations (SOQUEM) ont d’ailleurs été amorcées à la suite du

dépôt d’un document d’orientation en février 1986 [[130]](#footnote-130). Signalons qu’en introduction ce document est présenté comme une des composantes d’un « virage par rapport aux politiques économiques traditionnelles », effectué pour le plus grand bénéfice de la nouvelle classe « managériale » du secteur privé formée au cours des années 1960-1970.

Déjà le mini-budget de décembre 1985 énonçait certaines préoccupations gouvernementales à l’endroit de la déréglementation, de la compétitivité législative québécoise et de l’implication sociale et économique de l’État qui permettent de constater que, de plus en plus, les interventions ou « non-interventions » de l’État seront mesurées à l’aune de l’entreprise privée. Entre autres, ce budget annonçait une baisse de la progressivité de l’impôt dont l’orientation de principe a été adoptée par le précédent gouvernement suite au dépôt du livre Blanc sur la fiscalité.

Les libéraux ont pris depuis longtemps l’engagement d’accélérer la politique de « dégraissage » de l’État également entreprise par le précédent gouvernement. Cela signifie concrètement que la gestion de la décroissance va très certainement entrer dans une nouvelle phase. Signalons d’abord que l’absence de critique au cours de la campagne électorale à l’endroit de la réforme de la fiscalité entreprise sous le règne du Parti québécois et la décision de maintenir la Commission Rochon (avec un mandat élargi) peuvent être interprétés comme les manifestations de prolonger la politique entreprise par le précédent gouvernement dans le sens du [123] dégonflement de l’État par la voie d’une diminution des impôts et de la rationalisation des dépenses au titre des programmes sociaux. Des gestes concrets ont été posés en ce sens dans le budget de 1986-1987 en direction notamment de l’orientation de la fiscalité vers la consommation.

Bien que les positions de principes du Parti libéral du Québec ne soient pas très éclairantes sur le sort qu’entend réserver le nouveau gouvernement aux politiques sociales...

« C’est la responsabilité d’un nouveau gouvernement de s’assurer que l’imagination individuelle, la créativité et l’initiative aient libre cours sans négliger d’apporter l’aide à ceux qui en ont besoin. A cette fin, le gouvernement doit non seulement veiller à la distribution de services sociaux efficaces et à la qualité de l’éducation et de la formation professionnelle, mais également à l’amélioration de la qualité de vie en milieu de travail.

En deuxième lieu, le gouvernement doit cesser de prendre la place des citoyens en tant qu’initiateur de développement, plutôt que de révéler les aspirations sociales et de vouloir constamment jouer le rôle de chef, le gouvernement doit encourager le pluralisme et la diversité [[131]](#footnote-131). »

... les interventions réalisées depuis la prise du pouvoir donne une indication plus précise de ses choix. Rappelons à cet égard l’abandon de la gratuité des soins dentaires pour les enfants et son attitude hautement controversée dans le dossier de l’Aide sociale ou la chasse aux sorcières a connu un regain sans précédents depuis quelques mois. Encore ici, les libéraux prolongent en actions concrètes les orientations adoptées par l’ancien gouvernement. Les deux classes d’assistés sociaux (aptes au travail et inaptes au travail) vont désormais être soumis à des régimes distincts et à des contrôles serrés.

Dans l’ensemble toutefois, le dossier social a été à peine effleuré. Les stratèges du Parti libéral du Québec ont préféré orienter le discours du parti en direction de l’éducation, de la formation, de la création d’emploi, des relations du travail et de l’environnement. Ce silence est-il imputable à la prudence politique ? peut-être. De façon plus probable, il reflète l’existence d’un certain malaise sur ce sujet au sein du parti et très probablement également au sein du cabinet. Certains membres du parti et du gouvernement n’ont pas envie de risquer leur avenir politique sur ce dossier et prêchent la retenue à ceux qui n’hésitent pas par exemple à réclamer l’abolition pure et simple du principe de l’universalité des programmes sociaux. Rien n’indique pour l’instant d’avantages clairs pour l’un ou l’autre groupe mais certains concepts clefs du programme comme « initiative individuelle », « créativité individuelle », « aide aux personnes dans le besoin » ou « pluralisme social » tracent une voie dans le brouillard et la confusion des mots. Ces concepts indiquent notamment le sens des préoccupations du Parti libéral en faveur d’un retour à l’individualité contre la collectivité incarnée par l’État. Ils indiquent également l’intention de favoriser la mise en place

|  |
| --- |
| L’État revu par les entrepreneurs québécois  En juillet dernier, les trois comités constitués par le gouvernement libéral en vue d’étudier les dossiers de la privatisation, de la déréglementation ainsi que celui de la révision des fonctions et des organisations gouvernementales ont déposé leurs rapports. Ces comités composés d’hommes d’affaires/anciens fonctionnaires et de politiciens/anciens hommes d’affaires, bref d’individus issus du milieu des affaires, ont profité de l’occasion qui leur était fournie pour mettre en application leur nouvelle religion néo-libérale. Le résultat est percutant. Le rapport du comité sur la privatisation qui tient en 113 pages recommande principalement la vente à l’entreprise privée de 10 sociétés d’État et la révision en profondeur du mandat de celles qui survivraient, de façon à réduire leurs interventions sur le marché et surtout leur influence sur le secteur privé. Le comité sur la déréglementation dont le texte est plus étoffé préconise pour sa part l’abandon ou l’allègement de la réglementation dans une multitude de domaines (dont la construction) et réclame l’abolition du régime de l’extension juridique des décrets de convention collective. Enfin, le rapport du comité sur la révision des fonctions et des organisations gouvernementales, en plus d’être parvenu à réaliser une sérieuse économie de frais d’impression en réduisant son analyse à sa plus simple expression (total de 47 pages dont moins de 20 pages de  problématique et d’analyse), suggère d’abolir quelque 70 organismes, de privatiser Radio-Québec, d’introduire le ticket modérateur dans les services de santé et de revoir en profondeur le mode de financement des écoles primaires et secondaires tout en haussant les frais de scolarité !  L’analyse très succincte et superficielle à la base de ces recommandations reprend dans ses grandes lignes les préjugés que véhicule le patronat sur la quantité et la qualité des interventions de l’État. Monstre conçu à une époque maintenant révolue (comprendre la Révolution tranquille), l’État y est décrit principalement comme un obstacle à la liberté, au marché et à la relance économique. Dans le cas présent, les auteurs ont vraisemblablement senti le besoin de faire du « rattrapage idéologique » et de présenter des propositions encore plus radicales que celles qui ont été mises en application par les gouvernements conservateurs aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Le résultat de l’exercice propose un virage radical à l’ensemble de la société québécoise.  Malgré leur dépôt en plein coeur de la période estivale où la vigilance est généralement en vacance, les rapports ont suscité de vives réactions dans les milieux syndicaux, dans les milieux sociaux et, bien entendu, dans les organismes touchés par le « grand ménage ». Ces rapports auront fourni l’occasion de [125] révéler la présence d’une droite active qui s’était faite bien discrète lors des élections de 1985 tout en maintenant l’illusion de la modération et du centrisme. On reconnaîtra ici la manifestation d’une stratégie caractéristique de Robert Bourassa. Le cabinet misera vraisemblablement sur cette conjoncture pour réaliser les réformes qui lui tiennent à coeur en réduisant les risques d’en payer plus tard le prix politique.  Les intérêts de la bourgeoisie québécoise  Plusieurs observateurs de la scène politique québécoise se sont, à raison, interrogés sur la composition des comités et les mandats qui leur ont été confiés. En effet, probablement par réaction aux expériences de concertation menées par le précédent gouvernement, les libéraux n’ont invité aucun représentant des milieux sociaux ou syndicaux à cet effort de réflexion. Ce privilège a été réservé à un groupe d’individus du milieu des affaires qui ont été appelés au cours de leur carrière à évoluer dans le secteur public. Plus encore, bon nombre de ces anciens hauts fonctionnaires ont été, au cours des années 60, directement impliqués dans les débats qui ont mené à la mise en place d’un État interventionniste provincial. Par un curieux retour des choses, ces mêmes individus signent aujourd’hui une analyse qui réclame l’abolition de l’interventionnisme.  L’imbrication très étroite de ce groupe de gestionnaire à la bourgeoisie québécoise est un des facteurs qui permet de comprendre ce changement d’orientation. Entre 1960 et 1970 le milieu entrepreneurial québécois était aux prises avec des problèmes d’organisation interne et de renouvellement de ses assises économiques. Après diverses tentatives qui n’ont débouché que sur des résultats limités, le secteur privé a dû faire appel à l’État québécois pour interrompre l’érosion continue de son influence économique. Au cours des années 70 différents appareils d’État ont ainsi participé très activement à l’érection des premières grandes entreprises sous contrôle autochtone, et les nouveaux monopoles ainsi créés ont recruté tout naturellement plusieurs de leurs administrateurs dans la fonction publique québécoise. Depuis 1978 la concentration a fait son œuvre et ces monopoles ont consolidé leurs positions. Pour la grande bourgeoisie québécoise, l’intervention de l’État apparaît aujourd’hui moins nécessaire que dans le passé. Plusieurs organismes d’État sont même accusés de faire obstruction au marché ou de se livrer à une concurrence d’autant plus déloyale qu’elle ne correspond plus aux besoins de la communauté d’affaires. La bourgeoisie est en outre confrontée, depuis quelques années, aux limites du milieu entrepreneurial privé et elle éprouve de plus en plus de difficulté à alimenter sa croissance (prise de contrôle, etc.). Les bonnes occasions d’achat sont rares. La privatisation des sociétés d’État offre peut-être à cet égard des perspectives riches en promesses. |

[126]

de mécanismes de prise en charge par le milieu des personnes dans le besoin.

Signalons enfin que le crédo libéral du « laisser faire » risque également de faire des petits dans le domaine des relations de travail. Son attitude attentiste dans le conflit de l’industrie de la construction avant de se résigner à une intervention législative, son manque d’enthousiasme face aux recommandations du rapport Beaudry [[132]](#footnote-132) — qui l’invitait à intensifier et à dynamiser l’encadrement des parties tout en facilitant l’accès à la syndicalisation — et ses hésitations à hausser le salaire minimum (le gouvernement québécois attend depuis six mois que l’Ontario pose le premier geste) trahissent sa sympathie à l’endroit des préoccupations patronales incarnées dans les prises de position du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et, conséquemment, sa volonté de laisser libre cours aux « rapports de forces » dans le cadre des lois du marché. Pourtant le même genre de politique appliqué entre 1970 et 1976 a donné lieu à une performance désastreuse en matière de relations du travail.

Conclusion

Ces orientations générales indiquent la voie d’avenir de l’État. Il appert en fait que le nouveau gouvernement préconise un retour à l’« État neutre » et donc l’effacement de l’« État interventionniste ». Cela indique que, dans l’avenir, l’État sera moins visible et plus discret au niveau de l’intervention économique tout en se doublant d’une attitude plus restrictive dans les dossiers sociaux. Mais ce rôle sera également caractérisé par le maintien d’un certain encadrement et soutien au développement auquel l’État keynésien nous a habitué. Il est difficile de prédire l’avenir de ce mariage aux orientations contradictoires mais il y a fort à parier que la coexistence d’orientations idéologiques aussi opposées ne se fera pas sans frictions, voire sans affrontements.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[127]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**DOSSIER**

“ GRANDEUR ET MISÈRE  
DU DÉFICIT FÉDÉRAL.”

Christian DEBLOCK et Vincent Van SCHENDEL

[Retour au sommaire](#sommaire)

*La question du déficit budgétaire du gouvernement fédéral est assurément l’une des préoccupations majeures non seulement de l’équipe conservatrice au pouvoir mais de la plupart des analystes économiques libéraux.*

*De la remise en question du déficit à la remise en question du rôle de l’État, il n y a en effet qu’un pas, rapidement franchi comme le montre, par l’ampleur qu’il prend, le débat que tentent de soulever, depuis leur arrivée au pouvoir, aussi bien les conservateurs à Ottawa que les libéraux à Québec. Pour paraphraser Joan Robinson, ouvrir la porte du déficit budgétaire, c’est ouvrir la porte au mammouth de l’État.*

*Dans le texte qui suit, Christian Deblock et Vincent van Schendel abordent la question de l’origine du déficit du gouvernement fédéral. Selon les auteurs, derrière la question du déficit se profile la question de la régulation keynésienne et de son inadaptation au contexte de crise structurelle que traverse l’économie canadienne. Ils montrent notamment que si, effectivement, le déficit budgétaire est en grande partie attribuable à la dégradation de la situation économique depuis 1975 et à l’incidence des mesures fiscales prises durant les années 70, d’autres facteurs doivent être pris en ligne de compte pour expliquer le caractère chronique du déficit. L’incidence des politiques macroéconomiques restrictives sur l’économie constitue selon eux un premier élément d’explication. Mais plus fondamentalement, et c’est la thèse centrale de l’article, le caractère auto-entretenu du déficit budgétaire et l’incapacité du gouvernement central à trouver une issue à la crise par le jeu traditionnel des politiques macroéconomiques de stabilisation, soulèvent le problème de l’inadéquation du modèle keynésien de référence dans une situation de restructuration de l’économie canadienne et de reconstitution des fondements de la croissance en économie ouverte. Et les recettes néo-libérales ne peuvent, ajoutent les auteurs, que mener à une impasse, voire aggraver une situation qu’elles prétendent régler.*

[128]

*Le débat actuel sur le déficit tourne principalement autour de deux questions, distinctes, mais liées : son origine et son incidence sur l’économie. Parmi les économistes « libéraux », le débat sur l'incidence du déficit est polarisé entre deux écoles de pensée : les keynésiens et les néo-classiques avec les variantes de chacun de ces courants* [[133]](#footnote-133). *Les démarches sont différentes et les conclusions le sont tout autant. Ainsi la référence au modèle macroéconomique d'équilibre keynésien permet-elle au premier courant de montrer, surtout, l’incidence négative des politiques budgétaires restrictives sur la demande, en particulier sur l’investissement ; au contraire, le modèle microéconomique d'équilibre des marchés et la théorie des attentes rationnelles permettent au second courant de conclure à l'existence de distorsions sur les marchés et de comportements générateurs d’inflation et de mauvaise allocation des ressources.*

*L’un et l’autre courant s’entendent pour établir un lien de causalité entre les difficultés économiques présentes et le déficit. L’explication proposée est toutefois diamétralement opposée. Pour les keynésiens, les difficultés économiques trouveraient leur origine dans le caractère restrictif de la politique budgétaire alors que pour les néo-libéraux, le laxisme et la tolérance des autorités à l’égard du déficit constitueraient la variable déterminante des déséquilibres actuels.*

*La question de l’origine du déficit est tout aussi polarisée entre les deux écoles de pensée. Elle l’est sans doute davantage encore en raison de ses implications théoriques et politiques. Derrière le débat sur l’origine du déficit se profilent, en effet, deux autres débats : celui sur l’État et celui sur les priorités* de la politique économique.

*Pour les keynésiens, l’origine du déficit est avant tout imputable, en partie à l’évolution défavorable de la conjoncture depuis une dizaine d’années et en partie, aux politiques déflationnistes, restrictives, adoptées par les gouvernements. La résorption* [129] *du déficit dépend, dans ces conditions, du retour de l’économie à une situation de plein emploi ; ce qui à son tour dépend de l’engagement de l’État sur le plan économique et de l’orientation plus expansionniste à donner à la politique économique. Pour les néo-libéraux (néoclassiques), le déficit prend au contraire valeur de symbole. Il reflète tout autant la mauvaise gestion des affaires publiques que les excès de l’État auxquels ont pu conduire trente ans et plus d’« activisme » étatique et de keynésianisme. Le problème du déficit serait alors avant tout un problème d’ordre structurel qui tire son origine, d’un côté, dans le rationalisme qui a conduit l’État à s’ingérer dans tous les domaines de la vie sociale (Hayek), et de l'autre dans les pratiques politiques et administratives des pays occidentaux. Par surcroît, la persistance du déficit créée un environnement économique incertain, qui vient fausser la prise de décision des agents économiques et rendre les politiques budgétaires aussi inefficaces qu’inopportunes. De là à conclure, dans le premier cas (keynésiens), que le débat sur le déficit est un faux débat et, dans le second cas (néo-libéraux), que la volonté politique de changement de la part du gouvernement en place se mesure d’abord à sa volonté de rétablir l’équilibre des finances publiques, il n’y a qu'un pas. Ce pas, rapidement franchi, conduit le gouvernement soit dans une fuite en avant d’une relance fictive au détriment des équilibres financiers, soit sur la voie d’un impossible désengagement économique et social qui tient lieu de politique* [[134]](#footnote-134)*.*

*Le texte qui suit présente une autre interprétation de l’origine et de la persistance et l’interprétation du déficit du gouvernement fédéral. Après avoir, dans un premier temps, apporté quelques données sur le « problème » du déficit et de la dette fédérale depuis une dizaine d’années, nous abordons dans une deuxième section, la question de l’origine du déficit. Cette analyse nous permettra, de faire ressortir dans un premier temps que le déficit budgétaire du gouvernement fédéral est essentiellement de nature passive. Cette première évaluation nous permettra de nous pencher dans un deuxième temps sur ce qui nous semble être le problème central du déficit à l’heure actuelle, soit celui des limites des politiques de stabilisation de la demande et du modèle keynésien de gestion qui fut celui de l’administration centrale canadienne durant l’après-guerre. La thèse que nous défendrons alors sera la suivante : par son ampleur, le déficit reflète et exprime sur le plan financier les contradictions du modèle keynésien canadien dans la crise présente. La persistance du déficit est attribuable non aux erreurs de politiques comme le proclament les économistes libéraux mais à la désuétude du modèle de gestion keynésien. Plus fondamentalement, il est l’expression des limites d’un modèle de gestion de l’économie. Le déficit persistant devient l’élément contraignant de la réorientation du rôle de l’État, la contrainte financière lourde qui viendra politiquement justifier la redéfinition en profondeur de celui-ci. Dès lors est ouverte la question des solutions et des alternatives.*

[130]

Le déficit et la dette :  
les données du problème

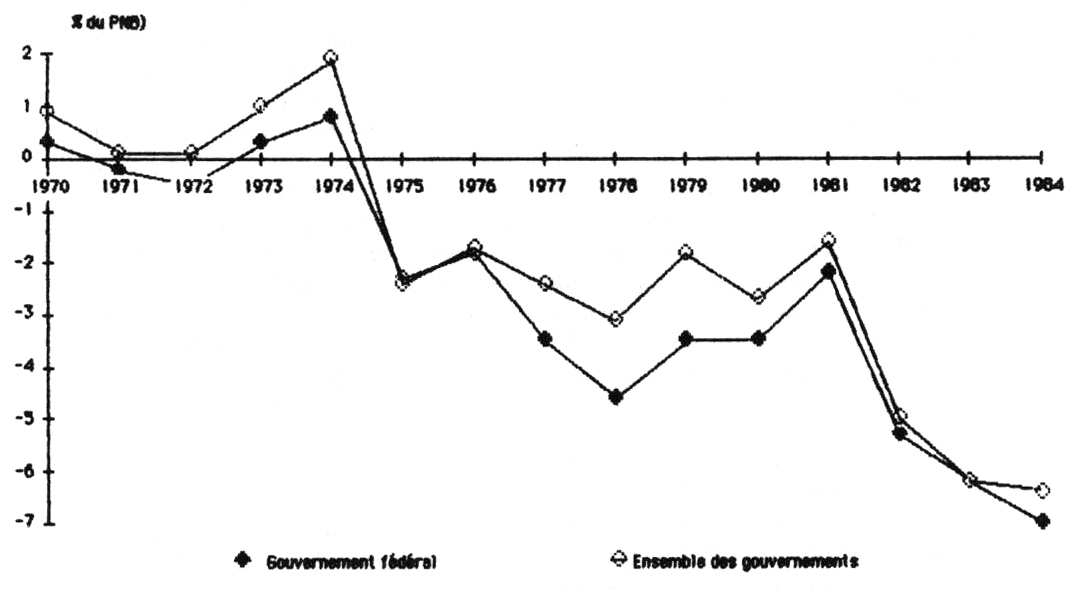
Vue d’ensemble

Dans les trente années qui suivirent la 2e guerre mondiale, les dépenses du gouvernement fédéral augmentent sensiblement, tant en valeur absolue qu’en pourcentage du PNB (passant de 15,5% à 21,5% du PNB de 1947 à 1975). Les recettes en font autant si bien que, globalement, l’équilibre budgétaire est maintenu en longue période. La théorie fonctionnelle du budget est aussi, en règle générale, respectée : aux périodes de récession correspondent des déficits, compensés par des excédents durant les périodes d’expansion [[135]](#footnote-135). On constate également que la dette nette totale du gouvernement fédéral décline constamment, passant de 12,5% du PNB à 15,5% de 1945 à 1975.

Le point de rupture apparaît en 1975, plus précisément avec la récession de 1974-75. Un déficit relativement important de 3,8 milliards S apparaît alors. Ce déficit ne sera pas compensé par la suite, ni durant la période de reprise modeste de l’économie canadienne de 1976 à 1979 ni au tournant des années 80 lorsque la politique budgétaire

Graphique 1

Solde budgétaire, gouvernement fédéral et ensemble des gouvernements,  
1970-1984



Service : Ministère des Finances, *Revue économique*, 1965.

[131]

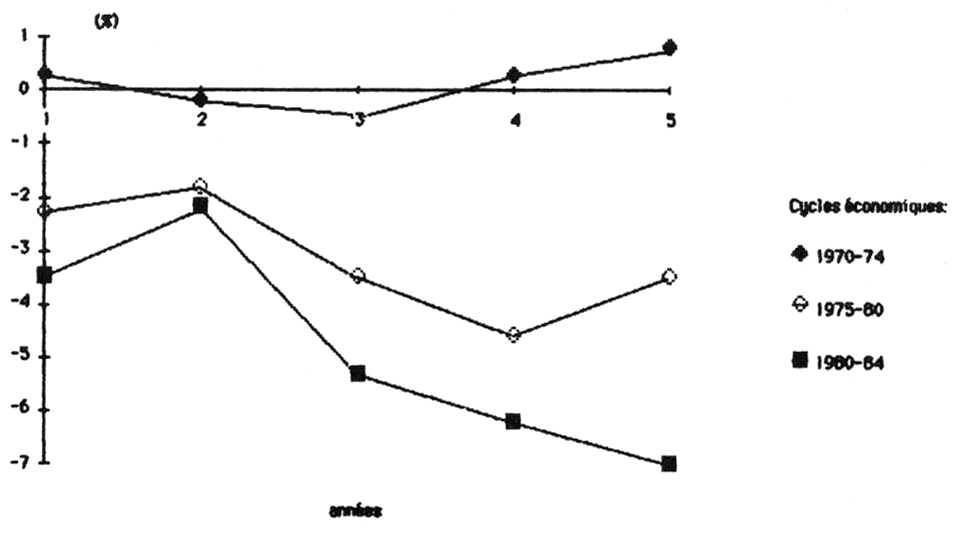
deviendra plus résolument restrictive. Au contraire, on enregistre des déficits au cours de toutes les années suivantes et ces déficits suivent une tendance à la hausse qui s’accélère à partir de 1982, après la courte reprise de 1979-81, comme l’indique le graphique 1. Le graphique 2 permet, quant à lui, de constater la détérioration de la situation financière de cycle en cycle depuis 1970. Reflétant cette détérioration tendancielle des finances publiques, la dette nette totale passe de son côté de 15,5% du PNB en 1975 à plus de 40% en 1985 (graphique 3).

L’évolution des recettes et des dépenses

Par définition, un déficit représente le solde négatif des recettes et des dépenses. Le graphique 4 nous renseigne sur l’évolution de ces 2 éléments depuis 1960. On constate l’évolution différenciée des recettes et des dépenses depuis 1975. La tendance historique à la hausse de la part des dépenses de l’administration publique fédérale dans le PNB, s’est en effet prolongée durant la période 1975-84. Le rapport des

Graphique 2

Soldes budgétaires réels par cycle économique.  
Gouvernement fédéral, 1970-1984, en % du PNB



Source : Stat. Can., Comptes nationaux des revenus et des dépenses, Ministère des Finances, Revue économique, avril 1965.

[132]

recettes fiscales au PNB a, quant à lui, décru de 1974 à 1978, s’est légèrement accru de 1979 à 1982 et s’est stabilisé par la suite à un niveau sensiblement identique à celui qu’il était au début de la décennie 70. L’écart grandissant entre ces deux lignes d’évolution apporte un premier éclairage sur l’origine du déficit : les recettes sont devenus chroniquement insuffisantes pour combler les dépenses qui en dépit des mesures restrictives prises à partir de 1975, continuent de croître sur leur lancée. De là à conclure que « le gouvernement dépense trop », il y a cependant une marge qu’il faut se garder de franchir. La dégradation de la conjoncture et les politiques fiscales sont, comme nous le verrons plus en détail plus loin, en grande partie responsable de ce plafonnement des recettes, au moment même où les besoins de dépenses s’accroissent pour faire face à la montée du chômage. Deux questions se posent toutefois : 1) les tendances observées dans l’évolution des dépenses et des recettes peuvent- elles être maintenues en l’absence d’une reprise durable et solide de l’économie ? 2) la contrainte financière par la pression qu’elle exerce sur les finances publiques, ne vient- elles pas de plus en plus remettre en cause les choix politiques qui ont conduit les autorités à accepter que se creuse un écart grandissant entre l’évolution des dépenses et l’évolution des recettes ?

Les paiements d’intérêt

Les déficits s’accumulant, et la dette totale ne cessant d’augmenter, les paiements d’intérêt sur cette dette ont cru ces dernières années, au point de constituer une part de plus en plus importante des dépenses publiques fédérales (Tableau 7). Le service brut de la dette de l’administration centrale est ainsi passé de 10,4% à 20,6% des dépenses, de 11,1% à 31,7% des recettes et de 2,2% à 5,3% du PNB de l’exercice financier 1974-75 à l’exercice financier 1984-85. L’effet d’inertie d’une dette croissante confère au déficit fédéral, à son niveau actuel, un caractère partiellement autoentretenu : même en l’absence de politiques budgétaires ou fiscales expansionnistes, en l’absence d’une dégradation de la conjoncture ou de toute modification aux divers programmes gouvernementaux, les dépenses tendent à augmenter du seul fait de l’intérêt sur la dette passée. À son tour, le service de la dette appelle d’autres dettes, enclenchant ainsi la spirale difficilement réversible du déficit et de la dette. Une telle situation a une autre conséquence : l’arbitrage entre les considérations d’ordre financier et les considérations d’ordre économique et social qui préside à l’élaboration de la politique budgétaire devient de moins en moins praticable. Des choix s’imposent dans une direction ou dans l’autre.

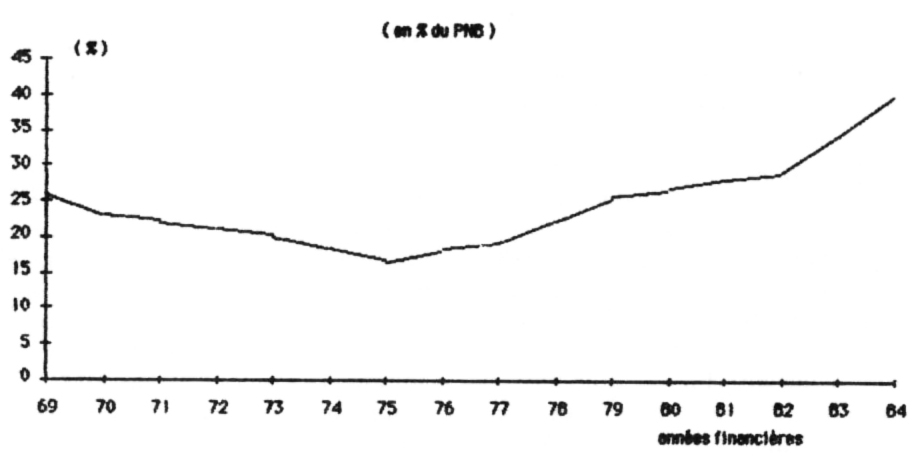
Comparaisons nationale et internationale

Une comparaison de la situation financière du gouvernement central avec celle des autres administrations publiques au Canada (provinces,

[133]

Graphique 3

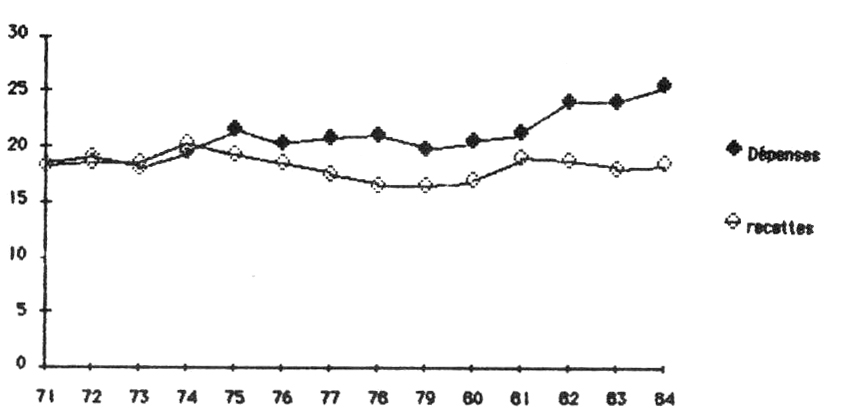
Dette publique nette, gouvernement fédéral.  
1969-70/1984-85



Source : Ministère des finances

GRAPHIQUE 4

Recettes et dépenses,  
administration fédérale, 1971-1984 en % du PNB, comptes nationaux



Source : Stat. Can., no 13-001, Comptes nationaux des revenus et dépenses.

[134]

municipalités, hôpitaux etc...) nous permet de constater que durant la première phase de détérioration des finances publiques fédérales, soit 1975-78, et même jusqu’à 1979, le déficit du gouvernement fédéral a été en partie compensé par les excédents budgétaires des autres administrations publiques. (Tableau 2). Tel ne fut cependant plus le cas de 1981 à 1984-85 et cela bien que les finances publiques provinciales et locales se soient, globalement, améliorées à partir de 1984. L’excédent budgétaire observé en 1977, 1978 et 1979 a cédé la place depuis lors à un déficit budgétaire qui est venu s’ajouter au déficit de l’administration centrale. La décroissance du rapport de la dette totale des autres administrations publiques au PNB qui s’était poursuivie de 1975 à 1981 s’est elle aussi arrêtée pour faire place à une croissance de ce rapport, suivi de sa stabilisation en 1984-85 à un niveau équivalent à celui de 1975.

L’analyse des finances publiques fédérales doit donc être relativisée pour tenir compte de l’ensemble des administrations publiques (EAP). En prenant le rapport dette/PNB comme indicateur, nous pouvons dire que ce n’est que depuis 1981 que la situation globale des finances publiques s’est détériorée au Canada (graphique 3). C’est toutefois le gouvernement fédéral qui a assumé la plus grande partie de cette détérioration.

Par ailleurs, et pour compléter notre tour d’horizon, il convient de comparer les finances publiques de l’administration centrale au Canada avec celles des autres principaux pays industrialisés. Le graphique 5 retrace l’évolution du solde budgétaire de l’administration centrale par rapport au PNB pour le Canada, les États-Unis et les 7 principaux pays de l’OCDE. Alors que durant la période 1970-74 le solde budgétaire s’éleva en moyenne à +0,1% du PNB au Canada, - 0,8% pour les 7 de l’OCDE et à -1,2% aux E.-U., il représentera, au Canada 3,8% et - 4,8% du PNB de 1975 à 1979 et de 1980 à 1984 respectivement ; ils ont été de 2,4% et - 3,9% aux États-Unis et de - 3,5% et - 3,9% pour les 7 pays de l’OCDE pendant les mêmes périodes. La comparaison est donc particulièrement défavorable au Canada pendant la période 1977-79 et depuis 1982. Le graphique 6 retraçant l’évolution de l’encours de la dette nette en% du PNB aux États-Unis, au Canada et dans les 7 principaux pays de l’OCDE confirme cette conclusion.

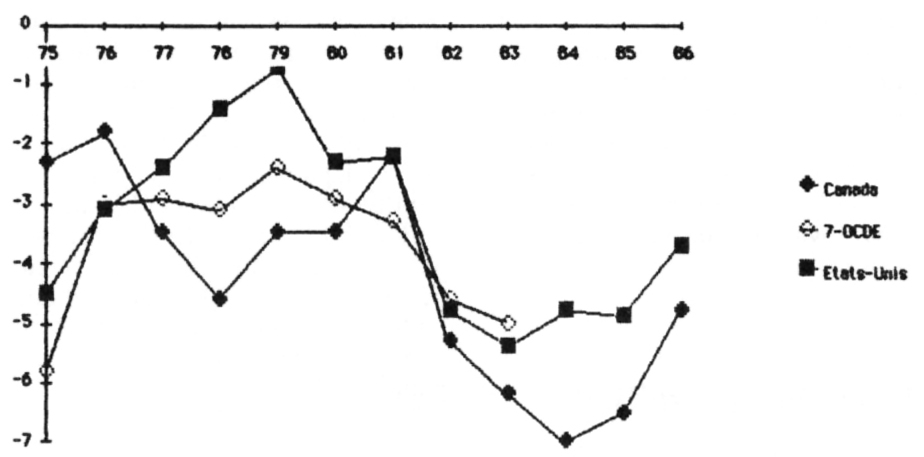
Le Tableau 3 nous montre l’évolution des recettes et des dépenses de ces mêmes pays en pourcentage du PNB. Une autre conclusion peut être tirée : on constate que l’évolution des recettes au Canada, diffère profondément de la moyenne des autres pays de l’OCDE durant toute la période 1975-83 et plus particulièrement jusqu’en 1981 ; tel n’est pas le cas pour les dépenses. Nous discuterons ce phénomène un peu plus loin.

Que dire de cette comparaison internationale ? Trois choses principalement : premièrement, comme nous le mentionnions plus haut, le solde budgétaire de l’administration publique fédérale s’est globalement détérioré davantage que celui des autres principaux pays de l’OCDE depuis 1975. Avant 1975 la situation canadienne était l’une des meilleures

[135]

Graphique 5.

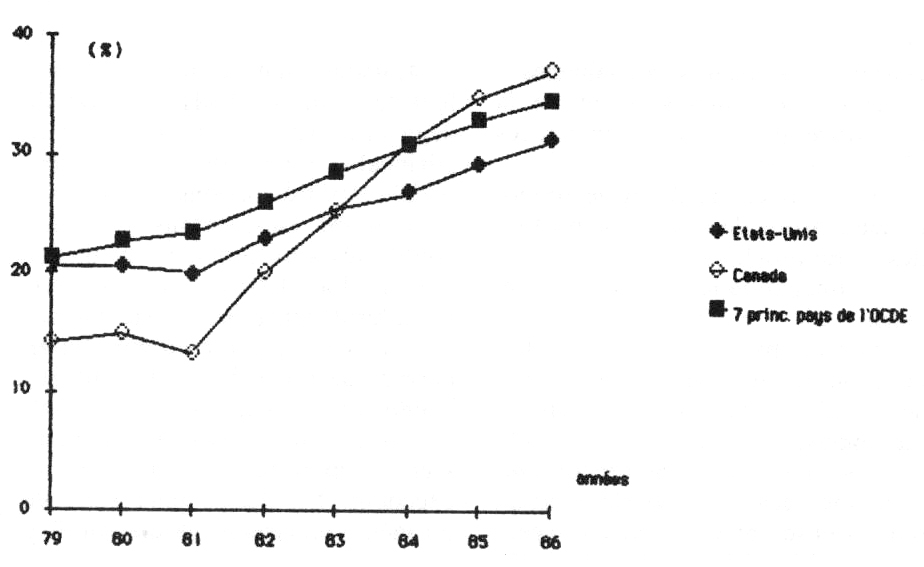
Soldes budgétaires.  
Administration centrale. 1975-1986, en % du PIB/PNB



Source : Ministère des Finances, 1966.

Graphique 6

Encours de la dette nette de l’État, Etats-Unis, Canada  
et 7 principaux pays de l’OCDE 1979-1986 (en % du PNB)



Source : OCDE, perspectives économiques, déc 1965 ; Ministère des Finances, Le plan financier, Ottawa, février 1966. p.96

[136]

de l’OCDE. Elle est aujourd’hui l’une des pires. Deuxièmement, la plus grande partie de la détérioration des finances publiques fédérales canadiennes - par rapport au groupe des 7 principaux pays de l’OCDE - s’est effectué depuis 1982, soit, rappelons-le à nouveau, depuis la grande récession et la forte hausse du taux de chômage qui s’en est suivi. Troisièmement, le Canada semble se distinguer des 7 pays de l’OCDE par une nette détérioration dans l’évolution de ses recettes.

L’origine du déficit

Toutes choses étant égales par ailleurs, deux facteurs ont une incidence directe sur le solde budgétaire : les mouvements économiques généraux et les politiques économiques.

Sur le plan de l’activité économique, la période 1975-1985 a été marquée par quatre phénomènes :

a) un net ralentissement de la croissance par rapport aux années d’après-guerre ;

b) un tassement du cycle économique marqué de récessions profondes et rapprochées ;

c) une inflation persistante et enfin,

d) une très grande instabilité conjoncturelle attribuable à une série de « chocs » extérieurs inattendus.

Les politiques macroéconomiques sont quant à elles demeurées, dans l’ensemble, restrictives pendant cette période. Cette orientation restrictive fut toutefois relativement modérée en raison, notamment, des hésitations gouvernementales, du gradualisme dans les mesures prises [[136]](#footnote-136) dans la lutte contre l'inflation, et du respect par le gouvernement libéral des engagements passés dans les domaines social et économique. Voyons plus précisément dans quelle mesure la situation « anormale » que connait l’économie canadienne depuis une dizaine d’années, a influé sur l’évolution et la taille du déficit budgétaire. Les politiques économiques suivies durant cette période, en particulier la politique budgétaire, ont-elles contribué ou non à la détérioration des finances publiques ?

Activité économique et déficit

Déficit conjoncturel et déficit structurel

Lorsque vient le moment d’évaluer la politique budgétaire ou de dégager la part du déficit budgétaire attribuable à celle-ci et la part attribuable aux fluctuations de l’activité économique nous nous trouvons confrontés à un problème méthodologique. La relation qui lie les recettes et les dépenses au niveau de l’activité économique fait en sorte qu’en période de ralentissement, apparait, « automatiquement » un déficit budgétaire et, tout aussi « automatiquement », en période d’expansion un excédent. Un déficit peut ainsi de lui-même apparaitre et sans qu’il y ait intervention discrétionnaire de [137] l’État, contribuer à stabiliser l’activité économique durant une période de récession. De même, en période d’expansion, le caractère soutenu de l’activité économique a tendance à faire apparaitre un excédent budgétaire qui, à son tour, contribue à réduire la surchauffe de l’économie.

Un excédent ou un déficit ne signifie donc pas que la politique budgétaire soit pour autant restrictive ou expansionniste. Une politique budgétaire sera considérée comme restrictive si, une fois éliminée l’incidence de la conjoncture sur les recettes et les dépenses, apparait un excédent budgétaire. Elle sera au contraire considérée comme expansionniste lorsque, corrigé de l’incidence de la conjoncture, le solde budgétaire observé laisse apparaitre un déficit.

Pour résoudre ce problème classique il est de coutume de distinguer deux composantes au déficit : une composante dite « conjoncturelle » et une composante dite « structurelle ». La part conjoncturelle du déficit correspondant à la partie du déficit global qui serait éliminé si l’activité économique suivait un rythme régulier normal. Le déficit résiduel devient alors le déficit structurel c’est celui qui reste en l’absence de ralentissement de l’activité économique. Le problème, vient du fait que personne ne s’entend vraiment sur la définition de rythme « normal » de l’activité économique et donc sur l’ampleur du déficit conjoncturel [[137]](#footnote-137).

Aux problèmes traditionnels de mesure du déficit conjoncturel vient s’en ajouter un autre dès lors que l’économie s’écarte, comme c’est le cas en période de crise structurelle, de son sentier de croissance de longue période et que le ralentissement de la croissance vient déformer le cycle économique et accentuer les récessions. Comment dans ce cas distinguer l’incidence d’une variation purement cyclique, i.e. de court terme, d’un changement plus long et plus profond du rythme de croissance ? Cette question est d’autant plus délicate à résoudre que le cours du cycle n’est pas vraiment autonome des mouvements longs de l’activité économique. Comment également distinguer la part du déficit attribuable à des événements plus irréguliers, voire aléatoires comme la crise énergétique et les variations du taux de change ? Ces questions sont importantes dans le contexte actuel : les chocs externes ont été nombreux ces dernières années et l’évolution de la conjoncture depuis quinze ans est loin d’offrir cette normalité que l’on pouvait admettre dans les années soixante.

La crise et le déficit budgétaire

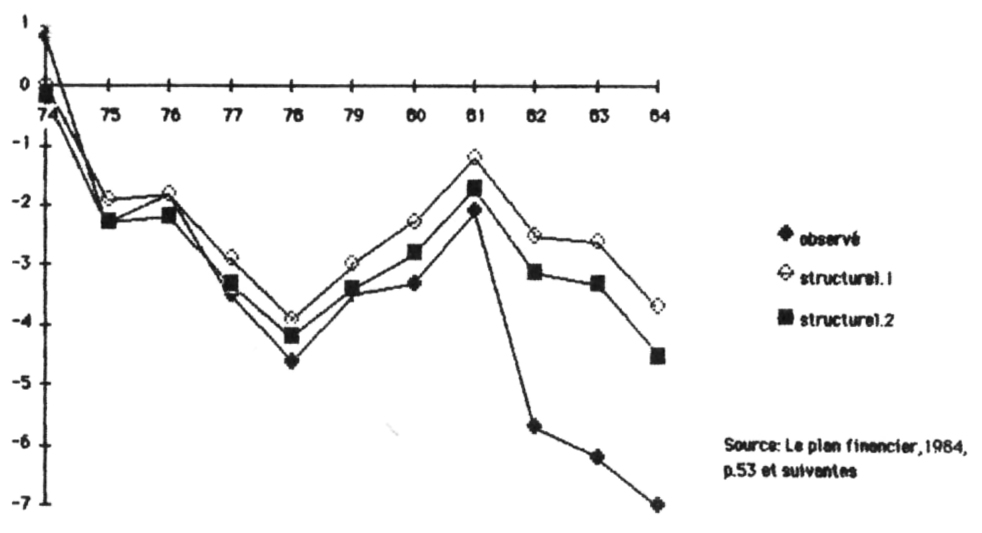
Une première démarche possible consiste à isoler l’effet du mouvement cyclique de court terme et à corriger en conséquence le déficit de ce qu’il est convenu d’appeler, dans la littérature économique, sa partie conjoncturelle. C’est la démarche la plus courante et c’est celle qui est suivie notamment par le ministère des Finances à Ottawa. Le solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles est alors calculé à partir d’un « taux moyen » variable d’utilisation de la main d’œuvre et à partir de la productivité tendancielle [138] du travail. Pour la période considérée, les taux de chômage annuel retenus varient de 5 à 7,5% [[138]](#footnote-138). Ces taux correspondent aux taux estimés d’utilisation possible de la main-d’oeuvre dans la situation donnée de capacité de production de l’économie. Il ne s’agit toutefois ni d’un taux de « plein emploi » qui lui s’établit en fonction du taux de chômage en situation de plein emploi, ni d’un taux « naturel » de chômage, qui lui s’établit à partir du taux de chômage correspondant à une variation nulle du taux d’inflation mais plutôt d’un taux calculé en fonction des changements dans les tendances longues de l’activité économique dont la productivité sert ici en partie d’indicateur. Numériquement, ce taux se rapproche cependant du taux « naturel » de chômage.

Le ministère des Finances effectue une deuxième correction du solde budgétaire. Celle-ci porte sur les variations de l’endettement réel de l’administration.

Les obligations en circulation voient en effet leur valeur réelle diminuer du fait de l’inflation et la dette réelle de l’administration est ainsi réduite [[139]](#footnote-139). On parlera dans ce cas de « correction de l’inflation » même si a proprement parler il ne s’agit pas d’une correction de l’effet

Graphique 7

Solde budgétaire observé et structurel, Gouvernement fédéral,  
1974-1984. en % du PNB, comptes nationaux.  
(méthode, Ministère des Finances)

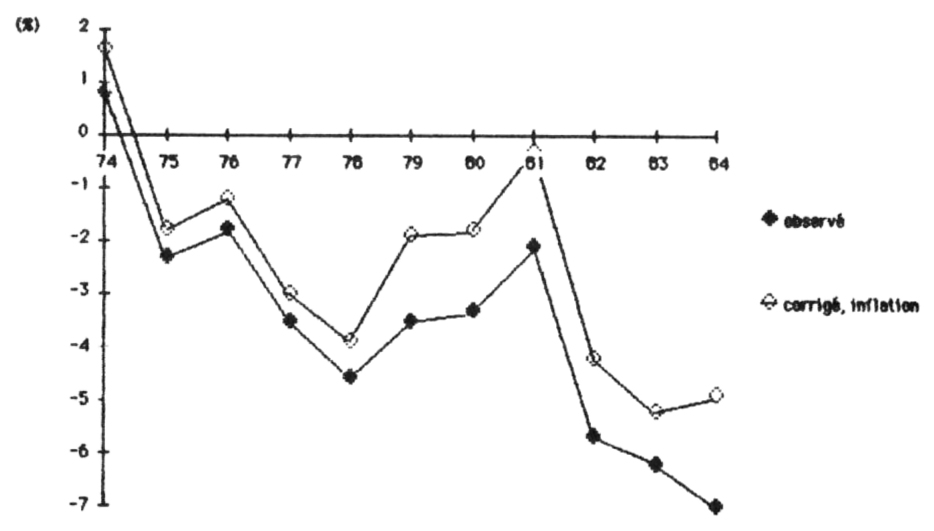


Structurel. I : Production tendancielle élevée, taux de chômage des hommes adultes de 4% et taux de chômage global de 6.3% en 63 ; Structurel 2 : taux de chômage des hommes adultes de 4% jusqu’en 1973, de 4.25% en 1974 et de 4,5% par après ; global, 7% en 83.

[139]

Graphique 8.

Solde budgétaire et corrigé de l’inflation, Gouvernement fédéral,  
1974-1984, en % du PNB, comptes nationaux.  
(méthode, Ministère des Finances)



Source : Ministère des Finance, Le plan financier, 1964, p 53 et suivantes ; *Revue économique*, avril 1984.

de l’inflation sur les recettes et les dépenses du gouvernement [[140]](#footnote-140). La correction ne porte que sur les titres de la dette dont il s’agit de calculer la valeur réelle.

Les résultats de ces deux séries de correction sont présentés aux tableaux 4 et 5. Les graphiques 7 et 8 donnent, quant à eux, l’évolution du solde budgétaire corrigé en % du PNB de 1974 à 1984. Us permettent de constater qu’une partie importante du déficit budgétaire fédéral est directement attribuable aux récessions profondes et rapprochées qui ont brutalement affecté l’économie canadienne, successivement en 1975, 1980 et 1982 [[141]](#footnote-141).

Au delà des réserves méthodologiques que l’on peut faire sur les calculs effectués [[142]](#footnote-142), les résultats obtenus par la méthode du ministère des Finances sous-estiment à notre avis l’incidence du ralentissement de l’activité économique sur le déficit budgétaire. En effet, outre les mouvements cycliques qui font temporairement varier le niveau du chômage au delà ou en deçà d’un taux moyen de longue période, il faut tenir compte de la rupture intervenue dans la croissance économique depuis le début des années « 70 » ; la récession de 1975 en particulier a provoqué une véritable « fracture » dans le rythme de croissance de [140] l’économie canadienne. Cette rupture s’est traduite par une tendance à la hausse du chômage, culminant en 1982 et 1983 avec des taux moyens de chômage de 11% et 11,9% au pays. C’est l’impact du sous emploi chronique de la capacité de production, mesuré par le relèvement du taux de chômage, sur le déficit budgétaire, que nous voudrions maintenant mesurer à partir d’une autre méthode, celle du calcul du surplus de plein emploi.

De 1946 à 1969 le taux de chômage a oscillé entre 2,4% et 7,1% et fut en moyenne de 4% [[143]](#footnote-143). Il augmenta ensuite brusquement pour se situer en moyenne à 6,7% pendant les années 70 et s’est situé autour des 10% depuis le début des années 80. Nous avons donc cherché à mesurer quel aurait été le déficit fédéral, année après année, si le taux de chômage s’était maintenu à 4% de 1975 à 1984, autrement dit si l’économie avait suivi le sentier de croissance observé durant la longue période d’expansion de 1946 à 1969. Remarquons que ce taux hypothétique est encore supérieur au taux de 3% que l’on considérait au début des années 60 comme le « plein emploi » [[144]](#footnote-144).

Notre méthode de calcul repose sur la relation d’Okun selon laquelle une augmentation de 1% du taux de chômage correspondrait à une diminution du PNB d’environ 3% [[145]](#footnote-145). Nous avons repris une approche semblable, en l’ajustant au cas canadien, pour calculer l’impact du chômage sur le déficit fédéral canadien, en établissant un lien entre variation du PNB et variation du déficit [[146]](#footnote-146).

Les résultats sont présentés à la colonne 2 du Tableau 6. Pour la seule année 1983, on obtient ainsi un déficit de 11,6 milliards $ au lieu des 24,4 milliards $ observés. À lui seul, le haut niveau de chômage expliquerait donc plus de la moitié du déficit fédéral en 1983.

Notre démarche n’est pas complète. Année après année, le ministère des Finances a dû emprunter pour compenser le manque à gagner attribuable à la persistance du taux de chômage au dessus du niveau de « plein emploi », donc, payer des intérêts sur ces emprunts. L’effet du ralentissement de la croissance sur le déficit se trouve dès lors amplifié par l’effet financier de l’endettement. La correction apportée pour le cumul de ces emprunts est présentée à la colonne 4 du tableau 7 [[147]](#footnote-147). Pour l’année 1983, ces paiements cumulés d’intérêt représentent plus de 6,2 milliards $. Au total, l’effet passif direct de la hausse du chômage à un taux supérieur à 4%, couplé à l’effet financier des paiements d’intérêts consécutifs à ce haut niveau de chômage, représenterait plus de 75% du déficit fédéral cette seule année. En moyenne, de 1975 à 1983, ces deux facteurs seraient, selon nos calculs, responsables de près de 85% du déficit fédéral [[148]](#footnote-148).

À la différence de la méthode du ministère des Finances, notre approche tient donc compte, dans les corrections apportés au solde budgétaire, à la fois des variations cycliques de l’activité économique et de la dégradation générale et prolongée de la situation économique. En d’autres mots, notre estimation du déficit corrigé tient compte des variations conjoncturelles de l’activité économique le long du sentier de croissance [141] de longue période et des changements de rythme dans le cycle de croissance.

Une conclusion peut donc être tirée : la dégradation de la situation économique, en particulier la montée du chômage, a donc entrainé une dégradation corollaire des finances publiques fédérales. Ceci donne au déficit budgétaire un caractère essentiellement *passif*.

Cependant, la persistance, malgré toutes les corrections et tous les ajustements effectués, d’un « résidu » pour le déficit budgétaire nous invite à poursuivre plus loin notre examen de l’origine du déficit.

Politiques macro-économiques et déficit

Il faut, en effet, noter que, si le déficit s’ajuste « automatiquement » - par le jeu des stabilisateurs automatiques - aux mouvements courts et longs de l’activité économique, cette situation n’est pas une fatalité en soi. La conduite de la politique économique a aussi une incidence sur ce déficit et dès lors que la part conjoncturelle du déficit devient à son tour chronique, comme c’est le cas depuis 1975, il est difficile de dissocier complètement l’effet brut de la conjoncture de l’effet des politiques sur cette même conjoncture. Quels effets, donc, ces dernières ont-elles eus ? Nous nous limiterons ici à la politique monétaire et à la politique budgétaire.

La politique monétaire

Nous avons évoqué plus haut l’impact des paiements d’intérêt cumulés dans la hausse du déficit. La hausse des taux d’intérêt depuis 1975 au Canada - et particulièrement en 1981-82 - a sans nul doute contribué à augmenter le service de la dette en haussant non seulement la part des intérêts à payer attribuable à la croissance du déficit conjoncturel, mais l’ensemble des paiements d’intérêt (i.e. les intérêts portant sur l’ensemble de la dette).

Il est difficile d’imputer aux seules forces du marché l’effet observé de la hausse des taux d’intérêt. La Banque du Canada, par sa politique monétaire restrictive et par sa vigilance à l’égard du comportement du taux de change, a contribué à renchérir le loyer de l’argent et à maintenir son rendement réel à des niveaux élevés. La politique de resserrement graduel du taux de croissance de la masse monétaire à partir de 1975 a aussi eu des effets négatifs : sur la demande intérieure, sur le potentiel de production et sur la durée et l’amplitude des cycles durant la période considérée contribuant ainsi à l’aggravation du déficit.

La politique budgétaire...

La politique monétaire a une incidence surtout indirecte sur le déficit ; la politique budgétaire, par contre, a quant à elle contribué directement à la détérioration des finances publiques et cela tant du côté des recettes (politique fiscale) [142] que des dépenses.

Sur le plan des recettes tout d’abord, la comparaison internationale des ratios recettes budgétaires/PNB (voir Tableau 3) introduite précédemment, suggère que la politique fiscale [[149]](#footnote-149) a pu jouer un rôle dans l’aggravation du déficit. De 1975 à 1981, la tendance de ce ratio s’écarte au Canada de celle aux États-Unis. Pendant cette période, ce rapport diminue en effet au Canada à partir de 1975, pour ne recommencer à augmenter qu’à partir de 1980-81. Aux É.-U., ce rapport ne cesse d’augmenter de 1975 à 1981. La différence de taux de chômage entre les 2 pays ne peut expliquer cette différence.

La croissance des recettes fiscales a donc été volontairement ralentie dans cette période. Des mesures fiscales ont notamment été introduites dans les budgets successifs de 1972 à 1978, en partie pour soutenir l’activité économique, et en partie pour atténuer les effets de l’inflation sur le revenu imposable des contribuables. L’indexation de l’impôt introduite dans le budget de février 73 constitue sans doute la plus spectaculaire de ces mesures dont ont profité surtout les particuliers. Toute une série d’exemptions fiscales (d’échappatoires dira-t-on plus tard) ont également été introduites pendant cette période. Selon les calculs effectués par le ministère des Finances, l’ensemble des mesures fiscales prises de 1972 à 1980 serait responsable d’une baisse dans les recettes fiscales équivalentes à 3,4 points du rapport recettes/PNB [[150]](#footnote-150). La réduction de la charge fiscale fédérale est d’autant plus notable que le taux marginal d’imposition et le taux moyen d’imposition des revenus des particuliers se sont accrus pour les administrations provinciales passant de 1974 à 1980 de 7,2% à 13,9% pour le premier et de 4,8% à 5,9% pour le second [[151]](#footnote-151). En d’autres termes, les provinces ont progressivement occupé un champ d’imposition laissé vacant par le gouvernement central.

À partir du budget d’avril 1980, il faut noter un changement d’orientation dans la politique fiscale. Les mesures fiscales introduites dans les budgets successifs de 1980 à 1983 vont dans trois directions : le relèvement de la charge fiscale des particuliers et des sociétés ; la réduction des dépenses fiscales (budget de novembre 1981) ; et la réduction des transferts fiscaux aux provinces (accords fiscaux de 1981). Ce changement d’orientation répondait alors à deux préoccupations : rétablir l’équilibre des finances publiques et renforcer la politique de resserrement des dépenses publiques. Si l’incidence des mesures fiscales sur les recettes a été positive durant cette période (sauf en 1984) il faut cependant faire remarquer que pour des raisons à la fois d’ordre politique et économique le gouvernement libéral hésitera à s’engager sur la voie d’une réforme en profondeur de la fiscalité. Le tollé général soulevé par le budget de novembre 1981 et l’ampleur de la récession de 1982-1983 forceront le gouvernement à reculer à repousser à plus tard une réforme qui aurait permis d’affronter plus d’équité dans le système fiscal et contribué à établir l’équilibre des finances publiques.

Sur le plan des dépenses publiques maintenant, la stabilisation à [143] long terme de la part des dépenses fédérales dans le PNB était un objectif clairement défini dès 1975. C’était l’une des composantes du programme en quatre volets déposé par le gouvernement à l’automne. Les coupures annoncées à l’été 1978, l’introduction du nouveau système de gestion des dépenses en 1979, les nouvelles restrictions annoncées dans le budget Mac Eachen de novembre 1981 [[152]](#footnote-152) ne sont que quelques uns des épisodes d’une stratégie [[153]](#footnote-153) de stabilisation des dépenses qui n’a vraiment été active que durant une courte période, soit de 1979 à 1981. Le gouvernement conservateur, on le sait, ira plus loin pour sa part en faisant de la stabilisation de la dette et de la réduction du déficit budgétaire deux de ses grandes priorités politiques.

Comme en matière de fiscalité, les hésitations politiques et la crainte de voir l’économie glisser dans une crise économique majeure feront que dans l’ensemble, de 1975 à 1984 la politique des dépenses restera modérément restrictive. À l’occasion, le gouvernement injectera quelques millions $ dans des programmes de création d’emplois ou de stabilisation. Ces efforts resteront cependant très limités, l’accent étant plutôt mis sur l'incitation (à produire, à investir, à consommer) plutôt que sur la stimulation directe. Mieux, on retrouve parallèlement à la volonté politique d’apporter plus de vigueur dans la gestion des finances publiques une volonté politique de réduire l’engagement de l’État sur le plan économique, ou à tout le moins une volonté d’adopter une attitude plus neutre à l’égard de la conjoncture. Cette volonté s’est traduite à l’occasion de la présentation des budgets dans l’intention à chaque fois réaffirmée de réduire la part des crédits consacrés à l’enveloppe du développement économique et régional. Dans les faits cependant, les contraintes économiques et politiques feront que le gouvernement devra, comme en matière de stabilisation des dépenses, en rester aux intentions et tout au plus, se contenter de stabiliser la croissance de l’enveloppe. Aussi, l’enveloppe budgétaire consacrée au développement économique et régional représentait elle 15% des dépenses de programme lors de l’exercice financier de 1980-81. Elle représentera 18% des dépenses de programme lors de l’exercice financier 1983-84 et encore 17% lors de l’exercice 1984-85. Il faudra attendre novembre 1984 pour que conformément au programme de renouveau économique du ministre des Finances, Michael Wilson, le désengagement de l’État sur le plan économique devienne une composante majeure du programme de réduction des dépenses publiques. Les dépenses consacrées au développement économique devraient alors représenter, selon les prévisions budgétaires, 10.1% des dépenses de programme en 1987-88.

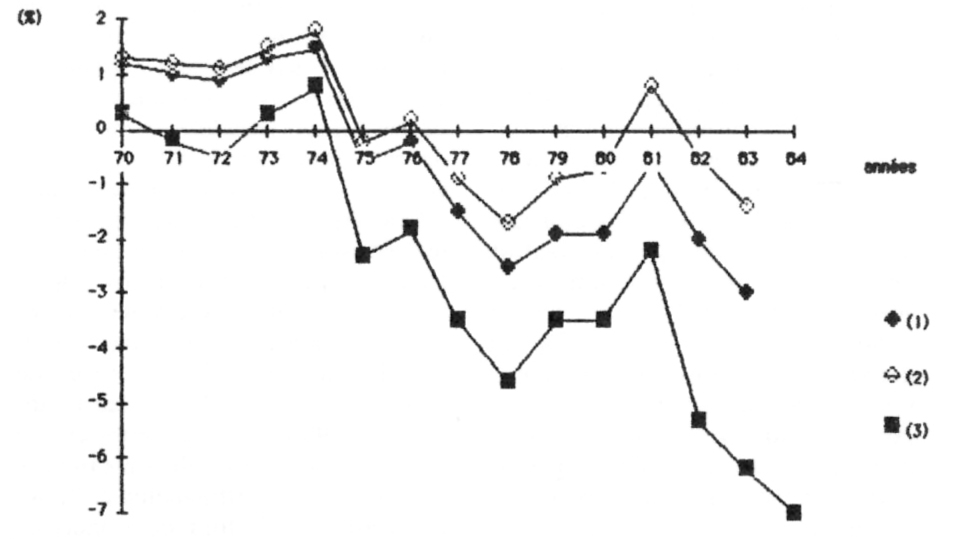
Comment évaluer l’impact de la politique budgétaire sur l’activité économique ? Au delà de l’effet des stabilisateurs automatiques, l’orientation de la politique budgétaire fut- elle de fait, expansionniste ou restrictive ?

Une manière de répondre à ces deux questions consiste à calculer le [144] solde primaire corrigé (SPC) et d’analyser la politique budgétaire à la lumière de ses variations. Le *solde primaire corrigé* (SPC) est obtenu en soustrayant l’effet, sur le solde budgétaire, à la fois d’un taux de chômage supérieur à 4% et de *l’ensemble* des paiements d’intérêt [[154]](#footnote-154). La *variation* du SPC (en pourcentage du PNB) indique l’orientation de la politique budgétaire, incluant à la fois l’effet des mesures fiscales et des dépenses. Une variation positive peut être interprétée comme l’indice d’une politique restrictive et une variation négative comme l’indice d’une politique expansionniste. Les résultats sont présentés au graphique 9 [[155]](#footnote-155).

Le graphique nous permet de constater que la politique budgétaire fut expansionniste en 1975, 77 et 78 (du moins jusqu’à l’été) mais que par contre elle fut restrictive en 1979, 80 et 81 (ainsi qu’en 1976). Les résultats confirment nos attentes. Une autre conclusion peut être tirée. C’est à partir de 1982 que le déficit se met à augmenter rapidement. Ceci suggère que l’orientation restrictive de la politique budgétaire de l’été 1978 à 1981, en contribuant à la gravité de la récession de 1981-82, est aussi responsable de la

Graphique 9.

Soldes budgétaires réels et corrigés. 6ouv. fédéral,  
en % du PNB, 1970-1984, comptes nationaux.  
(méthode du surplus de plein-emploi)



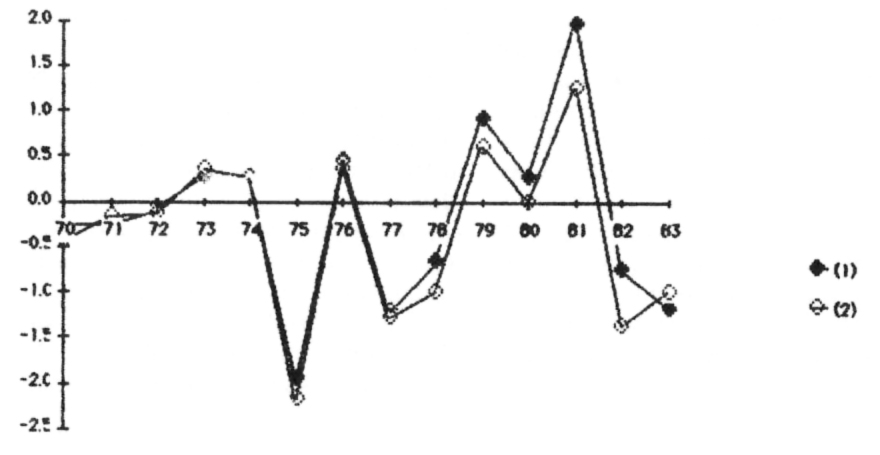
(1) Solde budgétaire rées; (2) solde ajusté, taux de chômage 4%; (3) solde ajusté, taux de chômage 4% et intérêts sur la dette attribuable à un chômage supérieur à 4%.

Sources Ministère des Finances et Vincent van Schendel, L'emploi dans la théorie et la politique économique, UQAM, août 1985.

[145]

Graphique 10.

Variation du solde budgétaire ajusté. 1970-1983  
Gouvernement fédéral, en % du PNB.



(1) variation do solde budgétaire de plein emploi (4%) rapporté au PNB ; (2) variation du solde budgétaire de plein emploi corrigé des paiements des intérêts sur la dette et rapporté au PNB.

Sources. Vincent van Schendel, L'emploi dans la théorie et la politique économique, analysa da la politique budgétaire du gouvernement fédéral. 1946-1963. UQAM, août 1965.

détérioration ultérieure de la situation des finances publiques.

Un déficit passif

L’analyse de cette section permet de tirer deux conclusions qui viennent confirmer les conclusions préliminaires de la première section. Premièrement, la plus grande partie du déficit budgétaire du gouvernement fédéral provient essentiellement de facteurs passifs, dont le principal est sans nul doute la dégradation de la conjoncture économique qui a conduit surtout depuis le début de la décennie 80 à une sous-utilisation extrêmement préoccupante des capacités de production. Le service de la dette est venu par la suite conférer au déficit un caractère auto-entretenu.

Deuxièmement, il faut noter durant cette période, la relative désorientation du gouvernement fédéral. Dans un contexte marqué par les problèmes structurels de plus en plus importants de l’économie canadienne et par l’aggravation du chômage, on n’a pas senti de réelle stratégie à long terme, cohérente de la part des autorités fédérales. Une telle stratégie aurait consisté à appuyer, par une politique budgétaire active, la stratégie dite de « renouveau économique » que le [146] gouvernement tentera de mettre en place au tournant des années 80 [[156]](#footnote-156). Dans l’ensemble, la politique budgétaire a été une politique hésitante de compromis entre la rigueur financière et le soutien passif de l’activité économique. Elle a été modérément restrictive de 1975 à 1984, modérément pour ne pas remettre en cause les programmes établis et pour laisser les stabilisateurs automatiques jouer les garde-fous de l’économie, mais suffisamment restrictive malgré tout pour entraver la relance de l’économie et maintenir une conjoncture défavorable à la reprise de l’investissement et à la restructuration industrielle.

La politique attentiste suivie a conduit le gouvernement sur la voie de déficits persistants mais non productifs, croissants mais non contrôlés, conjoncturels mais chroniques et dont les effets financiers sont venus aggraver une conjoncture qu’il s’agissait temporairement d’atténuer. Mais en retour, la présence de déficits persistants est venue justifier l’inaction du gouvernement.

Crise de l’État et crise budgétaire

Le Canada n’est pas le seul pays où les déficits budgétaires ont pris un caractère chronique. Le phénomène est devenu général dans l’ensemble des pays de l’OCDE mais le problème semble avoir pris une dimension plus profonde au Canada. Ceci suggère une question : outre les particularités propres au Canada, existe-t-il un lien entre la nature même de l’État keynésien, et le caractère chronique du déficit ?

On peut aborder cette question de deux façons. Une première approche consiste à voir dans le déficit la résultante d’une tendance fondamentale à la croissance des dépenses publiques de plus en plus difficilement compensée sur le plan des recettes. Selon la seconde, il résulte plutôt de l’inadéquation des politiques macroéconomiques de stabilisation de la demande en économie du marché i.e. du modèle de développement lui-même dans le contexte de stagflation de la période 1975-85.

L’impossible régulation macroéconomique

Existe-t-il une tendance structurelle à la hausse des dépenses publiques ?

Il est indéniable, pour reprendre Elizabeth Vessilier que

en subordonnant la fixation des variables financières à la réalisation d’objectifs tels la croissance économique et le plein emploi de la main-d’oeuvre, (la pensée keynésienne) admet et même justifie l’existence de déficits budgétaires [[157]](#footnote-157).

Le problème ne doit toutefois pas être surestimé. D’une part, comme l’a montré l’analyse de la section 2, la plus grande part du déficit budgétaire est attribuable à l’ajustement passif des dépenses et des recettes à la montée du chômage ainsi qu’aux [147] mesures fiscales qui ont privé les autorités d’importantes sources de recettes. D’autre part, il faut rappeler que l’administration de l’État et la politique budgétaire ont connu plusieurs changements qui, allant dans le sens d’un resserrement des dépenses, voire d’un certain désengagement de l’État, ne permettent guère de conclure au « laxisme » du gouvernement fédéral pendant la période 1975-85 et de voir dans le déficit budgétaire le résultat d’une mauvaise gestion des finances publiques.

La difficulté de contrôler le déficit budgétaire semble donc avoir une autre origine. Un certain nombre d’observations sur la conduite récente de la politique budgétaire vont nous permettre d’établir l’hypothèse d’un lien entre le déficit et les limites du modèle keynésien dans le contexte actuel.

*— Première observation*: L’expérience de la décennie 70 semble indiquer que toute politique budgétaire active de soutien de la demande ne parait plus suffisante pour assurer la croissance. Les « fuites » dans un contexte d’économie ouverte, sont nombreuses et l’impulsion apportée à l’économie par les mesures financières et fiscales semble surtout avoir pour effet, dans une situation marquée par les problèmes d’offre et d’inflation, d’aggraver les déséquilibres sur les marchés et de reporter les problèmes dans une sorte de fuite en avant.

*— Deuxième observation*: La croissance du déficit est attribuable, en grande partie, comme nous l’avons vu, à l’effet conjugué des stabilisateurs automatiques et des mesures fiscales. S’agirait-il dans ce cas d’attendre le retour à la croissance et de maintenir la rigueur financière pour voir le déficit se résorber ? Ce fut dans une large mesure la démarche du gouvernement libéral. Les résultats ont été médiocres. Le sous-emploi chronique de l’économie fait que la distinction entre déficit conjoncturel et déficit structurel s’estompe rapidement. Dès lors que l’économie s’écarte de manière durable de son sentier d’équilibre, les équilibres budgétaires eux-mêmes sont rompus et l’effet des stabilisateurs parait désormais auto-entretenir le déficit. L’hypothèse d’un déficit régulateur, même passif comme ce fut le cas, ne parait plus tenable.

— *Troisième observation*: toute politique de « suréquilibre financier » [[158]](#footnote-158) n’est plus guère tenable. L’expérience de la période 1979-81 montre qu’une politique budgétaire restrictive de surcompensation financière provoque une dégradation rapide de la conjoncture et un resserrement de la demande intérieure  [[159]](#footnote-159). Une politique budgétaire restrictive peut même être extrêmement dommageable pour l’économie canadienne en raison de ses effets non compensés par le relâchement des marchés financiers sur la consommation privée et l’investissement. En d’autres mots, il n’est pas certain que l’investissement privé - qui serait, selon le schéma traditionnel, stimulé par la baisse des taux d’intérêt consécutif à la baisse du déficit - prenne la relève de la consommation et que la hausse [148] du premier compense la chute de la deuxième.

De ces trois observations, il ressort que la politique budgétaire est de moins en moins manœuvrable dans le cadre traditionnel d’intervention, impuissante qu’elle est, d’un côté, d’agir sur l’économie et, de l’autre, de pouvoir maîtriser le déficit budgétaire. Cette situation confirmerait-elle le constat d’échec du keynésianisme et le caractère non fondé de l’interventionnisme comme le prétendent certains néo-libéraux ?

La crise du modèle keynésien de gestion étatique

Il ne s’agit évidemment pas d’enfourcher le cheval du néolibéralisme et d’oublier par le fait même que cet interventionnisme de l’État aujourd’hui si facilement décrié, a été l’un des facteurs de la croissance soutenue et du relatif consensus social qu’ont connues les économies capitalistes occidentales de l’après-guerre, le Canada ne faisant pas exception à la règle. Il nous semble plutôt qu’il faille voir dans les impasses financières de l’État l’expression des limites mêmes du modèle keynésien de gestion étatique qui, avec ses particularités, fut appliqué au Canada.

L’apport du keynésianisme a été double. D’une part, il a introduit l’idée d’une possible régulation de la croissance, notamment par le soutien et la stabilisation contracyclique de l’activité économique et, dans une moindre mesure, par la gestion des conditions de l’offre. D’autre part, il a permis, dans sa dimension sociale, que les principes de sécurité du revenu et d’équité dans la répartition des richesses soient reconnus en droit, tout en faisant de la fonction sociale de l’État une fonction complémentaire à sa fonction économique. Le keynésianisme a de la sorte légitimé le plein emploi comme priorité politique, transformé l’État en un agent de développement économique et social et garanti pendant une trentaine d’années à la fois stabilité économique, croissance et paix sociale dans les pays capitalistes avancés.

La croissance de l’État et l’extension du champ de ses prérogatives qui en a résulté sont des phénomènes indéniables. Croissance économique et croissance de l’État ont d’ailleurs été indissociablement liées pendant ces 30 ans. En développant les services de santé, le système d’éducation et le réseau d’infrastructure [[160]](#footnote-160) (routes, énergie, etc...) l’État contribuait à la croissance du moment et créait les conditions pour la croissance ultérieure. Cette croissance, en alimentant les caisses de l’État, rendait à son tour possible ces dépenses. La mise sur pied et l’extension d’un système d’assurance sociale et de transfert permit à la population de bénéficier des fruits de la croissance et d’éviter que ne s’approfondissent les inégalités, sans toutefois opérer une redistribution majeure des revenus. Bref, ces mesures, jointes à la nouvelle codification des relations de travail, permirent d’établir une relative paix [149] sociale nécessaire à l’activité des entreprises, en même temps qu’elles permirent que les gains de productivités enregistrés par les entreprises soient répartis de façon originale, par trois biais, les salaires, les profits et les dépenses de l’État, plutôt que par les deux sources (salaires et profits) traditionnels.

Sans doute les limites de l’État sont-elles élastiques et sans doute aussi comme L. Thurow (OCDE 1981) a montré la thèse selon laquelle il y aurait une corrélation entre le poids de l’État et les difficultés présentes de l’économie n’est- elle guère très probante. Mais le fait est que les présupposés du modèle keynésien, du moins celui qui a servi de support théorique à l’intervention de l’État, cadrent mal avec la nouvelle réalité économique. Trois sources de problèmes peuvent être identifiés.

1) L’ouverture croissante des économies sur l’extérieur et l’interdépendance des économies industrialisées constituent *une première source de difficultés*. Le secteur extérieur, au même titre que l’épargne, a toujours constitué une « fuite » dans le circuit keynésien et la contrainte extérieure n’a jamais vraiment été prise en compte - endogenéisé dirions-nous - par la politique économique. Le cadre d’intervention est resté national et le plein emploi, donc, un objectif national. Mais, ouvertures et interdépendance font que, d’une part, le degré de divergence supportable entre les politiques budgétaires nationales des différents pays se trouve dorénavant considérablement réduit et que, d’autre part, l’effet multiplicateur des dépenses publiques a une incidence importante sur la production des autres pays par le truchement du commerce international. L’existence d’une relation entre le déficit budgétaire et le déficit extérieur n’est plus fortuite [[161]](#footnote-161).

2) Une seconde source de difficulté provient de la complémentarité qui existe entre la fonction économique et la fonction sociale de l’État ou, pour reprendre les termes d’O’Connor (1973), entre la fonction d’accumulation et la fonction de légitimation. Un rapport dialectique lie les deux fonctions l’une à l’autre. L’équilibre entre celles-ci est fragile et toujours conditionnel à la capacité de l’économie de demeurer sur son sentier de croissance. Reliée aux besoins sociaux, la fonction sociale de l’État possède sa propre dynamique de croissance qui, à moins d’entraîner une charge financière accrue sur l’accumulation du capital, doit rester circonscrite à l’intérieur des limites posées par les conditions de sa reproduction. Tout ralentissement durable de la croissance entraîne donc une rupture d’équilibre au niveau de l’État ; cette rupture vient à son tour renforcer, du fait de la complémentarité entre les deux fonctions, le cercle vicieux de la décroissance.

Indépendamment de l’effet des stabilisateurs automatiques sur les dépenses, le caractère statutaire et établi des programmes sociaux fait qu’un écart cumulatif apparait entre dépenses et recettes dès lors que le sous-emploi de l’économie prend un caractère durable. Le déficit budgétaire [150] qui en découle accroit la contrainte financière et réduit d’autant la marge de manœuvre de l’État pour soutenir l’activité économique. Le maintien de la fonction sociale se fait alors au détriment de la fonction économique ; en d’autres mots, le maintien de la fonction de légitimation se fait au détriment de la fonction d’accumulation. Cette hypothèse nous paraît mieux expliquer la crise financière de l’État que l’hypothèse, reconnue par O’connor [[162]](#footnote-162), de croissance des coûts sociaux de l’accumulation au stade monopoliste. Les gouvernements essaient alors de renverser la vapeur et de favoriser la fonction d’accumulation au détriment de celle de légitimation. Il s’en suit - tout naturellement pourrait-on dire - une crise de légitimité de l’État.

3) Une troisième difficulté provient de l’hypothèse de la régulation par rapport à une situation d’équilibre. Qu’il s’agisse d’encadrer la croissance, de stabiliser les fluctuations économiques ou encore de corriger les distorsions engendrées par la croissance, l’intervention de l’État sur le plan économique a toujours présupposé la possibilité d’atteindre un point d’équilibre. Cette hypothèse néo-classique parut longtemps vérifiée. Les politiques budgétaires de soutien de la demande et les arbitrages à l’intérieur du triangle impossible du plein emploi, de la stabilité des prix et de l’équilibre extérieur permirent une croissance soutenue dans le respect des grands équilibres macroéconomiques. Les distorsions de la croissance, qu’il s’agisse d’inégalité régionale, de problèmes écologiques ou de coûts sociaux, paraissaient pouvoir être réglés par les politiques de transfert. L’effet des stabilisateurs automatiques, et une politique discrétionnaire contracyclique semblaient pouvoir garantir de leur côté la stabilisation conjoncturelle de l’économie et l’équilibre des finances publiques.

Que constatons-nous depuis le début des années 70 ? Le blocage de la croissance et la rupture des grands équilibres macroéconomiques durant la décennie 70 auront eu pour conséquence de rendre à toute fin pratique inadéquates les politiques de soutien de la croissance par la demande et l’approche par arbitrage (chômage vs inflation, etc...). Toute politique budgétaire expansive engendre rapidement, dans un contexte d’ouverture sur l’extérieur et de tensions sur les marchés, inflation et déséquilibre extérieur. À l’inverse, toute politique budgétaire (et monétaire !) anti-inflationniste exerce, pour être efficace, des effets suffisamment dépressifs sur l’économie pour craindre les risques de ruptures et convaincre les autorités à faire preuve de modération. Deux questions sont alors devenus sans réponse : l’inflation sans « causer » la croissance ? et comment relancer la demande sans relancer l’inflation ?

Ces dernières années les problèmes de croissance ont surtout été des problèmes d’« offre » : baisse de la rentabilité du capital, chute de la productivité, inadaptation des structures industrielles, nouvelle configuration de l’espace mondial, (i.e. modification de la division internationale [151] du travail), inflation par les coûts, etc... Dans ces conditions, une politique budgétaire centrée sur la stabilisation et le soutien de la croissance par l’intermédiaire de la demande ne pouvait que montrer ses insuffisances, impuissante qu’elle est à maintenir l’économie sur un sentier d’équilibre long qui n’existe plus ; impuissante qu’elle est également à assurer à elle seule la transition vers un nouveau modèle de croissance. Ce sont les conditions mêmes de la croissance qui ont changé. *Il ne s’agit plus de retrouver un équilibre perdu mais de mettre l'économie sur un nouveau sentier de croissance.* Dans ce contexte, les politiques macroéconomiques traditionnelles ne peuvent qu’être inefficaces et entraîner les finances publiques dans le cercle vicieux d’une croissance des dépenses supérieure à celle des revenus. Nécessaires pour éviter l’écrasement de l’économie, les dépenses publiques restent improductives en soi *si l'approche sous-jacente demeure celle du rétablissement de la croissance dans le cadre des conditions prévalentes antérieurement et non celle du passage à un nouveau modèle de croissance.*

Le modèle keynésien  
et le déficit budgétaire fédéral

Encore une fois, les remarques générales que nous venons de formuler à propos du modèle keynésien de gestion étatique ne remettent pas en cause le rôle et la validité du modèle dans les conditions de croissance qui furent celles de l’après- guerre. Elle ne vise qu’à souligner ses limites dans le contexte économique présent, et par là d’établir l’existence d’un lien de causalité avec la persistance des déficits.

Revenons maintenant au cas canadien. Si la politique économique du gouvernement fédéral s’est écartée quelque peu ces dernières années du modèle keynésien, son cadre de référence est néanmoins resté keynésien. De même, si les priorités de la politique économique se sont déplacées, le gouvernement libéral est néanmoins demeuré fidèle à ses grands principes en matière de politiques économique et sociale. Restrictive, attentiste, et dans une large mesure, confiante dans la capacité d’ajustement et d’autorégulation de l’économie canadienne, la politique économique a sans doute contribué à la détérioration de la situation économique et, par le fait même à la détérioration du déficit conjoncturel. Mais, par ailleurs, les programmes sociaux ont été maintenus et le déficit a été accepté à des fins conjoncturelles, et aussi sociales. Indépendamment de tout jugement sur les choix politiques qui ont été pris et leurs conséquences, le gouvernement s’est trouvé pris dans le cercle vicieux d’un déficit devenu incontrôlable, faute d’être parvenu, par son programme de lutte contre l’inflation et sa nouvelle stratégie de développement, à relancer l’économie.

Sans doute faut-il tenir compte autant des facteurs socio-économiques [152] que des choix politiques dans le maintien des programmes sociaux, mais les données disponibles confirment une certaine stabilité dans les dépenses à caractère social (Tableau 7). Ceci a-t-il exercé des effets négatifs sur la fonction économique de l’État ? Il serait exagéré de répondre par l’affirmative dans la mesure où le gouvernement fédéral a maintenu tout au long de la période 1975-84 une attitude de rigueur en matière de politique budgétaire.

Il semble indéniable par contre, que le déficit budgétaire a pu servir de prétexte à l’immobilisme sur le plan économique. Avec le recul de l’activité économique et l’échec des politiques successives de gestion de crises, la pression des dépenses sociales sur l’économie s’est trouvée accrue d’autant et, avec celle-ci, s’est trouvé renforcé dans les milieux d’affaire le sentiment, fondé ou non, d’une charge indue de l’État sur l’économie.

Manifestement, la politique du déficit accepté n’a guère non plus porté fruit. Comme nous l’avons souligné, le déficit budgétaire suit le cycle économique (et dans une moindre mesure le cycle politique) tout en se détériorant toujours davantage à chacune des récessions. Au Canada, le déficit fédéral fut le résultat d’une politique qui a toujours eu tendance à sous-estimer l’ampleur des problèmes économiques et à s’ajuster mollement avec beaucoup de retard aux difficultés. Le gouvernement libéral de Pierre Elliot-Trudeau ne s’est jamais vraiment départi de cette approche qui a toujours consisté à corriger une situation « expost » et à faire contrepoids aux forces du marché. Adaptée peut-être à un contexte de croissance stable, cette approche, peu imaginative, n’était plus tenable dès lors que les hypothèses d’équilibre et de régulation par la demande furent levées. Crise de régulation, la crise est aussi rapidement devenue au Canada, la crise d’un modèle de développement. Dans ce cas, faute d’une intervention *active* de la part de l’État sur le plan de la restructuration et de la réorientation du développement, le déficit, de conjoncturel qu’il peut être en situation de sous-emploi temporaire, ne peut que se transformer en déficit structurel par le seul jeu de la relation qui unit les dépenses publiques et les recettes au niveau de l’activité économique. Nous pouvons donc conclure que *l’hypothèse selon laquelle les politiques de stabilisation de type keynésien seraient en partie responsables du déficit en raison de ses présupposés de départ sur les équilibres de la croissance, se trouve vérifiée au Canada.* Comme les cycles économiques ont été courts au Canada durant les dix dernières années et que durant ces années, un changement de tendance dans la production est venu créer une conjoncture de sous emploi permanent, le déficit n’a jamais pu être résorbé durant les périodes d’expansion.

Conclusion

La réduction du déficit budgétaire [153] est devenue l’une des grandes priorités politiques du gouvernement conservateur et, à ses yeux, l’une des conditions à la relance de l’économie. L’incidence négative de ce déficit devenu chronique sur l’investissement et les marchés financiers, le cercle vicieux d’une dette auto-entretenue et l’inefficacité que symbolise le déficit, constituent quelques unes des raisons invoquées par le ministre des Finances Michaël Wilson dans son exposé économique de novembre 1984 pour justifier le changement brutal d’approche et le passage d’une politique de stabilisation des dépenses et de déficit accepté à une politique de stabilisation de la dette et de réduction forcée du déficit.

Jusqu’à présent la stratégie gouvernementale semble se faire en deux temps. Dans un premier temps, les efforts du ministre des Finances et du président du Conseil du Trésor ont surtout porté sur les dépenses publiques non statutaires, en particulier sur l’enveloppe du développement économique, sur les compressions des programmes et sur la rationalisation de l’administration publique. La présentation de l’exposé économique de novembre 1984 et celle du budget de mai 1985 ont toutefois été l’occasion de lancer les débats sur l’universalité des programmes sociaux, le caractère établi des programmes statutaires, l’indexation et la fiscalité. Le budget de février 1986 semble marquer la transition vers une nouvelle étape dans la réduction du déficit. La publication du rapport Nielsen et les indications de ce budget laissent en effet entrevoir : du côté des dépenses, un durcissement des compressions budgétaires et une réévaluation systématique des programmes existants dans le domaine social et dans celui des transferts aux provinces ; du côté des recettes, un accroissement de la charge fiscale des particuliers au titre de la fiscalité indirecte et des dépenses fiscales. En somme, le pire serait encore à venir.

Notre analyse nous permet de douter sérieusement - c’est le moins qu’on puisse dire - du bien fondé de la stratégie de réduction du déficit que suit le gouvernement conservateur. Les difficultés rencontrées par le gouvernement libéral antérieur dans sa politique de stabilisation de la croissance des dépenses publiques montre en effet que *toute stratégie ne peut, pour s’attaquer au déficit budgétaire, ni prendre le contrepied du modèle keynésien ni attendre passivement la relance de l’activité économique.* La réduction des dépenses a des effets tant sur le rythme de croissance de l’activité que sur la durée et l’amplitude du cycle économique. Les effets financiers immédiats des réductions de dépenses risquent alors de se trouver rapidement annulés par une réduction corollaire des recettes. Que le gouvernement poursuive brutalement ou mollement sa politique de réduction du déficit, les résultats ne peuvent être que très décevants si l’on en juge par les résultats de la période 1975-84.

Deux autres approches sont aussi proposées. La première, défendue par les keynésiens, consisterait à accroître les dépenses et à maintenir la pression fiscale à ses niveaux actuels. Une seconde consisterait au contraire, dans la perspective de l’économie de l’offre, à réduire les impôts ainsi que la part des dépenses [154] publiques dans le PNB. Il s’agirait d’appuyer la relance, par la demande dans le premier cas et par l’offre dans le second, et de réduire graduellement le déficit par cette stimulation - prudente - de l’économie. Ces deux approches sont inadéquates dans le contexte actuel et ne peuvent permettre de relancer durablement l’activité.

L’origine de la crise ne provient pas, en effet, d’une insuffisance de la demande, mais de l’essoufflement d’un modèle de croissance - le renversement d’une « onde longue expansive » du capitalisme, - pour reprendre l’expression d’Ernest Mandel - lié à une crise d’adaptation du modèle de développement canadien. Outre la dégradation de la situation économique mondiale, le problème du Canada se double ainsi de problèmes structurels propres. Le problème se situerait donc du côté de « l’offre » et des conditions de production à recréer dans la perspective, non d’un retour à une croissance équilibrée « à l’ancienne », mais d’une transition à un nouveau modèle de croissance. La solution ne peut cependant reposer sur la foi en les capacités d’auto-ajustement et d’autorégulation du marché et sur les seuls stimulants fiscaux, comme le prônent les néo-libéraux, adeptes de l’économie de l’offre. Faute d’une politique industrielle et d’une stratégie économique à long terme cohérentes, toute politique budgétaire expansionniste risque de devenir rapidement inflationniste. Faute d’un engagement de l’État dans la relance du développement, toute politique fiscale expansionniste risque de faire trainer la restructuration de l’économie, de multiplier les coûts sociaux et d’accentuer la brutalité de l’adaptation.

Faut-il réduire le déficit ? La question est mal posée. Un déficit n’est ni bon ni mauvais en soi. Tout dépend à quoi sert celui-ci et de quoi il est l’instrument. Le problème de l’économie canadienne, c’est qu’elle ne va nulle part. En attendant de le savoir, tout se passe comme si le gouvernement fédéral voulait créer les conditions financières pour une reprise ultérieure de l’activité. Mais l’attente risque d’être longue.

Tant l’approche keynésienne traditionnelle que l’approche néolibérale peuvent en effet conduire, sur le plan des finances publiques, à un même résultat. En l’absence de relance économique durable, le déficit pourrait devenir explosif - ce qui n’est pas encore le cas - soit par des dépenses improductives, soit par des recettes fiscales amoindries. Encore une fois, l’expérience récente le prouve, la fuite en avant des années 70 n’a guère fait que reporter, en l’amplifiant, la crise et les mesures fiscales de relance n’ont guère fait que détériorer davantage la situation des finances publiques en empêchant tout au plus que la situation économique ne se dégrade trop vite.

La conclusion générale que nous pouvons tirer est donc que, manifestement, *le déficit budgétaire chronique est l’expression des impasses de la politique économique suivie jusqu’à présent et la résultante d’une politique budgétaire inadéquate dans le contexte actuel.*

Cette conclusion doit cependant être replacée dans son contexte *: la « crise » des finances publiques exprime d’abord la crise de l’accumulation du capital et la crise du* [155] *modèle de croissance qui fut celui de l’après-guerre.* La résorption de cette crise passerait donc, du point de vue du capital, par l’instauration d'un nouveau « modèle de croissance » jetant les bases d’une croissance stable. Quel sera (serait) ce nouveau modèle, quels seront (seraient) les modalités de sa mise en place ? Nul ne peut vraiment le dire et toutes les voies sont encore ouvertes : solution « par le bas » ou « par le haut », brutale ou en douce. Par le passé, les crises se sont passerait donc, du point de vue du capital, par l’instauration d’un nouveau « modèle de croissance » jetant les bases d’une croissance stable. Quel sera (serait) ce nouveau modèle, quels seront (seraient) les modalités de sa mise en place ? Nul ne peut vraiment le dire et toutes les voies sont encore ouvertes : solution « par le bas » ou « par le haut », brutale ou en douce. Par le passé, les crises se sont la plupart du temps soldées par l’écrasement des aspirations de larges masses de la population. C’est aussi de l’action consciente de celle-ci que dépendra la « sortie de crise » actuelle. Il n’y aura pas de solution « purement économique ».

Juillet 86

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[156]

[157]

Tableau 1

Solde budgétaire, encours de la dette et service de la dette,  
Gouvernement fédéral. 1960-1985  
(moyennes, en pourcentage)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Exercices financiers | Déficit \* budgétaire | Déficit \*\* budgétaire | Dette \* publique nette | Dette \*\* publique nette | Service brut \* de la dette en *%* des dépenses | Service brut de la dette \* en % du PNB |
| (En % du PNB) | | (En % du PNB) | |
| 61-62/65-66 | -1.38 | -0.22 | 34.9 | 17.1 | 12.1 | 2.1 |
| 66-67/70-71 | -0.66 | 0.4 | 24.5 | 9.6 | 11.8 | 2. |
| 71-72/75-76 | -1.94 | -0.4 | 19.5 | 5.5 | 10.9 | 2.2 |
| 76-77/80-81 | -4.52 | -3.4 | 25. | 11.8 | 14.2 | 3. |
| 81-82/84-65 | -7.35 | -5.2 | 38.5 | 23.6 | 19.7 | 4.75 |

\* selon les comptes publics

\*\* selon les comptes nationaux des revenus et dépenses

Sources : Ministère des Finances, Le plan financier, février 1986.

[158]

Tableau 2

Recettes, dépenses, solde budgétaire et  
dette publique nette, gouvernement fédéral,  
(en % du PNB, selon les comptes nationaux)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Année | Dépenses | Recettes | Solde | Dette nette | Solde budgétaire, ensemble des administrations |
| 1970 | 17.8 | 18.1 | 0.31 | 23. | 0.9 |
| 1971 | 18.4 | 18.3 | -0.15 | 22.1 | 0.1 |
| 1972 | 19.1 | 18.6 | 0.54 | 21. | 0.1 |
| 1973 | 18.2 | 18.5 | 0.31 | 19.9 | 1. |
| 1974 | 19.6 | 20.3 | 0.75 | 18.2 | 1.9 |
| 1975 | 21.5 | 19.2 | -2.3 | 16.6 | -2.4 |
| 1976 | 20.2 | 18.4 | -1.77 | 18.3 | -1.7 |
| 1977 | 20.8 | 17.4 | -3.47 | 19.1 | -2.4 |
| 1978 | 21.1 | 16.5 | -4.58 | 22.5 | -3.1 |
| 1979 | 20. | 16.5 | -3.46 | 25.8 | -1.8 |
| 1980 | 20.5 | 17. | -3.49 | 26.9 | -2.7 |
| 1981 | 21.2 | 19.1 | -2.17 | 28.3 | -1.6 |
| 1982 | 24 | 18.7 | -5.28 | 29.3 | -5. |
| 1983 | 24.3 | 18.1 | -6.17 | 34.7 | -6.2 |
| 1984 | 25.5 | 18.5 | -7. | 40.2 | -6.3 |
| 1985 | 25.2 | 18.7 | -6.5 | 40.5 | -6. |

Sources : Ministère des Finances, Revue économique 1984 ; Le plan financier, février 1986

[159]

Tableau 3.

Comparaison internationale des soldes budgétaires :  
administrations centrales et ensemble du secteur public,  
Canada, États Unis et ensemble des 7 principaux pays de l’OCDE,  
1970-1984, comptes nationaux, en % du PNB ou du PIB.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Administration centrale | | Ensemble du secteur public | | |  |
|  | Canada | États-Unis | 7, OCDE \* | Canada | États-Unis | 7, OCDE \* |
| (moyennes) |  |  |  |  |  |  |
| 1970-74 | 0.1 | -1.2 | -0.8 | -0.8 | -0.6 | -0.6 |
| 1975-79 | -3.8 | -2.4 | -3.5 | -2.3 | -1.3 | -2.9 |
| 1980-84 | -4.8 | -3.9 | -3.9\*\*\* | -4.4 | -2.7 | -3.4 |
| 1985 \*\* | -6.5 | -4.9 | n.d. | -6 | -3.7 | -3.8 |
| 1986 \*\* | -4.8 | -3.7 | n.d. | -4.7 | -2.7 | -3.5 |

Notes : \* moyennes pondérées ; \*\* prévisions budgétaires ; \*\*\* 1980-83

Sources : Ministère des Finances, le plan financier, février 1986 ;  
OCDE, Statistiques rétrospectives, 1960-1983.

[160]

Tableau 4

Soldes budgétaires réels et congés. Gouvernement fédéral, 1970-1984

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Soldes réels | Soldes corrigés : | |
| (millions de dollars) |  | (1) | (2) |
| 1970 | 266 | 526 | 1019 |
| 1971 | -145 | -3 | 968 |
| 1972 | -566 | -669 | 956 |
| 1973 | 387 | -583 | 1580 |
| 1974 | 1109 | -241 | 2282 |
| 1975 | -3805 | -3827 | -1030 |
| 1976 | -3391 | -4151 | -479 |
| 1977 | -7303 | -6840 | -3198 |
| 1978 | -10626 | -9772 | -5835 |
| 1979 | -9131 | -8773 | -4991 |
| 1980 | -10393 | -8648 | -5629 |
| 1981 | -7366 | -5843 | -2159 |
| 1982 | -18904 | -9440 | -7173 |
| 1983 | -24100 | -13107 | -11683 |
| 1984 | -29618 | -20764 | nd |
| Moyennes : | | | |
| 1951-60 | 99 | 70 | 259 |
| 1961-70 | 111 | 140 | 414 |
| 1971-80 | -4386 | -4351 | -1538 |
| 1981-84 | -19997 | -12289 |  |

(1) Soldes corrigés selon la méthode du Ministère des Finances

(2) Soldes corrigés selon la méthode du surplus de plein-emploi, taux de chômage de 4%.

Sources : Ministère des Finances ; van Schendel (1985)

[161]

Tableau 5

Soldes budgétaires réels et corrigés.  
Gouvernement fédéral, 1970-1984  
( en % du PNB )

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Soldes réels | Soldes corrigés | |
| (1) | (2) |
| 1970 | 0.3 | 0.6 | 1.2 |
| 1971 | -0.2 | 0. | 1. |
| 1972 | -0.5 | -0.6 | 0.9 |
| 1973 | 0.3 | -0.5 | 1.3 |
| 1974 | 0.8 | -0.2 | 1.5 |
| 1975 | -2.3 | -2.3 | -0.6 |
| 1976 | -1.8 | -2.2 | -0.3 |
| 1977 | -3.5 | -3.2 | -1.5 |
| 1978 | -4.6 | -4.2 | -2.5 |
| 1979 | -3.5 | -3.3 | -1.9 |
| 1980 | -3.5 | -2.8 | -1.9 |
| 1981 | -2.2 | -1.7 | -0.6 |
| 1982 | -5.3 | -2.4 | -2. |
| 1983 | -6.2 | -3.1 | -3. |
| 1984 | -7. | -4.7 | nd |
| Moyennes : |  |  |  |
| 1951-60 | 0.5 | 0.4 | 0.9 |
| 1961-70 | 0.1 | 0.2 | 0.8 |
| 1971-80 | -1.9 | -1.9 | -0.4 |
| 1981-84 | -5.2 | -3.0 |  |

(1) : Soldes corrigés selon la méthode du ministère des Finances ; production tendancielle basse

(2) : Soldes corrigés selon la méthode du surplus de plein-emploi, taux de chômage de 4%

Sources : ministère des Finances ; van Schendel ( 1985 )

[162]

Tableau 6

Soldes budgétaires corrigés,  
gouvernement fédéral, 1975-1983

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Année | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
| ( millions de dollars ) | | | | (%) | (%) |
| 1975 | -3805 | -1030 | 714.3 | -316 | 8.3 | -0.19 |
| 1976 | -3391 | -479 | 905.3 | 426 | -12.6 | 0.22 |
| 1977 | -7303 | -3198 | 1272.2 | -1925 | 26.4 | -0.92 |
| 1978 | -10626 | -5835 | 1872.2 | -3963 | 37.3 | -1.71 |
| 1979 | -9131 | -4991 | 2621 | -2370 | 26 | -0.9 |
| 1980 | -10393 | -5629 | 3489.2 | -2139 | 20.6 | -0.72 |
| 1981 | -7366 | -2159 | 4914.5 | 2755 | -37.4 | 0.81 |
| 1982 | -18904 | -7173 | 5209.1 | -1963 | 10.4 | -0.55 |
| 1983 | -24100 | -11683 | 6266.8 | -5416 | 22.5 | -1.39 |

(1) : Déficit observé selon les comptes nationaux

(2) : Solde budgétaire corrigé de l'effet direct d'un taux de chômage à 4%.

(3) : Intérêt payable par le gouvernement sur la partie de la dette attribuable à un taux de chômage supérieur à 4%.

(4) : Solde budgétaire corrigé des effets directs et indirects d'un taux de chômage supérieur à 4% (= (2) + (4))

(5) = (4) /(1) ; en pourcentage

(6) = (4) / PNB ; en pourcentage

Sources : van Schendel (1985)

[163]

Tableau 7.

Service de la dette publique,  
gouvernement fédéral, 1970-1965  
( selon les comptes publics )

Années

fiscales\* PNB Recettes Dépenses

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Années fiscales \* | Service net de la dette en pourcentage de : | | |
| PNB | Recettes | Dépenses |
| 1970 | 1. | 5.8 | 6. |
| 1971 | 1. | 6. | 5.7 |
| 1972 | 1. | 5.9 | 5.4 |
| 1973 | 1. | 5.4 | 5. |
| 1974 | 0.9 | 4.9 | 4.5 |
| 1975 | 1 | 4.9 | 4.6 |
| 1976 | 1.1 | 6. | 5.1 |
| 1977 | 1.2 | 6.7 | 5.7 |
| 1978 | 1.4 | 8.5 | 6.5 |
| 1979 | 1.7 | 10.8 | 8. |
| 1980 | 1.8 | 11.5 | 9.1 |
| 1981 | 2.1 | 12.9 | 10.1 |
| 1982 | 3. | 16.8 | 13.5 |
| 1983 | 3.4 | 20.2 | 13.9 |
| 1984 | 3.5 | 21.4 | 14.2 |
| 1985 | 3.6 | 25.7 | 16.7 |

\* années fiscales se terminant au 31 mars

Sources : Ministère des Finances, Le plan financier, février 1986.

[164]

Tableau 8.

Dépenses budgétaires,  
gouvernement fédéral, 1962-1985, ( en pourcentage du PNB )

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| années fiscales | Transferts aux particuliers | Transferts aux administrations | Dépenses de programme | Service de la dette | Ensemble des dépenses |
| 1962 | 4.7 | 1.7 | 16.6 | 2.1 | 18.7 |
| 1963 | 4.5 | 1.8 | 15.3 | 2.1 | 17.5 |
| 1964 | 4.3 | 1.8 | 15.8 | 2.2 | 18. |
| 1965 | 4.1 | 1.9 | 14.9 | 2.1 | 17. |
| 1966 | 3.8 | 1.6 | 13.6 | 2. | 15.6 |
| 1967 | 3.7 | 1.7 | 14.2 | 1.9 | 16.1 |
| 1968 | 4.1 | 2.3 | 15.2 | 1.9 | 17.1 |
| 1969 | 4.1 | 2.6 | 15. | 2 | 17. |
| 1970 | 4. | 2.9 | 15.4 | 2.1 | 17.5 |
| 1971 | 4.2 | 3.5 | 16.1 | 2.2 | 18.3 |
| 1972 | 4.5 | 3.9 | 16.9 | 2.2 | 19.1 |
| 1973 | 5.2 | 4. | 17.6 | 2.2 | 19.7 |
| 1974 | 5.2 | 3.8 | 17.6 | 2.1 | 19.7 |
| 1975 | 5.5 | 4. | 18.9 | 2.2 | 21.1 |
| 1976 | 5.9 | 4.2 | 20.1 | 2.4 | 22.6 |
| 1977 | 5.5 | 4.4 | 18.7 | 2.5 | 21.2 |
| 1978 | 5.6 | 4.1 | 18.8 | 2.6 | 21.4 |
| 1979 | 5.5 | 4.2 | 18.3 | 3 | 21.3 |
| 1980 | 4.8 | 4.1 | 17. | 3.2 | 20.2 |
| 1981 | 4.9 | 4. | 17.4 | 3.6 | 20.9 |
| 1982 | 5. | 4.1 | 17.5 | 4.4 | 22. |
| 1983 | 6.3 | 4.1 | 19.9 | 4.7 | 24.7 |
| 1984 | 6.1 | 4.5 | 20.1 | 4.6 | 24.7 |
| 1985 | 6. | 4.5 | 20.6 | 5.3 | 25.9 |

\* années fiscales se terminant le 31 mars

\*\* selon les comptes publics

Source : Ministère des Finances, Le plan financier, février 1986

[165]

BIBLIOGRAPHIE

APPLE, Nixon, « The Rise and Fall of Full Employment capitalism », *Studies in Political Economy*, (1980), no 4.

BAUMOL, William J. et BLINDER, Alan S., *Economics, Principles and Policy,* Harcourt, Brace, Jovanovitch, Toronto, (1979).

BOSSONS, John, « des questions soulevées par l’analyse des déficits de l’État » in Sargent, John, (1986).

BOSSONS, John et DUNGAN, D.C., « The Government Deficit : Too High or Too Low ? », *Canadian Tax Journal,* Vol. 31, no  1.

CANADA, Ministère des Finances, *Le déficit fédéral mis en perspectives,* Ottawa, Document annexé au budget présenté en avril, (1983).

CHOURAQUI, J.-C. et PRICE, R.W.R., « Les déficits du secteur public : problèmes et implications en matière de politique économique », OCDE, études spéciales, Paris.

CHOURAQUI, J.-C. et PRICE, R.W.R., « Stratégie financière à moyen terme : la coordination des politiques monétaire et budgétaire *», Revue économique de* l’OCDE, printemps 1984.

Conseil économique du Canada, *Objectifs économique du Canada pour* 1970, 1er exposé annuel, Ottawa, (1964).

Conseil économique du Canada, *Les relais de la reprise*, 21e exposé annuel, Ottawa, (1984).

COULOMBE, Serge, « Une analyse de la politique fiscale du gouvernement fédéral par l’examen des soldes budgétaires », *L’actualité économique,* vol. 60, no 2, juin 1984.

DEBLOCK, Christian, « La politique économique canadienne à la dérive », *Interventions économiques,* no 11, Montréal, St-Martin, (1983).

DEBLOCK, Christian, « Crise d’un modèle de développement industriel et impasse de la politique économique : le cas du Canada », *Interventions économiques,* no 14-15, Montréal, St-Martin, printemps 1985.

DEBLOCK, Christian, « La politique économique canadienne 1968-1984 I », *in Conjonctures et politique,* no 6, Montréal, St-Martin, (1985 A).

DEBLOCK, Christian, « La politique économique canadienne 1968-1984 II », *in Conjonctures et politique*, no 7, Montréal, St-Martin, (1985 B).

DE BRUNHOFF, Suzanne, « Crise capitaliste et politique économique », *La crise de l’État,* (sous la direction de N. Poulantzas), Paris, P.U.F., (1976 A).

DE BRUNHOFF, Suzanne, État et capital. *Essai sur la politique économique,* Grenoble/Paris, P.U.G./Maspéro, (1976 B).

DE LEEUW, Frank et HOLLOWAY, Thomas, « The High Employment Budget : Revised Estimâtes and Automatic Inflation Effects *», Survey of Current Business*, avril 1982.

DRUMMOND, D. et GRADY, P., « Financial Crowding out in Canada », Conseil économique du Canada, Novembre.

DUNGAN, P. et WILSON, T., « Altering The Fiscal Monetary Policy Mix : Credible Policies To Reduce The Deficit », *Canadian Tax Journal,* vol. 33, no 2, mars-avril 1983.

EISNER, Robert, « Wich Budget Deficit ? Some issues of Measurement and Their Applications », *American Economic Review,* Papers and Proceedings, (1984).

EISNER, Robert et PIEPER, Paul J., « A New View of The Federal Debt and Budget Déficits », *American Economic Review,* mars 1984.

FELDSTEIN, M., « Le recul du keynésianisme *», Les cahiers français,* no 217, juillet-septembre, Paris, (1984).

FRIEDMAN, B.M., « Crowding out or Crowding in ? Economic consequences of Financing Government Deficits », *Brookings Papers on Economic Activity,* no 2, (1978).

LARSEN, F. et LLEWELLYN, J. et POTTER, S., « Liaisons économiques [166] internationales », *in Revue économique de* l’OCDE, automne 1983.

MANDEL, Ernest, *le troisième âge du capitalisme,* Paris, U.G.E., collection 10/18, 3 tomes, (1976).

MULLER, P. et PRICE, R.W.R., « Indicateurs budgétaires structurels et interprétation de l’orientation de la politique budgétaire des pays de l’OCDE », *Revue économique de* l’OCDE, no 3, (1984).

OCDE, *L’État protecteur en crise*, Paris, (1981).

O’CONNOR, *James, The Fiscal Crisis of the State,* St-Martin’s Press, (1973).

OKUN, Arthur M., « Potential GNP : it’s Measurement and Significance », in *The Political Economy of Prosperity,* The Brookings Institution, Washington, Edition 1970, (1962).

PANITCH, Léo (sous la direction de), *The Canadian State : Political economy and Political Power,* University of Toronto Press, Toronto, (1977).

PURVIS, Douglas C. et NEIL, Bruce, « Les conséquences du déficit », in S ARGENT, John, (1986).

PURVIS, Douglas C. et SMITH, « La politique budgétaire au Canada de 1963% 1984 », in SARGENT, John, (1986).

SARGENT, John (sous la direction de), « Les politiques budgétaires et monétaires », étude no 21, Commission royale sur l’union économique et les perspectives de développement du Canada, Ottawa, Approvisionnement et Services, (1986).

SEMPE, Henri, « Les politiques de régulation budgétaires des conjonctures de stagflation et d’inflation dans la récession après la crise économique de 1973 », in *Études de finances publiques*, Paris Economica, (1986).

RABEAU, Yves, « Perspectives sur le déficit budgétaire au Canada », *in Gestion*, avril 1986.

TOBIN, James, « Stabilization Policy Ten Years After », in Brookings Papers on Economic Activity, no 1, (1980).

VAN SCHENDEL, Vincent, « Les débats sur le plein emploi au Canada : perspectives historiques », *Interventions économiques,* no 12-13, (1984).

VAN SCHENDEL, Vincent, *L’emploi dans la théorie et la politique économique : une analyse de la politique budgétaire du gouvernement fédéral* 1946-1983, Mémoire de maitrise, département d’économie, UQAM, (1985).

VESSILIER, Elizabeth, « L’endettement public : problèmes de mesures et causes d’accroissement », *in Annales de la* SEDEIS, no 44, mars 1985.

VINCENT, Jean-Marie, (sous la direction de*), L’État contemporain et le marxisme,* Paris, PUF. (1978).

[167]

**No 17. L’ÉTAT EN QUESTION #1**

DÉBATS

[Retour au sommaire](#sommaire)

[168]

[169]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**No 17**

**DÉBATS**

“LES MÉTAMORPHOSES  
DE LA SOCIÉTÉ SALARIALE.” [[163]](#footnote-163)\*

Michel ANGLIETTA

[Retour au sommaire](#sommaire)

*Le texte de la présente conférence résume en quelque sorte le noyau central de l’argumentation développée par Michel Aglietta et Anton Brender ainsi que certaines des conclusions auxquelles parviennent les auteurs dans leur récent ouvrage* Les métamorphoses de la société salariale, *Paris, Calmann Levy,* 1984).

*Le salariat serait l’horizon indépassable de notre temps et le progrès social résulterait des contraintes imposées à la dynamique du capital dans la société salariale, telle est l’idée centrale qui est proposée à notre réflexion. Elle est étayée en recourant à un cadre théorique qui fait une large place à l’approche systémique (organisation, complexité, régulation, ...) et réduit l ’analyse (néo)marxiste au simple usage de catégories référentielles (capital, salariat, accumulation, plus value, ...), et mise à l’épreuve : de l’analyse historique du capitalisme (de propriété, d’organisation), de l’analyse de la « société salariale » contemporaine (lutte de classement, individualisme — autonomie ;) et de l’analyse des enjeux de la crise actuelle (progrès de productivité collectifs, modes de vie et de consommation, flexibilité, coût sociaux, relations avec l’extérieur, ...). Cette idée est éminemment problématique par la pertinence explicative que certains lui accorderont mais aussi par l’abandon de tout projet révolutionnaire au profit d’une nouvelle forme de radicalisme d’inspiration (néo)réformiste (post)moderniste.*

I. E.

[170]

Je vais essayer, dans un premier temps, de dégager les thèses que nous avons affirmées dans le livre, et surtout, la méthode que nous avons employée. Je tenterai, ensuite, de donner un éclairage sur un certain nombre de problèmes qui se posent aujourd’hui à la gauche. Il s’agit de savoir dans quelle mesure notre recherche peut avoir un caractère opératoire, compte tenu de l’incertitude concernant l’évolution des sociétés occidentales, de la complexité des problèmes, et de la confusion dans laquelle on se trouve à avoir une ligne politique claire. On peut voir ces difficultés dans la manière dont la gauche au pouvoir a sinué à travers un certain nombre d’obstacles très importants, et qui, surtout, étaient imprévus.

Or, si on ne les a pas prévus, c’est bien que la doctrine dont on était parti — et qui s’était forgée notamment à travers le Programme commun — avait des lacunes considérables par rapport à la perception de la crise et de ses enjeux véritables. On a donc vraiment besoin d’une ligne à long terme, de reconstruire une stratégie, pour pouvoir conduire un combat politique qui soit autre chose qu’une tactique qui se laisse prendre à tous les détours et qui produit le désarroi qu’on peut constater aujourd’hui. On le sent bien à travers, notamment, les recherches qui sont menées au Parti socialiste et dans les syndicats. Pour cela, il faut revenir à une démarche approfondie, à une analyse qui parte de loin et de haut sur l’évolution de la société occidentale, et tenter de constituer quelques principes qui pourraient fonder une stratégie. Car c’est bien de cet objectif-là qu’il s’agit aujourd’hui.

La première thèse que nous défendons est peut-être la plus forte, au sens où c’est elle qui va nous distinguer de tout un courant historique de la gauche : c’est l’idée que *le salariat est l’horizon indépassable de notre temps.* Cela signifie qu’un au-delà du salariat, comme perspective concrète, est impensable scientifiquement, même si on peut toujours l’imaginer comme utopie. Et cet hypothétique au-delà du salariat n’est pas un projet mobilisateur pour des transformations décisives de l’ordre social. Au contraire, les transformations considérables en cours se font et se feront à l’intérieur du salariat.

Ceci a une conséquence importante au plan idéologique : non seulement il n’y a pas de rupture avec le capitalisme, mais cette rupture n’a jamais existé nulle part dans le monde. Mais, si le salariat est institué et constitué partout, et si le capitalisme est défini à partir du rapport salarial (je ne vois pas comment le définir autrement), il existe une variété extraordinaire de sociétés salariales. En effet, comment peut-il exister d’aussi grandes différences entre la société salariale de type soviétique et celle de type occidental ?

Ce n’est pas en terme de rupture radicale avec le salariat (qui ferait basculer dans un au-delà du salariat, ce qui est à mon avis impensable, en tous cas dans les conditions dans lesquelles on se trouve aujourd’hui) que peut se manifester un projet concret pouvant peser sur l’évolution du capitalisme, mais en terme de transformations progressives.

La deuxième thèse découle de la [171] première : ce sont les transformations du salariat qui donnent le ton du changement social. Dans les pays industrialisés le salariat concerne de 70% de la population (au Japon où il se développe à une rapidité formidable) à 95% dans les pays anglo-saxons (USA, Canada, Royaume- Uni).

Certes, il existe encore des formes de production et de propriété héritées du passé, comme l’entreprise individuelle ou les professions libérales, mais elles sont entraînées dans un mouvement formidable et irréversible mené par les contraintes que le salariat leur impose. Je donnerai plus loin des exemples sur la protection sociale, et la santé.

La proposition qui vient en conséquence résulte d’une analyse de longue période, et d’un ensemble de travaux menés notamment sur la régulation : *le progrès résulte de contraintes imposées à la dynamique du capital.* L’évolution de deux siècles de capitalisme montre que le capital est une force, une dynamique de transformations, de changements, d’innovations, de bouleversements perpétuels. Mais cette force a une direction d’ensemble, et apparaît comme un processus dont le résultat global, sur longue période, constitue un progrès dans la mesure où des contraintes lui son imposées. C’est à l’intérieur du salariat que se manifeste le mouvement du progrès social, et il se manifeste sous la forme de contraintes imposées au capital.

L’enjeu de la crise actuelle est de déterminer la nature des nouvelles contraintes qui doivent être imposées au capital, dans une stratégie de mouvement et en évitant les régressions sociales. Il s’agit d’essayer d’utiliser la crise et d’aller vers le progrès. Voilà la problématique d’ensemble.

Il y a dans notre analyse des aspects qui se situent à l’intérieur du marxisme, et d’autres qui, par rapport aux prospectives de long terme et grandioses de Marx, s’en distinguent de façon importante. Encore que nous ne nous prononcions pas sur le fait qu’il y ait ou non un au- delà du salariat possible.

Dans le contexte historique actuel, avec les instruments d’analyse dont nous disposons (car il y a interaction entre le vision qu’on a de la société et la manière dont on y est), et avec les enseignements des luttes sociales et politiques, il n’y a pas aujourd’hui d’au-delà du salariat pensable. Cela ne veut pas dire qu’on restera toujours dans le salariat. Mais pour nous, il n’est pas opératoire, sur le plan politique, de parler de rupture avec le capitalisme.

Le capitalisme apparaît comme une dynamique, une force d’énergie sociale, mais ce n’est pas lui qui distingue la nature des sociétés dans le temps, ni celles des sociétés salariales dans une même période. C’est la nature des contraintes imposées au capital qui distinguent ces sociétés les unes des autres. Ce sont ces contraintes qui donnent une direction à ces sociétés, qui forment ce qu’on peut appeler le progrès social (et qu’on peut repérer avec différents indicateurs). Etudier la logique de l’ordre social, la cohésion d’une [172] société, c’est étudier ces contraintes qui donnent sa tonalité à une société.

Du capitalisme de propriété du 19e siècle  
au capitalisme d’organisation du 20e siècle

Revenons à une perspective historique pour voir ce qui distingue, au-delà de l’augmentation quantitative du salariat, le capitalisme du XXe siècle de celui du XIXe.

Un certain marxisme considère que la notion de propriété privée des moyens de production est constitutive du capitalisme. C’est ainsi que l’on pourra dire que sans propriété privée des moyens de production il n’y a plus capitalisme. Cette vision banalisée du marxisme a bien du mal à expliquer un salariat sans capitalisme, et les processus de luttes très intenses et de différenciations sociales énormes dans des sociétés, où selon elle il n’y aurait plus propriété privée des moyens de production.

Notre point de vue est le suivant : la propriété des moyens de production, comme forme dominante de l’organisation sociale, caractérise une phase de l’histoire du capitalisme, mais ne le définit pas. Au XIXe siècle, c’est bien le rapport de base, et le rapport salarial lui-même va s’exprimer comme un rapport de propriété privée qui se traduira dans sa définition juridique : la relation salariale est une relation marchande. Il n’y a donc pas de droit particulier de la relation salariale, le salarié est assimilé à un marchand et c’est donc le droit des marchands qui s’applique à cette relation. La propriété privée impose à l’ensemble des rapports sociaux, et en particulier au rapport salarial sa forme et ses modes de régulation et de coercition. Le capitalisme du XIXe siècle est défini par l’opposition entre les propriétaires et les non propriétaires, la propriété n’était pas uniquement économique mais conférant aussi l’identité sociale. Être reconnu par la société, c’est être propriétaire. La formule de Guizot, « Enrichissez-vous », résume bien le moteur subjectif, qui traduit au niveau des individus et de leurs motivations, ce qui constitue l’ordre social. La conséquence en est le clivage propriétaires/non propriétaires va être décisif, et que ce capitalisme fonctionne à l’exclusion sociale, puisque les non propriétaires n’ont pas d’identité.

C’est cela que Marx analyse, dans la société où ce fait se manifeste dans sa forme la plus pure, la société britannique. Cette exclusion va en effet très loin, puisque le salariat, exclu de la propriété, est défini comme ce qui n’existe pas, comme masse et non comme classe. Le processus de prolétarisation, processus de brassage, va arracher les gens à leur rapport traditionnel et les transformer en masse informe. Partant de là, il s’agit d’organiser cette mase, et c’est ce qui se passe à partir de 1848, moment charnière. Ce phénomène de masse et d’exclusion entraîne des poussées de violence [173] sociale, qui maintenant sont bien connues. Les sociétés de masse, par opposition aux sociétés de classe où les groupes sont organisés, manifestent une très grande instabilité. Aujourd’hui ce sont les processus d’hyper-prolétarisation dans les banlieues des grandes villes du tiers- monde, dans lesquelles la violence se manifeste de manière imprévisible, et où le danger de déstabilisation sociale est très important.

L’enjeu historique du capitalisme a été l’organisation de cette masse, et la réintégration de ceux qui avaient été exclu. Le mouvement historique n’a pas été celui que Marx avait pensé. Son analyse était celle-ci : la masse va s’auto-organiser comme une anti-société face au capitalisme, construire une culture, une vision du monde qui va renverser l’ordre social et le transformer en quelque chose de nouveau, qui apparaîtra par un basculement. Or le mouvement ne s’est pas développé dans ce sens.

Car c’est bien l’organisation qui fonde le capitalisme du XXe siècle, alors que celui du siècle précédent était fondé sur la propriété et son corrélatif, l’exclusion. Le mode d’organisation du salariat a transformé une masse en classe, stratifiée et différenciée. On est donc passé d’un capitalisme de propriété à un capitalisme d’organisation. Cette organisation a été l'intégration du salariat à l’intérieur du mouvement d’accumulation du capital (ce que Marx n’avait pas pensé), puis le développement de réseaux de relations sociales intégrant le salariat dans le capitalisme, et dans le même mouvement contraignant le capital.

C’est donc le même mouvement qui intègre le salariat au capitalisme et qui pose des contraintes au capital. Ces contraintes vont orienter l’accumulation, la production des richesses etc..., dans un sens qu’on pourra définir comme étant le progrès social. Si le slogan du XIXe siècle est « Enrichissez- vous », la notion du progrès social est celui du XXe.

Il s’agit maintenant de spécifier les éléments qui différencient le capitalisme occidental de tout autre type de société salariale.

Le capitalisme occidental  
et les « organisations intermédiaires »

Ce qui distingue principalement les sociétés occidentales, c’est la grande diversité de ce qu’on appelle les « organisations intermédiaires ». Ce sont des formes d’association qui structurent les groupes sociaux, qui ne sont pas dépendants de l’État et qui sont, en même temps, des sujets collectifs. Dans les sociétés de type soviétique au contraire, il y a éparpillement des individus, le salariat est atomisé et n’est structuré que par l’État. Cet éparpillement mène aux formes de contraintes que l’on connaît.

On dit que la démocratie est la caractéristique du salariat occidental, mais la démocratie n’est pas un phénomène purement superstructurel [174] (les élections), c’est ce qui garantit fondamentalement ces mécanismes. Il existe des organisations intermédiaires dans l’ensemble du champ des relations sociales quotidiennes, qui font une tension et qui maintiennent une autonomie des groupes face aux pouvoirs qui détiennent les leviers de l’État. Cette distance vis-à-vis de l’État que permettent les organisations intermédiaires est un élément tout à fait décisif. Quelques exemples : les syndicats, qui sont un support fondamental de la démocratie, ont une pratique contractuelle détachée de l’État ; les organisations de type capitaliste, comme les systèmes bancaires ou les associations d’entreprise, ont autonomie par rapport à l’État.

Il existe des médiations de toute nature dans la société, qui constituent le tissu de la société civile et qui sont les fondements de la démocratie.

On peut donc caractériser la société salariale des cinquante dernières années (celle qui est sortie de la grande dépression et surtout de la guerre), comme étant un type d’organisation intermédiaire qui a créé ce que Robert Boyer appelle « les compromis institutionnalisés » entre les forces sociales. Le rapport salarial est fondé sur un antagonisme, et dans le cadre de cette conflictualité, ces organisations contribuent à établir une stabilité des relations dans le temps à travers des contrats ou des quasi-contrats, sur lesquels les gens estiment qu’ils peuvent s’appuyer pour leurs propres activités (salaires, conditions de travail). Ce type de compromis institutionnalisé dans la période de la croissance s’est fait sur la base d’une séparation entre ce qui est de l’ordre de la production et ce qui est de l’ordre de la répartition des résultats de la production. Les contraintes imposées jusqu’à la crise l’ont été, pour l’essentiel, sur la répartition, sur l’utilisation de la plus-value, et non sur le processus de production de cette plus-value. C’est sur ce compromis et sur ce partage fondamental que s’est développé un certain type d’accumulation. En effet, le capital intègre ces contraintes dans ses programmes d’accumulation, d’investissement, et dans ses projets. Cette intégration va donner une orientation à l’accumulation vers le partage de la plus-value, qui permettra l’épanouissement d’un nouveau mode de vie du salariat. Celui-ci se développe dans le sens d’une consommation croissante d’objets, qui va être également intégrée.

Les contraintes imposées au capital et l’intégration du salariat sont les deux faces d’une même monnaie. C’est d’ailleurs le cas de le dire, puisque c’est la monnaie qui constitue l’unité de ce système.

L’autre aspect important de ce type de régulation est la contractualisation permanente qui entraîne une certaine gestion de l’incertitude, qui va ainsi, tant que ces formes fonctionnent bien, pouvoir être limitée. Cette limitation de l’incertitude va permettre une certaine régularité à la croissance, aux progrès techniques et aux mutations de la production, qui provoquent toujours l’irruption de l’imprévisible et le retour des conflits (types d’emploi, qualifications).

[175]

Or l’orientation générale, permise par ces formes intermédiaires, a en même temps canalisé le progrès technique à l’intérieur de ce qui était compatible avec ce qu’elles pouvaient absorber dans le cadre de leur stabilité permanente. Les entreprises sont organisées suivant une certaine hiérarchie salariale, et elles ont des rapports avec les syndicats selon une certaine périodicité. Ceci va agir sur les salaires, et ainsi elles peuvent savoir quel est leur degré de liberté par rapport à la production, et avoir un point de vue sur les marchés susceptibles de se développer.

C’est ainsi que ce qui est considéré comme progrès technique, c’est-à-dire la sélection dans les progrès scientifiques qui va se traduire en processus de production et production de marchandises, est un filtrage de ces possibilités techniques. Ce filtrage du progrès technique est un élément très important, et souvent mal perçu, car il permet aux entreprises de pouvoir évoluer, tout en gardant leur stabilité de structure.

Les formes sociales d’organisation du salariat, par la contractualisation qu’elles assurent, gèrent non seulement l’incertitude des fluctuations de la conjoncture, mais gèrent également une certaine orientation du progrès technique. Il y a en conséquence, des avancées de la science qui ne seront pas utilisées, ni transcrites en force d’accumulation en forces productives, parce que le progrès technique est balisé dans une direction.

C’est pour cela que les prospectivistes se trompent toujours, qui ne voient les choses qu’au niveau de la technologie, et qui prévoient à court terme la floraison d’objets nouveaux en fonction des formidables avancées scientifiques. Dans la réalité les délais sont toujours beaucoup plus longs, car la stabilité sociale, liée à la nature du progrès technique qui peut ou non être absorbé dans ce type d’organisations, est déterminée par la nature des organisations en question.

Le progrès technique est endogénéisé par ce qui est compatible avec la stabilité de ce que j’appelle « cet ensemble d’organisation sociale ».

Luttes de classement au sein du salariat

Le deuxième point va encore nous opposer au marxisme sous sa forme la plus banalisée. Si on dit que l’organisation intègre le salariat dans le capitalisme, au lieu de constituer une organisation globale d’anti-société, cela signifie que toute organisation est stratification et différenciation. Cloisonner, séparer, définir des responsabilités des uns vis-à-vis des autres, définir qui décide et autorise l’autre à agir : c’est cela l’organisation. C’est un réseau à la fois d’informations et d’injonctions, qui a une stabilité d’ensemble. À partir d’un principe d’organisation globale, les grandes entreprises se sont développées à peu près toutes sur le même moule : hiérarchie, séparation des fonctions (commerciales, de production, financières), un mécanisme à la fois [176] de spécialisation et de hiérarchie pyramidale. La conséquence sur le salariat est formidable : c’est la classification. Le processus qui intègre le salariat classifie les individus dans les cases de l’ordre social.

Pour en revenir à notre proposition, les luttes de classe, au sens de luttes globales entre un capital et un salariat qui serait organisé dans sa totalité en anti-société, sont transformées en lutte de classement au sein du salariat. Cela est logique puisque le salariat constitue 95% de la société.

Ces luttes de classement sont déterminées par le réseau d’organisation, ce sont des luttes pour la mobilité ascensionnelle. Ce n’est pas un hasard si, après la deuxième guerre mondiale, il y a eu une demande formidable d’éducation, car le pouvoir devenait le pouvoir dans l’organisation — et non plus le pouvoir de propriété —, le pouvoir de maîtrise des règles, d’être capable de décider à la place des autres. Et ceci suppose des mécanismes de sélection par le savoir, donc par la formation et l’éducation. L’État doit accompagner ce processus pour qu’il puisse fonctionner. Ce phénomène de développement extraordinaire de l’éducation est identique dans tous les pays occidentaux.

Ces luttes de classement pour la mobilité sociale vont se fractionner, et devenir des principes de mouvement. À partir du moment où les individus développent leur énergie pour améliorer leur position dans la société, celle-ci n’étant plus que relative dans des hiérarchies, la lutte devient perpétuelle. Les groupes sociaux vont lutter les uns contre les autres, les individus eux-mêmes vont tenter d’avoir des trajectoires de passage d’un groupe à l’autre. Ce jeu constitue finalement l’énergie sociale qui a entraîné le processus de croissance.

Nouvel individualisme  
et espace d’autonomie

Le capitalisme se transforme en intégrant le salariat, mais celui-ci lui donne toute la direction de son mouvement. Dans ce cadre, on va pouvoir comprendre l’individualisme.

On peut analyser l’individualisme de plusieurs manières :

— Une manière abstraite comme celles des philosophes du XVIIIe siècle : l’individu correspond à un ordre naturel, un impératif moral, et s’identifie à l’individu propriétaire. D’ailleurs la Révolution française définit l’individu comme étant le propriétaire. Ceux qui sont libres et égaux en droit définissant une liberté-égalité des propriétaires. Il s’agit d’un individu abstrait. On ne connaît pas le contenu de sa vie, sinon qu’il est voué à accumuler de la propriété. Tous ceux qui sont exclus rentrent dans un processus de massification qui est l’opposé de l’individualisme.

— Une manière qui affirme que l’appartenance d’un individu à un groupe social détermine complètement sa vision du monde, son comportement, ses motivations. Dans les sociétés traditionnelles, en effet, les individus n’ont pas d’autonomie car ils sont englobés dans un groupe, et les motivations de ce groupe sont aussi celles [177] de l’individu. Ce type de rapport existe toujours, en particulier dans la famille, où les relations de très forte appartenance et de très forte affectivité limitent beaucoup l’autonomie des individus.

— On peut dire enfin qu’il y a individualisme, quand il y a des multi-appartenances croisées, complètement objectivées et inertes. Dans une hiérarchie sociale, on est défini de manière abstraite par une carte d’identité, de sécurité sociale, on est dans une grille de salaire, avec des possibilités de promotion etc... Tout cela est objectivé et constitue une succession d’éléments qui vous définissent dans la société, mais qui ne vous définissent pas par des relations d’appartenance qui modèlent votre comportement. Vous gardez des degrés de liberté extraordinaire qui vous permettent l’ascension sociale, la recherche d’aller plus haut ou ailleurs. Car le fait de vouloir et pouvoir aller ailleurs est une possibilité de l’individu.

On est donc passé de relations traditionnelles très fortes qui imposaient des contraintes morales et de comportement à l’individu, à des relations qui définissent, par des croisements d’appartenance abstraits, un individu dans la société, et qui lui donnent d’autant plus de marge de jeu que la société se complexifie. C’est cela qui fait émerger ce qu’on appelle l’individualisme. Au fur et à mesure que se développe, se stratifie et se différencie l’ordre social, les appartenances deviennent à la fois multiples et hétérogènes. On peut appartenir à des associations culturelles ou sportives et être salarié dans une entreprise. Ces éléments sont indépendants et ne constituent pas une intégration de sa vie. Ces multi-appartenances dessinent un espace d’autonomie de l’individu, qui agit très fortement sur la structure familiale en attaquant sa cohésion. D’abord, f éducation est socialisée, absorbée par l’État et des organisations de la société, et échappe de plus en plus à la famille. L’adolescent qui était jadis complètement subordonné à l’autorité parentale prend maintenant une autonomie et dégage des forces de changement très importantes, notamment dans la consommation culturelle. Un autre élément de la perte de cohésion de la famille est l’émancipation économique des femmes par l’extension du salariat féminin, qui remet en cause l’autorité de l’homme et la subordination de la femme.

L’organisation et le développement du salariat crée l’individualisme et une force nouvelle dans la société. Je crois profondément que la crise est liée à cette émergence. Derrière les aspects économiques et technologiques de la crise qui vont bien sûr être mis en jeu, il y a quelque chose de plus fondamental : c’est le changement essentiel des aspirations lié à la montée généralisée de l’individualisme de l’ensemble des individus dans le salariat, avec la capacité d’avoir une visée autonome sur ce que doit être leur place dans la société. Cette situation remet en question le caractère limité des compromis qui étaient ceux de l’époque précédente : ne pas s’occuper de la production, être sous une dépendance dans la production, [178] dépendance très forte puisque cette subordination a développé le taylorisme, qui est la forme la plus avancée de l’autorité sur autrui dans la production.

Le développement de l’individualisme pendant la croissance entre en conflit avec le caractère limité du compromis social qui constituait les organisations intermédiaires de l’époque précédente.

Ce n’est par hasard si c’est dans la production que les germes de la crise se sont manifestés par la contestation de la croissance : aux USA la révolte des cols bleus dans les industries les plus avancées.

Il ne faut pas oublier ces aspects essentiels de remise en cause, même si la crise ensuite les a fait enfouir dans l’inconscient, parce que les aspects superficiels et économiques de la crise (chômage, baisse du niveau de vie) ont pris le dessus. Il est nécessaire d’élargir la nature des compromis sociaux afin qu’ils englobent l’activité même du travail, et ses conséquences sur les modes de vie.

Si on admet cette perspective, l’analyse de la crise ramène profondément au changement qui s’introduit dans l’individu lui-même à travers ce type d’organisation sociale qui va inscrire dans l’individu des possibilités et des revendications d’autonomie qui ne sont plus compatibles avec les compromis antérieurs.

Renouvellement des aspirations

La gauche a longtemps eu un point de vue étriqué sur la crise, trop technologiste. Car il est trop facile de dire : la technique se développe toute seule, c’est une forme objective d’où les individus sont absents, et en se développant elle fait éclater le carcan des formes sociales. C’est une analyse un peu sommaire. Cette espèce de physique sociale n’a rien à voir avec ce qu’est profondément une crise, ce qu’est le renouvellement des aspirations, ce qui se passe à travers un changement de génération. Il faut faire attention aux points de vue trop linéaires et technologistes et à leur conséquence : la croyance qu’une certaine modernisation, un bricolage industriel, au sens d’une meilleure compétitivité, nous sortirait du problème. On risque là des conclusions politiques erronées. Car il n’y a pas de crise profonde sans que cela soit dans l’esprit des gens, et qu’il y ait refus d’un certain nombre de choses existant dans le passé. Il n’y a pas de crise qui n’ait un aspect subjectif fondamental. Il n’y a pas de crise si les transformations s’opèrent uniquement au niveau des structures sans que les gens interviennent.

Les facteurs déclenchant la crise peuvent effectivement être des aléas quelconques : la crise pétrolière, les aspects monétaires ont joué un rôle. Mais ils mettent en mouvement des forces latentes, et vont accélérer les transformations qui, jusque-là, étaient stabilisées par des institutions qui arrivaient à les maintenir. Désormais, ces institutions vont être déstabilisées par les phénomènes monétaires et l’inflation, et laisser la place à l’expression de conflits qu’auparavant elles régulaient et étouffaient.

[179]

Il existe un lien très important entre les aspects les plus superficiels de la crise au sens économique (évolution des prix et des salaires, inflation), et ses aspects les plus profonds qui vont être accélérés, au fur et à mesure de la fuite en avant pour maintenir le passé. Il ne s’agit pas seulement de conservatisme intellectuel, encore que celui-ci existe du fait que les gens qui sont au sommet de l’organisation tiennent à leur place. Mais c’est l’organisation elle- même qui est conservatrice, car c’est ce qui permet à la société de maintenir un certain nombre de relations et de canaliser ses activités dans ces relations, et d’empêcher l’incertitude.

À partir du moment où elles ne peuvent plus prendre en compte des aspirations qui leur sont étrangères (les changements du travail sont incompatibles avec le compromis précédent), elles vont accumuler les tensions en cherchant à reproduire le passé, alors que les choses changent qualitativement. Un exemple : le crédit a accompagné la croissance avec une grande souplesse jusqu’au déclenchement de la crise, et il est ensuite devenu facteur d’inflation cumulative, à partir du moment où les forces profondes remettaient en question la stabilité de ses formes. Mais comme ces formes constituent la rigidité et la cohésion du système, elles ne vont pas s’évanouir, puisque leur fonction est d’être rigides.

Crise et contraintes  
de l’organisation capitaliste

Plus le capitalisme est organisé avec une armature sociale, plus la crise va s’éterniser car on est englué dans des formes anciennes. Et comme les gens sont stratifiés dans ces formes anciennes, il n’y a pas de point de vue collectif pour s’y opposer et en proposer de nouvelles.

La crise n’a pas l’aspect catastrophique (effondrement de la production, dévalorisation du capital) des crises du capitalisme bourgeois où il n’y a pas ce type d’organisation. Tous les stabilisateurs existent aujourd’hui pour éviter cette situation.

Mais en même temps, on reproduit la crise et la non solution des problèmes de fond. Voilà pourquoi la crise s’étale sur un long temps.

D’autres raisons essentielles de la crise tiennent aussi au salariat moderne, en particulier à l’inertie formidable du mode de vie urbain. Il est bien beau de dire qu’on doit changer son mode de vie, ce qui serait sans doute un élément important de renouvellement de la croissance et des richesses. Mais on vit dans le carcan d’un temps très contrôlé, de dépenses imposées qui nécessitent un revenu pour les entretenir. Le capitalisme vit aussi de cela, car s’il y avait un effondrement, *de la consommation,* *il y aurait un effondrement* d’ensemble, d’ensemble. Chacun est pris dans les contraintes, les entrepreneurs capitalistes comme les salariés. Ces contraintes les dépassent car elles sont dans l’organisation.

Et les organisations vont tenter d’écarter les innovations et de maintenir les schémas passés et les pouvoirs installés. C’est ce qu’on a appelé « crise de type sournois ». Ce qui est sournois est sous la surface. [180] On mine progressivement les modes antérieurs de croissance, sans que la production ne s’effondre. Il y a marasme, mais sans effondrement. On est passé de l’inflation à la désinflation, mais pas à la déflation (baisse des prix profonde). La crise sournoise moderne est d’autant plus difficile à solutionner, car qui dit crise sournoise dit possibilités des groupes sociaux de tenter de maintenir des avantages acquis.

Pourtant, il est sûr que, collectivement, tout le monde aurait intérêt à plus de flexibilité. Mais les salariés voyant dans le progrès technique une menace pour l’emploi, ne peuvent percevoir les avantages qu’ils pourraient tirer d’une plus grande flexibilité dans la production. De leur côté, les entrepreneurs voient que leurs coûts sont trop élevés et qu’il faut les baisser. Cette société organisée a certes un aspect stable, mais surtout inerte.

Malgré tout les choses changent, et justement par la surface. Il arrive un moment où l’accumulation des contraintes sous la forme économique et monétaire, va se traduire par une barrière financière qui va imposer des transformations non programmées, et qui vont se faire dans la douleur. Ce stade de la crise, du passage de la fuite en avant aux barrières financières, coïncide avec le deuxième choc pétrolier et le changement de la politique américaine (la montée des taux d’intérêt), au tournant des années 80.

Le résultat est que, sans effondrement et résolution par la violence comme dans les sociétés bourgeoises, ces contraintes financières apparaissent imposées par l’État, puisque c’est au niveau de la gestion globale de la monnaie et du budget que toutes les contraintes viennent converger.

Là encore, on va avoir une perception déformée de la crise, comme s’il y avait diffraction des problèmes. Ils vont tous apparaître comme des problèmes financiers, internationaux, d’endettement du tiers- monde, de budgets non maîtrisés, de rigidité des coûts et des salaires et de baisse des taux de profit (les entreprises vont donc vouloir les augmenter). En outre, tout le monde a des problèmes financiers, et ceux-ci sont concentrés au niveau de la gestion de la monnaie. Il apparaît donc comme évident que la responsabilité se situe à ce niveau.

On arrive donc à cette phase de la crise où la contestation de l’État est générale, car c’est là que les contraintes viennent se cumuler. Cela explique que l’idéologie libérale peut aujourd’hui remonter à la surface, puisque la contestation de l’État apparaît comme un élément essentiel.

Les enjeux de la crise

Voilà donc les pièges auxquels nous sommes confrontés. Partant de l’analyse qu’on vient de développer voyons quels sont les enjeux pour la gauche.

Progrès de productivité collectifs  
et socialisation des revenus

Le libéralisme dit : « Voyez [181] comme l’individu est une force en lui-même, il faut donc libérer la spontanéité individuelle, et ceci dans tous les domaines. » Or les progrès de productivité deviennent de plus en plus collectifs, à travers l’informatisation, l’électronique, les automatismes. Cela crée des systèmes techniques complexes et de grande étendue, même s’ils peuvent être décentralisés. En effet, les usines aujourd’hui n’ont plus besoin de masse de gens dans le même lieu. Cette décentralisation n’est pas l’éclatement atomistique du capitalisme du XIXe siècle, car tout est lié par des relations techniques très étroites. Les progrès de productivité deviennent collectifs, pendant que les individus développent une volonté d’autonomie. C’est une contradiction considérable et très difficile à surmonter. Or, du fait de la collectivisation des progrès de productivité, on ne peut plus mesurer la contribution de chaque individu au travail social. Si on ne peut plus le faire, toute la logique capitaliste — bon rendement individuel = plus de salaire — est mise en question. Les individus, dans la mesure où ils demandent un certain contrôle sur la production, ne peuvent aujourd’hui l’avoir qu’en prenant en charge des morceaux collectifs de celle-ci. Et c’est bien là que se situe le sens et l’enjeu des équipes de travail autonomes, de leur relation dans l’entreprise et de leur poids à des niveaux plus élevés de l’entreprise.

La gauche ne doit absolument pas oublier que les progrès de productivité devenant de plus en plus collectifs, la relation producti-vité/revenus ne doit surtout pas régresser au niveau de la détermination individuelle et concurrentielle du salaire. La socialisation des revenus, le fait qu’ils sont déterminés collectivement, doit continuer et même s’accentuer, du fait de cette tendance à la collectivisation.

Cet enjeu est considérable du point de vue politique. Il suppose une déconnexion du revenu et du travail individuel. Il faut donc enrichir les négociations collectives. Ce n’est pas forcément au niveau de l’État et de la société que doit se déterminer le salaire, cela peut se faire au niveau de l’entreprise où les collectifs de travailleurs, qui sont amenés à déterminer les salaires et leur répartition individuelle, vont obéir à des lois sociales qui ne sont plus l’identification individuelle de l’effort et du revenu. Cela remet en cause ce qui restait encore du capitalisme du siècle précédent.

Il faut éviter les sirènes du libéralisme pur et dur, du retour au marché concurrentiel, car on obtiendrait des désorganisations fantastiques par rapport à la nature des progrès de productivité.

Modes de vie et de consommation

S’il est vrai qu’il y a une demande d’épanouissement de l’individu, c’est à la fois dans le travail et dans la vie hors-travail, ce qu’on appelle mode de vie ou mode de consommation. Il faut aller vers un dépassement culturel de la consommation de masse. Celle-ci a été un grand progrès, mais aussi une très grande limitation car elle a introduit un type de comportement concurrentiel : essayer de se différencier par la possession de plus d’objets ou [182] d’objets différents des autres. Dans cette logique, les biens sont les signes de la hiérarchie sociale, les pendants de ce qu’on trouve dans l’entreprise : le cadre aura tel type d’automobile, l’agent de maîtrise un autre, le salarié de base encore un autre.

Ce changement considérable dans le besoin d’épanouissement va se traduire par des consommations qui impliqueront beaucoup plus de communication avec les autres dans l’usage. Le problème de la valeur d’usage va reprendre beaucoup d’importance. On le voit déjà, notamment à travers les associations, pour utiliser certaines possibilités de communication, ou pour maîtriser l’habitat. Il y a des enjeux intéressants de dépassements, marginaux certes, mais dépassements quand même du salariat. La possibilité se dessine de créer des relations qui ne seront plus celles du salariat, mais celles de réciprocité dans le développement d’une consommation plus collective que cette séparation individuelle de la consommation de masse où c’est l’appropriation des objets qui l’emportait.

La consommation de masse produisait des objets qui avaient pour but essentiel d’économiser le temps de travail domestique. Or maintenant, il s’agit d’objets et de valeurs d’usage qui consomment du temps (tout ce qui est lié à la communication, à l’audiovisuel, au développement culturel ou à la santé). Cela pose la question de l’élévation du niveau culturel technique de la population. Nous insistons particulièrement sur le développement de l’éducation et le changement nécessaire de ses formes. Il faut passer de l’idée de sélection et de hiérarchie par l’éducation à celle de la remontée générale du niveau de l’éducation, pour faire face au besoin essentiel de maîtrise des nouveaux types de consommation en développement.

Cet enjeu culturel se transcrit immédiatement en terme d’éducation. La France est en retard sur la culture technique. La preuve en est de l’incroyable aveuglement de la manière dont le débat éducatif s’est laissé tourner dans les deux dernières années, jusqu’au jour où Chevènement a déclaré que ce débat n’avait pas de raison d’être.

La question de la flexibilité

Il est certain qu’il faut sortir de ces rigidités, de cette organisation carcan dans laquelle on se trouve. Le danger formidable c’est qu’on ait des flexibilités du type effondrement, comme l’élimination de pans entiers de l’organisation existante, sans les remplacer et un retour à une concurrence violente (marché du travail etc...). Il faut donc trouver des flexibilités non régressives. Mais il n’y a pas de modèle abstrait, tout prêt. C’est dans la pratique sociale des relations permanentes entre entreprises et syndicats que ceci peut se dégager. C’est ainsi que la société invente ses nouvelles formes, non parce que on va les imposer d’en haut, mais par des processus d’essai-erreur. Cela implique un changement considérable des mentalités syndicales, car on ne peut dire qu’il faut acquérir des espaces de liberté dans le travail et la production, et dans le même temps, se retirer, se cristalliser sur le compromis [183] du passé qui excluait justement toute responsabilité dans la production.

Si on est d’accord qu’il y a des aspirations individuelles à la maîtrise du travail, mais que les progrès de productivité sont nécessairement collectifs, il faut que cette maîtrise individuelle, pour pouvoir s’exprimer effectivement, passe par des groupes de maîtrise collective. Les syndicats doivent donc entrer dans l’entreprise avec une stratégie bien définie sur leur responsabilité dans la production, s’ils veulent imposer des contraintes sur celle-ci. Cela constituerait un nouveau type de compromis institutionnalisé. Mais cette révolution culturelle syndicale n’est pas faite, et ne peut se faire d’un coup, à travers un congrès qui le déciderait. Elle se fera progressivement dans la pratique. Mais la question est de savoir comment généraliser des expériences particulières, cela est fondamental.

De son côté, l’État ne doit pas créer des contraintes financières, de politiques macro-économiques qui finiraient par faire basculer vers un retour à une concurrence sauvage sur le marché du travail. Le niveau actuel du chômage fait craindre ce danger.

S’attaquer aux coûts sociaux

Mais comment le faire sans remettre en question la protection sociale qui est un des piliers de la démocratie ? Il n’y a aucun risque, sauf cataclysme, que la protection sociale soit démantelée, comme l’affirment certains auteurs à la mode, car elle est :

— une condition essentielle de la régularité des revenus, donc de la stabilité de l’ordre social, et de la continuité du mode de consommation ;

— un élément macro-économique qui permet aux entreprises de ne pas subir de trop fortes fluctuations.

C’est un pilier tout à fait crucial, mais qui crée des coûts sociaux insupportables. D’où le dilemme. Si on veut résoudre le problème au plan financier, le danger est flagrant : sans démanteler la protection sociale, créer une sorte d’érosion de la sécurité antérieure qui minerait assez profondément la cohésion de la société, en provoquant de très fortes inégalités entre ceux qui en bénéficient et les autres. C’est la voie américaine, mais cette discrimination sociale, qui a pour but de rogner sur les dépenses, est une véritable bombe à retardement.

L’autre solution suppose encore un changement profond des mentalités, qui permettrait une modification importante dans la manière dont sont fournis les services sociaux. C’est donc la production de ces services qui est en question. Le problème le plus important est celui de la santé. Il est fort possible qu'aujourd’hui, abaisser les coûts sociaux de la santé sans remettre en cause les avantages sociaux, passe par une avancée des méthodes modernes du capitalisme dans la santé. Un certain nombre d’évolutions aux Japon et aux USA vont dans le sens d’une gestion capitaliste de la santé, et donc une remise en cause radicale des professions libérales.

En France, l’organisation de la santé est encore sous une forme pré-capitaliste. [184] D’un côté, la domination des professions libérales sur le mode de fourniture de la santé, de l’autre l’État avec son énorme bureaucratie dans les hôpitaux, sont des modes de production précapitalistes où la concurrence n’a aucun rôle, ce qui fait cette fantastique montée des coûts sociaux. Avec le paiement à l’acte, le médecin indexe ses revenus sur ses coûts : plus ses coûts sont élevés, plus ses revenus le sont. C’est le contraire d’une logique capitaliste : faire pression sur les coûts pour mieux fournir les biens et les services dont la société a besoin.

Renverser la tendance des coûts sociaux peut être l’occasion d’une extension du capitalisme, et il y a des raisons assez profondes pour que cela se passe ainsi. Il y en a d’ailleurs des exemples dans d’autres activités.

Les relations avec l’extérieur

Il y a une ligne générale à tenir, qui n’est pas celle de la plus grande pente. Lorsqu’on est en situation de concurrence défavorable, qu’on a affaire à l’invasion des marchés par l’étranger, la ligne de plus grande pente c’est tenter de faire baisser les salaires pour les mettre au niveau de nos concurrents étrangers. C’est aller dans la voie du sous-développement.

Il faut, au contraire, continuer à vendre cher le travail français sur le marché international. Cela signifie développer des types de production et des biens sophistiqués demandés sur le marché international, et qu’on peut y vendre.

Il s’agit, en conséquence de modifier la production, les techniques, les biens, inventer des produits qui seront produits à des coûts relativement bas, mais avec les salaires existants. Il est totalement absurde d’entendre des industriels du textile français (secteur complètement désorganisé depuis longtemps) dire : « Si on avait les salaires de la Corée, vous verriez que nous ferions un malheur sur le marché mondial ! » Mais on leur demande de faire un malheur sur le marché mondial avec les salaires français, ce qu’ont réussi les Italiens, ce que réussissent très bien les Allemands, et ce que refont les Américains en utilisant des techniques élaborées de production et de commercialisation.

La bonne flexibilité, liée au fait de vendre cher le travail français, est celle qu’il faut rechercher dans le changement des formes intermédiaires d’organisation, et des modes de gestion. C’est là que se font, aujourd’hui, les progrès de productivité. Une bonne partie du dépérissement de l’industrie française est liée à l’insuffisance de capacité d’entreprise.

Dans le cadre de cette société salariale, il n’est pas question de rupture avec le capitalisme, mais au contraire, rehausser la capacité d’entreprise apparaît comme un élément crucial. Ce ne sera possible que si les pressions dans la production sont suffisamment fortes pour imposer aux capitalistes de trouver de nouvelles techniques de production qui permettent de vendre cher le travail français, avec des rapports sociaux de production modifiés.

6 décembre 1984.

[185]

**No 17. L’ÉTAT EN QUESTION #1**

NOTES  
DE LECTURE

[Retour au sommaire](#sommaire)

[186]



[187]

**En France, fusion d*’Alternatives économiques* et *Economie en Questions :* pour un nouveau mensuel d’information économique !**

L’équipe *d'Alternatives économiques* a réussi son pari : en effet, cette revue française d’actualité économique est devenue mensuelle depuis l’automne 1985. Les abonnés sont maintenant au nombre de 10,000 et l’on a presque atteint le niveau de diffusion nécessaire (15 000 exemplaires) pour que la revue puisse « tourner ».

L’information économique semble attirer de plus en plus de gens. Le chômage et la crise persistante n’y sont sans doute pas étrangers. Les abonnements à *Alter Éco* ont progressé de 20% depuis un an. Et il existe d’autres revues d’information économique.

*L’Économie en questions*, par exemple, qui vient cependant de fusionner avec *Alter Eco*. Produisant jusqu’à maintenant cinq numéros par année, arrivée au Numéro 33, tout comme *Alter Éco*, l’équipe *d'Économie en questions* (EEQ) avait un projet analogue à celui *d'Alter Eco*... et à celui *d'interventions économiques* au Québec ! Jeter un regard critique sur l’actualité économique, expliquer et décrire sans trop de « jargon » de spécialistes, s’interroger sur le fonctionnement du système économique et social, etc.

L’équipe d’Alter Eco/EEQ précise que la presse économique française, qui est d’ailleurs très florissante en ces temps économiquement difficiles, s’adresse surtout aux gens qui sont « près du manche », c’est-à- dire ceux qui ont de l’argent, du pouvoir, ceux que le système économique a favorisés. Elle ajoute que même si cette presse est souvent d’excellente qualité, plusieurs, dont les membres d’Alter Eco/EEQ, ne s’y reconnaissent pas et veulent une *autre* information, des réponses à d'autres questions, des entretiens avec *d'autres* économistes ou chercheurs, des explications *d’autres* expériences économiques ou sociales.

Plutôt que de poursuivre ces deux expériences « alternatives » en parallèle (et en concurrence !), les deux équipes ont décidé de regrouper leurs connaissances et leurs contacts afin de renforcer le mensuel et d’enrichir la production de deux suppléments annuels plus étoffés (48 pages au lieu de 32), réalisés par l’équipe d'Eco en questions.

Derrière les deux revues, deux associations. L’Association EEQ, très dynamique, organise des conférences-débats sur des thèmes d’actualité. En 1985-1986, les élections législatives de mars 1986 étaient évidemment à l’ordre du jour. Alain Lipietz et Michel Beaud, entre autres, s’y sont succédés pour discuter, le premier, de l’équipe « *Gauche alternative*» qu’il a tenté [188] de mener au pouvoir en Seine-St- Denis, et le second, du « Bilan de la gauche au pouvoir ». D’autres débats ont porté sur la pensée économique de la Droite (Le Pen et consorts...) et du RPR-UDF. Des débats animés en général, que l’association EEQ résume pour envoyer, sous forme de bulletin, à ses membres en province, qui sont parfois un peu isolés des débats qui agitent la capitale française.

L’entretien avec Michel Aglietta que publie *Interventions économiques* dans le présent numéro est d’ailleurs le fruit d’une conférence organisée par *Éco en questions.*

De leur côté, quelque 300 membres de l’association *Alter Éco* ont fourni 150 000 Francs (environ 30 000$ canadiens), en dons ou en prêts, pour le lancement du mensuel. Le projet reste ambitieux. Le dynamisme et le travail bénévole des membres de l’association doivent suppléer à l’appui d’un groupe de presse. Mais le produit se situe dans un « créneau » bien défini, il est de bonne qualité et peut intéresser même des lectrices et lecteurs du Québec. Qu’on en juge par quelques dossiers récents : Les 35 heures (AE n° 23) ; Automatisation et emploi (AE n° 25) ; Syndicats : encore un espoir ? (AE n° 28) ; La flexibilité : piège ou panacée (AE n° 26) ; Faut-il ouvrir nos frontières ? (AE n° 33, un thème particulièrement d’actualité au Québec !) ; USA : une forme olympique ? (EEQ n° 30) ; Dualisme : quand la société s’éclate (EEQ n° 31) et tant d’autres...

En attendant *qu’Interventions économiques* puisse lancer un journal d’actualité économique au Québec, nos collègues *d’Alternatives économiques* et *d'Economie en questions* offrent un produit qui peut intéresser certains de nos lecteurs actuels. Et eux, *comme nous, ont besoin d’abonnements* pour survivre !

Pour s’abonner, écrire à :

*Alternatives économiques* 20,

rue d’Assas, 21000 Dijon

Abonnement annuel — mensuel et supplémentaire : 210 F (par avion : 273 F)

Abonnement annuel au mensuel seulement : 150 F (par avion : 200 F) ET POUR INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES, VOIR LE COUPON PAGE 5

***Association Débattre Autrement*** (ADA)

**Éditions de la Table Ronde. 460 pages. (120 francs)**

Et voilà. Ce qui devait arriver arriva. En France, en mars 86, la gauche a cédé la place à la droite. Et cependant, curieusement, on peut dire que la gauche a laissé un certain nombre d’indicateurs économiques dans une position plutôt meilleure que celle qu’avait trouvée le Parti socialiste au lendemain de mai 81, comme le montre bien le bilan établi [189] par l’ADA, l’Association pour Débattre Autrement.

En effet, paradoxalement, on peut presque dire que les socialistes ont relancé le capitalisme français. La Bourse de Paris n’avait pas été aussi florissante depuis longtemps. L’inflation a été presque réduite à néant début 86. Et l’excédent de la balance des paiements enregistrait un solde positif comme on n’en avait pas vu depuis bon nombre d’années.

Mars 86 donc, on en était à l’heure des bilans. Bilan de cinq années de gouvernement socialiste. C’est ce bilan qu’ont effectué une trentaine de hauts fonctionnaires, tous âgés de moins de trente ans, anciens élèves de LENA (Ecole nationale d’administration), qui se sont regroupés dans l’Association pour Débattre Autrement. Débattre autrement, certes, puisqu’ils préfiguraient en quelque sorte la cohabitation politique qui allait suivre, l’ADA réunissant des membres de différentes formations politiques, du Parti socialiste au RPR, à l’exclusion toutefois du Parti Communiste et du Front national (extrême- droite).

Dans ce « Bilan de la France 1986 », l’ADA a voulu faire du « décrassage idéologique » lit-on dans le bouquin. Les auteurs ressentaient une « lassitude devant la crispation du débat politique sur des mots d’ordre qui tiennent lieu de doctrine »... Et il faut reconnaître que la campagne électorale de mars 86 ne fut pas des plus excitantes ! Comme le soulignait alors Colombani dans le Monde (8/2/86), la France en campagne ressemblait « à un vaste « no man’s land » idéologique ». Ce n’est pas l’image que l’on en a habituellement au Québec mais Colombani poursuivait très justement : « comment trouver matière à débat entre des socialistes revenus du socialisme et des libéraux à qui le libéralisme fait peur ? ». Dur, dur !!

Il reste cependant matière à débat, et sans doute même *nécessité* de débattre, aujourd’hui, au lendemain du retour de la droite au pouvoir. Nécessité de débattre au sujet des réalisations, des acquis et du bilan global de ce quinquennat de la gauche au pouvoir. Et pour ce faire, les sources d’information ne manquent sans doute pas, mais elles sont peut-être trop diffuses, dispersées et inaccessibles, surtout à partir du Québec. D’où l’intérêt de cette analyse de l’ADA où, bien sûr, l’économie occupe une place de choix : les deux premiers chapitres portent sur « les grands équilibres économiques » et « l’action sur les structures et les secteurs économiques » (notamment sur les nationalisations, la recherche, la technologie, la planification).

Tous les domaines de l’action gouvernementale du PS ont été passés au peigne fin, aussi bien la culture et les modes de vie que la politique, locale et étrangère, de même que les relations de travail (où l’ADA passe un peu vite tout de même... ou peut-être est-ce que mon propre intérêt pour la question fausse la perspective !). Tout cela est décrit, analysé, avec nombreux graphiques et tableaux à l’appui, en quelque 454 pages. L’analyse est rigoureuse ; peut-être est-ce parce que les auteurs sont des énarques : ils ont une réputation à conserver !

L’intérêt du bouquin est d’autant [190] plus grand que l’ADA s’est inspirée du rapport de M. Bloch-Lainé commandé par François Mitterrand en 1982, reprenant les mêmes thèmes et établissant les comparaisons entre l’état de la France en mai 1981 et mars 1986.

Le grand mérite de la gauche, selon l’ADA, est d’abord d’avoir finalement (après l’échec de la tentative de relance keynésienne) mieux perçu que le gouvernement qui l’avait précédé l’étendue de la crise en France. D’où, après des débuts marqués au coin de l’« idéologisme », une « cure de réalisme », qui se traduit par une forte poussée d’économisme de 1982 à 1985, avec contrôle des prix et des changes, limitation des hausses de salaires et budgets d’austérité. Le bilan de cette gestion économique est, comme nous l’avons indiqué en début d’article, plutôt positif.

Mais l’échec majeur est celui de l’emploi qui, malgré les promesses de 1981, ne s’est pas amélioré. Comme le note l’ADA, les industries françaises continuent de perdre des parts de marché, les inégalités de salaire se maintiennent et le chômage persiste et continue de frapper les mêmes catégories, sociales les immigrés et les jeunes notamment.

Au delà du bilan, de ces chiffres, graphiques et analyses fort utiles pour évaluer les fruits de cette expérience de gouvernement socialiste, les énarques de l’ADA concluent, sans doute un peu rapidement, que la politique économique ne peut se concevoir de mille façons... Peut- être, mais encore faut-il trouver la bonne recette ! L’ADA ajoute que les dossiers aujourd’hui primordiaux sont ceux de l’immigration, de la protection sociale, de la formation, de la recherche et, plus largement, de la réduction des inégalités.

D’après nous, il faudra aussi voir si les « acquis sociaux » en matière de relations de travail et de conditions de travail seront préservés, comme le souhaitent apparemment la majorité des Français, électeurs de droite inclus (cf. sondage SOFRES in *Le Monde*, 26/27 janv. 1986). Pour ne citer que les principaux acquis sociaux, mentionnons la retraite à 60 ans, la semaine de travail de trente-neuf heures, la cinquième semaine de vacances annuelles et, peut-être plus important encore en termes d’évolution sociale à moyen terme, les groupes d’expression et les nouveaux droits des travailleurs dans l’entreprise (Lois Auroux).

Comme le soulignent les auteurs en introduction, il s’agissait de faire le bilan de la France en 1986 et non le procès d’un gouvernement, de juger une nation et non une gestion. Il s’agissait aussi d’« évaluer les marges de manœuvre et les limites de l’action des gouvernements de demain »...

Le bouquin fait ressortir la diversité des engagements, des politiques mises en œuvre et des résultats obtenus. Mais aussi « le désarroi des certitudes et des critères », le brouillage des idéologies et des politiques économiques proposées à la fin de ce quinquennat.

La gauche aurait bien aimé être encore aux commandes avec ce bilan de 1986, plutôt que celui dont elle a hérité en 1981. Mais la population française en a décidé autrement. Reste qu’au-delà des débats politiciens, ce genre de bilan constitue, [191] à nos yeux, un excellent outil pour une évaluation globale de la gestion de l’État, surtout, comme c’est le cas ici, lorsqu’on peut comparer la gestion et les résultats de l’un et de l’autre sur différents plans simultanément. L’exercice des énarques, tout comme le bilan d’ailleurs, est « globalement positif » !

Diane Tremblay

**Mais qui a peur du travail des femmes ?**

Margaret Maruani, Paris, Éditions Syros, oct. 1985

« Mais qui a peur du travail des femmes ? ». La question est bien lancée par Margaret Maruani dans ce bouquin de quelques 175 pages qu’elle vient de faire paraître chez Syros. Avec une certaine malice et un bon sens de la formule, cette sociologue française confronte les mots, les mythes et les fables au sujet du travail des femmes aux faits, c’est-à-dire aux lois et aux chiffres.

Comme elle le souligne bien, même si l’emploi est en crise, même si la flexibilité fait de plus en plus de ravages partout, les femmes restent intransigeantes sur leur emploi. En effet, les taux d’activité des femmes n’ont cessé d’augmenter depuis les années 70, en France (comme dans la plupart des pays de la Communauté économique européenne et en Amérique d’ailleurs). Maruani souligne que la hausse du taux d’activité des femmes explique d’ailleurs la presque totalité de l’augmentation de la population active depuis une quinzaine d’années. Deux chiffres le montrent bien : la population active française a augmenté de 1,7 million, dont 1,5 million de femmes.

L’analyse de Maruani repose non seulement sur l’analyse des statistiques nationales, mais aussi sur cinq études de cas dans différents secteurs, dont la presse, les mutuelles et la production d’appareils ménagers. Et c’est là qu’apparaissent les paradoxes. Les mythes et les fables au sujet du travail des femmes !

Maruani montre que malgré la présence massive des femmes sur le marché du travail, et leur persistance à travers la crise, la perception du travail des femmes par les employeurs, les sociologues, voire les économistes, reste en retard sur la réalité. Certains semblent ou tout au moins font semblant de penser que l’emploi des femmes est contingent, qu’elles pourraient éventuellement retourner au foyer.

C’est ainsi, paradoxalement, que le « droit à l’emploi » des femmes n’est toujours pas véritablement reconnu, selon Maruani. Qu’entend- elle par là ? Exemples : lorsqu’il s’agit de temps partiel, d’aménagement du temps de travail, de transformation de postes à plein temps en temps partiel, on songe généralement [192] d’abord aux femmes, explicitement ou (souvent) implicitement, comme elle l’a vérifié dans ses enquêtes de terrain.

Malgré cela, l’activité des femmes se maintient, alors que le taux d’activité des hommes diminue, en France comme en Europe en général. Au début des années soixante- dix, neuf hommes européens sur dix étaient actifs, alors qu’aujourd’hui c’est plutôt huit sur dix, ou 80%. En France, le taux d’activité des femmes est de 55% (mais il atteint même 74% et 77% au Danemark et en Suède respectivement, le temps partiel ayant bien sûr une incidence sur ces chiffres élevés du Nord de l’Europe). On peut d’ailleurs noter que le temps partiel reste relativement peu développé en France, comparativement aux pays anglo-saxons et, selon Maruani, cela marquerait plutôt l’« avance » de la France que son retard. À ses yeux, le temps partiel constitue plutôt une « menace » pour les femmes : « c’est une façon très insidieuse de réduire leur emploi », précisait-elle en entrevue.

Quoi qu’il en soit, malgré les salaires inférieurs offerts aux femmes (écart de 28% aujourd’hui contre 36% en 1950), malgré leur taux de chômage deux fois plus élevé que celui des hommes, et malgré certaines tentatives de « flexibiliser » leur travail, les femmes ne se sont pas comportées en « armée de réserve » au cours de la crise. Et, aujourd’hui, le problème des femmes n’est plus celui du choix entre le travail ou des enfants, mais plutôt le des deux, note Maruani, qui signale la disparition de la courbe d’activité bimodale des femmes.

Maruani met donc en relief ce changement important dans le comportement des femmes : non seulement leur emploi s’est-il maintenu, et non seulement leur taux d’activité a-t-il continué d’augmenter, mais si elles sont en chômage, elles restent *demandeuses d’emploi* et ne se retirent pas du marché du travail.

Parallèlement à ce changement de comportement des femmes, Maruani note que le comportement de *certains* employeurs à l’égard de la main-d’oeuvre féminine s’est aussi modifié. Comment ? D’abord, ils se rendent compte que les femmes ne sont plus *de passage* sur le marché du travail, mais qu’elles y sont *pour rester*, du moins tout autant que les hommes. Ils commencent donc à ajuster leurs pratiques en conséquence. De plus, ils constatent que les femmes sont souvent plus formées, en termes de formation générale, que les hommes ; en période de changements technologiques accélérés, la nécessité de reconvertir et de requalifier la main-d’oeuvre s’impose comme une nécessité permanente, d’où l’intérêt d’une bonne formation de base.

Les études de cas de Maruani témoignent d’un début de changement dans la gestion de la main-d’oeuvre féminine. Les employeurs constatent qu’il y a un « potentiel » à exploiter chez les femmes et commencent à investir davantage dans la formation et les carrières des femmes. Ce n’est bien sûr pas le cas partout, certains restant apparemment sous l’emprise du mythe « Femmes laborieuses. Femmes dangereuses », titre qui chapeaute la deuxième partie du bouquin de Maruani. De plus, les motivations [193] sont parfois ambivalentes...

Quoi qu’il en soit, ce livre « bâti à la manière d’un miroir », les faits et les chiffres contre les mythes et les fables, reflète bien l’évolution récente de l’emploi des femmes et les réactions, multiples et ambivalentes, qu’il suscite.

Diane Tremblay

***Pour un féminisme libertaire***

Micheline de Sève, Boréal Express, 1985, (154 p.)

Comme nous le rappelle cette étude, le féminisme né au début du 19e siècle sur la base de l’abolition de l’esclavage aux États-Unis et de l’émergence du socialisme en Europe, s’est nourri ensuite du bouleversement des rôles sexuels traditionnels provoqué par les deux guerres mondiales, s’est établi entre 1950 et 1960 sur l’entrée des femmes dans le monde du travail, et enfin dans les années 70 sur des revendications radicales d’autonomie.

Dans cette chronologie du féminisme, l’ouvrage de Micheline de Sève s’inscrit bien dans la décennie des années 80.

En effet, après le radicalisme allant parfois jusqu’au rejet de l’autre sexe, après l’acquisition d’une contraception et d’un avortement libres, les féministes restent aujourd’hui interpellées plus avant dans leurs décisions par cette fonction de maternité, qui n’est pas seulement reproductrice mais aussi sociale et culturelle. Peuvent-elles rejeter, sans entrer dans une contradiction profonde, le sexe mâle que biologiquement elles reproduisent et perpétuent ?

C’est là que le féminisme, se tournant vers une analyse plus globale, s’attaque de front au politique, au patriarcat comme système de domination des hommes sur les autres, des hommes sur les femmes, des classes, des races, des générations, des cultures sur les autres.

Et c’est dans ce mouvement féministe alternatif que s’insère M. de Sève qu’elle qualifie de libertaire et d’anti-dogmatique. Ce féminisme, « déçu par l’aveuglement du socialisme à la dimension politique des rapports de sexe », veut composer avec la différence, la remettre à « égalité », y puiser les preuves désarticulant le patriarcat.

Trois points forts préservent la substance de ce livre, même s’ils se fondent trop souvent à d’autres développements, et ce d’une façon passablement désordonnée : la critique du patriarcat et par là celle de la théorie marxiste, l’accent mis sur le pouvoir des femmes et de leurs corps, et enfin la remise en question du concept de travail dans son rapport du privé au politique.

Micheline de Sève dénonce le [194] patriarcat comme structure « pénétrant le corps social » dans sa totalité et soumettant les hommes comme les femmes à la hiérarchisation basée sur une différence quelle qu’elle soit, différence de classes, d’activités, de sexes...

Dans la pyramide patriarcale, c’est l’État représenté par des institutions qui contrôle et soumet à travers entre autres ses politiques familiales, démographiques, salariales, de main-d’oeuvre... Que ce soit dans les rapports de production ou de reproduction les femmes n’échappe pas à ce contrôle.

C’est là que l’auteure relève les difficultés d’articulation de la théorie marxiste qui prétendait améliorer le sort des femmes en même temps que celui de la condition ouvrière. Mais « le sens de la hiérarchie sexuelle ne disparait pas avec la participation des femmes à la production sociale ». Au contraire, « l’oppression des femmes entre dans la structuration des rapports de travail et de pouvoir ». « La théorie des classes relègue au second plan la question sexuelle et les rapports du privé au politique » comme l’ont fait le socialisme du début du 19e siècle et tous les gouvernements et partis se succédant alléguant la priorité des revendications prolétaires ou révolutionnaires de tous les hommes et de toutes les femmes avant celle de la seconde moitié du monde.

D’autant plus que le rapport des femmes à leurs corps change. Ce pouvoir des femmes de reproduire la vie humaine, qui fut tour à tour glorifié, mystifié, rejeté ou psychanalytiquement effrayant, n’a sans doute pas été étranger « à l’origine de la violence du monde patriarcal » exigeant, comme le notent plusieurs anthropologues, la propriété et le contrôle de la progéniture, source d’enrichissement et de main-d’oeuvre, dans des sociétés fondées sur l’accumulation de subsistance.

De nos jours, après « le romantisme du 18e siècle et la glorification de la fonction maternelle et de l’éducation à la fin du 19e siècle », les femmes revendiquent la liberté de décider de mettre un enfant au monde ou non et par là de « prendre possession de leur sexualité et de conserver leur intégrité physique ».

M. de Sève dénonce avec elles l’État qui ne prend que peu de mesures et de responsabilités vis-à-vis des circuits de la reproduction humaine (de la conception à l’éducation) et qui pourtant veut contrôler le corps des femmes dans une politique démographique qui entretient soigneusement le principe de la division des tâches « entre la sphère privée de reproduction et celle de la production ».

Il y a là, note l’auteure, le piège de la rémunération du travail « domestique » dans lequel il faut éviter de se jeter : ce serait pour l’État un moyen supplémentaire de contrôler le privé sans doute à peu de frais, les tâches féminines étant automatiquement dévalorisées puisque « perçues comme automatismes » de rôles.

Et enfin, peut-on appliquer une « valeur marchande à une production affective » ? Ce « noyau irréductible du travail domestique et nourricier » pose problème dans la vision productive de marchandises de la société capitaliste car il est « personnalisé, intransmissible » — la location des ventres est-elle vraiment [195] pour demain ? — et ne prend de sens qu’au sein d’une fonction sociale à travers des « relations d’échange de services » entre le privé et le politique.

Redéfinir le concept de travail dans son ensemble participe d’un féminisme libertaire et subversif puisqu’il n’est plus considéré comme une fonction uniquement « économique », mais aussi comme un « engagement » et que, l’acte de production est aussi, indissociablement, « expression vitale » de soi et d’une société.

Patriarcat et reproduction au sein de la division des tâches, ainsi pourrait-on tracer les grandes lignes de l’ouvrage de M. de Sève dont on regrette qu’il ne soit pas plus structuré : les chapitres semblent avoir été parfois inversés et on a du mal à retrouver le parcours logique de la pensée de l’auteure.

Par ailleurs, pour donner une ossature plus consistante à cette analyse, certains thèmes auraient gagné à être approfondis comme celui de la « culture spécifique des femmes », leur expérience historique, ou celui de l’entrée des hommes dans la sphère domestique. Leur développement aurait permis une meilleure articulation de ce que pourrait être un féminisme libertaire dans ses apports, ses moyens d’actions, ses revendications immédiatement applicables et les modifications qu’il serait susceptible d’entraîner dans ses rapports à l’État et aux hommes et dans les rapports des hommes aux femmes entre eux.

Il semble aussi qu’au niveau de la conception ou du parti-pris libertaire adopté par l’auteure le texte manque d’assises, de rigueur, et ne justifie ou ne reflète que maladroitement le titre énoncé. Sur le terrain des théories anarchistes, M. de Sève néglige référents et approfondissements. Le slogan qui est une formule concise et frappante ne peut être compris que s’il a été auparavant étayé. L’anarchisme déstructuré l’autorité, met en perte d’équilibre jusqu’aux soubassements d’une société, défait toutes les mailles pour permettre la création et l’épanouissement individuel et collectif. Il est regrettable, de ce fait, que le terme « libertaire » de cet ouvrage féministe renvoie beaucoup plus à la forme du texte qu’à son contenu.

Cependant, et malgré certaines répétitions, on peut apprécier les nombreuses pistes de recherche, souvent inspirées d’auteur(e)s connu(e)s, esquissées le long de ces pages et remémorant les noms de la littérature féministe (N. Roussel, V. Woolf, D. Dinnerstein, B. Friedman, C. Olivier, M. Stone...).

Enfin, Micheline de Sève nous donne le goût d’en savoir davantage sur un féminisme qui serait libertaire et spécifique au Québec où ses possibilités de croissance semblent être favorisées plus qu’ailleurs, la Révolution Tranquille en 1960 ayant montré que des modifications fondamentales, notamment celles des femmes par rapport à la maternité, au travail, à la sexualité, ... peuvent apparaître au sein même d’un monde patriarcal.

Anne-Rose GORROZ

[196]

***Les vagabonds du rêve***

Marc Lesage, Boréal*,* 1986, 141 p.

Le Conseil central de Montréal de la CSN a fondé en 1981 un syndicat de sans-emploi dont Marc Lesage a été un des conseillers. Après quelques années d’une laborieuse et déchirante existence, ce syndicat disparaît, ne reproduisant, comme le dit l’auteur dans sa prose sensible et chaleureuse, « que l’image désolante de sa propre exclusion ». Cet échec sert de catalyseur à la démarche sociologique de M. Lesage qui cherche à comprendre ce nouveau prolétariat aux multiples visages : « temps partiels, temporaires, surnuméraires, travailleuses et travailleurs »au noir« , ménagères involontaires, chômeuses et chômeurs, assistées sociales, sans-statut de toutes sortes... mi-étudiants, mi-travailleurs et mi-chômeurs ».

L’instabilité et la précarité ne sont pas nouvelles : elles se sont développées avec le salariat dont elles constituent une composante essentielle. Mais la présente crise et le type de gestion instauré par le patronat leur ont donné une ampleur inégalée. L’auteur distingue le « précaire triste », qui aspire à un travail stable et régulier, du « néoprolétaire scandaleux ou alternatif » qui refuse le salariat abrutissant. La crise économique est ainsi doublée par une crise culturelle : une fraction importante de la population refuse de gagner sa vie en sacrifiant la multiplicité et la complexité de ses aspirations dans un travail intéressant. Marc Lesage centre son analyse sur ces « vagabonds du rêve ».

Par le refus de l’abrutissement ou la tentation de fuite, ces néo-prolétaires se dérobent à l’encastrement dans un travail ennuyeux, même s’il est rémunérateur. Mais quitter un tel emploi pour vivre selon ses rêves ne constitue pas une voie de facilité : « de retour au pays, les études terminées, en cours ou abandonnées, le projet alternatif à bout de souffle, les économies épuisées, le chômage plus ou moins achevé, l’assistance sociale à l’horizon, bref la tentation de fuite assouvie, on se retrouve, dans un contexte où le marché de l’emploi demeure très étroit, face à des choix guère plus reluisants que cet emploi que l’on avait pourtant quitté, quelques années auparavant, comme acte de liberté ». Vouloir vivre autrement, vouloir aménager son temps selon ses besoins et ses désirs ne cadre pas avec le système et conduit fréquemment à une pauvreté matérielle non souhaitée. Consommer grâce à un travail ennuyeux ou vivre pauvrement constitue l’alternative réelle que contestent ces rêveurs indomptés.

La négociation et l’application des conventions collectives sont la fonction primordiale du syndicalisme. Avec qui le syndicat des sans- emploi pouvait-il négocier et selon [197] quel rapport de forces ? Faute d’une réponse convainquante, ici comme ailleurs, le syndicat n’a pas survécu à ses propres balbutiements. Vivre selon ses désirs est un choix éminemment individuel, même si plusieurs le font. Une pluralité d’individus ne constitue pas une communauté. Les vagabonds du rêve, ces sujets qui refusent de devenir objets du capital, ne sont pas des acteurs sociaux. L’impossible syndicat de sans-emploi renvoie donc plus fondamentalement, selon Lesage, à un impossible mouvement social des précaires.

Marc Lesage souhaite que le syndicalisme se renouvelle en s’inspirant de cette nouvelle façon de vivre : « si le syndicalisme est pressenti de survivre au déclin du mouvement ouvrier qu’en s’institutionnalisant et en se corporatisant davantage, il ne faudrait pas sous- estimer la possibilité qu’il puisse paradoxalement succomber au charme, à la douce subversion des vagabonds du rêve, apprendre de leurs refus, angoisses et désirs, et permettre ainsi, à l’horizon de la société post-industrielle, l’émergence d’un autre type de discours et de pratiques syndicales ». Mais comment le syndicalisme pourrait-il se transformer si les précaires sont impuissants à se constituer en mouvement social et si les syndicats sont formés, comme l’affirment ces « vagabonds », de « privilégiés », d’« égoïstes », d’« aliénés », de « complices du système » ?

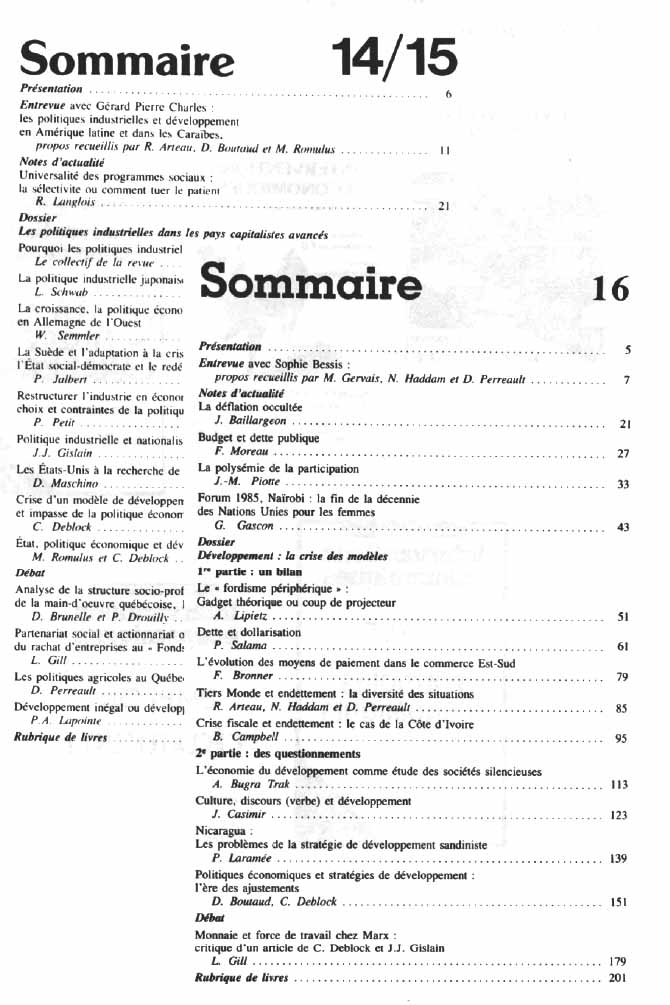
Des enquêtes effectuées aux États-Unis dans les années soixante- dix démontrent que la majorité de la population veut un travail rémunérateur et intéressant. Travailler bêtement pour élever sa famille et pour consommer comme ses voisins : ces valeurs prédominantes d’après- guerre ne sont portées maintenant que par une minorité. La famille traditionnelle (père pourvoyeur, mère éleveuse et enfants) ne constitue plus la norme et on ne voit plus pourquoi on devrait sacrifier sa vie au travail pour consommer davantage. La triade travail taylorisé-famille- consommation, dominante au Japon, n’est plus en Amérique du Nord qu'objet de nostalgie ou de répulsion. Les préoccupations des vagabonds du rêve sont partagées, quoiqu’ils en pensent, par de nombreux travailleurs réguliers dont ils ne sont que la pointe avancée, l’avant-garde, les radicaux. Face aux choix restreints offerts par le marché du travail, certains optent pour la liberté dans la pauvreté et d’autres pour la consommation dans l’asservissement, mais chacun s’interroge et aspire à une vie différente. C’est ce qu’a compris le patronat qui multiplie les programmes, dont celui de qualité de vie au travail, pour rattacher les travailleurs à l’entreprise. L’institution syndicale, car on ne peut plus parler de mouvement, est en retard, regardant les problèmes du présent à la lumière de sa tradition. Mais cette nouvelle sensibilité, qui s’infiltre dans les syndicats par l’intermédiaire des précaires syndiqués et de plusieurs travailleurs à plein temps, se développera et bousculera les habitudes et les certitudes des membres de l’appareil, les forcera à repenser leurs discours et leurs pratiques.

Jean-Marc Piotte

[198]



[199]



[200]

**Interventions économiques *numéros parus***



1. a « Mulroney contre le libre-échange avec les USA », *Le Devoir*, 16 mai 1983. [↑](#footnote-ref-1)
2. Comité mixte sur les relations extérieures du Canada, Rapport au Parlement, 23 août 1985, page 18 :38. [↑](#footnote-ref-2)
3. *Ibid*., pages 18 :39 et 18 :40. [↑](#footnote-ref-3)
4. *Globe and Mail*, 23 mars 1985. [↑](#footnote-ref-4)
5. Revue de la Banque du Canada, juin 1985, page S138. [↑](#footnote-ref-5)
6. Compétitivité et sécurité. Ministère des affaires extérieures, Ottawa, 1985, page 35. [↑](#footnote-ref-6)
7. *Globe and Mail*, 21 mars 1985. [↑](#footnote-ref-7)
8. Commission royale sur l’union économique, Rapport, 1985, Vol. 1, page 291. [↑](#footnote-ref-8)
9. *Ibid*., Vol. 1, pages 338, 339 et 394. [↑](#footnote-ref-9)
10. Drache & Cameron, *The Other Macdonald Report*, Toronto, 1985, page X. [↑](#footnote-ref-10)
11. Commission royale sur l’union économique, Rapport, 1985, Vol. 1, page 359. [↑](#footnote-ref-11)
12. *Ibid*., Vol. 1, page 292. [↑](#footnote-ref-12)
13. *Ibid*., Vol. 1, page 381. [↑](#footnote-ref-13)
14. Données citées dans le Mémoire de la CSN au Comité permanent sur l’expansion économique, Ottawa, mars 1985, page 2a). [↑](#footnote-ref-14)
15. Commission royale sur l’union économique, Rapport, 1985, Vol. 2, page 419. [↑](#footnote-ref-15)
16. *Ibid*., Vol. 1, page 296. [↑](#footnote-ref-16)
17. *Ibid*., Vol. 1, pages 296 à 298. [↑](#footnote-ref-17)
18. *Ibid*., Vol. 1, page 369. [↑](#footnote-ref-18)
19. *Ibid*., Vol. 1, pages 377 et 378. [↑](#footnote-ref-19)
20. *Ibid*., Vol. 1, page 379. [↑](#footnote-ref-20)
21. *Ibid*., Vol. 1, page 384. [↑](#footnote-ref-21)
22. *Ibid*., Vol. 1, page 383. [↑](#footnote-ref-22)
23. Traduction, *Financial Post*, 2 janvier 1985. [↑](#footnote-ref-23)
24. Statistique Canada, *Emploi, gains et durée du travail,* cat. nos 72-002, mai 1985. [↑](#footnote-ref-24)
25. Commission royale sur l’union économique, Rapport, 1985, Vol. 1, page 363. [↑](#footnote-ref-25)
26. CSN, Mémoire au Comité sur les relations extérieures du Canada, Ottawa, août 1985, page 4. [↑](#footnote-ref-26)
27. Commission royale sur l’union économique, Rapport, 1985, Vol. 1, *page* 397. [↑](#footnote-ref-27)
28. *Ibid*., Vol. 1, page 396. [↑](#footnote-ref-28)
29. CSN, Mémoire au comité sur les relations extérieures du Canada, Ottawa, août 1985, page 7. [↑](#footnote-ref-29)
30. Commission royale sur l’union économique, Rapport. 1985, Vol. 1, page 400. [↑](#footnote-ref-30)
31. *Ibid*., Vol. 1, page 401. [↑](#footnote-ref-31)
32. *Ibid*., Vol. 1, page 398. [↑](#footnote-ref-32)
33. *Ibid*., Vol. 1. page 333. [↑](#footnote-ref-33)
34. *Ibid*., Vol. 1, page 336. [↑](#footnote-ref-34)
35. « Libre-échange. Mulroney : un échec possible », *Le Devoir*, 8 février 1986. [↑](#footnote-ref-35)
36. Concernant le débat en anthropologie portant sur l’origine de l’« État », voir R. Cohen et E.R. Service (eds) *Origins of the State*, Philadelphia Institut for the study of Human Issues, 1978. Le moins que l’on puisse dire c’est que le débat ne semble pas encore totalement tranché. [↑](#footnote-ref-36)
37. L’échec des systèmes dits « socialistes » dont le projet (idéologique ?) initial était d’abolir à terme l’État, est à cet égard tout à fait révélateur. [↑](#footnote-ref-37)
38. P. Clastres *La société contre l’État*, Paris : Minuit, 1974. [↑](#footnote-ref-38)
39. C. Castoriadis « La logique des magmas et la question de l’autonomie » in L’auto-organisation. De la physique au politique, Colloque de Cérisy, Paris : Seuil, 1983, pp. 421-443. [↑](#footnote-ref-39)
40. La définition du libéralisme que propose Pierre Lemieux est à cet égard on ne peut plus exemplaire : « ... le terme libéralisme revêt une signification très précise, celle d’une philosophie politique axée sur la souveraineté de l’individu. Elle repose sur deux piliers essentiels : le libéralisme économique (Adam Smith, Jean-Baptiste Say, Milton Friedman, Friedrich Hayek, ...), qui soutient que l'économie et la société fonctionnent mieux quand les individus sont libres plutôt que soumis à des « objectifs sociaux ou collectifs« ; et le libéralisme juridique (John Locke, Alexis de Tocqueville, Benjamin Constant, Norbert Nozick, ...), qui affirme l’existence de droits individuels antérieurs à tout arrangement social ou politique. Le libéralisme politique, quant à lui, n’est qu’un moyen instrumental et subordonné de protéger la liberté individuelle », *Le Devoir*, 12 juillet 1986, p. 1. [↑](#footnote-ref-40)
41. Voir L. Althusser-E. Balibar, *Lire le Capital,* Paris : Maspéro, 1968 ; L. Althusser, Positions (1968-1976), Paris : Éd. Sociales, 1976 ; et N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales,* Paris : Maspéro, 1968. [↑](#footnote-ref-41)
42. Voir : P. Boccara, *Études sur le capitalisme monopoliste d’Éta*t, Paris : Éd. Sociales, 1974. [↑](#footnote-ref-42)
43. Voir : M. Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris : Calmann-Lévy, 1976 ; R. Boyer, J. Mistral, *Accumulation, inflation et crise,* Paris : P.U.F., 1978, *réédition augmentée* 1983 ; et pour une présentation simple du modèle formel voir : J.H. Lorenzi, O. Pastre, J. Toledano, *La crise du XXe siècle*, Paris : Économica, 1980. [↑](#footnote-ref-43)
44. Karl Polanyi, The Great Transformation (1944) trad. fr. : La Grande Transformation (Aux origines politiques et économiques de notre temps), Paris : Gallimard, 1983. [↑](#footnote-ref-44)
45. Voir : K. Polanyi et C. Arensberg, Trade and Market in the Early Empires (1957) ; trad. fr. : Les systèmes économiques dans l’histoire et dans la théorie. Paris : Larousse, 1975. [↑](#footnote-ref-45)
46. K. Polanyi, La Grande Transformation, *op. cit.* [↑](#footnote-ref-46)
47. « Une séparation toujours plus stricte entre le commerce local et le commerce d’exportation, telle fut la réaction de la vie urbaine devant un capital mobile qui menaçait de désintégrer les institutions de la ville », *Ibid.*, p. 98. [↑](#footnote-ref-47)
48. « Ainsi le commerce extérieur et le commerce local sont tous deux fonction de la distance géographique, le premier réservé aux seuls biens qui peuvent la supporter, le second à ceux qui ne le peuvent pas. C’est à juste titre que ce type de commerce est dit complémentaire. Les échanges locaux entre la ville et la campagne, le commerce extérieur entre deux zones climatiques différentes, sont fondés sur ce principe. Ce genre de commerce n’a pas besoin de comporter de concurrence, et si cette dernière avait tendance à le désorganiser, il n’y a rien de contradictoire à l’éliminer ». *ibid*., p. 92. [↑](#footnote-ref-48)
49. « Ni le port, ni la foire, ni l’étape n’engendra les marchés intérieurs ou nationaux » *ibid*., p. 93 ; « Les marchés locaux sont essentiellement, des marchés de voisinage et, quelque importance qu’ils aient pour la vie de communauté, rien n’indique, où que ce soit, que le système économique dominant se modèle sur eux. Ils n’ont pas été des points de départ du commerce intérieur ou national ». *Ibid*., p. 95-96. [↑](#footnote-ref-49)
50. « Le résultat le plus important des marchés — la naissance des villes et de la civilisation urbaine — fut, en fait, la conséquence d’une évolution paradoxale. Car les villes, rejetons des marchés, furent non seulement leurs protectrices, mais aussi l’instrument qui les empêchait de s’étendre aux campagnes et d’empiéter ainsi sur l’organisation économique dominante de la société ». *Ibid*., p. 96. [↑](#footnote-ref-50)
51. « Le mercantilisme, malgré toute sa tendance à la commercialisation, ne s’attaqua jamais aux garanties qui protégeaient ces deux éléments fondamentaux de la production qu’étaient le travail et la terre et les empêchaient de devenir des articles de commerce ». *Ibid*., p. 104. [↑](#footnote-ref-51)
52. « Au contraire du commerce extérieur comme du commerce local, le commerce intérieur est, pour sa part, essentiellement concurrentiel : les échanges complémentaires mis à part, il comporte un beaucoup plus grand nombre d’échanges dans lesquels des biens semblables et d’origines diverses sont offerts en concurrence les uns avec les autres. En conséquence, ce n’est qu’avec l’apparition du commerce national ou international que la concurrence tend à être reconnue comme un principe général du commerce ». *Ibid*., p. 92. [↑](#footnote-ref-52)
53. « On eut alors recours à l’intervention de l’État, qui avait libéré le commerce des limites que lui imposaient la ville et ses privilèges, pour mettre fin à deux dangers étroitement apparentés que la ville avait affrontés avec succès, à savoir, le monopole et la concurrence. Que la concurrence dût en fin de compte mener au monopole, voilà une vérité bien comprise à l’époque ; en même temps, le monopole était encore plus redouté qu’il ne le fût plus tard, car il portait souvent sur les nécessités de la vie et se transformait donc aisément en péril pour la communauté. Le remède administré fut la réglementation totale de la vie économique, mais cette fois, à l’échelle nationale et non plus municipal ». *Ibid*., p. 100. [↑](#footnote-ref-53)
54. « ... ni le commerce au long cours ni le commerce local n’avaient engendré le commerce intérieur des temps modernes ; ce qui ne nous laissait apparemment d’autre choix, pour trouver une explication, que de nous tourner vers le deus ex machina de l’intervention étatique. Ibid., p. 97.

    « ... les villes dressaient des obstacles possibles à la formation de ce marché national ou intérieur que réclamait le grossiste capitaliste. En maintenant le principe d’un commerce local non concurrentiel et d’un commerce au long cours également non concurrentiel et assuré de ville en ville, les bourgeois empêchaient par tous les moyens à leur disposition l’absorption des campagnes dans l’espace du commerce ainsi que l’instauration de la liberté du commerce (*indiscriminate trade*) entre les villes du pays. Ce fut cette évolution qui contraignit l’État territorial à se porter au premier plan comme instrument de la « nationalisation » du marché et comme créateur du commerce intérieur.

    Au XVe et XVIe siècles, l’action délibérée de l’État imposa le système mercantile au protectionnisme acharné des villes et des principautés. Le mercantilisme détruisit le particularisme périmé du commerce local et intermunicipal en faisant sauter les barrières qui séparaient ces deux types de commerce non concurrentiel et en laissant le champ libre à un marché national qui ignorait de plus en plus la distinction entre la ville et la campagne aussi bien qu’entre les diverses villes et provinces ». *Ibid.*, p. 98-99. [↑](#footnote-ref-54)
55. « Tous les types de sociétés sont soumis à des facteurs économiques. Seule la civilisation du XIXe siècle fut économique dans un sens différent et distinct, car elle choisit de se fonder sur un mobile, celui du gain, dont la validité n’est que rarement reconnue dans l’histoire des sociétés humaines, et que l’on n’avait certainement jamais auparavant élevé au rang des justifications de l’action et du comportement dans la vie quotidienne. Le système du marché autorégulateur dérive uniquement de ce principe ». *Ibid.,* p. 54 ; « La transformation suppose chez les membres de la société un changement de leur mobile d’action : le mobile du gain doit se substituer à celui de la subsistance. Toutes les transactions deviennent des transactions monétaires, et celles-ci exigent à leur tour qu’un moyen d’échange soit introduit à chaque articulation de la vie industrielle. Tous les revenus doivent provenir de la vente d’une chose ou d’une autre, et, quelle que soit la source des revenus d’une personne, on doit le considérer comme résultat d’une vente. Le simple terme de « système de marché », par lequel nous désignons le modèle institutionnel que nous avons décrit, ne veut rien dire de moins. Mais la particularité la plus frappante du système réside dans ce qu’une fois qu’il est établi, il faut lui permettre de fonctionner sans intervention extérieure. Les profits ne sont plus garantis, et le marchand doit faire ses bénéfices sur le marché. Les prix doivent être libres et se fixer eux-mêmes. Ce système autorégulateur de marché, c’est ce que nous entendons par « économie de marché ». *Ibid.*, pp. 69-70. [↑](#footnote-ref-55)
56. « Le développement du système de fabrique ayant été organisé comme partie d’un processus d’achat et de vente, le travail, la terre et la monnaie devaient par conséquent être transformés en marchandises afin que la production continuât. Bien sûr, il n’était pas possible d’en faire vraiment des marchandises, car, à la vérité, ils n’étaient pas produits pour être vendus sur le marché. Mais la fiction qui voulait qu’il en fût ainsi devint le principe organisateur de la société ». *Ibid.,* p. 111. [↑](#footnote-ref-56)
57. « ... le libéralisme économique est le principe directeur d’une société dans laquelle d’industrie est fondée sur l’institution d’un marché autorégulateur. Il est vrai qu’une fois ce système à peu près réalisé, on a besoin de moins d’intervention d’un certain type. Cependant, cela ne veut pas dire, loin de là, que le système de marché et l’intervention soient des termes qui s’excluent mutuellement. Car aussi longtemps que ce système là n’est pas en place, les tenants de l’économie libérale doivent réclamer — et ils n’hésiteront pas à le faire — que l’État intervienne pour l’établir et, une fois qu’il est établi, pour le maintenir. Le tenant de l’économie libérale peut donc, sans aucune inconséquence, demander à l’État d’utiliser la force de la loi, il peut même faire appel à la force violente, à la guerre civile, pour instaurer les conditions préalables à un marché autorégulateur... L’unique principe auquel les tenants de l’économie libérale puisse se tenir sans incohérence est celui du marché autorégulateur, qu’il les entraîne ou non à intervenir ». Ibid., p. 201 ; et K. Polanyi de montrer qu’en tant que dogme du libéralisme au XIXe siècle, « le laissez-faire lui-même (avec ses trois principes formant un tout : un marché du travail concurrentiel, l’étalon-or automatique, le libre-échange international.) a été imposé par l’État », *Ibid*., p. 189. [↑](#footnote-ref-57)
58. « ... l’économie de marché implique une société dont les institutions sont subordonnées aux exigences du mécanisme du marché ». *Ibid*., p. 238. [↑](#footnote-ref-58)
59. « ... au coeur de la transformation se trouvait l’échec de l’utopie du marché ». *Ibid*., p. 284. [↑](#footnote-ref-59)
60. « À l’intérieur des nations, nous assistons à une évolution : le système économique cesse de déterminer la loi de la société et la primauté de la société sur ce système est assurée... le résultat est le même pour tous : le système de marché ne sera plus autorégulateur, même en principe, puisqu’il ne comprendra ni le travail, ni la terre, ni l’argent ». Ibid., p. 322 ; « Que des marchés concurrentiels continuent à fonctionner pour d’innombrables espèces de produits, voilà qui ne doit pas gêner la constitution de la société, pas plus que de fixer les prix du travail, de la terre, et de la monnaie à l’extérieur du marché ne porte atteinte à la fonction d’évaluation des prix en ce qui concerne les différents produits ». *Ibid.,* p. 323. [↑](#footnote-ref-60)
61. K. Polanyi explique ce retournement par l’effet à terme d’un *double mouvement* qui « peut être personnifié comme l’action de deux principes organisateurs dans la société, chacun d’entre eux se fixant des visées institutionnelles spécifiques, ayant le soutien de forces sociales déterminées et employant ses méthodes propres. Le premier est le principe du libéralisme économique qui vise à établir un marché autorégulateur, qui compte sur le soutien des classes commerçantes et qui adopte pour méthode principale le laissez-faire et le libre-échange ; l’autre est le principe de protection sociale, qui vise à conserver l’homme et la nature aussi bien que l’organisation de la production, qui compte sur les divers soutiens de ceux qui sont le plus directement affectés par l’action délétère du marché —en premier lieu, mais pas exclusivement, la classe ouvrière et les propriétaires terriens — et qui adopte pour méthodes la législation protectrice, les associations restrictives et d’autres instruments d’intervention ». Ibid., p. 182 ; de plus « L’introduction de marchés libres, loin de supprimer le besoin de commande, de régulation et d’intervention, ont énormément augmenté la portée de celle-ci. Les administrateurs ont dû constamment être sur leurs gardes pour assurer le libre fonctionnement du système ». Ibid., p. 191 ; ainsi : « En dernier ressort, l’autorégulation compromise du marché conduisit à l’intervention politique ». *Ibid.,* p. 270 ; et « le protectionnisme monétaire vint en premier, ..., la protection du travail et de la terre suivit ». *Ibid.,* p. 265. [↑](#footnote-ref-61)
62. Cette particularité de l'analyse de K. Polanyi concernant la différenciation historique des genres de marchés et cela en rapport avec les genres historiques d’État, est fondamental pour la compréhension historique des rapports État-marché- capitalisme. En effet, c’est à notre avis, faute d’une telle analyse et prisonnier d’une représentation référentielle du « Marché » générique opposée au « Monopole » capitaliste que F. Braudel, posant la question : « l’État a-t-il, ou non promu le capitalisme ?, se trouve en situation de ne pouvoir trancher et de devoir répondre laconiquement, sans vraiment défendre la thèse de la primauté du capitalisme : « *Favorable, défavorable*, l’État moderne a été une des réalités au milieu desquelles le capitalisme a fait son chemin, tantôt gêné, tantôt favorisé, et assez souvent progressant en terrain neutre ». F. Braudel, *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme.* XVe — XVIIIe *siècles, tome 2. Les jeux de l’Échange,* Paris : A. Colin, 1979, p. 494. Voir aussi à quel type de confusion conceptuelle la problématique braudélienne peut conduire, 1. Wallerstein, « Braudel on Capitalism and the Market », et « Paul Sweezy Comments », *Monthly Review,* feb. 1986, pp. 11-18 ; De même, en ne différenciant pas clairement les genres historiques de marché dans leurs rapports institutionnels à leurs genres historiques respectifs d’État, P. Rosanvallon *(Le Capitalisme utopique,* Paris : Seuil, 1979) propose une typologie de modèles spatiaux de constitution historique d’« économie de marché » (« Dans le cas de la France (modèle français), le marché est donc en grande partie un produit de l’État », p. 121 ; « Le modèle italien ou allemand. L’économie de marché s’est édifiée sans l’aide de l’État », p. 121 ; « Le modèle anglais. Il apparaît comme une sorte de point d’équilibre entre le modèle français et le modèle italien/allemand », p. 123) qui, si elle n’est pas totalement erronée, laisse croire qu’il s’agit du même « marché » (non concurrentiel ?, régulé ?, autorégulateur ?) et réduit l’« État » au seul État Nation malgré l’importance pourtant relevée du rôle des cités-États. [↑](#footnote-ref-62)
63. Le lecteur comprend maintenant mieux pourquoi tout au long de ce texte, pour des fins de différenciation sémantique, nous utilisons le terme Marché avec un M majuscule lorsqu'il est question de conceptions se référant à la catégorie historique « marché » ayant fondamentalement les mêmes caractéristiques transhistoriques et à la catégorie logique « marché » posée a priori et extérieurement à l’État, alors que nous utilisons le terme marché avec un m minuscule lorsqu’il est question d’un genre historique de marché spécifié analytiquement dans le cadre référentiel d’une configuration historique État-marché. [↑](#footnote-ref-63)
64. Zillah Eisenstein, *Feminism and Sexual Equality,* Monthly Rcview Press, New York, 1984, p. 19. [↑](#footnote-ref-64)
65. Philippe Bénéton, *Le Fléau du bien*, Laffont, Paris, 1983, p. 15. [↑](#footnote-ref-65)
66. Raes Koen « Néo-libéralisme, anti-politisme et individualisme positif » *in Néo-libéralisme,* La Revue nouvelle, n° 3, Bruxelles, mars 1984, p. 250. [↑](#footnote-ref-66)
67. Friedrich Hayek, « Equality, Value and Merit » *in The Essence of Hayed,* Hoover Institute Press, Stanford University, 1984, p. 339. [↑](#footnote-ref-67)
68. Philippe Bénéton, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-68)
69. Raes Koen, *op. cit*., introduction. [↑](#footnote-ref-69)
70. Friedrich Hayek, « Social or Distributive Justice », in *The Essence of Hayek,* op. cit., p. 72. [↑](#footnote-ref-70)
71. *Ibidem*, p. 74. [↑](#footnote-ref-71)
72. *Ibidem*, p. 70. [↑](#footnote-ref-72)
73. Friedrich Hayek, « Social or Distributive Justice », *op. cit*.. p. 71. [↑](#footnote-ref-73)
74. *Ibidem*, p. 333. [↑](#footnote-ref-74)
75. *Ibidem*, p. 96. [↑](#footnote-ref-75)
76. Friedrich Hayek, « Social or Distributive Justice », *op. cit*., p. 97. [↑](#footnote-ref-76)
77. Friedrich Hayek, « Social or Distributive Justice », *op. cit*., p. 85. [↑](#footnote-ref-77)
78. Frédéric Lesemann, « Politique sociale néo-conservatrice et transformation des mécanismes de régulation sociale aux États-Unis », revue *POUR*, Paris, octobre 1985. [↑](#footnote-ref-78)
79. Conférence donnée en octobre 1985, à l’UQAM, dans le cadre d’un colloque de l’Association d’économie politique sur le néo-conservatisme. [↑](#footnote-ref-79)
80. Zillah Eisenstein, citant George Gilder, *op. cit*., p. 48. [↑](#footnote-ref-80)
81. Zillah Eisenstein, *op. cit*., p. 33. [↑](#footnote-ref-81)
82. Philip Green, *The Pursuit of enequality.* Panthéon Books, New York, p. 210. [↑](#footnote-ref-82)
83. Frédéric Leseman, *op. cit*., p. 9. [↑](#footnote-ref-83)
84. Cf. *Conservatism in America*, 2e édition, Cambridge, Harvard University Press, 1982. [↑](#footnote-ref-84)
85. Ce que prévoyait déjà E.J. Bacciocco jr., *The New Left in America. Reform to Revolution* 1956-1970, Hoover Institution Press, 1974, pp. 244 et ss. [↑](#footnote-ref-85)
86. Cf. Robert Nisbet, « The Conservative renaissance in perspective », *The Public Interest*, 81, Automne 1985, page 128. [↑](#footnote-ref-86)
87. Sur la Société du Mont-Pèlerin, on pourra consulter *l'Analyste.* [↑](#footnote-ref-87)
88. Cette question a été développée plus avant in : D. Brunelle, « Libéralisme, néolibéralisme et l’État de droit chez Hayek, Nozick et Rawls : une vue d’ensemble critique ». Lizette Jalbert, et al. (à paraître). [↑](#footnote-ref-88)
89. Cf. A. Hacker, « Inside the Rights Industry », *Fortune,* 15 avril 1985, pp. 177-178. [↑](#footnote-ref-89)
90. Les deux ouvrages classiques de ces deux auteurs sont : J. Rawls, A *Theory of Justice*, The Belknap Press, 1971 et R. Nozick, *Anarchy, State and Utopia,* Basic Books, 1974. La littérature autour de ces thèses est désormais inépuisable. Une récente et intéressante mise au point a été publiée par John Rawls dans *Philosophy and Public Affairs,* 14, 3, été 1985, sous le titre : « Justice as Fairness : Political not Metaphysical ». [↑](#footnote-ref-90)
91. Voir, par exemple, sur les déclarations des prédicateurs Jerry Falwell et Pat Boone : « La fin du monde est proche... », par Konrad Ege, *Le Monde diplomatique*, décembre 1985, pp. 20-21. [↑](#footnote-ref-91)
92. Cf. A. James Reichley, « The Reagan Coalition », *The Brookings Review*, hiver 1982, pp. 6-9. [↑](#footnote-ref-92)
93. La littérature sur l’accession au pouvoir de Reagan est déjà considérable. Parmi les brèves analyses les plus récentes, on peut citer : Murray Kempton, « The Wind that blew in Reagan », *The New York Review of Books,* 28 février 1985, pp. 3-6 ; Stanley Hoffmann, « Semidetached Politics », *The New York Review of Books*, 8 novembre 1984, pp. 34-36. [↑](#footnote-ref-93)
94. Carolyn Weaver « Unholy Alliance », *Mother Jones,* janvier 1986, pp. 14 et ss. [↑](#footnote-ref-94)
95. On peut trouver une illustration de ceci dans le fait que le projet d’une défense stratégique contre des missiles est issu d’une étude commanditée par « The Heritage Foundation » en 1981. À l’heure présente, le projet est piloté par une fondation, *High Fronder,* qui est née dans la foulée de la recherche en question.

    L’« Initiative » a été lancée par Reagan lors de son discours à la nation du 23 mars 1983. Pour une analyse des circonstances entourant le projet ainsi que pour une évaluation critique de sa validité, voir : Georges W. Bail, « The War for Star Wars », *The New York Review of Books,* 11 avril 1985, pp. 38-44. [↑](#footnote-ref-95)
96. Cf. Steven Kelman, « The Grâce Commission : How Much Waste in Government ? » *The Public Interest*, n° 78, hiver 1985, pp. 62-82 ; J. Peter Grace/S. Kelman, « The Grâce Commission Controversy », *The Public Interest*, n° 79, printemps 1985, pp. 111-133. [↑](#footnote-ref-96)
97. Cf. R.P. Nathan et F.C. Doolittle, « The Untold Story of Reagan’s New Federalism », *The Public Interest*, n° 77, automne 1984, pp. 96-105. [↑](#footnote-ref-97)
98. Voir sur ce sujet : Louise Vandelac « [*À droite toutes. Ou l’impact des droites sur le féminisme et les rapports de sexes*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.val.adr)», Colloque de l’Association d’économie politique, Montréal, novembre 1985. [↑](#footnote-ref-98)
99. Pour un tour d’horizon des principales mesures adoptées par le biais des « Ordres de l’exécutif » — « *Executive Orders*» — voir Walter Karp, « Liberty Under Siégé. The Reagan Administration's Taste for Autocracy », Harper ’s, novembre 1985, pp. 53-67. [↑](#footnote-ref-99)
100. Cf. Lester C. Thurow, « The ’Big Trade- off Debunked : The efficiency of a fair economy », *The Washington Monthly,* novembre 1985, pp. 47 et ss. Voir également Bruce Steinberg, « Le reaganisme et l’économie américaine dans les années quatre-vingt *», Critiques de l’économie politique,* n° 31, avril-juin 1985, pp. 5-24. [↑](#footnote-ref-100)
101. Cf. Louise Vandelac et al.. *Du travail et de l’amour.* Éditions Saint-Martin, 1985, p. 340. [↑](#footnote-ref-101)
102. Pour une analyse succincte, mais combien éclairante, des conséquences sociales négatives du reaganisme, on pourra consulter : Claude Julien, « La guillotine, l’enfant et la licorne », *Le Monde diplomatique*, décembre 1985, pp. 1 et 18-19. [↑](#footnote-ref-102)
103. Cf. Lee Smith, « Reagan’s Budget : Selling off the Government », 3 mars 1986, pp. 70-74. [↑](#footnote-ref-103)
104. Cf. Bruce Steinberg, *op. cit*., pp. 5. [↑](#footnote-ref-104)
105. Ces dépenses n’incluent pas les sommes consacrées à la santé et l’éducation. [↑](#footnote-ref-105)
106. Conseil canadien de Développement social. *Rapport Canadien à la Conférence internationale d’action sociale, août 1984.* [↑](#footnote-ref-106)
107. Commission royale sur l’union économique et les perspectives de développement du Canada, Rapport, vol. II, page 612. [↑](#footnote-ref-107)
108. C.C.D.S., *op. cit*., page 78. [↑](#footnote-ref-108)
109. Voir à ce sujet : Théret, B. et Didier, U., *La pression fiscale : une limite à l’intervention publique*? in Critiques *de l’Économie politique*, oct.-déc. 1982. [↑](#footnote-ref-109)
110. Voir l’article intitulé : « *Les restrictions à l’Assurance-chômage*» dans *l’Événement*, oct.-nov. 1985. [↑](#footnote-ref-110)
111. Des modèles de programmes de revenu garanti furent proposés dans le Livre blanc sur la fiscalité des particuliers (Québec) et dans le Rapport Macdonald (Ottawa). [↑](#footnote-ref-111)
112. Pour un survol sommaire des tendances et perspectives qui traversent la protection sociale aux États-Unis voir : *The Welfare State in America : trends and prospects* in the Annals of the American Academy of political and social science, mai 1985. [↑](#footnote-ref-112)
113. Pour plus de détails sur les programmes sociaux américains, voir Chaban-Delmas, J.J. et Pons, J.F., *La Protection sociale aux États-Unis,* Notes et Études Documentaires, La Documentation française, novembre 1983. [↑](#footnote-ref-113)
114. Pour une discussion sur cette question, voir Euséby, Chantal et Alain, Les disparités internationales de la protection sociale in Revue d’Économie politique, nos 5-6, 1982. [↑](#footnote-ref-114)
115. OCDE, *La répartition des revenus dans les pays de* l’OCDE, étude spéciale, Paris, 1976. [↑](#footnote-ref-115)
116. OCDE, Dépenses sociales 1960-1990, *Problèmes de croissance et de maîtrise,* Paris, 1985. [↑](#footnote-ref-116)
117. OCDE, *op. cit*., page 60. [↑](#footnote-ref-117)
118. Greffe, Xavier*, L’évaluation des activités publiques* in Recherches économiques et sociales, nos 13-14, la documentation française. [↑](#footnote-ref-118)
119. Greffe, X, *op. cit*., page 37. [↑](#footnote-ref-119)
120. Gouvernement du Québec, Développement économique. *Bâtir le Québec, énoncé de politique économique,* Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979. [↑](#footnote-ref-120)
121. Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, *Le bilan des conférences socio-économiques*, Québec, Les publications du Québec, 1985. [↑](#footnote-ref-121)
122. Parti libéral du Québec, *Maîtriser l’avenir, programme politique,* 1985, p. 89. [↑](#footnote-ref-122)
123. *Idem*. [↑](#footnote-ref-123)
124. *Idem*. [↑](#footnote-ref-124)
125. *Idem*, p. 9. [↑](#footnote-ref-125)
126. *Idem*, p. 10. [↑](#footnote-ref-126)
127. Robert Bourassa, *Discours prononcé en chambre le 17 décembre* 1985. [↑](#footnote-ref-127)
128. Parti libéral du Québec, *Op. cit*., p.35. [↑](#footnote-ref-128)
129. Gouvernement du Québec, *Op. cit*. et Gouvernement du Québec, *Le virage technologique. Bâtir le Québec, phase 2, Programme d'action économique 1982-1986,* Québec, Éditeur officiel du Québec, 1982. [↑](#footnote-ref-129)
130. Gouvernement du Québec, Ministère des Finances, *Privatisation de sociétés d'État, orientations et perspectives,* Québec, février 1986. [↑](#footnote-ref-130)
131. Parti libéral du Québec, *Op. cit*., p. 13. [↑](#footnote-ref-131)
132. Commission consultative sur le travail et la révision du Code du travail*. Le travail une responsabilité collective,* Québec, Les publications du Québec, 1985. [↑](#footnote-ref-132)
133. Par économistes « libéraux », nous entendons l’ensemble des économistes qui situent leur analyse dans le cadre du maintien d’une économie de marché. Cela comprend donc autant les keynésiens que les néo-libéraux, sans vouloir nier les différences considérables qui existent entre ces deux courants. Pour les keynésiens, on le sait, l’intervention de l’État dans l’économie, sous forme de dépenses, taxations, paiements de transfert, réglementation, etc. est une nécessité pour assurer une croissance soutenue et sans heurts. Sous le terme « néo-libéral » nous regroupons l’ensemble des analyses centrées sur la croyance en l’auto-régulation harmonieuse du marché (comportement rationnel des individus cherchant à maximiser leur satisfaction à moindre coût et assurant par la même l’allocation optimale des ressources rares). Cela comprend autant les néo-classiques du début du siècle, qu'actuellement les monétaristes ou les adeptes de l’économie de l’offre.

     Une présentation rigoureuse des différents courants est faite dans l’ouvrage de Baumol et Blinder (1979). [↑](#footnote-ref-133)
134. La première fuite en avant fut pratiquée au Canada durant la première moitié de la décennie 70. Après une longue période de tergiversations, le gouvernement fédéral s’est finalement résolument engagé sur la seconde voie, depuis l’arrivée du gouvernement conservateur au pouvoir. [↑](#footnote-ref-134)
135. Nous prenons ici les données des dépenses, recettes et solde budgétaires exprimés selon la comptabilité nationale et non selon les comptes publics (i.e. présentés avec le budget). Ce sont en effet les données de la comptabilité nationale qui permettent le mieux de représenter l’impact des finances publiques sur l’activité économique. Voir ministère des Finances (1983). [↑](#footnote-ref-135)
136. Voir à ce sujet Deblock (1983) et Deblock et Perreault (1985 A et B). [↑](#footnote-ref-136)
137. Sur les débats sur les déficits, voir van Schendel (1985) et Miller et Price (1984). [↑](#footnote-ref-137)
138. Le taux d’utilisation de la main-d’oeuvre de longue période est calculé à partir d’une moyenne mobile des taux de participation et des taux de chômage corrigés des variations conjoncturelles. Le solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles représente donc le solde qui serait observé, « toutes choses égales par ailleurs » si le niveau d’activité de l’économie était celui de son sentier de croissance de « longue période » (environ 10 ans). (Canada, ministère des Finances, 1983). [↑](#footnote-ref-138)
139. Le solde budgétaire est ici corrigé de la baisse de la valeur réelle du passif à valeur nette due à l’inflation et calculée en déflatant l’encours du 1er avril par l’indice des prix du PNB pour la période couvrant les deux trimestres antérieurs et les deux trimestres postérieurs. [↑](#footnote-ref-139)
140. Une correction par l’inflation au sens strict consisterait à « déflater » chacune des catégories de recettes et de dépenses par son indice de prix. Une telle démarche a été faite aux États-Unis par De Leeuw et Holloway (1982). [↑](#footnote-ref-140)
141. Voir à ce sujet van Schendel (1985). [↑](#footnote-ref-141)
142. van Schendel (1985) [↑](#footnote-ref-142)
143. Dans les années 50 et 60, le taux de chômage s’est situé en moyenne à 4,6% mais à 4,1% si on excepte la période 1957-61, période de forte poussée du chômage. [↑](#footnote-ref-143)
144. Voir l’objectif - en termes d’emplois - que fixait le conseil économique du Canada dans son 1er exposé annuel en 1964. [↑](#footnote-ref-144)
145. Okun (1962) pp. 137-138. Le coefficient exact était 3,2. [↑](#footnote-ref-145)
146. Nous calculons l’impact de la diminution du PNB - ou plus exactement de la différence entre PNB potentiel et PNB réel - en pondérant chaque catégorie de dépenses et de recettes (stabilisateurs automatiques) par leur élasticité i.e. leur sensibilité à la variation de la conjoncture. Voir van Schendel (1985). [↑](#footnote-ref-146)
147. La correction est effectuée à partir de 1968, date à partir de laquelle le taux de chômage dépasse durablement les 4%. Nous multiplions la partie du déficit attribuable à un chômage supérieur à 4% par le taux d’intérêt moyen de la dette gouvernementale selon les comptes publics. Mais cet intérêt doit être payé chaque année, d’où la nécessité méthodologique d’additionner les résultats annuels. On obtient alors les résultats présentés à la colonne du Tableau 7. À noter que la correction que nous effectuons par les intérêts ne porte que sur les intérêts payables suite à une hausse du taux de chômage au dessus de 4%, et non sur l’ensemble du service de la dette. [↑](#footnote-ref-147)
148. D’autres facteurs conjoncturels ont joué dans l’augmentation passive du déficit, même si leur incidence a été plus limitée. Deux facteurs en particulier méritent notre attention : la dépréciation du dollar canadien et la crise énergétique.

     La dépréciation du dollar canadien a une incidence sur le service de la dette en monnaie étrangère. Jusqu’en 1978, la dette envers les non résidents est restée limitée. Durant la période 1970-75, elle représentait moins de 2% du total des obligations négociables. Le recours à des emprunts importants sur les marchés étrangers, notamment en 1978 et 1984, a fait monter le pourcentage à 11,4% et 11% durant les périodes 1976-80 et 1981-85. Principalement en monnaie américaine, l’amortissement de cette dette s’est trouvé renchéri avec la dépréciation du dollar canadien à partir de 1976.

     La crise énergétique, au début des années 80, a de son coté entraîné des paiements accrus au titre des programmes d’indemnisation sur les importations et des recettes de prélèvement sur les exportations de produits pétroliers et gaziers. Le Programme énergétique national (PEN) et l’instauration de taxes spéciales sur les recettes de l’industrie pétrolière et gazière et sur les produits de consommation (essence, huile à chauffage...) sont cependant venus en partie corriger le déséquilibre des finances publiques occasionné par la crise énergétique. [↑](#footnote-ref-148)
149. Par politique fiscale nous entendons ici les mesures budgétaires qui affectent les recettes fiscales du gouvernement. [↑](#footnote-ref-149)
150. Canada, ministère des Finances, (1983). Récemment, (octobre 1986), le rapport du vérificateur général du Canada, K. Dye, indiquait que les exemptions fiscales coûtaient 28 milliards par année au trésor fédéral. [↑](#footnote-ref-150)
151. Voir conseil économique du Canada (1984). [↑](#footnote-ref-151)
152. Parlant de la récession de 1981-82, Serge Coulombe (1984) peut avec raison affirmer : « jamais dans l’histoire récente du Canada une récession n’aura été aussi bien nourrie par l’autorité fiscale » (p.249). [↑](#footnote-ref-152)
153. Pour une analyse plus détaillée, voir Deblock (1983) et Deblock et Perreault (1985 A et B). [↑](#footnote-ref-153)
154. On retranche donc ici l’ensemble des paiements d’intérêts et pas seulement ceux qui sont reliés directement à un chômage supérieur à 4%. Ceci permet entre autres de corriger l’effet des variations du taux d’intérêt, particulièrement sensibles au tournant des années 80. La notion de solde primaire a été suggéré par J. Tobin (1980). Elle ne prétend aucunement mesurer ce que serait le déficit en situation de « plein emploi », mais permet seulement d’évaluer l’*orientation* de la politique budgétaire. De ce point de vue c’est la *variation* du solde primaire corrigé qui importe plus que sa valeur absolue. [↑](#footnote-ref-154)
155. Pour plus de détails voir van Schendel (1985). [↑](#footnote-ref-155)
156. La création de la commission royale sur l’union économique et les perspectives du Canada (commission Mc Donald) en 1982 viendra marquer le vide où se trouve alors le gouvernement libéral. [↑](#footnote-ref-156)
157. E. Vessiliers (1985). [↑](#footnote-ref-157)
158. Pour reprendre l’expression de Henri Sempé (1986). [↑](#footnote-ref-158)
159. Dungan et Wilson l’ont montré à l’aide du modèle FOCUS (1983). [↑](#footnote-ref-159)
160. II ne faudrait pas oublier non plus l’importance des commandes de matériel militaire de la part de l’État. Bien que ce phénomène ait été beaucoup moins important au Canada, il pris une importance certaine aux États-Unis (Guerre de Corée, du Viêt-Nam, etc..) et, du fait des liens économiques étroits entre les deux pays, profita au Canada. [↑](#footnote-ref-160)
161. Sur ces derniers éléments voir Larsen, Llewellyn et Potter (1983) ainsi que C. Nème (1985). [↑](#footnote-ref-161)
162. Les deux explications ne sont d’ailleurs pas contradictoires dans la mesure où la rupture du sentier de croissance peut très bien entraîner des coûts sociaux supplémentaires : par la montée du chômage d’une part, mais aussi par la recherche de tous les moyens pour relever le taux de profit (accentuation des rythmes de travail et de l’insécurité, pollution etc...). [↑](#footnote-ref-162)
163. \* Le présent texte est une transcription d’une conférence de Michel Aglietta qui a eu lieu à Paris, le 6 décembre 1984, dans le cadre d’une série de conférences organisée par *l’Économie en question* que nous remercions pour l’autorisation de publication. [↑](#footnote-ref-163)